

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°450**

**SEPTEMBRE 2022**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **IRAN : PARTIES DU KURDISTAN, LES MANIFESTATIONS PROVOQUÉES PAR LA MORT DE MAHSA AMINI SE TRANSFORMENT EN SOULÈVEMENT POPULAIRE DANS TOUT LE PAYS**
- **IRAK : BLOCAGE POLITIQUE PERSISTANT; DÉBUT D'APAISEMENT INTRA-CHIITE ALORS QUE L'IRAN FRAPPE SON OPPOSITION KURDE EXILÉE AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **ROJAVA : POURSUITE DU HARCÈLEMENT TURC; DAECH TOUJOURS ACTIF**
- **TURQUIE : DANS UN CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE TOUJOURS PLUS TENDU, LE HDP ANNONCE LA FORMATION D'UNE ALLIANCE PROGRESSISTE**

---

## **IRAN : PARTIES DU KURDISTAN, LES MANIFESTATIONS PROVOQUÉES PAR LA MORT DE MAHSA AMINI SE TRANSFORMENT EN SOULÈVEMENT POPULAIRE DANS TOUT LE PAYS**

**A**près un mois d'août marqué par une répression ciblant particulièrement la communauté baha'ie, l'Iran a attiré l'attention début septembre par sa condamnation à mort à Ouroumieh (Ourmia) de deux activistes lesbiennes, Zahra Sediqi Hamedani, 31 ans, et Elham Chubdar, 24 ans, pour entre autres «*propagation de la corruption sur terre*», et «*promotion du christianisme*». L'organisation de défense des droits humains *Hengaw* note

en rapportant ces condamnations que les autorités judiciaires d'Ourmia sont parmi les plus sévères à l'égard des LGBT+. Selon l'AFP, une troisième femme, arrêtée pour les mêmes motifs et également détenue à la prison d'Ourmia, Soheila Ashrafi, 52 ans, était le 6 dans l'attente de son verdict. C'est semble-t-il la première fois que des femmes sont condamnées à mort en Iran en raison de leur orientation sexuelle. Le 28, les experts indépendants du Comité des droits de l'homme

de l'ONU ont appelé l'Iran à «*surseoir à l'exécution*» et à «*annuler leur jugement aussitôt que possible*». Ils n'ont reçu aucune réponse de Téhéran (AFP). Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir de Raïssi a entraîné selon plusieurs ONG un accroissement de 25% des peines capitales dans tout le pays (*La Croix*). Durant près de 10 jours début septembre, des familles de condamnés ont d'ailleurs manifesté dans tout le pays pour demander l'arrêt de leur exécution (*Farda*).

---

Concernant la possibilité d'un accord sur le programme nucléaire du pays, après des espoirs de résultats plutôt en hausse fin août, le début de ce mois a au contraire été marqué par le pessimisme, Téhéran étant accusé de traîner les pieds. Les États-Unis ont notamment critiqué la réponse iranienne au texte soumis par l'Union européenne comme «non constructive» ou même «en recul». Téhéran aurait demandé l'abandon de l'enquête de l'AIEA sur l'origine du matériel nucléaire découvert sur ses 3 sites non déclarés... La perspective d'arriver à une signature avant les élections américaines de mi-mandat, en novembre, semble donc s'éloigner. Parallèlement, l'AIEA a indiqué le 7 que le stock iranien d'uranium hautement enrichi augmentait rapidement tandis que son travail d'inspection demeurait entravé (*Al-Monitor*). Le 27, le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, a déclaré que l'Iran était prêt à coopérer avec l'AIEA à propos des 3 sites non déclarés et que, une fois le nouvel accord nucléaire signé, les inspecteurs de l'agence auraient accès «au-delà des garanties» (*Al-Monitor*). En début de mois, le ministère iranien de la Défense avait indiqué avoir protégé 51 villes du pays contre les attaques «attaques biologiques, radiologiques et chimiques» (*AFP*): il est permis de se demander si ces engagements sont véridiques ou si le régime cherche seulement à gagner du temps...

Au Kurdistan, arrestations, condamnations et assassinats de porteurs transfrontaliers (*kolbars*) se sont poursuivis. À Ilam, l'activiste Ahmed Darza a été condamné en début de mois à 4 ans et 4 mois de prison pour «propagande contre l'État». À Piranshahr, un autre militant a reçu 2 ans et 7 mois pour «appartenance à un parti kurde d'opposition», et 7 personnes ont été arrêtées à Bokan et Sanandaj (*WKI*). Le 9,

*Amnesty International* a lancé une «action urgente» à propos du dissident kurde Edris Feqhi, victime de disparition forcée (<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde13/6020/2022/fr/>). Déclaré mort par les médias d'État lors d'affrontements armés en juillet 2021 entre membres du parti kurde PJAK et *pasdaran*, mais peut-être seulement blessé, Feqhi aurait depuis été identifié par des témoins dans un centre de détention des *pasdaran* à Ourmia. Les officiels n'ont jamais cessé de torturer ses proches à coups de déclarations contradictoires, les incitant même un temps à déposer une demande de visite...

À Sanandaj, la militante kurde Kazhal Nasri a été condamnée à 5 ans d'emprisonnement pour appartenance au PDKI, et à Mahabad, Suda Khadirza a reçu 12 ans pour la même appartenance et avoir tué un officier du Renseignement, ce qu'elle a nié. Le 19, les forces de sécurité ont arrêté 6 Kurdes à Piranshahr, et une autre personne a été condamnée à 2 ans et 7 mois de prison pour appartenance au PDKI (*WKI*).

Les *kolbars* sont toujours la cible des forces de répression, qui ouvrent systématiquement le feu sur eux dans la montagne, alors qu'ils ne sont pas armés. Selon un bilan de *Kolbernews*, au moins 26 d'entre eux sont morts et 164 ont été blessés au cours des 6 derniers mois, dont au moins 80% du fait de l'armée ou des *pasdaran*. Selon *Kurdistan Human Rights Network* (*KHRN*), au moins 46 *kolbars* sont morts en 2021, 17 tués par les forces iraniennes et 4 par les forces turques. À noter qu'un *kolbar* mineur s'est suicidé après que les gardes-frontières ont confisqué ses mules.). En début de mois, 6 *kolbars* ont été blessés par des tirs directs près de Baneh et Newsud, la semaine du 12, un autre a été tué près de Newsud et 3 autres blessés, et les forces turques ont tué un autre porteur près de

Khoy. Au 13, l'Institut kurde de Washington (*WKI*) rapportait déjà 16 blessés depuis début septembre.

À noter qu'en début de mois, le Kurdistan a connu des manifestations de femmes protestant contre l'insécurité, en quelque sorte prémonitoires des événements ayant ensuite concerné Mahsa Amini... Les manifestations ont lieu après la mort d'une jeune femme de Marivan, Şilêr Resul, victime d'une tentative de viol par un homme pro-régime, Goran Qassimpour. Pour lui échapper, Resul n'a eu d'autre choix que de se jeter d'une fenêtre. Elle est morte de ses blessures après 5 jours à l'hôpital. Selon l'organisation *Hengaw*, les manifestantes se sont rassemblées devant le palais de justice de Meriwan, scandant «Nous sommes toutes Şiler. Nous vengerons le sang de Şiler» (*Kurdistan au Féminin*). Plusieurs organisations de défense des droits humains et partis politiques kurdes ont appelé à traduire Qassimpour en justice et l'ont accusé d'appartenir aux *pasdaran* (*WKI*).

L'Iran est sans doute l'un des seuls pays où des manifestations contre l'insécurité dénoncent non pas des hors-la-loi, mais ceux censés assurer le maintien de l'ordre, les Gardiens de la révolution (*pasdaran*)... Cet état de choses s'est tristement répété quelques jours plus tard, après qu'à Téhéran, une jeune kurde de 22 ans originaire de Saqqez, Jîna Mahsa Amini, arrêtée le 13 dans la capitale par la redoutée «police des mœurs» (en persan *Gasht-e Ershad*, «patrouille d'orientation»), est décédée le 16 à l'hôpital Kasra de Téhéran après 3 jours de coma. La famille était venue passer quelques jours dans la capitale, avant que la jeune fille n'entre à l'université dans sa région d'origine.

Après l'annonce de son décès, les membres de sa famille et des civils se sont rassemblés devant

---

l'hôpital pour lui rendre hommage et protester. Les forces de sécurité ont attaqué le rassemblement et arrêté plusieurs personnes. Le 18, le KHRN a d'ailleurs alerté sur l'absence d'informations sur le sort d'un Kurde de Sanandaj résidant à Téhéran, Zanyar Mohammadnezhad, arrêté devant l'hôpital et mis au secret avec plusieurs autres personnes.

Cette première manifestation a été suivie par une autre, tenue juste après les obsèques de la jeune femme, organisées le 17 dans sa ville natale de Saqqez, avant même qu'un médecin légiste puisse l'examiner. Selon l'agence *Fars*, les participants à la cérémonie ont ensuite scandé des slogans réclamant une enquête, avant que des milliers d'habitants de la ville ne se rassemblent devant le bureau du gouverneur avec de nouveaux slogans et des jets de pierres contre le bâtiment. Des femmes ont brûlé leur hijab. Le rassemblement a été «*dispersé par les forces de sécurité qui ont tiré des gaz lacrymogènes*» (AFP). Puis le 18 au soir, «*environ 500 personnes se sont rassemblées*» à Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan «*et ont crié des slogans contre les responsables du pays*». Les manifestants «*ont brisé les vitres de certaines voitures, incendié des poubelles*», et là encore, «*la police a utilisé du gaz lacrymogène pour disperser la foule*» et a procédé à des arrestations, a rapporté *Fars*. Ces premières manifestations ont été suivies de nombreuses autres, qui se sont rapidement étendues du Kurdistan à tout le pays, et ont pris de plus en plus d'ampleur jusqu'à la fin du mois, tandis que la polémique ne cessait d'enfler à propos des causes de la mort de la jeune femme.

La police de Téhéran a rapidement affirmé ne porter aucune responsabilité dans le décès d'Amini, indiquant «*qu'il n'y avait pas eu de contact physique*» entre ses agents et elle. Le jour même de l'annonce de son décès, la télévi-

sion d'État a diffusé une courte vidéo de surveillance visant à accréditer cette version. On y voit, dans ce qui doit être une salle du centre de détention de la police des mœurs, une femme, présentée comme Mahsa Amini, s'effondrer brutalement alors qu'elle venait de se lever pour discuter avec une «*instructrice*». La télévision a invoqué un brusque «*problème cardiaque*», mais cette explication n'a pas convaincu les protestataires: il est difficile de trouver dans le pays un ou une Iranienne n'ayant pas été dans sa vie confrontée à l'attitude brutale de cette unité visant à faire respecter les normes «*islamiques*» d'habillement que cherche à imposer le pouvoir. L'agence officielle *Fars* elle-même s'en est faite l'écho: de nombreux Iraniens ont été immédiatement «*convaincus que Mahsa est morte sous la torture*».

Le père de la jeune victime, Amjad Amini, a indiqué dès le 19 à la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw* que sa fille avait été «*battue à l'intérieur d'un véhicule de la police alors qu'elle était détenue, ce qui a entraîné sa mort prématurée*». À l'appui de cette déclaration, il a cité ce témoignage: «*les femmes qui étaient dans l'ambulance ont dit qu'elle avait été frappée à la tête*». Il a ajouté que les autorités avaient refusé de lui communiquer les résultats de l'autopsie. La famille a aussi démenti rapidement toutes les allégations à propos d'antécédents médicaux de la jeune fille, problèmes cardiaques, tumeur au cerveau etc, destinées à dédouaner la police... «*Son corps a été bien couvert pour que nous ne voyions pas les bleus, notamment sur ses jambes, a témoigné son père dans un entretien accordé au site iranien Rouydad24. «Les filles qui étaient dans la fourgonette de la police avec Mahsa m'ont appelé pour me dire qu'elle a été malmenée physiquement par les policiers*». Bien plus tard dans le mois, le 28, cette version des faits sera confirmée à l'AFP par Erfan Mortezaei, le cousin de Jîna Mahsa Amini installé

au Kurdistan d'Irak. Il a indiqué tenir ses informations de la mère de la victime, jointe par téléphone: les policiers ont giflé la jeune fille devant son frère, avant de la frapper avec un bâton «*aux mains, aux jambes*». Après avoir neutralisé le frère en lui pulvérisant du poivre au visage, ils ont embarqué Mahsa dans une fourgonette où les coups ont continué: «*Quand ils l'ont frappée à la tête avec le bâton, elle a perdu connaissance*». De plus, une fois au centre de détention, elle n'a pas été emmenée à l'hôpital immédiatement: «*Il a fallu attendre encore au moins une heure et demie avant qu'elle ne soit transportée à l'hôpital*», a indiqué Mortezaei (AFP).

Cette mort plus que suspecte a causé dans tout le pays une émotion énorme: le 18, le hashtag #Mahsa\_Amini en persan était en première position des tendances avec près de 1,5 million de tweets, et l'affaire se trouvait en «*Une*» de la quasi-totalité des journaux. Des mouvements de protestation exigeant des «*éclaircissements*» ont démarré dans plusieurs universités, dont celles de Téhéran et Shahid Beheshti (*Tasnim*). À Téhéran, le 19 au soir, rue Hejab («*Rue du voile islamique*»), des centaines de personnes se sont rassemblées, là encore scandant des slogans, des femmes enlevant leur hijab et criant «*Mort à la République islamique*». Des images de la BBC ont montré d'autres femmes retirant aussi leur foulard et criant «*Mort au dictateur*», en référence au Guide suprême, l'Ayatollah Ali Khameneï.

Au Kurdistan, malgré les menaces du régime, qui y a dépêché de nombreuses troupes, les villes sont entrées dans la grève générale: Saqqez, bien sûr, d'où était originaire Amini, mais aussi Sanandaj, Baneh, Bokeran, Divandareh, Jawanro, Kamyaran, Kermanshah, Mahabad, Marivan, Naghadeh, Oshnavieh, Ourmia, Piranshahr... Bien souvent, les femmes ont pris la tête des protes-

tations avec entre autres le slogan «Femme, vie, liberté!» («Jin, Jiyar, Azadi!»), bien connu de celles et ceux ayant suivi à distance la révolution du Rojava. Nombre d'entre elles ont été blessées par les attaques des forces de répression. Selon l'organisation *Hengaw*, à Saqqez, une nouvelle manifestation s'est soldée par la mort de 2 participants lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule à balles réelles, tandis que 2 autres personnes étaient aussi abattues par balles à Divandarreh (*Reuters*). Le 20, on comptait 215 blessés dans tout le Kurdistan d'Iran (WKI).

Devant l'ampleur des réactions, le Président Raïssi a téléphoné le 18 au soir à la famille de la jeune fille pour l'assurer qu'il «[poursuivrait] l'enquête jusqu'à la clarification de l'affaire» (*AFP*), et le lendemain, le représentant du Guide suprême au Kurdistan, Abdolreza Pourzahabi, s'est rendu au domicile familial à Saqqez. Ces gestes traduisant l'inquiétude du pouvoir, n'ont eu aucun effet sur les manifestations. Le 21, à Kermanshah, au Kurdistan, 2 nouveaux manifestants ont été tués, portant le bilan officiel à 6 morts, mais le soir, selon l'agence *IRNA*, les manifestants sont de nouveau «sortis dans les rues d'une quinzaine de villes d'Iran, bloquant la circulation, incendiant des poubelles et des véhicules de police, lançant des pierres sur les forces de sécurité et scandant des slogans hostiles au pouvoir. La police a utilisé des gaz lacrymogènes et procédé à des arrestations pour disperser la foule» (*AFP*). Les manifestations se sont prolongées une bonne partie de la nuit. De nombreuses femmes ne portaient plus leur foulard, et certaines l'ont même brûlé en pleine rue, sous les applaudissements. Certaines Iraniennes ont aussi «décidé de couper leurs cheveux pour montrer leur indignation».

«C'est la première fois que je vois cela», a expliqué la politologue et sociologue Mahnaz Shirali au

quotidien suisse *Le Temps*. Selon elle, l'affaire a brisé l'attitude de repli prudent de la jeunesse: «La jeunesse se réveille alors qu'elle s'était réfugiée dans l'indifférence, un mécanisme d'autodéfense. [...] Mais la mort de Mahsa Amini a été un énorme choc, car c'était l'innocence même. Elle n'était pas politisée. Toutes les Iraniennes qui ont eu affaire à la police des mœurs se sont dit qu'elles auraient pu connaître le même sort».

Confrontés à la colère de la population, plusieurs tenants du pouvoir ont montré leur inquiétude par des prises de positions inhabituellement critiques à l'égard du *Gasht-e Ershad*: le député Jalal Rashidi Koochi, s'est interrogé sur son utilité, son collègue Moenoddin Saeedi a indiqué son intention de demander sa suppression, et le Président du parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a jugé que la conduite de cette unité nécessitait une enquête pour éviter d'autres cas semblables... Le 17, un haut dignitaire chiite, l'ayatollah Asadollah Bayat Zanjani, a qualifié les comportements de la police d'«illégaux, irrationnels et illégitimes»... Parallèlement, les responsables de la répression ont commencé à formuler des menaces. Le gouverneur de Téhéran, Mohsen Mansouri, a déclaré sur *Twitter* que les manifestations dans la capitale étaient «organisées dans le seul but de créer des troubles»... (*AFP*) Partout, les forces de répression ont commencé à tirer dans la foule, mais d'abord au Kurdistan, là où les manifestations avaient démarré.

Selon les statistiques recueillies par le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan (*KHRN*), au 22, au moins 12 manifestants avaient été tués à Ourmia, Oshnavieh, Piranshahr, Divandareh, Saqqez, Dehgolan et Kermanshah. Notamment au village de Balu, près d'Ourmia, les *bassij* (miliciens islamiques) ont ouvert le feu sur un groupe de

jeunes manifestants, en blessant gravement 4, dont l'un est ensuite mort à l'hôpital d'Ourmia (WKI). Le même jour, on a appris que la police avait tiré sur la foule durant des affrontements le 21 au soir à Mashhad (*AFP*). Parallèlement, les autorités, qui avaient déjà volontairement ralenti les connexions internet, l'ont totalement bloqué dans plusieurs provinces, dont le Kurdistan, mais aussi à Tabriz, ainsi que les réseaux sociaux: cela gêne la coordination entre protestataires et évite la diffusion à l'étranger d'images gênantes pour le régime. Ceci a fait craindre aux ONG une répression encore plus violente, comme en novembre 2019, où le régime avait profité de la coupure d'Internet pour réprimer quasiment à huis-clos les manifestations provoquées par l'augmentation du prix des carburants, avec un bilan d'au moins 300 morts...

De fait, le 22, *Amnesty International* a dénoncé une «répression brutale», faisant état contre les manifestants d'un «recours illégal aux tirs de grenailles, billes d'acier, gaz lacrymogène, canons à eau et coups de bâton»... Ce même jour, face à ceux que les *pas-daran* qualifient d'«émeutiers» et de «contre-révolutionnaires», obéissant à une «conspiration de l'ennemi», le pouvoir a organisé à Téhéran une contre-manifestation en faveur du port du *hijab*. Les manifestants ont défilé avec des drapeaux iraniens et scandé des slogans comme: «Mort aux comploteurs» ou «Prôner la fin du voile, c'est la politique des Américains» (*Le Monde*).

Le 23, l'ONG *Iran Human Rights* a annoncé que la répression avait fait au moins 50 morts dans tout le pays (*Le Monde*), malgré un bilan officiel se limitant à 17 morts, dont des policiers. L'organisation kurde de défense des droits humains *Hengaw* a rapporté que dans la ville kurde d'Oshnavieh, les forces de sécu-

rité avaient tiré durant la nuit du 22 au 23 sur les manifestants avec des «*armes semi-lourdes*» (AFP). Mais l'escalade répressive n'a pas empêché les manifestations de soirée devenues quotidiennes de s'étendre le samedi 24 à près de 80 villes. Des rapports ont fait état de passages à tabac de membres des forces de sécurité, d'attaques à la bombe contre des bureaux de la «*police des mœurs*», ou encore de véhicules de police incendiés. Les officiers ont parfois tiré ou lancé du lacrymogène dans les fenêtres des appartements (New York Times), mais surtout, les tirs à balles réelles sur les manifestants sont devenus réguliers. Selon Hengaw, les manifestants ont pris le contrôle d'une grande partie d'Oshnavieh – ce que les autorités ont nié, tout en reconnaissant que «*les émeutiers [y] avaient attaqué trois bases des bassij*» (AFP). L'Institut Kurde de Washington (WKI) a cependant rapporté qu'elles avaient mis sous couvre-feu la plupart des villes du Kurdistan...

Le 25, après 10 jours de manifestations, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a menacé de nouveau les manifestants en insistant sur «*la nécessité d'agir sans aucune indulgence*» envers les instigateurs des «*émeutes*» (AFP). Dans la nuit du 25 au 26, rassemblements et affrontements ont secoué 30 des 31 provinces du pays, alors que le mouvement entrait dans son dixième jour consécutif. 22 campus universitaires connaissaient des manifestations (Le Monde). Le 26, on comptait selon Tasnim (site d'information proche des pasdaran) 1.200 arrestations d'«*émeutiers*», la plupart dans le Nord du pays, notamment à Mazandéran et Gilan (Le Courrier Picard). Dans les différentes villes du Kurdistan, au moins 898 manifestants avaient été blessés (Hengaw) et 18 tués, et dans tout le pays, le bilan se montait à «*au moins 76 morts, [dont] 6 femmes et 4 enfants*» (Iran Human Rights).

«*Ce qui se passe ne doit pas être réduit à des manifestations*, expliquait le 27 au journal Le Monde un sociologue vivant à Téhéran et préférant demeurer anonyme: «*L'Iran connaît un phénomène continu, large et généralisé, où les contestataires n'hésitent pas à répondre à la violence des forces militaires par la violence. Nous assistons désormais à un soulèvement*», estimait-il. La peur et le fatalisme qui avaient dominé après la grande répression de 2019 semblaient avoir disparu. «*Jeme bats, je meurs, je récupère l'Iran*», scandaient les manifestants... Ce même jour, l'agence Tasnim annonçait l'arrestation à Téhéran de la fille de l'ex-président Rafsandjani, Faezeh Hachemi, pour «*avoir incité des émeutiers à manifester*».

Le 28, alors que la famille de Jîna Mahsa Amini déposait plainte contre la police, les manifestations se poursuivaient. Dans le même temps, la police renouvelait ses menaces en avertissant qu'elle s'opposerait avec «*toutesa force*» aux «*conspirations des contre-révolutionnaires et des éléments hostiles*» (AFP). Ce jour-là, le régime a montré à quel point il s'inquiétait de la généralisation des protestations et de leur transformation rapide en contestation directe de son existence même. Après plusieurs frappes les 25 et 26 sur des régions frontalières côté Kurdistan d'Irak, il a lancé une attaque de grande ampleur sur des implantations de partis kurdes d'opposition dans cette Région, où 20 drones chargés d'explosif ont fait au premier bilan 9 morts et 32 blessés (AFP). Il s'agit clairement de chercher à attirer les partis kurdes, PDKI et Komala, dans une confrontation militaire, le message s'adressant aussi aux manifestants non-kurdes dans le pays afin de rompre leur unité: «*En manifestant, vous faites le jeu des séparatistes kurdes, vous ouvrez la porte au démembrement du pays*»... L'ancien vice-secrétaire général du PDKI, Asso Hassanzadeh, a réagi en

appelant à éviter la militarisation du mouvement de contestation et à maintenir son unité (Le Monde).

À partir du 29 au soir, la brutalité croissante de la répression et la suppression des réseaux sociaux qui permettaient aux protestataires de se coordonner ont bien provoqué une certaine diminution de leur nombre, mais ne sont pas parvenus à endiguer le mouvement. Les participants aux rassemblements se sont adaptés pour éviter l'arrestation, par exemple en manifestant depuis leur véhicule où en scandant des slogans depuis le toit ou le balcon de leur immeuble. Par ailleurs, de nouvelles formes de mouvement se sont dessinées, lorsque enseignants, étudiants, ou encore chauffeurs Uber, ont annoncé des grèves (Al-Monitor). En réponse, le pouvoir a intensifié la pression sur des cibles symboliques, comme les célébrités ayant déclaré soutenir le mouvement, cinéastes, athlètes, musiciens et acteurs, accusés de «*souffler sur les braises des émeutes*», ainsi que les journalistes. Ainsi une journaliste ayant couvert l'enterrement de Jîna Mahsa Amini, et une autre qui avait contribué à rendre l'affaire publique après s'être rendu à l'hôpital où elle était dans le coma ont toutes deux été arrêtées. Le 30, le Comité pour la protection des journalistes, basé à Washington, annonçait au moins 29 arrestations de journalistes. L'ancien footballeur du Persepolis FC Hossein Maahini, ainsi que l'ancien animateur de la télévision d'Etat Mahmoud Shahriari, ont été arrêtés pour avoir soutenu les manifestations sur les réseaux sociaux. Le 30, alors que le mouvement entrait dans sa 3<sup>e</sup> semaine, les estimations du nombre de victimes de la répression atteignaient selon Iran Human Rights au moins 83 morts. Amnesty International a dénoncé une violence «*impitoyable*» des forces de répression, allant des balles réelles aux passages à tabac, en passant par les billes de

plomb et les violences sexuelles contre les femmes. Les autorités ont annoncé avoir arrêté plus de 1.200 personnes depuis le début du mouvement. Parmi les dernières personnalités interpellées, le chanteur Shervin Hajipour, dont la chanson *Baraye* («Pour»), composée de tweets sur les manifestations, était devenue virale sur *Instagram*. À Zahedan, dans une région à population baloutche près des frontières afghane et pakistanaise, la police a ouvert le

feu sur des manifestants qui jetaient des pierres sur un commissariat, faisant plusieurs morts, sans que leur nombre soit immédiatement connu. Mais la télévision d'État a fait état d'«*échanges de tirs*» ayant fait 19 morts et 20 blessés, dont le chef local du Renseignement des *pasdaran*. Plus tard dans la journée, le ministère du Renseignement a annoncé l'arrestation de «*neuf fressortissants d'Allemagne, de Pologne, d'Italie, de France, des Pays-Bas, de Suède, etc.*»,

interpellés «*sur les lieux d'émeutes ou y [ayant] été mêlés*» (AFP). Le pouvoir n'a cessé de dénoncer depuis le début des manifestations un «*complot de l'étranger*».

Fin septembre, le pouvoir, malgré une répression de plus en plus impitoyable, n'était pas parvenu à arrêter un mouvement s'apparentant de plus en plus à une véritable insurrection populaire contre la République islamique.

## IRAK :

### BLOCAGE POLITIQUE PERSISTANT ; DÉBUT D'APAISEMENT INTRA-CHIITE ALORS QUE L'IRAN FRAPPE SON OPPOSITION KURDE EXILÉE AU KURDISTAN IRAKIEN

**L**e 7 septembre, la Cour suprême fédérale irakienne a refusé la demande d'un député sadriste de prononcer la dissolution du parlement de Bagdad. C'est évidemment un échec pour Moqtada al-Sadr dont l'influence sur une bonne partie de la population chiite demeure cependant considérable.

La lutte entre Sadr et ses adversaires du «Cadre de coordination» pro-iranien s'est maintenant déplacée sur un plan que l'on pourrait qualifier de «théologique», avec la question de savoir quelle doit être en Irak la suprême autorité religieuse (*marja*) suivie par les chiites. La réponse est évidemment hautement politique, l'ancien professeur en études islamiques de Sadr, le Grand Ayatollah Kadhim al-Haeri ayant appelé à obéir... au Guide suprême iranien Ali Khamenei! Sadr a immédiatement rétorqué que «*la ville sacrée de Najaf est le centre de la marja*», claire référence au Grand Ayatollah Ali Sistani, qui jusqu'à présent ne s'est pas exprimé sur la situation politique (*Rûdaw*).

Si Bagdad a retrouvé un certain calme après la «démission» de Sadr, à Bassorah, des affronte-

ments entre les milices sadristes du *Sayara al-Salam* («Brigades de la Paix») et les pro-iraniens du *Asaib Ahl al Haq* ont fait 4 morts. Parallèlement, un député a déposé plainte devant la Cour suprême contre le Président du parlement Mohammed al-Halbousi pour avoir accepté par un décret «antidémocratique» la démission collective des députés sadristes en juin dernier...

Pour la chaîne d'info kurde *Rûdaw*, les deux camps, chacun ayant bien conscience du pouvoir de l'autre et de ses propres limites, sont entrés dans une phase d'observation, ce qui permet d'espérer que le spectre de la descente aux enfers dans la violence d'une guerre civile intra-chiite est pour l'instant écarté. Mais ni les tensions ni le blocage ne sont pour autant terminés. Ainsi, Sadr a refusé d'envoyer un représentant à la seconde session du «dialogue national» organisé par le Premier ministre Mustafa Al-Qadhimi. Il est donc peu probable qu'on assiste à des négociations permettant de dégager un gouvernement de coalition.

Le futur proche tourne autour de la question suivante: que vont faire les anciens alliés de

Moqtada al-Sadr au parlement, les sunnites du parti *Taqaddum* («Progrès») du président du parlement Mohammad al-Halbousi et les Kurdes du PDK, les 2 partis les plus importants de leur communauté respective? La démission soudaine de leurs alliés sadristes les avait laissés quelque peu isolés. Sadr aurait souhaité qu'ils fassent eux aussi démissionner leurs députés, mais ils se sont bien gardés de se lancer dans ce «suicide institutionnel». Depuis, les partis du Cadre de coordination n'ont cessé de les solliciter pour qu'ils réactivent le parlement et participent à la formation d'un gouvernement sans le bloc sadriste.

Si PDK et *Taqaddum* partagent avec les sadristes leur souhait de tenir de nouvelles élections, ils estiment nécessaire que les scrutins suivent «*la formation d'un gouvernement ayant pleine autorité*», comme ils l'ont exprimé le 11 dans un communiqué conjoint salué par le Cadre de coordination, qui est peu ou prou sur la même position (AFP). La possibilité la plus vraisemblable serait donc la tenue de nouvelles élections, avant ou après la formation d'un gouvernement de transition chargé de les préparer. En opposition à la formation d'un

tel gouvernement, les sadristes continuent à réclamer la dissolution immédiate du parlement, ce qui mènerait à des législatives anticipées dans la foulée. De leur côté, leurs adversaires du «Cadre de coordination» ont réitéré le 12 leur soutien à leur candidat au poste de Premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani: c'est précisément son nom qui avait enflammé les sadristes fin juillet (AFP).

Un des effets secondaires de cette longue crise est la confirmation de l'importance politique des Kurdes (et notamment ceux du PDK) au plan national. Ainsi l'annonce commune du 11 sur «l'importance de la tenue d'élections anticipées» a-t-elle été faite depuis Erbil, où le chef du PDK, Massoud Barzani, avait reçu Mohammed Al-Halbousi et le chef de l'Alliance pour la souveraineté, Khamis Al-Khanjar (KurdPress).

La période de la cérémonie et du pèlerinage chiites d'*Arba'in*, durant laquelle le parlement ne s'est pas réuni, a permis d'apporter un peu de calme. Immédiatement après la conclusion de cet événement, le 17, le Cadre de coordination a repris ses négociations pour former le gouvernement. Le 25, une source du Cadre de coordination a déclaré à *Al-Monitor* qu'un accord avait pu être obtenu avec l'alliance *Taqaddum* – PDK. À cette date, on s'aiguillait de nouveau vers un gouvernement de consensus, qui partagerait les postes entre tous les partis politiques en fonction de leurs sièges: c'est précisément la formule à laquelle Sadr est le plus opposé, car il la considère comme l'origine de la corruption gangrénant le pays. Ce partage du pouvoir se ferait dans le cadre d'une nouvelle alliance, baptisée «Coalition pour l'administration de l'État». Les élections provinciales se tiendraient avant les prochaines élections nationales,

et la loi électorale serait modifiée. Il n'y avait pas encore d'accord sur les noms d'un Président et d'un Premier ministre.

Concernant le premier poste, traditionnellement dévolu à un Kurde, les 2 partis kurdes, PDK et UPK, ne sont toujours pas d'accord, chacun défendant son propre candidat: le ministre de l'intérieur du Kurdistan, Ahmed Ribber, pour le PDK, alors que l'UPK désire un second mandat pour le président sortant Barham Salih.

Le Cadre de coordination espérerait qu'à terme, les sadristes accepteraient de participer au processus de formation du gouvernement. Au 26, Sadr n'avait pas encore réagi à ces derniers développements. La première session du parlement depuis le 23 juillet, juste avant son occupation pour un mois par les manifestants sadristes, s'est tenue le 28, malgré un contexte sécuritaire tendu: frappes iraniennes sur le Kurdistan irakien, tirs de roquettes sur la «Zone verte» au moment même où les députés délibéraient, qui ont blessé 7 membres des forces de l'ordre. Le courant sadriste a condamné ces tirs, qui n'ont pas été revendiqués. Par ailleurs, plusieurs centaines de partisans de Sadr, opposés à la remise en route d'un parlement dont ils exigent la dissolution, ont tenté d'entrer de nouveau dans la zone sécurisée afin d'empêcher la tenue de la session. Ils ont dû être repoussés à coups de gaz lacrymogène et de grenades assourdissantes, dans des affrontements où une centaine de membres des forces de l'ordre et 11 civils ont été blessés (AFP). La session parlementaire a cependant permis de conforter la position d'Al-Halbousi, dont la démission a été rejetée. Les députés ont également nommé un Kurde indépendant comme vice-président du Parlement en remplacement d'un législateur sadriste démis-

sionnaire. Par contre, la session n'a pas permis d'élire un nouveau président (WKI).

Le 30, Bagdad se préparait en vue des manifestations prévues samedi 1<sup>er</sup> octobre pour commémorer le troisième anniversaire du soulèvement populaire anti-corruption de 2019, potentiellement les manifestations les plus importantes jamais organisées dans le pays, puisqu'on y attend aussi bien des partisans de ce mouvement «Tishrîn» que des sadristes (*The National* – UAE).

Sur le plan toujours délicat des relations entre la Région du Kurdistan et le gouvernement fédéral, l'accord en 28 points adopté comme base de la nouvelle alliance en vue de la formation d'un nouveau gouvernement prévoit l'adoption de nouvelles lois sur le pétrole et le gaz (WKI). Par ailleurs, les Américains se sont impliqués dans cette question de la gestion des hydrocarbures, faisant pression pour un compromis. À son retour d'Irak, la secrétaire d'État américaine adjointe, Barbara Leaf, a indiqué que Washington ne prenait «aucune position juridique ou constitutionnelle» concernant la décision de la Cour suprême irakienne invalidant les contrats pétroliers du GRK, mais craignait qu'une mise en œuvre «précipitée» de cette décision ne «[fasse] fuir d'Irak les entreprises américaines et les autres», avec des conséquences économiques désastreuses bien au-delà du Kurdistan d'Irak...» (*US Department of State*). En effet, plusieurs compagnies américaines se sont retirées d'Irak cet été, et le 15 septembre, le groupe français *Total Énergies* a vendu à la société *ShaMaran* ses parts du champ pétrolier de Sarsang, au Kurdistan.

Le 26, le deuxième vice-président du parlement irakien, Shakhawan Abdullah, a indiqué que sunnites, Kurdes et Cadre de

---

coordination travaillaient à la formation d'une coalition qui rédigerait une loi sur le pétrole et le gaz, longtemps attendue et acceptée par les gouvernements irakien et kurde, une demande particulièrement formulée par le PDK. Le 28, les États-Unis ont appelé de nouveau l'Irak et la Région du Kurdistan à travailler ensemble pour résoudre les différends actuels sur le pétrole et le gaz (*Rûdaw*).

Au moment où le parlement irakien se réunissait pour la première fois depuis le mois de juin, les Gardiens de la révolution iraniens (*pasdaran*) ont lancé au Kurdistan d'Irak sur l'opposition kurde iranienne en exil une série de frappes de missiles et d'une vingtaine de drones chargés d'explosifs armés, dont le premier bilan s'établissait à 9 morts et 32 blessés. Ont été visés notamment le siège du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) près de Koya, celui du parti Komala dans le village de Zewrgiz, à 15 km de Suleimaniyeh, et à 2 reprises, matin et après-midi, celui du Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) dans le village de Sherawa (Pirde, au Sud d'Erbil). La seconde frappe sur Sherawa, menée par 4 drones suicides, a fait 6 morts et 5 blessés, dont un journaliste venu couvrir le premier bombardement (WKI). «Lazone où nous nous trouvons a été touchée par dix frappes de drones», a indiqué à l'AFP un responsable du Komala, un autre a parlé de 16 drones. À Téhéran, la télévision d'État a affirmé que les frappes avaient visé «plusieurs quartiers généraux de terroristes séparatistes» (AFP).

Bagdad a annoncé la convocation «de toute urgence» de l'ambassadeur d'Iran pour protester contre les attaques, qui ont également fait des victimes civiles. Le PDKI a fait état de deux morts dans ses rangs, indiquant que les frappes avaient aussi visé les lieux d'installation de femmes et d'enfants. Le GRK a dans un communiqué

«fermement condamné [...] ces attaques continues qui entraînent la mort de civils» et appelé «à la fin de ces violations» (AFP). Le 29 en soirée, le bilan était selon les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak monté à au moins 13 morts dont une femme enceinte, et 58 blessés, en majorité des civils, dont des femmes et des enfants de moins de 10 ans. Le même jour, on a appris qu'un ressortissant américain se trouvait parmi les morts.

Les condamnations de ces attaques se sont succédé: après Bagdad, Washington, qui a parlé de frappes «éhontées» et mis en garde Téhéran contre de nouvelles attaques, Berlin, qui les a qualifiées d'«inacceptables», puis le 29, Londres, avant Paris, puis le 30, l'Union Européenne. Le département d'État a déclaré que les États-Unis «[continueraient] à appliquer des sanctions et à prendre d'autres mesures afin de mettre fin aux activités déstabilisatrices de l'Irak dans la région», sans autres précisions (AFP).

Ne tenant aucun compte de ces condamnations, les Gardiens de la révolution ont indiqué le 30 qu'ils poursuivraient leurs attaques contre l'opposition kurde en Irak jusqu'à ce que ces «groupes terroristes soient désarmés», demandant spécifiquement au GRK de les expulser de son territoire (WKI).

Malheureusement, le Nord de l'Irak, incluant la Région du Kurdistan, n'est pas seulement victime des frappes iraniennes. Ce mois-ci, il a également subi de nombreuses frappes turques ainsi que des attentats de Daech. L'émotion et la colère avaient été fortes dans tout le pays après la frappe turque indiscriminée qui avait tué le 20 juillet dernier 9 touristes arabes à Zakho. Le 1<sup>er</sup> septembre, le ministre irakien de la Défense, Juma Inad, a annoncé la formation d'une brigade frontalière basée à Erbil et chargée de protéger la région du Kurdistan et la frontière avec la Turquie. Selon

l'ONG *PeacemakerTeams*, les offensives militaires lancées par la Turquie dans la région ont tué au moins 123 civils depuis 2015 (*RojInfo*). Selon le ministère irakien de la Défense, l'armée turque a pénétré jusqu'à 105 km en profondeur dans les régions montagneuses du Kurdistan d'Irak, et a installé en Irak plus de 40 bases et plus de 4.000 soldats (*Rûdaw*). Malgré les déclarations fermes de Bagdad, il semble peu probable que l'Irak exerce des sanctions concrètes contre Ankara. À preuve la visite à Bagdad du chef du MIT (Renseignement turc), la première visite turque de haut niveau depuis le massacre de Zakho. Arrivé dans la capitale irakienne le 10, Hakan Fidan a rencontré les 3 personnages les plus importants de l'État: le Président Barham Saleh, le Premier ministre Mustafa Al-Kadhimi et le Président du parlement Mohammad Al-Halbousi. Le contenu de ses entretiens n'a pas été révélé, mais selon *Rûdaw*, Fidan a fait part à ses interlocuteurs de la volonté d'Ankara de poursuivre ses opérations contre le PKK sur le territoire irakien... Fidan a également revu le chef de l'«Alliance de la souveraineté» (sunnite) Khamis al-Khanjar, déjà rencontré à Ankara en février, ce qui a provoqué la colère des partis pro-Irak, attentifs à l'influence turque sur les partis sunnites irakiens... (WKI).

Le lendemain de cette visite, un véhicule des YBŞ a été ciblé le matin à 2 reprises par un drone turc près de Xanesor, dans la région yézidie de Shengal (Sindjar), non loin d'une base de l'armée irakienne. Les YBŞ ont indiqué n'avoir subi aucune perte (*RojInfo*), mais l'Institut kurde de Washington (WKI) a rapporté qu'une frappe de drone turc sur le district d'al-Shemal avait fait 3 victimes parmi les YBŞ ce même jour, sans qu'il soit clair s'il s'agit de la même attaque. Par ailleurs, Ankara a annoncé la mort de 4 de ses soldats dans des combats avec

---

le PKK au Kurdistan irakien. Le 23, une nouvelle frappe de drone au Sindjar visant cette fois le quartier général des YBŞ à Karaziz, a fait 2 blessés, dont 1 civil. Selon la police locale, seuls quelques gardes étaient présents dans ce bâtiment, récemment évacué (WKI).

L'agence turque d'État *Anatolie* a aussi indiqué le 16 que le MIT avait enlevé deux résidents du camp de réfugiés de Makhmour, accusés d'appartenance au PKK. Enfin, le 25, l'aviation turque a bombardé plusieurs zones proches d'Amêdî (Dohouk), et le lendemain 6 lieux différents du district de Mawat (Suleimaniyeh), terrifiant les résidents de plusieurs villages.

Par ailleurs, même si leurs activités ne font plus la «une» des médias, les djihadistes de Daech sont toujours bien présents dans certaines zones des territoires disputés entre Bagdad et Erbil. Le 2 septembre au soir, un djihadiste présumé a ouvert le feu à Qaradagh (Suleimaniyeh) sur la police locale et les *Asayish* (Sécurité), faisant 10 blessés. Les *Asayish* ont indiqué avoir abattu l'attaquant qui avait refusé de se rendre. Le 15, en pleine cérémonie chiite d'Arba'in, les djihadistes ont visé au mortier le mausolée de l'Imam Zain al-Abdin à Daqouq.

Le 14, les peshmergas ont conduit une large opération sécuritaire entre Kirkouk et Chamchamal

pour retrouver les restes d'un Kurde kidnappé en début de mois par Daech, sans succès. Récemment, les djihadistes ont étendu leurs activités aux zones situées entre Kirkouk et Suleimaniyeh. Toujours dans la province de Kirkouk, le 17, les djihadistes ont blessé 3 policiers en patrouille à Rashad.

Par ailleurs, 4 drones inconnus ont survolé les positions des peshmergas dans le district de Qara Hanjeer (Kirkouk). Ceux-ci ont tiré dessus après s'être assurés qu'ils n'étaient ni irakiens ni américains. Selon des activistes, ils appartiendraient au MIT turc, très actif à Kirkouk depuis octobre 2017.

Suite à l'augmentation des attaques de Daech, le chef d'état-major des armées, le général Abdul Amir Yarlla, s'est rendu à Kirkouk pour des discussions concernant la sécurité. Alors qu'un accord a été conclu depuis plus d'un an entre Bagdad et Erbil pour le déploiement dans les zones contestées d'une force conjointe irako-kurde, le ministère irakien de la Défense ne l'a toujours pas mis en œuvre malgré la détérioration continue de la sécurité. Le 19, c'est le ministre irakien de la Défense qui a visité Kirkouk pour discuter sécurité...

Les djihadistes se sont aussi manifestés dans la région de Khanaqin, à la frontière iranienne. Les monts Hamrin continuent à leur servir de

sanctuaire. Le 16, un leader djihadiste responsable de l'enlèvement puis de l'assassinat d'un officier irakien a été tué par une frappe aérienne. Par ailleurs, l'arrivée dans le district de 15.000 pèlerins venus d'Iran pour participer à *Arba'in* à Kerbela a obligé à reporter une opération militaire conjointe irako-kurde planifiée près de Khanaqin après l'augmentation récente des attaques de Daech. Le 26, après une nouvelle frappe aérienne irakienne près du lac d'Hamrin, des affrontements ont éclaté entre des djihadistes et une unité de l'armée venue inspecter la région. Cinq membres de Daech et un soldat ont été tués.

Enfin, dans les territoires disputés revenus sous le contrôle de Bagdad en octobre 2017, les Kurdes sont toujours confrontés à la reprise de la politique d'arabisation menée en son temps par Saddam Hussein. À Kirkouk, le récent processus de recrutement de mille fonctionnaires a montré des discriminations si flagrantes contre les Kurdes et en particulier les Kakais, que suite aux nombreuses plaintes reçues, le ministère des Finances a ordonné sa suspension le 16. Le 29, les diplômés en médecine de Kirkouk ont manifesté devant le bureau du gouverneur intérimaire nommé par Bagdad, qui avait ordonné la suspension de l'emploi de tous ceux n'ayant pas de cartes d'identité délivrées dans la province...

---

## ROJAVA: POURSUITE DU HARCÈLEMENT TURC; DAECH TOUJOURS ACTIF, NOTAMMENT DANS LE CAMP D'AL-HOL

**J**usqu'à présent, les efforts du Président turc pour s'assurer la possibilité de lancer une nouvelle invasion du Nord syrien n'ont pas été couronnés de succès. Parrainé par son grand ami russe, M. Erdoğan est pourtant allé aussi loin qu'il le pouvait dans son rapproche-

ment avec le régime syrien, provoquant même des manifestations antiturques de l'opposition dans les territoires syriens contrôlés par Ankara. Fin août, il a réitéré sa volonté de compléter les «Zones de sécurité» déjà existantes: «Nous ne cesserons pas notre lutte tant que nous n'aurons pas sécurisé nos frontières sud de bout

en bout par un corridor s'étendant sur une profondeur de 30 kilomètres». Comme le note *Al-Monitor*, cette déclaration sonne davantage comme l'expression d'une frustration que comme celle d'un projet réaliste. Damas a en effet soumis toute avancée sur la question des groupes kurdes armés à l'exigence d'un total

---

retrait turc de Syrie et de la fin du soutien d'Ankara aux «*groupes armés rebelles*». La Turquie vise toujours la révision de l'Accord d'Adana, signé en octobre 1998 sous pression d'Ankara peu après l'expulsion par la Syrie d'Abdullah Öcalan. Si pour Ankara cet accord lui donne le droit de poursuivre le PKK jusqu'à une profondeur de 5 kilomètres dans le territoire syrien, les Syriens n'ont jamais admis cette interprétation, qui ne se trouve pas dans le texte publié. Il est donc fort peu probable que Damas accède à des demandes portant sur une profondeur de 30 km! Les Syriens interprètent les récentes contorsions diplomatiques turques surtout comme des signaux à usage interne du Président en vue des prochaines élections.

Grâce aux bons offices de la Russie, les deux chefs du Renseignement, Hakan Fidan pour la Turquie, et Ali Mamlouk pour la Syrie, se sont bien rencontrés en début de mois, mais le site *Intelligence Online*, qui a rapporté l'information le 7, note que «*Les résultats n'ont pas été convaincants, mais la réunion a au moins permis à Ankara et à Damas d'exposer leurs exigences*»...

Si le régime tient Ankara à distance, par contre, il continuera certainement à jouer de la menace turque pour tenter d'obliger l'Administration Autonome du Nord-Est Syrien (AANES), dominée par les Kurdes du PYD, à accepter un accroissement de son contrôle. Là encore, le succès n'est pas garanti pour Bachar Al-Assad. Au moins à moyen terme, une attaque directe de l'armée syrienne sur les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) apparaît peu probable. Une des raisons est que, malgré le soutien de Moscou, le régime demeure fragile, alors que militairement, la Russie a maintenant bien d'autres préoccupations que la Syrie.

Par ailleurs, aucun soutien militaire ne peut empêcher l'aggravation de la situation économique, le véritable problème pour Damas. Enfin, même sur un pied plus restreint, la présence militaire des États-Unis se poursuit dans les territoires administrés par l'AANES au travers de la coalition anti-Daech. À tout cela il faut ajouter, comme le déclarait le 9 le chef des FDS, Mazloum Abdi, le fait que «*les forces turques sont occupées avec l'opération lancée au Kurdistan irakien*» (*Le Monde*).

Même si la situation du Moyen-Orient, avec les manifestations en Iran et l'instabilité persistante en Irak, a quelque peu fait oublier la lutte contre Daech, l'organisation islamique est toujours bien présente, en particulier en Syrie, et la coalition dirigée par les Américains, dont les FDS constituent l'élément au sol essentiel, donc toujours pertinente et active. La coalition a d'ailleurs connu un renforcement ce mois-ci, avec l'arrivée du Kurdistan d'Irak le 9 puis le 15 de convois militaires escortés de véhicules blindés et d'hélicoptères. L'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a rapporté la présence à chaque fois de près de 50 véhicules bourrés de fournitures logistiques, d'équipements divers et de réservoirs de carburant, qui ont gagné les bases militaires de la coalition près d'Hassaké.

Certainement au grand déplaisir d'Ankara, la coalition a mené début septembre des exercices militaires conjoints avec les FDS dans la région de Derîk, en plein triangle frontalier Syrie-Turquie-Irak. Ils comprenaient des tirs à l'arme lourde et moyenne à munitions réelles et des exercices de reconnaissance et de suivi du mouvement de cellules terroristes, pour «*les frapper et les empêcher de constituer une menace pour la population*» (OSDH). Si des manœuvres de même type avaient déjà pris place aupara-

vant dans la région de Deir Ezzor, ils sont absolument inédits dans cette région frontalière stratégiquement très sensible pour Ankara.

Faute de pouvoir lancer une nouvelle opération d'envergure dans le Nord syrien, la Turquie a poursuivi son harcèlement permanent des territoires de l'AANES, de l'Est à l'Ouest, tout au long de la ligne de front.

Dans la province d'Hassaké, la région chrétienne de Tall Tamr, non loin de l'autoroute stratégique M4, a été comme toujours particulièrement visée. Dès le 1er du mois, l'OSDH a rapporté de nouveaux bombardements sur la centrale électrique de la ville, que les turco-djihadistes ont pour la Nième fois mise hors-service, provoquant aussi de nouveaux déplacements de civils effrayés. Ces bombardements se sont poursuivis les jours suivants, touchant aussi la région de Serê Kaniyê (Ras al-Aïn). Le 6, le village assyrien de Tel Tawel a été particulièrement visé, sans être le seul. Après un calme précaire de 2-3 jours, l'armée turque a repris ses tirs le 9, tandis que les Forces spéciales des FDS menaient dans ce secteur une opération d'infiltration contre l'«*Armée nationale*» résultant en la mort de 23 de ses combattants. En représailles, l'armée turque et ses supplétifs ont frappé à l'artillerie lourde le village assyrien d'Al-Tawela à l'Ouest de Tall Tamr, sans faire de victimes. Les tirs d'artillerie se sont poursuivis sur les villages de cette zone au moins jusqu'au 17 du mois.

Le journal *Le Monde* a rapporté le 25 que, près de Tall Tamr, les lignes turques et celles des FDS se font face à quelques centaines de mètres, séparées par des soldats du régime syrien et des Russes. Un combattant syriaque de la force chrétienne des «*Gardiens du Khabour*», affiliée aux FDS, critique l'inaction

des Occidentaux comme des Russes face aux attaques turques: «Pourquoi les Américains laissent-ils faire les Turcs ? Nous n'avons pas vaincu l'EI [Daech] pour laisser les Turcs occuper notre territoire». Quant aux Russes, pourtant présents sur le terrain, ils ne jouent absolument pas selon lui leur rôle de garant du cessez-le-feu. Quant aux soldats du régime déployés entre les lignes, ils constituent pour lui une bien pauvre protection: «Ils hissent le drapeau et c'est tout. Ils n'ont pas d'armes lourdes, ils ne peuvent rien faire. Ce ne sont que des civils forcés à faire l'armée»... Parfois, ils fuient face à une attaque, contraignant les FDS à monter au front. Alors que l'accord de cessez-le-feu de 2019 prévoyait d'exclure les villages assyriens se suivant le long de la rivière Khabour, 4 seulement de ces villages sur 33 sont encore habités. Les autres ont été évacués en raison des incessants bombardements turcs.

Le 27, une frappe de drone menée à Al-Rumaiyan, près de Qamishli, à proximité d'une des bases les plus anciennes et importantes de la coalition anti-Daech, où sont stationnés des militaires américains, a touché un véhicule militaire où se trouvaient 2 responsables de l'AANES, qui ont été tués tous les deux. À cette date, l'OSDH comptait 59 attaques de drones turcs sur le territoire de l'AANES depuis le début de l'année, ayant fait 11 morts civils, dont 7 enfants, et 56 combattants, plus 93 blessés (<https://www.syriaahr.com/en/269240/>).

Plus à l'Ouest, dans la province d'Alep, après une période de calme entamée après la réunion du 23 août à Kobanê entre une délégation de la Coalition et les commandants des FDS, les échanges de tirs ont repris dès le 2 septembre entre le «Conseil militaire d'Al-Bab» (qui vise à reprendre le contrôle de cette

ville occupée par la Turquie) et les militaires turcs et leurs supplétifs syriens, et ont duré plusieurs jours. Le 18, en réponse semble-t-il à des tirs d'artillerie de l'armée syrienne, l'aviation turque a bombardé plusieurs positions des FDS et du régime à l'Est de Kobanê, faisant au moins 3 morts parmi les militaires syriens. Des échanges de tirs entre les mêmes protagonistes ont aussi pris place quelques jours plus tard, le 22, près de Marea, au Nord d'Alep. À Manbij, des affrontements ont opposé le 30 le conseil militaire de la ville et les Turcs, et un soldat du régime a été blessé près de cette ville. Un peu plus à l'Ouest, à la limite du secteur d'Afrin contrôlé par les Turcs, des échanges d'artillerie ont également pris place en milieu de mois à Shirawa. Le 26, un drone turc a frappé un bâtiment administratif de Kobanê, sans provoquer de pertes. Selon le *Rojava Information Center*, il s'agissait de la 80<sup>e</sup> frappe de drone sur l'AANES en 2022...

La ligne de front turco-kurde s'est également enflammée à Raqqa, avec des bombardements turcs intensifs en début de mois sur les villages et camps de déplacés situés près de l'autoroute M4. Le 9, un civil dont la voiture était tombée en panne sur la M4 près d'Aïn-Issa a été abattu par des snipers turcs. Après 5 jours de calme tendu, l'OSDH a aussi relevé un incident inhabituel le 16 lorsque les forces turques ont ouvert le feu sur une patrouille russe se trouvant sur l'autoroute M4, forçant celle-ci à se replier précipitamment. Le même jour, une frappe de drone turc a fait 4 morts, peut-être 5, parmi des membres de la police militaire de l'AANES, suscitant en représailles des tirs d'artillerie des FDS vers des secteurs sous contrôle turc près d'Aïn-Issa.

C'est justement à Raqqa que s'est

tenu le 11 le procès de 15 accusés ayant plaidé coupable de l'accusation de collaboration avec les services secrets turcs (MIT), auxquels ils avaient transmis contre paiement les coordonnées de commandants ou de responsables de l'AANES et des FDS, permettant ainsi leur assassinat (selon l'OSDH, un des accusés a d'ailleurs indiqué n'avoir jamais reçu après l'attaque les 50.000 dollars promis). L'audience s'est tenue à huis-clos, mais était ouverte aux familles des victimes des attaques turques concernées, qui sont venues nombreuses. 13 des accusés ont été condamnés à mort, la condamnation des 2 derniers étant suspendue faute de preuves, bien qu'ils aient admis leur collaboration avec le MIT. L'OSDH n'a pu confirmer si les sentences avaient été exécutées.

Dans les territoires sous occupation turque, les milices islamistes supplétives d'Ankara poursuivent leurs abus, et ce en particulier dans le territoire d'Afrin, où de nouvelles implantations destinées à loger des non-Kurdes sont en cours de construction... (WKI) Par ailleurs, alors que la peine de mort est maintenant interdite en Turquie, l'occupant n'hésite pas à l'appliquer dans les territoires syriens qu'il contrôle. Ainsi le «Tribunal militaire» d'Azaz a-t-il prononcé cette peine contre un Kurde de 22 ans originaire d'Afrin, pour avoir entretenu des contacts avec l'AANES avant l'occupation turque. Le jeune Hisên Yusif avait été enlevé à Afrin avec plusieurs autres membres de sa famille par le MIT durant l'été 2021, puis maintenu au secret plusieurs mois. L'oncle du condamné a appelé la communauté internationale à réagir contre ces abus et à demander des comptes au pouvoir turc (*RojInfo*).

Les cellules de Daech continuent leurs attentats contre les FDS, tandis que le danger représenté par les camps d'Al-Hol et de Roj

n'est toujours pas maîtrisé. Depuis début 2022, l'OSDH a documenté sur le territoire de l'AANES 136 opérations djihadistes, attaques armées ou attentats à la bombe, ayant fait 109 morts dont 37 civils, dont une femme et un enfant, des chiffres n'incluant pas l'attaque de la prison de Ghuguayran (Hassaké). Par ailleurs, depuis le lancement le 25 août d'une importante opération sécuritaire dans le camp d'Al-Hol, Daech a en représailles intensifié ses attaques. La première a été lancée le 27 août, et au 19 septembre, l'OSDH comptait déjà 16 attaques ayant fait 17 morts, dont 3 civils (<https://www.syriahr.com/en/268164/>). Notamment, le 10, un quartier général des FDS près de Hamar Al-Ali (Deir Ezzor) a été attaqué par des assaillants non identifiés, mais certainement djihadistes. Les FDS, mises en alerte, ont ensuite lancé une campagne d'arrestations dans la zone (OSDH). Le 11, les djihadistes ont réussi à tuer 7 combattants FDS dans 2 attaques séparées, 6 enlevés puis exécutés après une embuscade tendue sur la route Deir Ezzor-Hassaké, un 7<sup>e</sup> par balles près d'Al-Jazarah, dans l'ouest de la province de Deir Ezzor (AFP). Le 18, un point de contrôle des FDS a été attaqué au RPG à Al-Wahid (Deir Ezzor).

Le 21, les *Asayish* (Sécurité kurde) ont annoncé avoir attaqué et démantelé près du village d'Umm Fakik (20 km au nord d'Al-Hol) une cellule préparant une attaque du camp d'Al-Hol à l'aide de 2 voitures piégées, une technique rappelant celle utilisée contre la prison de Ghuguayran. 3 des djihadistes ont été tués et un 4<sup>e</sup> arrêté. Les djihadistes ont fait exploser l'une des voitures mais la seconde a été saisie avec 300 kg d'explosifs, 3 trois kalachnikovs, 8 chargeurs et 240 balles.

Le 23, les unités antiterroristes FDS ont lancé sur le village d'Al-Zarr, au nord de Raqqa, une opé-

ration soutenue par les hélicoptères de la Coalition qui a permis d'arrêter 3 djihadistes et de découvrir des caches d'explosifs. Le 28, c'est dans le village d'Al-Qaraiwan, près de Tell Hamis, que la Sécurité de l'AANES a saisi «la plus grande cache d'armes» depuis la chute du dernier réduit du «Califat» à Baghouz, une quantité absolument impressionnante, grâce à des renseignements obtenus de certains des djihadistes arrêtés dans le camp d'Al-Hol. Là encore, le projet des terroristes était d'attaquer le camp pour libérer ses détenus. Le communiqué du *SDF Press Center* (en arabe) accuse par ailleurs Ankara de se coordonner avec Daech contre l'AANES, dénonçant la «coïncidence» entre «les mouvements des cellules terroristes» et les «menaces et attaques de l'occupation turque», ajoutant: «Toutes les enquêtes menées par nos forces ont confirmé la coordination claire et étudiée entre les deux parties dans l'assaut sur nos zones» (<https://sdf-press.com/?p=38516>).

Le camp d'Al-Hol demeure le point de fixation du danger djihadiste au Rojava. S'y trouvent toujours selon l'ONU 56.000 personnes dont plus de 90% de femmes et d'enfants (50% des résidents ont moins de 18 ans), et 10.000 étrangers: 27.000 Irakiens, soit la moitié de sa population, et 18.000 Syriens, plus 8.500 étrangers d'autres nationalités. Si les résidents comprennent des proches de combattants djihadistes décédés et des personnes déplacées désirent seulement se réintégrer, on y trouve aussi des personnes continuant à soutenir l'idéologie de Daech, dont certains se définissent toujours comme des «soldats du califat» prêts à mourir et à assassiner pour la cause. Fin juin, l'ONU avait indiqué qu'en 18 mois, plus de 100 personnes, dont de nombreuses femmes, avaient été assassinées dans le camp (AFP).

Les FDS ont poursuivi en sep-

tembre l'opération sécuritaire lancée dans le camp le 24 août. Le 5, la Coalition a indiqué dans un communiqué que «les FDS ont libéré quatre femmes du camp qui ont été retrouvées dans des tunnels, enchaînées et torturées par des partisans de l'Etat islamique» (AFP). Selon l'Institut Kurde de Washington (WKI), les FDS ont également libéré 2 femmes yézidiennes qui avaient été enlevées lors du génocide de 2014. Le 6, les FDS ont annoncé avoir arrêté 121 suspects, dont 15 femmes, et avoir découvert 16 tunnels. Selon leur communiqué, les principaux réseaux de Daech dans Al-Hol ont été démantelés. Cependant, la nuit du 8, des affrontements ont éclaté dans le camp, au cours desquels 2 combattants des FDS ont été tués. Dans l'autre camp, 1 djihadiste a été tué et 5 autres blessés. Certains combattants de Daech s'étaient déguisés en femmes pour pouvoir plus facilement attaquer les FDS (AFP). Le général américain Michael Kurilla a visité le camp le lendemain, avant d'appeler une fois de plus les pays dont des ressortissants se trouvent dans le camp à rapatrier ceux-ci: «La plupart des résidents cherchent à échapper à ISIS, mais ISIS considère le camp comme un public captif pour son message et ses efforts de recrutement. Il est donc urgent de rapatrier les résidents dans leur pays d'origine et de les réhabiliter si nécessaire», a-t-il précisé, qualifiant le camp de «foyer de souffrance humaine» aux conditions de vie «horribles».

Au 17, les FDS ont annoncé la fin de leur opération sécuritaire dans le camp, qui aura permis d'arrêter 226 djihadistes dont 36 femmes. Elles ont aussi renouvelé leurs accusations contre la Turquie quant à un «lien structurel» entre le MIT et les cellules dormantes de Daech, pointant notamment du doigt l'ONG *Bahar*, basée en Turquie, pour complicité dans «l'acheminement d'armes et d'argent» à des jihadistes dans le

camp. À cette occasion, le commandant de la *Combined Special Operations Joint Task Force - Levant*, le brigadier général Claude Tudor, a tenu une conférence de presse

conjointe avec le commandant des FDS Newroz Ahmad, durant laquelle il a réaffirmé le soutien des États-Unis aux FDS et aux forces de sécurité locales

(*Asayish*). Cependant, ces coups portés à Daech n'ont pas empêché ses partisans de parvenir à hisser le drapeau du «Califat» dans le camp le 25.

---

## TURQUIE : DANS UN CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE TOUJOURS PLUS TENDU, LE HDP ANNONCE LA FORMATION D'UNE ALLIANCE PROGRESSISTE

**L**e mois de septembre a commencé en Turquie avec des annonces dès le 1<sup>er</sup> du mois d'importantes hausses de prix pour le gaz et l'électricité: autour de 20% pour les ménages, et 50% pour les entreprises. Voilà qui ne va pas redonner de la popularité au gouvernement, avec une inflation qui dépasse déjà les 80% annuels, et pour les prix de la nourriture des chiffres atteignant les 90%... Quant au pain, base alimentaire des plus démunis, il a bondi de plus de 101% en un an, tandis que la hausse des prix à la production atteignait le «*taux stupéfiant de près de 144%*» (*Al-Monitor*). Mais tout ceci, ce sont les chiffres officiels: les chercheurs indépendants chiffrent quant à eux l'inflation annuelle à 176 % (*Courrier International*).

Avec une monnaie en chute libre, les rémunérations sont loin de suivre. La pauvreté s'aggrave donc rapidement dans le pays, y compris pour les classes moyennes. L'accroissement des achats qui a permis de conserver une croissance positive (7,5% durant les 6 premiers mois de l'année) est en partie expliqué par cette chute de la monnaie, qui d'une part soutient des exportations à bas prix et de l'autre pousse les citoyens désespérés à mettre leurs économies à l'abri en échangeant leurs livres turques contre des biens refuges, immobiliers ou mobiliers (voitures...). *Al-Monitor* appelle cela «*une consommation motivée par l'appréhension*» (*apprehension-driven consumption*): une fois épuisées les réserves des ménages (du moins de ceux qui en ont), cette crois-

sance en trompe-l'œil aura vécu... D'ailleurs, les appels répétés du président aux citoyens turcs à «*sortir*» les devises étrangères et l'or qu'ils cacheraient «*sous leurs oreillers*» ont fini par générer sur *TikTok* des dizaines de vidéos humoristiques: les auteurs se sont filmés chez eux tenant ce qu'on devine être des euros ou des dollars... et les cachent avec la rapidité du désespoir quand une image d'Erdoğan apparaît derrière eux!! Ces vidéos ont fait rire bien des gens... mais pas le président turc: le parquet d'Istanbul a ouvert contre les vidéastes amateurs une enquête pour «*insulte au chef de l'État*» qui pourrait leur valoir 1 à 4 ans de prison (*RFI*).

Pour aggraver encore la crise de popularité du pouvoir, le chef mafieux Sedat Peker a fait fin août son grand retour sur les réseaux sociaux avec de nouvelles révélations sur la corruption des proches d'Erdoğan. Ancien soutien et proche de celui-ci, exilé aux Émirats depuis début 2020, il s'était fait quelque peu oublier depuis plusieurs mois, après une série de vidéos dévastatrices. Réapparu en fanfare, il a contraint l'un des conseillers économiques du président turc, Korkmaz Karaca, à démissionner de son poste et de toutes ses fonctions au sein de l'AKP, officiellement «*pour raison de santé*». En une cinquantaine de *tweets* appuyés de ce qu'il présente comme des captures d'écrans *WhatsApp*, Peker a accusé Karaca le 27 août de détournements portant sur 12 millions de livres turques (660.000 US\$). Selon Peker, le grand coordinateur du système de corruption aurait été

Serhat Albayrak, chef du groupe médiatique pro-gouvernemental *Turkuvaz* et frère du gendre d'Erdoğan, l'ancien ministre des Finances Berat Albayrak. Vu les difficultés dans laquelle se débattent de nombreux Turcs, il est peu probable qu'ils reçoivent ce type de nouvelles avec mansuétude...

En raison de «*la gravité des allégations*» de Peker, le HDP a demandé une enquête parlementaire, accusant par ailleurs les procureurs, si prompts à réagir lorsque le Chef de l'État est visé, mais en l'espèce faisant montre d'un silence assourdissant, du «*délit de manquement au devoir tel que réglementé par le code pénal turc*». Pas plus que les précédentes, ces dernières allégations du chef maffieux n'ont en effet conduit à l'ouverture de la moindre enquête...

Comment s'étonner alors que la société turque soit en proie à la détresse? «*Peu de pain et beaucoup de colère*», voici comment un journaliste turc décrit la situation dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*: «*La polarisation politique nourrie et voulue par Erdoğan nous a dressés les uns contre les autres et le stress créé par la crise économique a achevé la sape de notre santé mentale*», explique-t-il. «*D'après les chiffres officiels du ministère de la Santé, les psychotropes sont désormais la deuxième catégorie de médicaments les plus vendus dans le pays*»: leur vente a bondi de 70% en 10 ans (*Courrier International*).

Le pouvoir continue en effet son travail de polarisation, espérant capitaliser sur les voix les plus conservatrices. Témoin cette

marche anti-LGBT organisée le 18 à Istanbul, soutenue par le Conseil de l'audiovisuel, qui a accepté de diffuser sa publicité car elle est «d'intérêt public», et qui contrairement à bien d'autres, s'est déroulée sans aucune intervention de la police... (France-24). En fait, la réponse de M. Erdoğan à ses prévisibles difficultés électorales comporte 4 éléments : accroître la polarisation de la société, trouver à une situation dont sa gestion économique erratique est seule responsable des boucs émissaires commodes (les Kurdes et les migrants syriens à l'intérieur, les ennemis occidentaux du pays à l'extérieur), distribuer des subsides à ses électeurs, et enfin, utiliser la peur de la répression pour faire taire les critiques.

Le président turc a donc commencé de véritables opérations d'achats de voix pour les élections de juin 2023: le 13, il a annoncé que l'agence publique du logement TOKI allait lancer sur cinq ans la construction d'un demi-million de nouveaux logements pour les familles à faibles revenus, dont 250.000 logements durant la phase initiale de deux ans. Avec des paiements étalés sur 20 ans, le projet a attiré 3,5 millions de demandes en moins d'une semaine. Le TOKI a cependant indiqué que les paiements seraient indexés sur les salaires du secteur public et révisés deux fois l'an... D'autres mesures, comme l'aide fiscale aux entreprises pour prendre en charge les factures d'énergie de leurs salariés, ont été annoncées. L'avenir dira si l'électorat est influencé, mais le budget, lui, le sera certainement: le déficit, déjà anticipé à plus de 50 milliards de dollars fin 2022, devrait dépasser les 6,4% initialement prévus par le gouvernement. Heureusement, l'afflux de numéraire du Golfe et... de Russie a permis de ralentir dans une certaine mesure la hausse des prix en devises... Et *Al-Monitor*, qui propose ce bilan, de conclure que les «gestes» économiques d'Erdoğan envers les électeurs provoqueront

«un important déficit des finances publiques et l'imposition de lourdes factures aux banques d'État, aux autres entités économiques publiques et au prochain gouvernement»... Par ailleurs, le 23, la Banque Centrale turque a de nouveau baissé ses taux d'intérêts, suivant la ligne économique du Président selon laquelle «les taux créent l'inflation». Quelques jours avant, la Banque centrale américaine avait remonté les siens... (*Al-Monitor*).

Si les sondages laissent prévoir une élection difficile pour le parti présidentiel et ses alliés d'extrême-droite, ils ne montrent guère l'opposition conventionnelle, plus ou moins dominée par les kémalistes du CHP, dans une posture beaucoup plus favorable. Début septembre, les derniers chiffres de *Metropoll* donnaient certes l'AKP à seulement 30%, mais le CHP ne faisait pas mieux que 20%: «Après deux décennies au pouvoir [de l'AKP], et au milieu de la pire crise économique depuis plus de deux décennies, 20% pour le principal groupe d'opposition, c'est un peu pathétique, non?», demandait ironiquement *Al-Monitor*. Si les mêmes chiffres montrent qu'ensemble, les 3 principaux partis de l'«Alliance de la Nation» peuvent défaire Erdoğan (à condition de lui opposer le bon candidat), ils montrent aussi l'importance des votes kurdes – confirmant ainsi ce que montraient les scores des derniers scrutins.

Alors que le contexte politique replace la question kurde sur le devant de la scène, l'opposition a commencé à se fracturer à propos des liens possibles avec le HDP. Le 4, le député et vice-président du CHP Gürsel Tekin a indiqué dans une interview télévisée que dans un gouvernement formé par l'opposition actuelle, certains postes ministériels pourraient «bien sûr» aller à des membres du HDP, «conformément à la constitution». Cette déclaration a immédiatement enflammé les élus IYI (extrême-droite, issu d'une scis-

sion du MHP opposée à l'alliance avec l'AKP). La cheffe de ce parti, Meral Aksener, a déclaré le 6: «Nous ne nous assiérons pas à la même table que le HDP».

Le CHP est lui-même loin d'être clair à ce propos, puisque sous l'impulsion de son leader Kamal Kılıçdaroğlu, il maintient le HDP à distance depuis la création de l'«Alliance de la Nation», tout en expliquant à ses dirigeants qu'il faut s'unir contre Erdoğan: il faudrait donc que les électeurs du HDP abandonnent leur parti pour faire un chèque en blanc au CHP, alors que le parti kémaliste a approuvé les diverses levées d'immunité des députés HDP, puis toutes les opérations militaires turques contre les Kurdes de Syrie... Dernier événement qui ne risque pas d'inciter les Kurdes à lui apporter leurs voix, Kılıçdaroğlu, lors de sa visite au *Teknofest* de Samsung, une exposition de matériel militaire où étaient présentés les drones *Bayraktar*, a non seulement fait publiquement l'éloge de ces machines qui tuent quotidiennement des civils kurdes en Syrie et en Irak, mais a promis de poursuivre le soutien public à l'entreprise lorsque l'opposition arriverait au pouvoir!

Concernant la possibilité de ministères HDP, l'ex-coprésident emprisonné de ce parti, Selahattin Demirtaş a, dans une interview donnée à distance le 13 depuis sa cellule, réagi positivement à la déclaration de Tekin, avant de préciser que le HDP ne cherchait pas à obtenir de positions officielles, mais à «changer le système»: «Nous ne voulons pas que le voleur change, nous voulons que le vol cesse», a-t-il déclaré. Quand à la déclaration d'Aksener, le HDP, demeuré un temps silencieux, a ensuite rétorqué par la voix de son porte-parole que, sans parler de s'asseoir à la même table, «nous ne boirions même pas un verre de thé avec vous»...

Concurrencée sur sa droite par le

nouveau parti *Zafer* («Victoire») avec un programme ouvertement raciste visant l'expulsion de tous les migrants, Aksener durcit sans cesse son discours. Elle vient d'attirer l'attention en comparant les réfugiés syriens à des «déchets» et en prévoyant si elle arrive au pouvoir de les «isoler» dans des «camps de concentration» avant de les renvoyer de force en Syrie. Certains observateurs se demandent d'ailleurs si l'AKP n'encourage pas *Zafer* en sous-main pour affaiblir IYI, donc l'opposition...

En instrumentalisant la question des réfugiés pour mettre en cause Erdoğan, qui les a accueillis en 2011, et en faisant de leur expulsion l'argument décisif de leur campagne, les partis de l'«Alliance de la Nation» ont encouragé un processus de radicalisation raciste des plus inquiétants. Alors que les attaques, parfois mortelles, contre les réfugiés syriens se multiplient, cette surenchère pourrait aussi pousser les Kurdes à boycotter le scrutin, une «neutralisation» qui profiterait en définitive à Erdoğan...

Il est tout à l'honneur du HDP d'avoir refusé cette voie, et le 23, le parti a annoncé pour le lendemain la formation d'une nouvelle alliance progressiste de 6 partis, intitulée «Alliance pour le travail et la liberté». Elle comprend les membres suivants: Parti démocratique des peuples (HDP), Parti des travailleurs (TİP), Parti du travail (EMEP), Parti de la liberté sociale (TÖP), Parti du mouvement ouvrier (EHP), Fédération des assemblées socialistes (SMF). Avant même son annonce officielle, Tuncer Bakırhan, vice coprésident du HDP, en a indiqué l'orientation à *GazeteDüvar*: face aux alliances existantes, dont «aucune n'apporte d'espoir à la société», proposer une alternative démocratique, avec «des solutions aux principaux problèmes de la Turquie»: «Les problèmes sociaux tels que les restrictions dans le domaine des droits et libertés, la question

*kurde, l'égalité des droits des Aléviens en matière de citoyenneté, le chômage, la crise économique, la pauvreté, les victimes des décrets présidentiels, les droits des jeunes, les droits des femmes, les droits environnementaux et la démocratie». Bakırhan a ajouté: «Bien que l'alliance se forme pendant le processus électoral, il ne s'agit pas d'une 'alliance électorale'». [...] «Cette alliance est en fait une alliance de lutte».*

Selon les sondeurs d'opinion, la nouvelle alliance, dont Bakırhan a estimé que le potentiel de votes pourrait atteindre les 20%, se trouve dans une «position clé», notamment pour les élections présidentielles (*Düvar*).

Le volet «répression» de l'activité du pouvoir est malheureusement toujours aussi fourni. Le 2, l'AFP a annoncé l'arrestation le vendredi précédent de la députée HDP Semra Guzel qui se déplaçait «avec un faux passeport» dans le nord-ouest du pays. Son immunité avait été levée par le parlement en mars après que des médias pro-gouvernement avaient opportunément publié une photographie datant de la période du processus de paix la montrant avec son fiancé, un combattant du PKK. Güzel avait obtenu à l'époque l'autorisation du gouvernement turc de le visiter (WKI). Le 9, un tribunal d'Antalya a interdit pour «propagande en faveur d'une organisation terroriste» la distribution et la vente du recueil de poèmes *Yıkılacak Duvarlar* («Les murs s'écrouleront») de Figen Yüksekdag, l'ancienne coprésidente du HDP emprisonnée depuis près de huit ans. Écrit en détention, l'ouvrage avait été publié en 2020 chez Ceylan (Istanbul). Le livre devrait être prochainement confisqué chez l'éditeur et dans toutes les librairies pour être détruit. Yüksekdag y mentionne indirectement les crimes commis par l'armée turque en 2015-2016 dans les villes kurdes de Turquie, notamment à Cizre où, selon les rapports de plusieurs organisations de défense des droits

humains, au moins 177 personnes ont été brûlées ou abattues par les forces de sécurité dans les sous-sols des immeubles où elles s'étaient réfugiées. Au moins 288 personnes sont mortes durant le siège de la ville.

Le 13, le bureau du procureur de Diyarbakir a lancé une enquête pour «propagandeterroriste» contre le conseiller CHP Nevaf Bilke. À l'occasion du congrès provincial du CHP, tenu dans la ville le 10, Bilke avait donné en kurde à la chaîne *Rûdaw* une interview durant laquelle il avait déclaré: «Diyarbakir est vraiment une ville importante et historique du Kurdistan turc» (*Düvar*). Le 16, la police de Mersin a arrêté un responsable du Parti des régions démocratiques (DBP), Metin İnci, et deux femmes accusées d'«appartenance» aux YPJ syriens (Unités de défense des femmes).

Le 26 septembre, 3 supporters de football ont été arrêtés à Diyarbakir pour avoir déployé le drapeau du Kurdistan d'Irak durant un match. Le barreau de Diyarbakir a demandé leur libération en rappelant qu'il s'agit du drapeau officiel du Gouvernement Régional du Kurdistan tel que reconnu par la Constitution irakienne, et a dénoncé les messages de haine qui avaient envahi les réseaux sociaux à cette occasion.

La situation dans les prisons turques démontre toujours le même mépris des droits de la personne, voire la cruauté, qui caractérisent l'administration pénitentiaire. L'exemple-type en est l'ancienne députée HDP Aysel Tuğluk, maintenue en cellule alors qu'elle a été diagnostiquée atteinte de démence en mars 2021, et que les médecins indiquent qu'elle ne peut plus assurer seule les gestes de la vie quotidienne. Ses proches et ses avocats demandaient depuis des mois son transfert à l'hôpital. Il a fallu que sa santé se détériore encore, après qu'elle a contracté le coronavirus, pour qu'elle y soit

---

finalement transférée en urgence le 9 de ce mois. L'ancienne coprésidente du HDP Figen Yuksekdag, incarcérée elle aussi à la prison de Kandira (Kocaeli), a indiqué durant son audience le même jour que «*La situation défavorable créée par les conditions de détention ne cesse d'aggraver son état de santé*» (*Rûdaw*). Le 12, quatre femmes journalistes détenues à la prison pour femmes de Diyarbakir ont annoncé par l'intermédiaire de leurs avocats qu'elles entraient en grève de la faim durant 5 jours pour attirer l'attention sur les violations des droits humains subis par les détenus, entre autres la surveillance intérieure permanente par caméras, la pratique des fouilles corporelles, l'absence de soins aux prisonniers malades et l'interdiction de tout événement social en prison. Safiye Alağaç, Neşe Toprak, Remziye Temel et Elif Üngür font partie du groupe de 16 journalistes arrêtés en juin dernier et incarcérés pour «propagande terroriste» (*Bianet*).

Le 14, quelque 350 avocats de 22 pays ont tenu une conférence de presse au Club de la presse européenne de Bruxelles. L'objet était le suivi de leur demande au ministère turc de la Justice de rencontrer le chef du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan. Celui-ci a rencontré ses avocats pour la dernière fois en août 2019, après un isolement de 8 ans... Depuis lors, ses avocats ont déposé plus de 100 demandes de visites, toutes rejetées. Quant à sa famille, Öcalan n'a eu aucun contact avec elle depuis une conversation téléphonique avec son frère Mehmet en mars 2021. Durant la conférence, Selma Benkhelifa, du réseau *Progress Lawyers Network*, a rappelé que «l'État de droit signifie que les

*États respectent les décisions du pouvoir judiciaire*». La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a considéré en 2014 que l'isolement imposé sur l'île d'Imralı (où se trouve détenu Öcalan) était assimilable à de la torture: «*Nous avons gagné cette affaire, et la Turquie a été condamnée*». Pour autant, cette décision judiciaire n'a eu aucun effet concret (*Duvar*)...

Le 18, un nouveau détenu a connu une mort suspecte en cellule d'isolement. Les autorités ont annoncé le «suicide» de Barış Keve, qui purgeait dans la prison de Malatya une peine de 6 ans et 3 mois pour «*appartenance à une organisation armée*». Son frère, qui lui avait parlé 2 jours auparavant, a nié toute velléité de suicide chez le défunt (*WKI*). Les obsèques de Keve le 20, tenues à Çatak (Van), ont été suivies par des centaines de personnes dont les dirigeants locaux du HDP et du DBP. Malgré les menaces de dispersion de la police, les participants ont scandé des slogans comme «*Vive la résistance des prisons*» (*ANF*).

Le 21 septembre, en un véritable déni de justice, la Cour pénale d'Ankara a rejeté une demande visant à inclure l'assassinat du célèbre écrivain kurde Musa Anter dans le champ des «crimes contre l'humanité», ce qui de fait revient à classer l'affaire. Anter avait été assassiné en 1992 à Diyarbakir, donc il y a 30 ans. L'affaire, dont le cas a été intégré à celui plus large des exécutions extrajudiciaires perpétrées par le groupe de gendarmerie du JITEM, était arrivée en audience le 15 de ce mois, alors que la date de prescription était le 20. Au lieu de rendre son jugement comme attendu, la Cour a renvoyé

le cas au 21 septembre, soit après la date de prescription. Alors que l'avocat de la défense avait demandé l'abandon du dossier, celui du fils de la victime, présent à l'audience, s'était appuyé sur les conclusions de la Commission d'enquête parlementaire de 1995 pour demander que l'affaire soit considérée comme relevant des crimes contre l'humanité. Celle-ci avait en effet conclu que l'assassinat avait eu pour objectif de terroriser une partie de la société. C'est ce classement, qui aurait rendu l'affaire imprescriptible, qui a été rejeté par le tribunal.

Enfin, le 13, une nouvelle attaque raciste a visé une famille kurde venue visiter une maison qu'elle avait achetée dans un village de la province ethniquement turque d'Aydın. Après avoir bloqué la route pour empêcher la famille de quitter le village, les villageois ont attaqué et violemment battu les membres de la famille, incluant les femmes et les enfants. Appelée par le père, la gendarmerie a refusé d'intervenir, lui demandant d'aller à l'hôpital pour obtenir un rapport médical puis de déposer plainte, avant de raccrocher. Certains des membres de la famille apparaissent avoir été blessés très gravement.

Le 23, le HDP a indiqué que dans sa cellule d'Edirne, son ancien coprésident Selahattin Demirtaş s'était rasé la tête en signe de soutien aux manifestations déclenchées en Iran par le meurtre par la police iranienne des mœurs de la jeune kurde Jîna Mahsa Amini. Son compagnon de cellule Selçuk Mızraklı, ancien co-maire de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir, a fait de même.

# L'Irak va former une brigade pour protéger sa frontière avec la Turquie

Le ministre irakien de la Défense, Juma Inad, a annoncé la formation d'une brigade chargée de protéger la région du Kurdistan et la frontière avec la Turquie. L'unité de défense devrait être basée à Hewlêr, capitale du Sud-Kurdistan.

Juma Inad a déclaré à l'agence de presse Iraq que Bagdad allait former une brigade de défense frontalière qui serait stationnée le long de la frontière avec la Turquie.

Une base sera construite à Hewlêr (Erbil) pour la brigade a indiqué le ministre irakien de la défense qui a précisé qu'un budget de 72 milliards de dinars avait été alloué à son établissement.



Juma Inad, ministre de la défense de l'Irak

« Des véhicules et de l'équipement militaires seront fournis à cette brigade. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de troupes fédérales dans la région du Kurdistan », a-t-il souligné.

Depuis avril, l'armée turque bombarde quotidiennement le

Sud-Kurdistan (nord de l'Irak) dans le cadre d'une opération de grande envergure menée avec la coopération du parti au pouvoir, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par le clan Barzani). Selon l'ONG Peacemaker Teams, les offensives militaires lancées par la Turquie

dans la région ont tué au moins 123 civils depuis 2015.

Dernièrement, le 20 juillet, un bombardement turc sur une base de loisirs située dans la région de Zakho a causé la mort de 9 touristes arabes. Cette attaque meurtrière a suscité des manifestations de colère au sein de la population, notamment à Bagdad, ainsi que de vives réactions de la part du gouvernement irakien. Le lendemain du massacre de Zakho, l'Irak a convoqué l'ambassadeur turc à Bagdad pour exiger des excuses, et retiré par ailleurs son ambassadeur de Turquie. L'affaire a même été portée par Bagdad devant le Conseil de sécurité de l'ONU, lors d'une réunion extraordinaire le 27 juillet.

## Kurdish man given bones of son in a bag seven years after his killing in conflict

Bones of Hakan Arslan, who was killed during the 2015 conflict in the Kurdish-majority province of Diyarbakır in southeastern Türkiye, was delivered to his father in a bag.

The Forensic Medicine Institute (ATK) determined in November that the bones belonged to Arslan with a probability of 95 percent, and sent them to the Diyarbakır Courthouse on August 25.

Hakan Arslan's father, Ali Rıza Arslan, traveled to Diyarbakır from Erzurum after he was notified that bones had been delivered to the courthouse.

□ Hundreds of militants, security officers and civilians were killed in the urban conflict in several Kurdish provinces in Türkiye's southeast between mid-2015 and early 2016.

### Complaint against prosecutor

The Diyarbakır Bar Association filed a petition of complaint with the Council of Judges and Prosecutors (HSK), the country's judicial overseeing body, against the prosecutor who handled the delivery of the bones.

It demanded an investigation be launched against the prosecutor for «abuse of office» and «disrespect towards the memory of

a person» because of the way the bones were delivered to Arslan.

The prosecutor's behavior violated article 8 of the European Convention on Human Rights (ECHR), which provides a right to respect for one's «private and family life,» the bar argued.

«Everyone has the right to be buried in an honorable way in accordance with their family traditions, to bury their relatives or people very close to them ... to mourn and commemorate the deceased,» the bar said in the petition.

«For this reason, the state, the

security forces and local courts, should consider the right to be buried in a dignified manner and people's right to bury their relatives.»

The delivery of his son's remains to Ali Rıza Arslan in a box was not «legally and conscientiously right,» it said.

«This treatment of the body constitutes the crime of torture and ill-treatment,» the bar further argued.

It demanded the prosecutor be put on trial for «insulting the memory of a person» as per article 130/2 of the Turkish Penal Code. (EMK/AS/VK)

## Turkey Keeps Bombing Kurds: Can it be Stopped?

In 2017, I had the good fortune to be invited to celebrate Eid with a friend in Zakho, a city in the Kurdistan Region of Iraq. I saw some of the many waterfalls and caverns that draw tourists there to cool off, far from the violence that often mars Iraq outside of Kurdistan. Unfortunately, that sanctuary is now being destroyed by a creeping barrage from the north.

On July 20th, Turkey shelled a tourist site in Zakho, killing 9 civilians and injuring 23 more. Although Turkish officials denied any responsibility, many sources agree on Turkish culpability. The attacks even continued after the initial strike. This attack fits a pattern in which dozens of civilians have been killed amid Turkish operations in the region over the last year.

During Turkey's decades-long struggle with the Kurdish militant group, the Kurdish Workers' Party (PKK), fighting has frequently spilled over into neighboring countries. Perhaps one of those most affected by Turkey's military operations is the Kurdistan Region of Iraq. Despite not being affiliated with the PKK and constitutionally a part of Iraq, the Kurdistan Region has often been caught in the middle of the Turkey-PKK war, of which this attack is the latest bloody manifestation.



### What's the Problem?

The historic power vacuum in this mountainous region, especially pronounced after the Gulf War, enabled the PKK to set up many camps in the KRI from which they launched attacks against Turkey. Turkey used this to justify more than a dozen cross-border operations since the 1980s. According to a recent statement by the Iraqi Defense Ministry, the Turkish military has penetrated 105 kilometers deep into Iraqi territory and has established over forty bases in Iraq, particularly in the Kurdistan Region.

According to the recent reporting by WKI, Turkey's attacks on the Kurdistan Region of Iraq have resulted in the death of 110 civilians and the injury of 186. This figure is sup-

ported by separate reporting by the Community Peacemaker Teams. After the liberation of the Islamic State's territory in 2017, the Kurdistan Region had been hopeful that there would be a return to peace. Unfortunately, civilian loss of life continues to be normalized and accepted as part of living in the region.

Turkey generally sees this fighting as a continuation of an almost half-century long insurgency. Turkish governments have used the so-called Kurdish Question to gain political leverage internally. When they thought they could get support from Kurds, they would engage positively, like granting language rights and beginning peace initiatives. However, when the electoral gains from appealing to Turkish nationalists have been greater than the votes to be

gained from Kurds, this inspires fierce military interventions in Kurdish urban centers and "anti-terrorism" operations.

Besides crackdowns within Turkey, cross-border operations also garner strong domestic support for Turkish governments. For this reason, Turkey has frequently attacked the Kurdish Region in Syria – sometimes dubbed the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) or simply dubbed 'Rojava'. Starting in 2016, with Operation Euphrates Shield, Turkey carried out many offensives in Northern Syria. Since then it has captured over a 1000 settlements which include 8 towns. The largest of these is Afrin, from which hundreds of thousands of Kurds have subsequently fled. These operations appeal to nationalist Turks: it is not unusual for the ruling party's vote share to increase 3 to 4 percent with every military operation. With Turkey's recent economic woes, the domestic political incentives for external action are greater than ever.

Turkey has few international constraints countervailing these strong domestic incentives. There is practically no other regional actor that wants to check its activities, except maybe Iran. There is an imminent threat of a new Turkish offensive into Syria,

as president [Erdoğan recently asked Russia and Iran's support](#) for another incursion. Even this check is limited by Iran's own hostility to its own Kurdish independence movement. Despite a plethora of condemnatory statements, there have been few international sanctions for these.

### A No-Fly Zone Won't Fly

In response to Turkey's attacks, a common refrain has been the call for a no-fly zone against Turkey. On social media, mainly Twitter, many hashtag campaigns were started to gather support for a no-fly zone. These calls are [inspired by the Operation Provide Comfort](#) that was initiated by the US and the Coalition, which ensured the safety of Iraqi Kurds in 1991. The backers hope that a similar [airspace restriction can work for Northern Syria](#) as well.

However, no-fly zones are not declared but rather enforced. In 1991 it was possible for a no-fly zone to be put in place for Kurds in Iraq because of propitious circumstances. The US and the Coalition had just fought and defeated Iraq in the Gulf War. Iraq was clearly an adversary and its air force had been crippled. Neither of these critical conditions are true now for Turkey.

Expecting the U.S. or NATO to impose a no-fly zone anywhere against Turkey is not politically realistic. Turkey is a NATO ally and is one of its strongest members. If the U.S.

decided to undertake a task like this, Turkey would regard it as an offensive act, possibly even a declaration of war. [Even in its cross-border offensives, Turkey considers its engagements as internal affairs](#). It's not far-fetched to expect a strong reaction from Turkey in such a case.

Nor is there a strong appetite in the West for a confrontation with Turkey. The EU relies on Turkey to stem the tide of refugees into Europe. Turkey has enjoyed using this as a [bargaining chip](#) for years to press the EU at every chance. The US on the other hand is more concerned about Ukraine. In that conflict, Turkey [plays an important role as an intermediary with Russia](#). Confronting Turkey wouldn't be a priority at present.

A no-fly zone is also logistically infeasible. To refresh our memories, [Turkey threatened to shut down the Incirlik Air Base](#) for a much less critical reason, a declaration by the U.S. recognizing the Armenian Genocide. Incirlik would be vital for enforcing an NFZ in the region. It would also be useless, because expecting US jets to take off from Turkish soil, fly through Turkey's airspace and engage Turkish airplanes would be senseless. Other bases open to the U.S. don't have the range to support a no-fly zone without a long and sustained buildup of tankers for in-air refueling. These would have to be based at several bases around the region, requiring other Middle Eastern states to be willing to risk war with

Turkey. Such a campaign seems so unlikely as to direct our attention towards other solutions.

### What's the Solution?

The short of it is that there aren't any viable short term options to solve these issues and prevent Turkey from further offensives. It's quite dubious if economic sanctions would work at all. Turkey's largest trading partner, the European Union, is unlikely to risk confrontation because of the refugee issue, addressed above. The Iraqi government doesn't seem too interested in preventing these aggressions and protecting its borders or citizens. It prefers using the crisis as an opportunity to [come down on the KRG and squeeze it for oil](#). There have been numerous civilian casualties resulting from Turkish strikes in the KRI. However, this recent attack in Zakho was so brazen that even the [normally recalcitrant Iraqis have strongly condemned Turkey](#).

However, these condemnations are unlikely to have much effect on Turkish behavior as they would not be connected to any meaningful threat or sanction.

This years-long crisis demands a years-long solution. The ultimate goal of activists should be the international legitimacy of the Kurdistan Regional Government (KRG). The first step towards achieving this international legitimacy is securing domestic legitimacy. While the [current government has made reform](#) a top priority, societal

dissent against political authorities [continues to erode internal legitimacy](#). The divided loyalties of political elites and ordinary voters between the major parties allows the KRG's neighbors to run roughshod over the Kurds by playing divide and conquer.

Furthermore, the KRG does not possess a unified military force, robbing it of most of its respect and legitimacy. Because the KRG's own territory is not guarded by a united force, other regional powers disregard its territorial integrity too. Its territories are a worsening patchwork between Turkish bases and PKK camps. While Turkey regularly violates its authority and causes turmoil, the KRG's [deep reliance on its economic ties with Turkey](#) doesn't help its case for legitimacy either.

[For the sake of stability in the whole region](#), the KRG needs to be further legitimized and empowered internationally. The KRG and the Kurds aren't going anywhere anytime soon. Some American observers, particularly those who were involved in the invasion and occupation of Iraq, seem to revel in the plight of the Kurds, hoping that [the KRG will fold and submit to Baghdad](#). However, if the KRG stays divided and unstable it will keep acting as a fault line triggering crises in the whole Middle East. Having a more active effort and realistic strategy for solving its issues might help elevate the KRG to a permanent regional actor that is regarded highly in the long run.

## En Iran, deux militantes LGBT condamnées à mort

La Cour révolutionnaire d'Ourmia, dans le nord-ouest de l'Iran, a condamné à la peine capitale deux activistes lesbiennes, Zahra Sediqi Hamedani et Elham Chubdar, pour promotion de l'homosexualité.

Zahra Sediqi Hamedani, plus connue sous le nom de Sareh, savait comme d'autres lesbiennes et gays que pour survivre, il valait mieux quitter l'Irak où elle avait été détenue au Kurdistan irakien et torturée, et l'Iran, où l'homosexualité est interdite et criminalisée. Le 27 octobre 2021, cette militante réputée de la cause LGBT + a été interpellée à la frontière avec la Turquie par les services de renseignement des Gardiens de la révolution iraniens, alors qu'elle tentait de s'enfuir. Après deux mois à l'isolement, elle est depuis incarcérée à la section des femmes de la prison centrale d'Ourmia, dans le nord-ouest de l'Iran.

### « Propagation de la corruption sur terre »

C'est là que la militante de 31 ans a appris ces derniers jours avoir été condamnée à la peine capitale par la Cour révolutionnaire de la ville. Une seconde militante, Elham Chubdar, 24 ans, s'est vu infliger la même peine pour les mêmes motifs : « propagation de la corruption sur terre », « promotion de l'homosexualité », « promotion du christianisme » et de « communication avec des médias opposés à la République islamique », rapporte ce dimanche 4 septembre l'organisation Hengaw,



Si les chiffres sont rares, le recours à la peine de mort est moins répandu pour les lesbiennes en Iran.  
THEEPATHEEPKAWINPATHAWEE/9NONG/STOCK.ADOBE.COM

qui documente les violations des droits humains au Kurdistan et note au passage que les autorités judiciaires d'Ourmia sont parmi les plus sévères à l'égard des accusés LGBT +. Hengaw affirme que Zahra Sediqi Hamedani n'a pas eu accès à un avocat au cours de sa détention.

Pour Amnesty International, la trentenaire subit ce sort « en raison de son orientation sexuelle, de son identité de genre réelle ou supposée et de ses publications et déclarations sur les réseaux sociaux en défense des droits des homosexuels, bisexuels, transgenres et des personnes intersexuées ». D'après l'ONG, qui avait alerté sur le sort de

Zahra Sediqi Hamedani en janvier, son inculpation faisait notamment suite à sa défense des droits des personnes LGBT + sur les réseaux sociaux et à une interview qu'elle avait accordée à la BBC Persian, diffusée en mai 2021 et consacrée aux persécutions subies par cette communauté au Kurdistan irakien.

« Ils sont après moi. Je dois partir immédiatement »

Une heure avant de prendre la fuite, Zahra Sediqi Hamedani avait envoyé une vidéo au groupe iranien de défense des homosexuels 6Rang (6 Couleurs) dans laquelle elle expliquait sa détention en Irak où elle travaillait, ses vingt et un jours de torture, son électrocuc-

tion, puis sa fuite en Iran voisin. La jeune femme, qui voulait envoyer des vidéos tout au long de son périple jusqu'en Turquie, se savait traquée. « Ils sont après moi. Je dois partir immédiatement. Ma vie est en danger (...) Nous, la communauté LGBT, souffrons. Mais que ce soit par la mort ou la liberté, nous resterons sincères envers nous-mêmes. »

L'Iran exécute régulièrement des hommes pour homosexualité. Lors de la dernière exécution médiatisée en janvier 2022, les deux condamnés avaient passé six ans dans le couloir de la mort. Si les chiffres sont rares, le recours à la peine de mort est moins répandu pour les lesbiennes, passibles de 100 coups de fouet, qui n'encourent officiellement la peine capitale qu'en cas de récidive.

Mais la République islamique a procédé à davantage d'exécutions ces derniers mois, notamment depuis la prise de pouvoir du président Ebrahim Raïssi en août 2021. Un rapport publié en avril par les ONG Iran Human Rights (IHR) et Ensemble contre la peine de mort (ECPM) recensait au moins 333 personnes exécutées en 2021, soit 25 % de plus qu'en 2020, parmi lesquelles un nombre croissant de femmes.

## Iran : une ONG kurde alerte sur la condamnation à mort de deux lesbiennes et militantes LGBTQ+

**Z**ahra Sedighi Hamedani, 31 ans, et Elham Chubdar, 24 ans, ont été condamnées par un tribunal dans la ville d'Ourmia, rapportent les activistes, qui exhortent la communauté internationale à empêcher l'exécution de ces verdicts.

L'organisation de défense des droits humains kurde Hengaw a rapporté lundi 5 septembre que deux lesbiennes et militantes LGBTQ+ avaient été condamnées à mort en Iran, accusées de promouvoir l'homosexualité. Zahra Sedighi Hamedani, âgée de 31 ans, et Elham Chubdar, 24 ans, ont été condamnées par un tribunal dans la ville d'Ourmia, rapportent les activistes, qui exhortent la communauté internationale à empêcher l'exécution de ces verdicts. Les deux militantes sont actuellement détenues dans le quartier ré-

servé aux femmes de la prison d'Ourmia, dans le nord-ouest de l'Iran.

Dans un communiqué publié lundi sur son site Mizan Online, l'autorité judiciaire a confirmé la condamnation à mort pour « *corruption sur terre* » des jeunes femmes. Il s'agit de la charge la plus grave du code pénal iranien.

Shadi Amin, coordinatrice de l'organisation iranienne de défense des droits des personnes LGBTQ+, 6Rang, établie en Allemagne, a également confirmé à l'Agence France-Presse (AFP) les verdicts à l'encontre des deux jeunes femmes. « *Nous exhortons maintenant l'Allemagne et d'autres gouvernements étrangers à faire pression* » sur l'Iran afin de parvenir à la libération des militantes, a-t-elle déclaré à l'AFP. « *C'est la*

*première fois qu'une femme est condamnée à mort en Iran en raison de son orientation sexuelle* », a-t-elle affirmé.

### Inquiétude sur le sort de Sareh

Le sort d'une militante iranienne pro-LGBTQ+ de premier plan, Sedighi Hamedani – connue sous le nom de Sareh –, suscite aussi de grandes inquiétudes depuis plusieurs mois. Elle a été arrêtée en octobre 2021 par les forces de sécurité iraniennes alors qu'elle tentait de fuir en Turquie, pays voisin. Sedighi Hamedani a ensuite été emprisonnée à l'isolement pendant près de deux mois.

En janvier, [Amnesty International](#) avait fait savoir que les accusations contre la militante étaient liées à sa défense des droits des personnes LGBTQ+ sur les réseaux sociaux et à son apparition

dans un documentaire de la BBC, diffusé en mai 2021, traitant des persécutions subies par les personnes LGBTQ+ au Kurdistan irakien, où elle se trouvait. Elle avait décidé de quitter le Kurdistan irakien pour se rendre en Iran, avant de tenter de rallier la Turquie.

Avant son départ du Kurdistan irakien, où elle avait été détenue, Sedighi Hamedani avait envoyé des vidéos à l'ONG 6Rang, à rendre publiques si elle échouait à se mettre à l'abri. « *Nous, communauté LGBTQ+, nous souffrons. Que cela mène à la mort ou à la liberté, nous resterons fidèles à nous-mêmes* », dit-elle dans une vidéo. « *J'espère trouver la liberté* », ajoute-t-elle, affirmant avoir été torturée, notamment par électrocution, alors qu'elle était détenue au Kurdistan irakien.

## Le projet de communauté politique européenne bute sur le cas de la Turquie

Les Vingt-Sept hésitent à associer Ankara à ce projet cher à Emmanuel Macron et destiné à élargir la concertation avec des pays non membres de l'Union européenne.

**L**es Vingt-Sept hésitent à associer Ankara à ce projet cher à Emmanuel Macron et destiné à élargir la concertation avec des pays non membres de l'Union européenne.

La question est délicate pour l'Union européenne (UE) comme pour la Turquie. Tandis que les Vingt-Sept discutent du

lancement, prévu lors d'un sommet informel à Prague les 6 et 7 octobre, de la communauté politique proposée par Emmanuel Macron en mai, ils sont confrontés à un vrai dilemme à l'égard d'Ankara, avec qui les relations sont tendues, sur fond de dérive autoritaire du président Recep Tayyip Erdogan.

Le sujet a été abordé en marge de la visite de la cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, lors de rencontres, lundi 5 septembre à Ankara, avec le président turc et son ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu. M<sup>me</sup> Colonna devait également en parler mardi, à Athènes, au premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, dont les relations

avec la Turquie connaissent un regain de tensions en mer Egée.

En principe, la communauté politique « *doit nous permettre d'abord de nous réunir tous les six mois entre membres de l'Union européenne, mais aussi Britanniques, Norvégiens, Suisses, Etats des Balkans occidentaux,*

*Ukrainiens, etc.* », a rappelé, le 1<sup>er</sup> septembre, Emmanuel Macron devant les ambassadeurs réunis à l'Élysée. « *La question de la Turquie est posée par beaucoup d'autres membres, elle sera débattue et la France n'a pas de veto à mettre* », a observé le chef de l'État. C'est d'ailleurs à la République tchèque, qui préside ce semestre le Conseil de l'Union européenne, de lancer les invitations pour le sommet de Prague.

### Un « club anti-Poutine »

En réalité, Paris, comme d'autres capitales européennes, hésite à associer la Turquie à ce « club anti-Poutine », comme le surnomme un expert. Imaginée avant tout pour accueillir l'Ukraine dans la « famille européenne », bientôt sept mois après le déclenchement de l'invasion russe, la communauté politique cherchera à arrimer à l'UE les pays candidats, sans précipiter leur adhésion en bonne et due forme, à condition qu'ils partagent les valeurs démocratiques des Vingt-Sept.

Or les relations avec la Turquie se sont détériorées à mesure que le dirigeant islamo-conservateur Erdogan consolidait son pouvoir, depuis la tentative ratée de coup d'État en 2016. Les négociations d'adhésion à l'UE engagées en 2005 avec Ankara sont de fait gelées. « *Depuis le coup d'État raté, Erdogan est en pleine dérive, et il peut paraître incohérent de l'inviter si la communauté politique doit être composée de pays démocratiques qui partagent les mêmes valeurs* », souligne Sébastien Maillard, le



French Minister of Europe and Foreign Affairs Catherine Colonna and Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu (right) speak to the media after talks in Ankara, Turkey, September 5, 2022. STR / AFP

directeur de l'Institut Jacques Delors. « *Il pourrait être convenu que la Turquie ne soit pas invitée tant que les négociations d'adhésion restent gelées* », suggère-t-il.

L'hypothèse risque de ne pas être au goût des responsables turcs. « *On ne peut pas imaginer la création de la communauté politique sans la Turquie. Si des États membres voulaient mettre leur veto, ce projet serait mort-né* », indique au Monde Ali Onaner, ambassadeur turc à Paris. « *La Turquie est tout à fait disposée à devenir membre de cette communauté, tout en s'assurant que ce n'est pas une alternative à sa candidature à l'UE* », poursuit-il, craignant néanmoins un éventuel veto de Chypre, dont la Turquie occupe la partie nord depuis bientôt cinq décennies.

### Médiation turque entre Russie et Ukraine

Dans cette affaire, Paris se veut d'autant plus prudent que les relations avec Ankara restent fraîches, que ce soit au sein de l'OTAN, en Méditerranée orientale ou sur le continent africain. [En visite à Alger du 25 au 27 août](#), M. Macron avait ainsi accusé des « réseaux », téléguidés « *en sous-main* » par Ankara, Moscou et Pékin, de répandre une propagande antifrançaise en Afrique. Lors d'une conférence de presse commune avec M<sup>me</sup> Colonna, lundi soir à Ankara, Mevlüt Çavuşoğlu a qualifié d'« *extrêmement inopportunes* » ces déclarations.

A ses côtés, la ministre française s'est, quant à elle, inquiétée du risque de

« *contournement* » des sanctions visant la Russie par des entreprises turques. La Turquie, qui joue un rôle de médiateur entre la Russie et l'Ukraine, ne s'est pas jointe aux différents trains de représailles adoptés par les Occidentaux, et ses échanges avec Moscou se sont fortement accrus depuis le début du conflit. « *La politique de sanctions que nous menons (...) a un objectif qui est celui-ci : limiter le renouvellement de l'effort de guerre russe [et] faire comprendre à la Russie qu'elle a choisi une impasse, et donc dans ce cadre il est important que le plus grand nombre de pays possible fassent passer le même message* », a insisté la cheffe de la diplomatie française. ■

# Cracks in Turkey's opposition alliance emerge over ties to HDP Kurds

**T**urkey's alliance of six opposition parties is in a war of words over the role of the country's largest pro-Kurdish group, part of an escalating debate that can only benefit Turkish President Recep Tayyip Erdogan ahead of critical elections due to be held by June 2023.

Meral Aksener, the leader of the right-wing nationalist Iyi or Good Party, declared during an internal party meeting on Sept. 6 that "we will not be at the same table" with the Peoples' Democratic Party (HDP) and that "the HDP cannot be at the same table as us."

Aksener was responding to comments by a member of the main opposition Republican People's Party (CHP). CHP lawmaker Gursel Tekin had asserted in a Sept. 5 television interview that HDP members could be appointed as ministers in a government to be formed by his party and other opposition groups. His words triggered a flurry of angry tweets from Iyi officials. Aksener's statement gave them an official seal of approval.

## Start your PRO membership today.

Join the Middle East's top business and policy professionals to access exclusive PRO insights today.

The HDP, the third-largest party in the Turkish Parliament, is accused of advocating on behalf of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militants. Countless HDP officials and sympathizers including former co-chair Selahattin Demirtas are serving lengthy prison sentences on thinly evidenced convictions. On Sept. 3, HDP lawmaker Semra Guzel was ar-

rested as she allegedly sought to flee the country.

Guzel is facing charges of PKK membership and financing the organization. She was stripped of her parliamentary immunity in March. Much of the evidence against her is based on a romantic liaison between herself and a guerrilla, making her a "terrorist" herself. A photo of Guzel posing in front of a waterfall with her late fiancé was found on his body when he was killed in clashes with the Turkish military in Iraqi Kurdistan in 2017.

Guzel denies the charges, saying the relationship took place when the current government was conducting peace talks with the PKK. The talks collapsed in 2015 together with a two-and-a-half-year mutually observed cease-fire, paving the way for a new [cycle of violence](#) that is claiming dozens of lives on both sides.

In June 2021, the Constitutional Court accepted an indictment filed by the chief prosecutor's office to [ban the HDP](#). Its fate, the conventional wisdom goes, will largely be determined by Erdogan's own electoral calculations.

CHP leader Kemal Kilicdaroglu has sought to strike this balance by excluding the HDP while impressing on the party's leaders the need to unite against Erdogan. However, as the reaction to Tekin's remarks show, it's a near impossible task, with Iyi pushing ever harder against any association with the HDP.

Today, Iyi's provincial chair for Yozgat, a nationalist stronghold in central Anatolia, resigned from the party in protest. Metin Ozisik, a former major who

fought in the Turkish army's ranks against the PKK, said "As someone who spent four years combatting terrorism, who carried martyrs in his arms ... I cannot be around the same table with a mentality that says cabinet ministers' posts can be given to the PKK."

One reason for Iyi's increasingly hawkish stance is the emergence of the Zafer or Victory party led by the ultranationalist academic Umit Ozdag, who is campaigning on an overtly racist platform to expunge the country of its estimated eight million immigrants. Some commentators have suggested that Ozdag is being egged on if not actually propped up by the AKP to draw votes away from the opposition, especially from Aksener.

Kilicdaroglu sought to defuse the row, calling the claims that the HDP was being promised posts "all lies." He appealed for calm yesterday, saying, "We are sick of fights." The CHP leader stressed nonetheless that the HDP was a political party whose rights needed to be respected in keeping with democratic norms. "The HDP is a separate party and they want to form a separate alliance," Kilicdaroglu said.

The glee within the AKP ranks is palpable. Hilal Kaplan, a pro-Erdogan columnist for the government mouthpiece Sabah, shared a video on social media of Iyi lawmaker Yavuz Agiralioğlu saying he too would never accept sharing power with the HDP. "The HDP is not at the table, but the six-member alliance's biggest partner has already promised it cabinet positions. I, for one, am convinced," she tweeted.

The HDP's reaction has been fairly muted so far. HDP lawmaker Meral Danis Bestas said the party "is not haggling for cabinet ministries with anybody and has no approach beyond its declared principles."

"We'd like to hear how those who seek to denigrate HDP members through their artificial debates using ugly language plan on embracing society and running the nation," Bestas tweeted. Privately HDP officials air disgust, but refrain from doing so publicly so as not to be blamed for a potential collapse of "the table."

The Kurds are not the only factor bedeviling the opposition's efforts to hang together. The matter of who they will field as a joint candidate to run against Erdogan for the presidency is another. In recent months, a consensus appeared to be emerging around Kilicdaroglu. Current opinion polls suggest that he could beat Erdogan in a runoff, though he still trails behind the CHP mayors of Istanbul and Ankara.

The CHP's trademark internal strife coupled with Iyi's allergy to the HDP could yet prove the opposition's undoing. That, in any case, is what Erdogan is banking on. If nothing else he wants to "neutralize" the Kurds — that is, to get them to boycott the polls, said Roj Girasun, the founding director of RAWEST, a research and polling outfit based in the mainly Kurdish city of Diyarbakir.

"The Kurds are realistic and rational. They aren't expecting to become ministers or the like," Girasun told Al-Monitor. But the last days' rhetoric "has wounded their dignity, left a scar," he said.

## Nine Inmates Executed in Minab and Taybad Prisons

**On September 7, 2022, nine inmates convicted of drug-related crimes were executed in Minab and Taybad Prisons.**

According to HRANA, the news agency of Human Rights Activists, quoting Haal Vsh, seven inmates were executed in Minab Prison.

The inmates have been identified as Soleyman Narooie, Abdolghafoor Bahadorzadeh Rigi, Abbas Nobakht, Mohammad Zobeiri, Mohammad Kazemi, and Moham-

mad-Reza Hedayati. Iran Human Rights Organization also reports the execution of two inmates in Taybad Prison in Khorasan Razavi Province. These in-

dividuals have been identified as Khalghollah Fahim-Zadeh who is an Afghan National, and Hassan Hagh Verdi-Zadeh.

Kurdistan au féminin 7 septembre 2022

## Exercices militaires conjoints entre les forces kurdes et la Coalition anti-EI près de la frontière Turquie/Irak

Aujourd'hui, les forces de la coalition anti-EI dirigée par les Etats-Unis et les forces arabo-kurdes (FDS) ont mené des exercices militaires conjoints dans la campagne de Derik, près de la frontière Turquie/Irak.

« Dans le cadre du soutien à la sécurité et à la stabilité dans les régions du nord et de l'est de la Syrie, de la stabilisation des efforts conjoints pour combattre les cellules de l'EI et de la mise en place de capacités conjoints, nos forces et la coalition internationale de lutte contre l'EI ont mené des manœuvres militaires conjoints près du village Taql Bakl de la région de Derik dans le triangle frontalier syro-irako-turc.

Les manœuvres comprenaient des exercices à balles réelles pour les armes lourdes et moyennes, et d'autres exercices de reconnaissance, de



suivi des mouvements des cellules terroristes(...). Ces manœuvres sont les premières dans cette région, et les troisièmes de l'année dans le

nord et l'est de la Syrie, où la région de Deir ez-Zor a connu au cours de la dernière période d'autres manœuvres similaires. »

Information a été divulguée par Farhad Shami, porte-parole des médias des FDS

## En Irak, la « discorde » des chiïtes ne fait que commencer

Quatre morts à Bassorah, la grande ville du Sud irakien, 30 à Bagdad, la capitale, et quelque 600 blessés. Batailles de rues, bâtiments incendiés, tirs de lance-roquettes : lundi 29 et mardi 30 août, la « zone verte », le secteur protégé de Bagdad qui abrite les institutions gouvernementales et la plupart des ambassades occidentales, avait sombré dans un climat insurrectionnel. Les violences opposaient les partisans du leader religieux chiïte Moqtada al-Sadr, regroupés dans ses Brigades de la Paix, à ses ennemis, chiïtes eux aussi, mais liés aux milices soutenues par l'Iran, et à des unités des forces spéciales de l'armée.

Pour la première fois depuis l'invasion américaine de l'Irak, la discorde religieuse, la *fitna*, n'a pas opposé les sunnites aux chiïtes et aux Kurdes, mais est née au sein même de la communauté chiïte qui, depuis la chute de la dictature de Saddam Hussein en 2003, détient la réalité du pouvoir

en occupant le poste de Premier ministre. Emiettée en divers courants dotés d'autant de milices, subissant l'influence compliquée de Téhéran, la communauté chiïte réglait jusqu'ici ses querelles à huis clos, grâce à l'influence incontestée de .

Mais la crise politique a eu raison de la paix : depuis bientôt un an, l'Irak n'a ni président de la République ni gouvernement de plein exercice, et les chefs d'un système confessionnel à bout de souffle n'arrivent pas à s'accorder sur le chef de gouvernement qui succédera à Moustafa al-Kazimi, qui gère les affaires courantes.

### Tensions autour de la succession du « pape » des chiïtes

Vainqueur des législatives d'octobre 2021, le cleric populiste Moqtada al-Sadr, fils d'un grand ayatollah assassiné sur ordre de Saddam Hussein il y a vingt-trois ans, ne veut plus d'un Premier ministre de compromis entre factions chiïtes. Natio-

naliste, ayant pris ses distances avec l'Iran, il exige, fort de sa victoire aux élections, le droit de le désigner, en s'alliant aux sunnites et à un parti kurde. Depuis un mois, ses sympathisants campent aux abords du Parlement, pour soutenir l'exigence de leur chef.

Quant à ses rivaux, soutenus par Téhéran et regroupés au sein de la coalition du Cadre de Coordination, ils veulent que le système confessionnel mis en place par les Américains en 2003 perdure. C'est lorsque « Moqtada », coutumier de ces annonces fracassantes, a fait part de son « *retrait définitif* » de la vie politique, le 29 août, que la « zone verte » de Bagdad s'est embrasée. Cette annonce a suivi la déclaration d'un ayatollah proche de lui, Kadhim al-Haeri, qui, sous la pression iranienne, a recommandé à ses disciples de suivre Ali Khamenei, le Guide suprême iranien, et non pas Ali al-Sistani, l'ayatollah de Nadjaf, vénéré par plus de 200 millions de fidèles et dont le rang est bien plus élevé dans la hié-

rarchie religieuse que celui du numéro un iranien. Les armes ont fini par se taire lorsque « Moqtada », voyant que le rapport de force n'était pas en sa faveur, a rappelé ses militants.

Car l'insurrection qui a éclaté en Irak traduit également les tensions qui entourent la succession du « pape » des chiïtes, Ali al-Sistani, 92 ans. La déclaration d'Al-Haeri, qu'elle soit forcée ou volontaire, peut être comprise comme une tentative de la part de l'Iran de contenir politiquement le nationaliste irakien Moqtada al-Sadr, mais aussi comme la volonté de la République islamique de s'imposer dans la succession du religieux quiétiste Ali al-Sistani. Et d'imposer à un pays qui l'a toujours refusé son système de « velayat-e faqih », qui confère aux religieux un droit de tutelle sur le pouvoir politique. La mainmise de l'Iran sur l'Irak, en cours depuis 2003, serait ainsi totalement confortée. Oui, la *fitna* chiïte ne fait que commencer.

## La Turquie poursuit ses attaques visant le Rojava

L'armée turque poursuit ses attaques visant les Kurdes du Rojava / Syrie du Nord et de l'Est. La région autour de Tall Tamer est particulièrement touchée, où l'alimentation électrique est à nouveau interrompue suite aux attaques turco-jihadistes.

La Turquie continue d'attaquer le nord de la Syrie. Mercredi, les attaques ont commencé tôt le matin avec



le bombardement du village d'Umm al-Hoş dans le canton de Shehba. Pendant la

journée, les attaques ont visé les localités de Şêx Eli, Til Şenan, Micêrbe, Abush,

Dirdara, Tawila et Til Cuma près de Til Temir, Soxanekê à Afrin-Şêrawa et Şêx Îsa, dans le canton de Shehba. En raison des attaques en cours, l'alimentation électrique de Til Temir a été de nouveau stoppée. Depuis l'occupation de Serêkaniyê en octobre 2019, la centrale a été mis hors service des dizaines de fois par les bombardements turco-jihadistes. (ANF)

## Les femmes kurdes manifestent contre l'insécurité à Marivan

Des femmes (et quelques hommes) ont manifesté dans la ville kurde de Meriwan, au Kurdistan d'Iran, contre l'insécurité dont elles sont victimes. Les manifestations ont lieu après la mort d'une femme kurde (Şilêr Resul) qui s'est jetée par la fenêtre de sa maison pour échapper à son agresseur.

Les manifestantes se sont rassemblées devant le palais de justice de Meriwan, scandant «Nous sommes toutes Şiler. Nous vengerons le sang de Şiler» . (Hengaw)



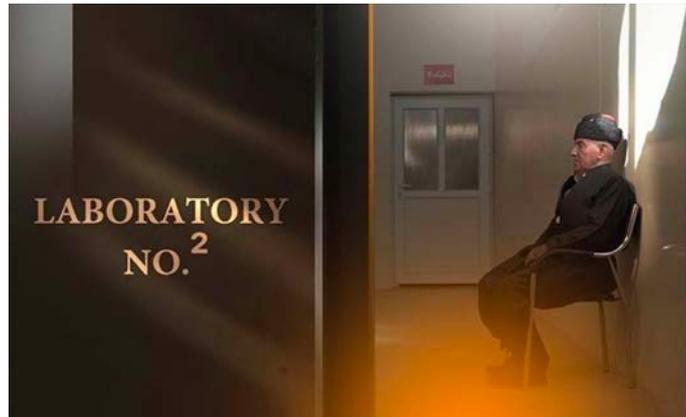


September 8, 2022

## Kurdish documentary to showcase in international film festival

**A** Kurdish short documentary titled Laboratory No.2 will be showcased in the 17th edition of Shorts Mexico, an international short film festival taking place in the Latin country throughout the month.

Written and directed by Awara Omar and Edris Abdi, Laboratory No.2 tells the story of Hama Tofiq, an elderly man who's been working as a civil servant in the medical laboratory department of the University of Sulaimani for 14 years. The film has already been displayed in numerous international film festivals, receiving



Laboratory No. 2 poster. Photo: submitted

praise for depicting a fresh genre of Kurdish filmmaking. "One of the feedbacks we got from the audience, which was

very important to them, many of the filmmakers that came from South America were not very familiar with Kurds, or

their only introduction to Kurdish people were through films that depict them [Kurds] as victims," Abdi told Rudaw's Banu Dilshad on Thursday.

Laboratory No.2 was awarded Best Kurdish Documentary Film at the 5th Sulaimani International Film Festival.

Shorts Mexico has provided a platform for young filmmakers to showcase their works in dozens of venues and for thousands of spectators since 2006. Over a thousand short films from around the world were displayed in last year's edition.



8 septembre 2022

## La justice turque interdit le livre de l'ancienne députée emprisonnée Figen Yüksekdag

Un tribunal turc a interdit la distribution et la vente d'un recueil de poèmes écrit par Figen Yüksekdag, ancienne coprésidente du HDP emprisonnée depuis près de huit ans.

**E**n Turquie, les interdictions de livres critiques, notamment d'œuvres d'écrivains kurdes ou en lien avec les Kurdes, font partie, pour ainsi dire, de la routine. Souvent, ils sont considérés par la justice comme des outils de « propagande en faveur d'une organisation terroriste » et censurés en tant que tels. Dernière victime en date: « Yıkılacak Duvarlar » (en français: Les murs s'écrouleront)

de Figen Yüksekdag, un recueil de poèmes rédigé en prison par la politicienne du Parti démocratique des Peuples (HDP) emprisonnée depuis 2016. Un tribunal d'Antalya l'a désormais interdit, les éditions de ce livre ne peuvent plus être vendues depuis jeudi. La prochaine étape consistera pour les représentants de la sécurité de l'Etat à se rendre dans les librairies et la maison d'édition afin de confisquer tous les re-

cueils de poèmes disponibles en vue de leur destruction.

« Yıkılacak Duvarlar » a été publié en 2020 par la maison d'édition Ceylan à Istanbul. Le livre parle de résistance, d'amour et de foi inébranlable en la paix, la liberté et la justice. Yüksekdag fait notamment rencontrer les « 33 voyageurs du rêve », comme on appelle les victimes de l'attentat de Suruç de 2015, avec

Taybet Inan, une autre victime de la terreur. Cette femme kurde, appelée « mère Taybet », fut abattue par l'armée turque à Silopi en décembre 2015, durant le siège militaire de la ville située dans la province kurde de Cizre. Son corps est resté dans la rue pendant sept jours, l'armée ayant empêché quiconque de le récupérer. Des proches et des voisins essayèrent des tirs de snipers alors qu'ils tentaient

de récupérer le corps de cette femme de 57 ans, mère de onze enfants.

Pour justifier concrètement l'interdiction du livre, la justice turque a choisi une ligne du poème « Bulutlu Başım » (en français : Ma tête trouble). « L'humanité se tortille au bord du néant tandis que les sous-sols brûlent, emmaillottées dans l'obscurité, que l'on tire dans la tête des bébés dans les maisons isolées. » Yüksekdag habille ainsi de mots les conditions dans les « [sous-sols de la mort de Cizre](#) », une expression qui désigne une série de massacres perpétrés par l'armée turque en 2016 dans la ville de Cizre, dans des sous-sols d'immeubles où de nombreuses personnes s'étaient réfugiées pendant le siège militaire. Selon les rapports des organisations de défense des droits humains, au moins 177 personnes ont été brûlées ou abattues par les forces de sécurité dans les « sous-sols de l'horreur ». [Au moins 288 per-](#)



Figen Yüksekdag, ancienne coprésidente et députée du HDP, emprisonnée en Turquie depuis novembre 2016, est l'auteure d'un recueil de poèmes qui vient d'être interdit par la justice turque

[sonnes au total sont mortes durant le siège.](#)

Selon le tribunal d'Antalya, l'évocation par Figen Yüksekdag de ces crimes dans un poème a pour « seul but de maintenir l'existence organisationnelle de l'organisation terroriste PKK/KCK et de gagner le soutien de grandes masses ». Dans la phrase « (...) les bébés dans les maisons isolées », la justice turque voit une « glorification des membres de l'organisation ter-

roriste ». La maison d'édition Ceylan a commenté l'interdiction du livre en ces termes : « Ces poèmes ont depuis longtemps franchi les murs. Nous insistons sur le fait que nous ne ferons aucun compromis avec ceux qui prennent de telles décisions sous le couvert du droit. Quelles que soient les conditions, qu'il s'agisse de poèmes, de romans révolutionnaires ou de feuilles de route théoriques, notre collectif d'édition partagera ses œuvres

avec les lectrices et les lecteurs. Avec résistance, avec une obstination vivante. »

**Qui est Figen Yüksekdag ?**

Née en 1971 à Adana, Figen Yüksekdag est cofondatrice du Parti socialiste des opprimés (Ezilenlerin Sosyalist Partisi, ESP), dont elle a été la présidente jusqu'en septembre 2014, année où son parti a rejoint le HDP. Au deuxième congrès du HDP, le 22 juin 2014, Figen Yüksekdag est élue coprésidente du parti avec le député kurde [Selahattin Demirtaş](#). Aux élections législatives de juin 2015, elle est élue à Van. L'année suivante, le 4 novembre 2016, elle est arrêtée avec de nombreux autres députés du HDP, dont Demirtaş. Depuis, elle est détenue dans la prison de haute sécurité de Kandira, dans la province de Kocaeli, à l'ouest de la Turquie. Elle fait partie des 108 accusés poursuivis dans le cadre du [procès dit de Kobanê](#) et encourt à ce titre la prison à vie.



September 9, 2022

## 'Level of Kurdistan Region's universities improved': PM Barzani

**T**he level of universities in the Kurdistan Region has improved, said Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani while delivering a speech at the graduation ceremony of Hawler Medical University's students on Saturday.

"The Kurdistan Regional Government (KRG) has re-

cently approved the Accreditation Board for Education and Higher Education Programs to develop the scientific and academic level of our universities and educational institutions," said the prime minister.

Barzani stated that he has witnessed that the level of Kurdistan Region universities has improved in re-

cent years, and to compete with the world's universities, he felt it necessary to establish this board, to raise the ranks of the universities.

"One of the most important aspects of the reform of the KRG ninth cabinet is to reform the health sector, improve the quality of hospitals and reform the import and testing of drugs," said Barzani.

Hawler Medical University was established by the KRG Council of Ministers in July 2005 and endorsed by the Council of Ministers of the Iraqi Federal Government in March 2006. The university includes the College of Medicine, College of Dentistry, College of Pharmacy, College of Nursing, and College of Health Sciences.

## Turquie : l'étau se resserre sur les réfugiés syriens

L'inquiétude grandit parmi les exilés, qui se heurtent à des difficultés administratives de plus en plus grandes tandis que le pouvoir durcit le ton à leur égard.

**L**e durcissement du discours politique à Ankara et les esquisses de reprise de dialogue avec Damas mises en avant par le pouvoir rebattent les cartes pour de nombreux Syriens installés en Turquie. « *Beaucoup de gens autour de moi se préparent à nouveau à partir, pour aller en Europe* », observe Zaynab, 29 ans, originaire d'Idlib (nord-ouest de la Syrie). « *Nous revivons un peu la même atmosphère qu'en 2015* », ajoute-t-elle, en référence à l'arrivée massive, cette année-là, de réfugiés syriens dans l'espace Schengen.

« *Le régime [de Damas] et l'opposition doivent se réconcilier (...). Nous pensons qu'une réconciliation est indispensable à une paix durable en Syrie* », a affirmé le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, à Ankara, lors d'une conférence de presse, le 16 août. Depuis cette déclaration, largement interprétée comme une tentative d'apaisement avec Damas, les craintes se sont ravivées au sein de la population syrienne exilée en Turquie.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui n'hésitait pas à qualifier Bachar Al-Assad de « *tyran* » en 2016, s'est également montré plus conciliant à son retour d'Ukraine, le 18 août : « *Notre problème n'est pas de vaincre ou de ne pas vaincre Al-Assad* », avait-il alors assuré aux journalistes.



Un drapeau turc a été accroché à la devanture d'un magasin du quartier d'Önder, à Ankara, où vivent de nombreux réfugiés syriens, le 12 août 2021. TUNAHAN TURHAN / SOPA IMAGES / SIPA

### Diatribes anti-migrants

« *Vous pensez sérieusement que l'on peut s'asseoir à la table des négociations avec la personne qui nous massacrait hier ?* », s'insurge Taha Elgazi, quadragénaire originaire du nord de la Syrie et militant pour les droits des réfugiés. « *Nous ne pourrions jamais faire confiance à ce régime.* »

Essentiellement installés dans les grandes villes, 3,6 millions de Syriens bénéficient d'un statut de protection temporaire en Turquie. Ils sont enregistrés dans leur ville de résidence et ne peuvent voyager qu'avec une autorisation de déplacement ad hoc. Officiellement, 211 000 Syriens se seraient vu accorder la nationalité turque ces dernières années.

Or, si les premiers mois de la guerre en Syrie, en 2011, ont

été marqués par une politique d'accueil du Parti (islamo-conservateur) de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), l'enlisement du conflit a progressivement éloigné les perspectives de retour au pays des réfugiés syriens. Et après onze années de cohabitation, la population turque manifeste désormais ouvertement sa lassitude.

Au fur et à mesure que la Turquie s'enfonce dans la crise économique, les diatribes anti-migrants de leaders politiques nationalistes se font de plus en plus décomplexées. En instrumentalisant politiquement la question, la coalition d'opposition, dominée par les nationalistes, s'en est fait le principal relais.

### Fausse information

Parmi les réfugiés syriens ren-

contrés, l'inquiétude s'est installée. Tous disent ressentir très nettement une augmentation de l'hostilité à leur égard.

D'innombrables fausses informations circulent, venant alimenter la tension. C'est le cas, par exemple, des aides supposément accordées par le gouvernement turc aux réfugiés syriens au détriment de sa propre population. « *J'ai peur. Il y a deux jours, le voisin de ma mère a été tué à coups de couteau par d'autres adolescents. Il avait 17 ans. Nous entendons ce genre d'histoires toutes les deux semaines* », s'inquiète Zaynab.

La crispation s'exprime autant dans les situations les plus triviales du quotidien que lors des règlements de comptes les plus meurtriers. Les expéditions punitives contre des réfugiés à Ankara en août 2021 avaient déjà laissé craindre une flambée de violence plus large dans le pays. Désormais, la question migratoire constitue l'une des principales préoccupations avancées par l'électorat turc dans la perspective de la présidentielle et des législatives de juin 2023. En février, un sondage de l'institut Metropoll indiquait que 82 % des personnes interrogées souhaitaient le retour des réfugiés syriens dans leur pays.

« *Depuis les élections locales de 2019, où l'AKP a perdu Istanbul, la politique migratoire du gouvernement a changé, analyse Didem Danis, socio-*

logue spécialiste des questions migratoires et professeure à l'université de Galatasaray. Certains, au sein de l'AKP, ont imputé leur échec à la politique en matière de réfugiés. »

La perte très symbolique de la plus grande ville du pays a en effet été vécue comme une humiliation au sein du parti de Recep Tayyip Erdogan. Et la riposte ne s'était pas fait attendre. Dans les quartiers à forte population syrienne, les autorités locales ont rapidement imposé aux commerces une police plus grande pour les mots écrits en turc que pour ceux écrits en arabe sur les enseignes. D'autres mesures sont venues renforcer ce virage à Istanbul. « Les enfants

syriens dont les parents ont été enregistrés dans d'autres villes de Turquie à leur arrivée ne sont plus autorisés à s'inscrire dans les écoles publiques d'Istanbul, se désole Taha Elgazi. C'est une manière d'inciter les Syriens à quitter la ville. »

#### Reconduites arbitraires

Autre symptôme de l'épuisement du modèle d'accueil turc : le projet de « dilution » élaboré par le ministère de l'intérieur, qui consiste à suspendre la domiciliation de réfugiés syriens dans les quartiers où la population étrangère dépasse les 20 %, est entré en vigueur dans seize régions à travers le pays.

Les réfugiés sentent ainsi

l'étau se resserrer. Nombre d'entre eux disent rencontrer des difficultés administratives au moment d'actualiser leur statut. Les délais imposés, de plus en plus longs, peuvent parfois donner lieu à des conduites arbitraires aux frontières et l'éventualité d'un contrôle de police à l'issue incertaine terrorise les exilés.

Le porte-parole du ministre de l'intérieur a indiqué, le 4 septembre, que 520 000 réfugiés étaient rentrés en Syrie ces dernières années, mais de nombreux observateurs et associations dénoncent des retours forcés.

A terme, l'objectif est de renvoyer « un million de Syriens », comme l'a annoncé M. Erdo-

gan en mai. Ce vaste projet de retour « volontaire » – selon le discours officiel – s'imbrique à la stratégie turque d'implantation dans le nord de la Syrie. L'achèvement de la constitution de la zone tampon de trente kilomètres le long de la frontière sert de justification aux velléités de mener une nouvelle intervention militaire contre les combattants kurdes des Unités de protection du peuple, comme l'avait alors souligné le président turc. Mais l'aspect artificiel des projets de logements prévus dans la zone frôle la dystopie et l'éclatement actuel de la Syrie ne laisse aucun espoir aux exilés de retrouver leur ville d'origine.■



11 septembre 2022

## Une nouvelle attaque de drone turque à Shengal

Un véhicule des YBŞ a été ciblé dimanche matin par un drone turc près de Khanesor (Xanesor), dans la région yézidie de Shengal.

L'armée turque a mené ce matin une attaque de drone ciblée sur un véhicule appartenant aux Unités de Résistance de Shengal (YBŞ) dans la région de Shengal (Sinjar), au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak). L'attaque est survenue à proximité d'une base de l'armée irakienne, dans le village de Behreva, près de Khanesor. Le véhicule a été bombardé à deux reprises,

ont indiqué les YBŞ dans un communiqué publié peu après l'attaque.

Les YBŞ ont déclaré toutefois n'avoir subi aucune perte humaine, tout en précisant que des vols de reconnaissance de la Turquie avaient lieu dans la région depuis une quinzaine de jours. « L'État envahisseur turc est dans une position d'attaque constante et met en œuvre différentes méthodes d'agression », a souligné le commandement des YBŞ.

« Depuis que Shengal a été libérée des bandes crimi-

nelles de l'État islamique (EI), sa population est en permanence confrontée à des attaques de drone », poursuit le communiqué. Et d'ajouter: « de toute évidence, la Turquie veut achever ce que l'EI n'a pas réussi à faire ». Depuis le génocide qui a meurtri Shengal en 2014, la région a été attaquée à plusieurs reprises par la Turquie au nom de la « lutte contre le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) ». Selon l'autorité autonome locale, l'objectif poursuivi par la Turquie est de saper la sécurité et la stabilité de la région et d'empêcher ainsi les

Yézidis chassés par l'EI de rentrer chez eux.

Ces derniers mois, la Turquie a intensifié ses frappes de drone au Rojava (nord de la Syrie) et au Sud-Kurdistan. La dernière attaque de drone à Shengal a eu lieu le 29 août. Deux combattants des YBŞ avaient alors été blessés. Le même jour, Evizet Abdullah Abid, père de six enfants, a été tué dans une autre attaque de drone turque visant le camp de réfugiés de Makhmour, au Sud-Kurdistan.



September 12, 2022

## Middle East heating nearly twice as fast as global average: Report

**T**he Middle East is heating at nearly twice the global average, threatening potentially devastating impacts on its people and economies, a new climate study shows.

Barring swift policy changes, its more than 400 million people face extreme heatwaves, prolonged droughts and sea level rises, said the report released ahead of the UN's COP27 climate summit in Egypt later this year.

The study found an average increase of 0.45 degrees Celsius per decade across the Middle East and eastern Mediterranean region, based on data for 1981-2019, during which the global average rise was 0.27 degrees per decade. Without immediate changes, the region is projected to heat up by five degrees Celsius by the end of the century, possibly exceeding "critical thresholds for human adaptability" in some countries, the report states.

People "will face major health challenges and risks of livelihood, especially underprivileged communities, the elderly, children and pregnant women",



Middle East heating nearly twice as fast as global average: Report

wrote Jos Lelieveld of the Max Planck Institute for Chemistry and the Cyprus Institute, which both provided support for the research. The study covers the region stretching from Greece and Egypt in the west through to Lebanon, Syria and Iraq, and the Gulf states of Bahrain, Kuwait and the United Arab Emirates as well as Iran in the east.

### - 'Severe challenges' -

The Middle East not only stands to suffer seriously from climate change but has also become a major contributor to it, said the report first published in June in the journal *Reviews of Geo-*

physics and updated this week. The study shows that the oil-rich Middle East is on course to becoming one of the world's leading sources of greenhouse gas emissions, overtaking the European Union within several years.

Lelieveld warned that, "since many of the regional outcomes of climate change are transboundary, stronger collaboration among the countries is indispensable to cope with the expected adverse impacts".

Lead author George Zittis wrote that "business-as-usual pathways for the future" would expand arid climate zones, and

the rising seas "would imply severe challenges for coastal infrastructure and agriculture", particularly affecting Egypt's densely populated Nile Delta. According to the report, "virtually all" areas of life will be "critically affected" by hotter, dryer climate conditions, potentially contributing to an increase in mortality rates and exacerbating "inequalities between the more affluent and impoverished populations" of the region.

Representatives from nearly 200 countries are due to meet in November in the Egyptian Red Sea resort town of Sharm el-Sheikh to follow up on the 2015 Paris Agreement, which saw nations promise to limit global heating to "well below" two degrees (3.6 degrees Fahrenheit) and to work towards a safer 1.5 degree cap through sweeping emissions cuts.

The planet has warmed on average by nearly 1.2 degrees since per-industrial times. In May, the UN's World Meteorological Organization said there was an even chance that the 1.5 degree target would be breached within the next five years.



13 septembre 2022

## Four women journalists join hunger strike in Diyarbakır Prison

**F**our women journalists in the Diyarbakır Women's Prison have started a hunger strike to draw attention to rights violations in prisons. Releasing a statement through

their attorneys yesterday (September 12), the journalists said they will continue the hunger strike for five days with other prisoners.

Safiye Alağaç, Neşe Toprak, Remziye Temel and Elif Üngür were among the 16 journalists who were arrested in the south-eastern province of Diyarbakır in June.

The strike aims to end the following violations:

► Camera surveillance of the wards in the prison

- ▶ Strip search
- ▶ Ill prisoners not being treated
- ▶ All social events in the prison are prevented

In their statement, the journalists called for "awareness and solidarity" from the civil society and the public.

Why are they in prison?

On June 8, the police raided several homes and offices of news outlets in the predominantly Kurdish populated province of Diyarbakir. Twenty-two



people, including 20 journalists, were detained.

After eight days in detention, a judgeship ruled for the arrest

of 16 journalists on "terrorist propaganda" charges, citing their news reports and social media posts as evidence.

During their interrogation, the questions they were asked included what they meant by "Kurdish question" and whether they had received instructions, an attorney of the journalists had told bianet.

The arrests triggered a backlash from journalists and international organizations.

duvaR.english

Turkey's own independent voice

September 13, 2022

## Kurdish family battered in racist attack in western Turkey

A Kurdish family who wanted to buy a house at a village in the western province of Aydın were severely battered in racist attack.

**A** racist group battered a Kurdish family who bought a house in a village in the western province of Aydın, saying "Kurds cannot live here."

Cengiz Türkan bought a house in the Arpadere village of Aydın's İncirliova district. The locals threatened Cengiz Türkan, who went to the village with his family to see the house, saying that they could not live in the village because they were Kurds.

Then the villagers blocked the road when the family wanted to leave the village and attacked them. The villagers used iron sticks and severely battered four members of the family, in-



cluding women and children, Mezopotamya News Agency reported on Sept. 13.

The battered Semra Türkan asked for help from the state's Women Support Application (KADES) mobile application, but no police teams were sent.

Describing the incident, Emrah Çakmaz, who was badly injured, said that the villagers attacked them with iron sticks.

"I said, 'I'm bleeding out and I'm going to die'. They didn't care. Someone threw a stone at me, it hit me in the neck.

Meanwhile, I called the gendarmerie and asked for help. But the gendarmerie said, 'Go to the hospital and get a report of assault. Then file a complaint about all of them,' and then they hung up the phone," he said.

Çakmaz further described the incident as follows: "When I went to the hospital, my father called me and said 'We are all in a very bad condition. Your brother Hasan's condition is very bad, they broke his skull. They fired a gun at your mother's foot. I ran into the forest to save my life. Your mother and brother may have died.' When my family fell unconscious, villagers thought they were dead and left the scene."



September 9, 2022

## Jailed Kurdish politician hospitalised in Turkey after health deteriorated

**A**n imprisoned Kurdish politician was urgently taken to a hospital in Turkey's northwestern province on Friday after her health deteriorated in jail, reported a pro-Kurdish media outlet. She recently contracted coronavirus and has been diagnosed with dementia as well.

Aysel Tugluk, 57, is a former lawmaker for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). She was jailed in December 2016 as part of a fresh crackdown on members of her party for terror-related charges. Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag, former co-chairs of the HDP, were also jailed in November the same year.

Yuksekdag, who is being tried for anti-government protests in 2014, said during her hearing



Aysel Tugluk. Photo : file/ AA

on Friday that Tugluk was taken to a hospital earlier in the day. Both serve their lengthy sentences in Kandira Prison in Kocaeli province.

"We sent her to the emergency [hospital] today. The unfavourable situation created by the

prison conditions is making her health worse and worse," said the former co-chair of the pro-Kurdish party, reported Mezopotamya Agency.

Tugluk was diagnosed with dementia in March 2021 and later said during a hearing at court

that she did not remember anything about 2014 protests. Five months later, the court ruled for her release in this case but kept her jailed due to other cases. However, days later, the Constitutional Court rejected the release ruling issued by the previous court, according to the independent Bianet news outlet.

She was also contracted coronavirus recently.

The Kurdish politician has been accused of having links with the Kurdistan Workers' Party.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey. Ankara considers it a terrorist organization and has jailed thousands of HDP officials, members and sympathizers for their alleged links to the group.

Le Monde

13 septembre 2022

## En Syrie, les enfants handicapés, oubliés de la guerre

Un rapport de Human Rights Watch (HRW) sur « l'impact du conflit armé syrien sur les enfants atteints de handicap » rappelle qu'ils sont les grands oubliés de cette guerre.

**U**n rapport de Human Rights Watch (HRW) sur « l'impact du conflit armé syrien sur les enfants atteints de handicap » rappelle qu'ils sont les grands oubliés de cette guerre.

Thara avait 13 ans lorsqu'elle a perdu une jambe lors d'un bombardement aérien des

forces du régime syrien contre la province insurgée d'Idlib, en 2015. Elle n'a jamais pu être appareillée, et n'est plus retournée à l'école : ses parents craignent qu'elle soit abandonnée en classe en cas d'attaque. Vivant à Kobané, localité sous contrôle kurde qui fut occupée par l'organi-

sation djihadiste Etat islamique (EI), Mustapha, 14 ans, a été mutilé d'un pied en sautant sur une mine en 2020. Résidente d'Afrine, Nour désespère : son fils est atteint d'une déficience intellectuelle et n'a plus été accompagné depuis près de dix ans. Tout bébé, il était accueilli dans une école pu-

blique spécialisée d'Alep, ville qui fut gagnée par les combats entre forces rebelles et troupes prorégime de 2012 à 2016.

Le rapport publié jeudi 8 septembre par Human Rights Watch (HRW), « "C'était vraiment difficile de me protéger" : l'impact du conflit armé

syrien sur les enfants atteints de handicap », est un récit de souffrances et d'exclusion. L'organisation de défense des droits humains jette une lumière crue sur la vulnérabilité et les abus vécus par les jeunes Syriens devenus invalides à cause de la guerre, ou porteurs d'un handicap pour d'autres raisons (naissance, maladie...). Leur isolement s'est aggravé, sur fond de violences et de paupérisation de la société. Ils sont les grands oubliés du conflit en Syrie.

Souvent sous pseudonyme, des témoignages d'enfants et de familles vivant presque tous dans le nord-ouest de la Syrie (sous la houlette de rebelles islamistes) et le nord-est (sous administration de la coalition dominée par les Kurdes) sont rassemblés. Dans ces deux régions, les déplacés sont nombreux. Le fracas des armes y reste une réalité : la province d'Idlib est régulièrement visée par l'aviation russe ou celle du régime. Kobané, en zone kurde, a été sous le feu des soldats turcs en août, lors d'un échange de tirs, et le nord-est vit aussi sous la menace d'une résurgence de l'EI.

### Menacés d'être laissés derrière

Le handicap accroît le danger. L'une des filles d'Ahmed est sourde. « *Ma femme et moi gardons toujours un œil sur elle, et si nous entendons une attaque, nous devons [...] la prendre en vitesse pour l'emmener dans un abri* », témoigne ce père installé à Idlib. Thara, l'adolescente



Un homme tient son fauteuil roulant sous une tente, dans un camp de déplacés syrien, dans le nord d'Alep, près de la frontière avec la Turquie, le 17 février 2021. MAHMOUD HASSANO / REUTERS

amputée d'une jambe, qui ne dispose que de béquilles, vit dans la culpabilité : « *Je trouve que je suis un lourd fardeau pour ma famille ; ils doivent m'aider à fuir, et cela les met en danger. Quand je décide de rester à la maison, ma famille reste avec moi. Quand j'entends une frappe, ce qui m'effraie le plus est de savoir que je peux perdre un de mes proches.* » Lors d'une offensive, des jeunes sont menacés d'être laissés derrière, s'alarme HRW.

Il n'existe pas de chiffres récents sur les personnes devenues handicapées du fait de la guerre. En 2015, l'Unicef recensait plus d'1,5 million d'adultes et d'enfants ayant acquis une invalidité liée aux violences. Cela équivaut à un peu plus de 7 % de la population d'avant 2011 (21 millions de Syriens). Une donnée sûrement obsolète : les combats intenses ont perduré jusqu'en 2018. En outre les mines continuent de faire des ravages. Selon les Nations unies, plus de 10 millions de Syriens vivent dans

des zones parsemées d'engins explosifs. Ces armes ont fait plus de 170 morts depuis le début de l'année.

Les estimations sur le handicap en général (qu'il s'agisse de mutilation ou de déficience physique ou intellectuelle) sont tout aussi lourdes : près de 28 % des Syriens sont concernés (soit environ deux fois la moyenne mondiale) et près de 19 % des 2-17 ans, d'après l'ONU.

### Manque de ressources médicales et financières

La stigmatisation est le lot quotidien de ces enfants et de leurs parents. Elle s'accompagne parfois de maltraitances commises par les familles : selon des humanitaires interrogés par HRW, la pratique consistant à enchaîner un enfant handicapé à la maison a augmenté, en l'absence de services et de soutien.

Quelle sera leur place dans la Syrie de demain ? L'immense majorité des jeunes

suis par Human Rights Watch sont déscolarisés. Dans le nord-ouest, de nombreuses écoles ont été détruites par les frappes des forces prorégime, et d'autres ont été transformées en abris collectifs. Quand les structures existent, les enseignants refusent d'accueillir des élèves à besoins spécifiques. Les familles, davantage exposées à la pauvreté, sont incapables de payer le transport scolaire. De rares programmes d'éducation inclusive menés par des ONG ont pris fin, faute de financement des bailleurs. Bien qu'ils soient considérables, les fonds vers la Syrie sont insuffisants pour couvrir les besoins croissants de la population face à l'effondrement socio-économique.

La prise en charge psychomédicale est tout aussi indigente : des enfants ne sont même pas diagnostiqués. Dans les deux zones scrutées par le rapport, l'appareillage avec des prothèses, pour les jeunes mutilés, est quasi impossible, faute de ressources médicales et financières. Les parents sont livrés à eux-mêmes, comme en témoigne le père impuissant d'un garçon autiste de 5 ans, vivant dans le nord-ouest de la Syrie : « *[Mon fils] est encore petit, il y a probablement quelque chose que nous pouvons faire. Je ne sais pas comment le soutenir. Qu'est-ce que je peux faire ? Va-t-il grandir sans aucune éducation et appui ? J'ai tellement peur de ce qui va se passer.* » HRW lance un appel pour que ces mineurs invisibles soient pris en considération et protégés



13 septembre 2022

## Risque "très élevé" de propagation du choléra, prévient l'OMS

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a mis en garde mardi contre le risque "très élevé" de propagation du choléra en Syrie, où des dizaines de cas, dont plusieurs mortels, ont été signalés ces derniers jours dans plusieurs régions du pays, une première depuis 2009.

Lundi, le ministère syrien de la Santé a recensé deux décès dus au choléra et 26 contaminations, notamment dans la province d'Alep (nord). Et samedi, les autorités syriennes kurdes, qui contrôlent la majeure partie du nord-est du pays, ont signalé trois décès et de "nombreuses contaminations" dans les provinces de Raqa (nord) et de Deir Ezzor (est). "Le risque de propagation du choléra est très élevé", a affirmé à l'AFP l'OMS, indiquant que des cas ont été signalés dans au moins cinq des quatorze provinces syriennes.

"La maladie pourrait être pro-



Lundi, le ministère syrien de la Santé a recensé deux décès dus au choléra et 26 contaminations, notamment dans la province d'Alep (Photo, AFP).

voquée par la consommation d'eau ou d'aliments contaminés", a indiqué l'organisation, soulignant que la Syrie a connu en 2009 une épidémie de choléra avec 342 cas signalés dans le nord-est du pays. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), la maladie s'est propagée dans l'ouest de Deir Ezzor à travers de l'eau potable contaminée, après que les autorités ont cessé de distribuer du chlore

aux stations de pompage ces trois derniers mois.

Le choléra, une infection diarrhéique aiguë provoquant une déshydratation parfois mortelle, se contracte par l'absorption d'eau ou de produits alimentaires contaminés par la bactérie *vibrio cholerae*. Après 11 ans de guerre, la Syrie souffre d'une grave pénurie d'eau, outre la sécheresse. Le conflit a endommagé environ deux

tiers des usines de traitement d'eau, la moitié des stations de pompage et un tiers des châteaux d'eau, selon un rapport du Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) datant d'avril.

Lundi, l'ONU a exhorté les pays donateurs à fournir d'urgence des fonds supplémentaires pour combattre l'épidémie. "Il s'agit d'une menace sérieuse pour la Syrie et la région", a déclaré le coordinateur de l'ONU en Syrie, Imran Riza. En juin, une épidémie de choléra a été signalée en Irak, pays voisin de la Syrie, pour la première fois depuis 2015.

Selon les estimations, il y a chaque année dans le monde entre 1,3 million et 4 millions de cas de choléra, causant entre 21.000 à 143.000 décès. La guerre en Syrie a fait environ un demi-million de morts et poussé à la fuite des millions de personnes.



September 15, 2022

## Musa Anter murder case postponed to after expiry of statute of limitations

The Gendarmerie Intelligence and Counter-Terrorism (JITEM) case was heard today (September 15) in the capital city of Ankara.

The cases concerning the assassination of the Kurdish intellectual Musa Anter and the forced disappearance of Ayten Öztürk, both happened in

1992, had been previously merged with the JITEM case. The statute of limitations in the Anter case will expire on September 20. The court was expected to hand down its judgment today, but it postponed the case to September 21.

The JITEM, whose existence has never been officially con-

firmed, is accused of perpetrating thousands of extrajudicial killings in the country's mostly Kurdish-populated regions during the conflict in the 1990s. Dicle Anter, the son of Musa Anter, as well as Peoples' Democratic Party (HDP) deputies Fatma Kurtalan, Kemal Peköz and Abdullah Koç, Republican People's Party (CHP)

deputy Yıldırım Kaya, Human Rights Association (İHD) Chair Öztürk Türkoğan, Progressive Lawyers Association (ÇHD) Ankara Branch Chair Murat Yılmaz attended the hearing, which began at around 9.45 a.m.

The lawyer of defendant Hamit Yıldırım said his client could

not attend the hearing because of health problems, but did not submit a document to the court about that.

#### Anter: Nothing left to say

Dicle Anter, who is also an intervening person in the case, spoke first.

"Under these circumstances, there is not much left to say about my father's case. The period when my father was killed was like a nightmare for the Kurds; death was everywhere.

"The ECtHR convicted Türkiye, and the hearings began. Defendant Hamit Yıldırım had remained under arrest for five years, and then he was released. The case was moved to Ankara. Years have passed and we have come to these days.

"The Musa Anter murder [case] will drop due to the statute of limitations on September 20. However, there is no statute of limitations for crimes against humanity. Our struggle to shed light on the murder will continue.

"Starting from the Susurluk report, the witnesses and the defendants have given statements as if these incidents never happened ... We don't know whether the justice will be served if the [government] changes, because the authorities of that time are within the opposition right now. "We won't let this case go. If not us, the future generations won't let it go."

"This case will never end" After Anter, lawyer Öztürk Türkdoğan spoke.

"My client has conveyed his concerns. The greatest of these concerns is the ending of the case with statute of limitations. However, I'd like to note that this case cannot end this way because it's within the scope of the crimes against humanity, considering the ECtHR



verdict about this case. If you have such thoughts, give up on them.

"Why is it within the scope of the crimes against humanity? At the Parliamentary Inquiry Committee on October 12, 1995, Anter murder is specifically mentioned and it is said the crime of terrorizing a part of society. This crime was confessed in 1995.

"We want the truth to be uncovered. Closing the case will create new violations. And this case will never end. Maybe the second generation will continue to follow the case.

"Your court will reveal the truth. Our requests for separation against the statute of limitations were not accepted."

#### Defending lawyer: The case should be dropped

The lawyer of defendant Savaş Gevrekçi said, "It has been revealed that my client was innocent. The time for the statute of limitations has come, anyway. Will we put the case in a political atmosphere, or will the case be heard? I request a decision to dismiss the case."

Defendant Hamit Yıldırım's lawyer said, "The laws are

clear. The case is of course sad because of its content, but it's a publicized case. It is said 'triggerman,' 'murderer' about my client. My client should benefit from the presumption of innocence like all people."

Announcing its interim judgment, the court said it will decide on the requests about the statute of limitations and the separation of the files in the final hearing.

The next hearing will take place on September 21.

#### About Musa Anter

Author, journalist and activist. Assassinated in the southeastern Diyarbakır city in 1992.

On September 20, 1992, Musa Anter attended the Culture-Art Festival in Diyarbakır, signed his books. An armed attack was launched against Anter and his nephew, journalist-writer Orhan Miroğlu in Cumhuriyet Neighborhood. Anter died, Miroğlu was wounded. The attack was allegedly conducted by Gendarmerie Intelligence and Counter-Terrorism Organization (JİTEM), a controversial wing and intelligence agency of the gendarmerie.

It was during the 1937-38 Dersim Revolt that he was taken into custody for the first time. He was among the founders of Revolutionary Eastern Culture Hearths, the Labor Party of People, Mezopotamya Cultural Center and İstanbul Kurdish Institute.

After leaving the Faculty of Law in the third year, Musa Anter started writing for Şark Postası and Dicle Kaynağı. He was imprisoned in 1959 because of his Kurdish poem "Qimil/Kırmil" published on İleri Yurt newspaper. Anter was also faced with life imprisonment in the lawsuit known as 49s. He was arrested in 1963, sent to exile in 1967 and imprisoned after the military coups in 1971 and 1980.

Throughout his life, Anter wrote for İleri Yurt, Dicle-Fırat, Barış Dünyası, Deng, Yön, Azadiye Welat, Yeni Ülke, Özgür Gündem, Rewşen and Tewlo. He also published seven books and one Kurdish-Turkish Dictionary.

Born in Mardin in 1920, Musa Anter completed his secondary and high school education in Adana and studied law at İstanbul University.

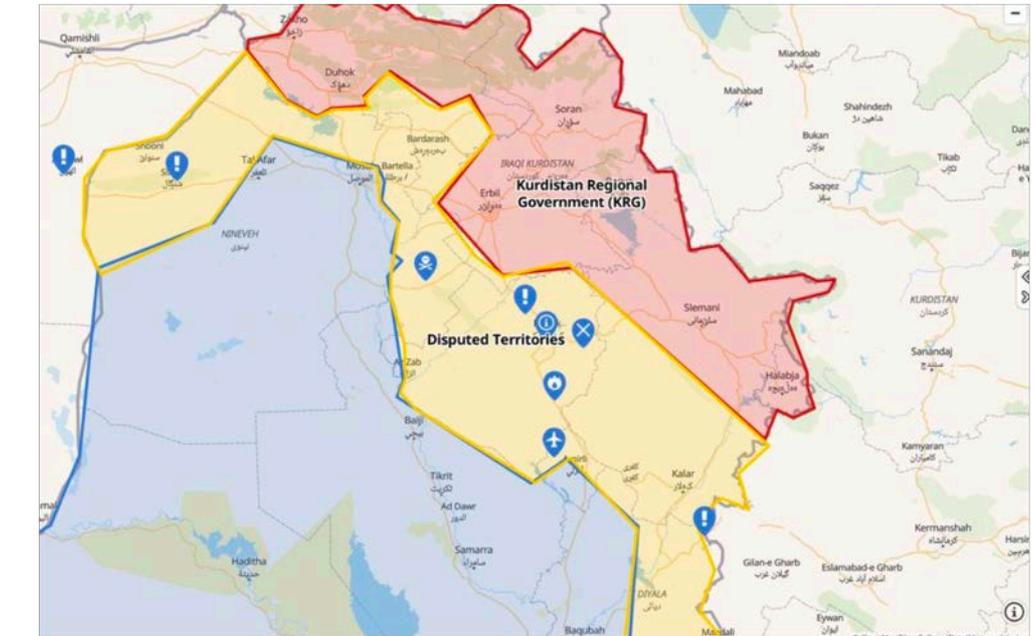
# Kirkuk Minute September 16, 2022

## Kirkuk

The Iraqi Ministry of Finance has ordered the Kirkuk administration to suspend the recruitment process of one thousand people under the Development and Food Security Law budget. The decision came after several protests against the hiring process, which blatantly discriminated against the Kurdish population, marginalizing religious beliefs such as Kakaies.

On September 10, the entire staff and head of al Taqaddum Party's Kirkuk branch resigned. In a resignation statement, party members said they "were not able to achieve" people's demands within the party framework." The statement also blamed the party for "marginalizing Kirkuk," and it did not take it as a priority. Al Taqaddum Party is led by Speaker Mohammed al Halbousi, a Sunni Iraqi leader.

On September 15, three Da'esh mortars targeted the shrine of Imam Zain al Abdin in the Daquq district. The attack coincided with the Shi'ite religious ceremony known as the Arba'een Pilgrimage. One of the mortars landed near a cemetery next to the shrine. Following the attack, the Iraqi artillery and warplanes bombed locations in the Rokhana river without any outcomes reported. Following the increase in Da'esh attacks, Iraqi General Abdul Amir Yarlla, Chief of the Staff of the Iraqi Armed Forces, arrived in Kirkuk to discuss the security plans with security officials. For more than a year, Baghdad and Erbil agreed to deploy joint forces in the disputed territories due to the emergence of Da'esh. However, the Iraqi defense ministry is yet to imple-



ment the agreement despite the deterioration of the security in the province.

On September 14, the 22nd Brigade of the Peshmerga Forces conducted an intensive security operation between Kirkuk and Chamchamal to search for the remains of a missing Kurdish man named Aram Hadi. Hadi and his friend Ali Reza were kidnapped by ISIS (Da'esh) terrorists near Jabal Bawr village two weeks ago. The security forces found Reza's remains earlier, but Hadi remained missing. The operation began in the Khalo Baziani villages and continued to the Shirin Dam near the Kirkuk-Laylan road. The Peshmerga found traces of Da'esh terrorists, but Hadi remains missing. Recently, Da'esh terrorists have expanded terror activities to the areas between Kirkuk and Sulaiamnayah from the north and south axes, breaching the security beltway set up by the federal government.

## Khanaqin

According to Khanaqin police, 15,000 pilgrims have recently entered Iraq via al Munthrya border crossing. Pilgrims are visiting the city of Karbala to participate in a Shi'ite religious ceremony known as the Arba'een Pilgrimage. The ceremony also postponed a joint military operation between the Peshmerga forces and the Iraqi army near Khanaqin after the increase in Da'esh attacks.

Near the Hamrin mountains, an airstrike killed a Da'esh leader named Wissam Ali Hamad responsible for kidnapping and slaughtering Colonel Yasser al Jwarni, passport director of the Adhamiyah passport department.

## Makhmour

The Turkish Anadolu Agency said two members of the Makhmour Refugee Camp were kidnapped by the National Intelligence Organization (MIT). The report released the names of the abducted refu-

gees, Khatib Gonay and Aya Ahmad, accused of membership in the Kurdistan Workers' Party (PKK) by MIT.

## Shingal (Sinjar)

A Turkish drone struck a vehicle and killed three members of the Sinjar Resistance Units (YBS) in the Shingal (Sinjar) District's al Shemal subdistrict on Saturday.

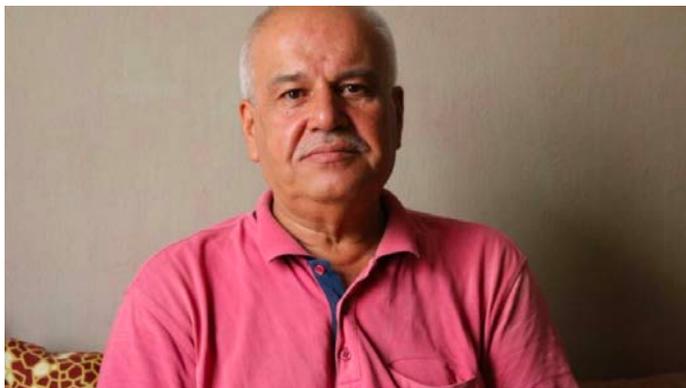
The Syrian Democratic Forces (SDF) freed two Yazidi women inside the camp who were abducted during the Yazidi Genocide in 2014. The Two women, Sawsan Hassan Haider, 24, and Wafa Ali Abbas, 21, were handed over to the Kurdistan Regional Government (KRG).

The Sinjar Education Department has announced that it will open two Kurdish "accelerated schools" for the survivors of the Genocide who are over ten years old. The two schools will be opened in two refugee camps in Duhok province for the 2022-2023 academic year.

## La Turquie applique la peine de mort dans le territoire occupé d'Afrin

**A** lors que la peine de mort est interdite en Turquie, elle est appliquée à Afrin, région kurde du nord de la Syrie occupée par Ankara depuis plus de quatre ans.

Le « tribunal militaire » d'Azaz, petite ville du nord de la Syrie occupée par la Turquie, a condamné un habitant d'Afrin à la peine de mort, et plusieurs membres de sa famille à la prison. Enlevé il y a plus d'un an dans la ville d'Afrin occupée par Ankara depuis 2018, le jeune Hisên Yusif, 22 ans, a été condamné à la peine capitale. Son frère Izedin (20 ans), son père Yusif, son cousin Mistefa (24 ans) et l'épouse de ce dernier, Zeyneb (29 ans), ont été condamnés à des peines



Ehmed Hisên, dont le neveu a été enlevé à Afrin et condamné à la peine de mort par les forces d'occupation, appelle la communauté internationale à agir contre les crimes de guerre commis par la Turquie dans les territoires occupés du nord de la Syrie

de réclusion allant de 3 à 13 ans.

D'après les informations recueillies par l'agence de presse Hawarnews (ANHA)

auprès d'Ehmed Hisên, oncle du condamné à mort, il est rapproché à celui-ci et à ses proches emprisonnés d'avoir été en contact avec l'administration autonome du Nord et de

l'Est de la Syrie (AANES).

Les intéressés, ainsi que trois autres membres de leur famille, avaient été enlevés à Afrin par les services de renseignement turcs (MIT) durant l'été 2021 et détenus au secret pendant plusieurs mois.

« Les forces d'occupation turques et leurs mercenaires qualifient les Kurdes d'Afrin de terroristes », a déclaré Ehmed Hisên qui a dénoncé les nombreux enlèvements et crimes de guerre commis dans la région par la Turquie. Le cinquantenaire qui habite à Alep a appelé la communauté internationale à agir contre ces crimes et demander des comptes au régime d'Erdogan.



September 19, 2022

## Hundreds attend anti-LGBTQ rally in Turkey

**H**undreds of people attended an anti-LGBTQ rally Sunday in Istanbul, answering a call from dozens of conservative associations, an AFP photographer reported. Bearing banners with slogans such as "protect your family and your generation", participants urged a ban on associations upholding the rights of gay and transgender people, whose own rallies have been banned in recent years.

Many of the marchers backing associations close to President Recep Tayyip Erdogan were veiled women who brandished

slogans such as "Say no to society without gender" and "Father + mother + baby = family."

They converged on the traditionally conservative district of Fatih for a rally which earlier had gained the seal of approval from the Turkish broadcasting council in passing a TV advert for it, judging the event as being in the "public interest".

That stance drew a storm of protest from human rights groups.

Opponents of the march took to the internet to riposte via so-

cial media with messages such as "no to the march of hate" in solidarity with LGBTQ backers. Although homosexuality was decriminalised in Turkey in 1858 it is widely frowned on by large swathes of society, including Erdogan's ruling Justice and Development Party, while same-sex couples are not legal.

One minister previously referred to gay people as "deranged".

Last year, the government dropped the Istanbul Conven-

tion on protecting women's rights, claiming it encouraged homosexuality and threatened the traditional family structure. In addition, after Istanbul had in 2014 hosted more than 100,000 people for a Gay Pride march it has since clamped down on similar gatherings citing security issues.

Those who have sought to rally have found themselves battling severe restrictions, including arrest.

A rally last June saw more than 200 people arrested in a police crackdown.

# Kurdistan's Weekly Brief September 13, 2022

## Iraq

Turkish spy chief Hakan Fidan arrived in [Baghdad on Saturday](#) and met with President [Barham Salih, Prime Minister Mustafa al Kadhim](#), and Speaker of the Council of Representatives Mohammed al Halbousi. Rudaw reported Fidan told Iraqi officials Turkey plans to continue its military operation in Iraq. Fidan's visit comes after Iraq filed a complaint with the United Nations Security Council (UNSC) in response to a Turkish artillery strike that killed nine Iraqi tourists on July 20. Fidan also met with a Sunni leader named [Khamis al Khanjar](#), which angered Iraq's Iranian-backed parties and led them to accuse Turkey of collaborating with Iraq's Sunni parties. Turkey has been attempting to unite Iraq's Sunni parties and increase its [influence](#) with them since the 2018 parliamentary elections.

US Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs Barbra Leaf met with Iraqi and Kurdish [officials](#) in Baghdad and Erbil last week. "Leaf expressed US support for Prime Minister Kadhim's call to hold a constructive dialogue to help resolve the current political and economic crisis and urged all parties to attend," [said State Department deputy spokesperson Vedant Patel](#). Leaf also stressed to [Mansour Barzani](#) that Iraqi Kurdistan remains a top priority for the US. Lastly, Leaf's visit focused on [resolving disputes](#) between Baghdad and Erbil over natural resources. A Turkish drone struck a vehicle and killed three members of the Sinjar Resistance Units (YBS) in the Shingal (Sinjar) District's al Shemal subdistrict on Saturday. Separately, Turkey announced four Turkish soldiers were killed during battles with the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Iraqi Kurdistan. Iraq's Iranian-backed parliamentary blocs continued lobbying Kurdish and Sunni

parties to activate the Council of Representatives and form a government without Muqtada al Sadr's bloc. The Council of Representatives will hold a new session after the Shi'ite religious ceremony known as the [Arba'een Pilgrimage](#). Concomitantly, Mohammed Shia al Sudani remains the Iranian-backed Coordination Framework's preferred candidate for the post of prime minister.

## Iran

An Iranian court in Sanandaj sentenced a female Kurdish activist named Kazhal Nasri to five years in prison for membership in the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI). Moreover, a criminal court in Mehabad sentenced a female activist named Suda Khadirza to twelve years and six months in prison on charges of membership in the PDKI and killing an Iranian intelligence officer. Khadirza denied the charges. On a different note, Amnesty International [called for Iranian authorities](#) and Iranian Supreme Leader [Ali Khamenei](#) to disclose the fate of a missing Kurdish dissident named Edris Feqhi. Feqhi is a member of the Kurdistan Free Life Party (PJAK) and was ambushed by Iranian authorities in July 2021.

Iranian authorities killed a Kurdish border porter (kolbar) named Rizgar Mohammedzadeh near Baneh last week. Two other kolbars, Zana Ismael and Shorsh Bashblagh, were injured in the same area on Thursday. A total of 16 kolbars have now been wounded in September.

A pro-regime man named Goran Qassimpour attempted to rape a woman named Shiler Rasoli after asking her for help. Rasoli jumped off a roof to escape Qassimpour and died from her injuries after spending five days in a local hospital. The incident sparked a [massive pro-](#)

[test](#) that demanded justice for Rasoli. Several Kurdish human rights organizations and political parties vowed Qassimpour would be brought to justice and accused him of being a member of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC).

## Syria

After several hints by Turkish officials to normalize relations with the Syrian regime, a French intelligence outlet reported a [meeting between Hakan Fidan](#), Turkey's spy chief, and his Syrian counterpart Ali Mamlouk. Russia allegedly mediated the meeting as part of efforts to ease tensions between the two states since 2011. Thousands of Syrians in the Turkish-occupied areas [protested](#) any opening to the Syrian regime, but Turkish officials seemed determined.

The Syrian Democratic Forces (SDF) and local security forces continued security operations inside al Hol camp against ISIS (Da'esh) sleeper cells for a third week in a row. On Thursday, a sleeper cell of seven terrorists opened fire on Internal Security Forces members, [killing two](#). After clashes, the security forces killed one and arrested six who attempted to flee the camp. Moreover, the SDF freed two Yazidi women inside the camp who were abducted during the Yazidi Genocide in 2014. Additionally, four [women were released](#) from imprisonment by Da'esh terrorists inside the camp. Meanwhile, the Commander of United States Central Command, General Michael Kurilla, visited al Hol Camp, [expressing his support](#) for the security operations. General Kurilla warned that threats of the camp "represent a real threat to the region" and "a humanitarian catastrophe." General Kurilla revealed that "approximately 56,000 residents – more than 90 percent of them women and children – living in

tents," warning that "ISIS seeks to exploit these horrific conditions. With approximately 80 births in the camp each month."

## Turkey

A Turkish court in Antalya banned the "distribution and sales" of a book written by the jailed former co-leader of the Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) Figen Yüksekdağ. The court said the book "Walls to Destroy" has "propaganda" for a terrorist organization. Separately, the female jailed Kurdish politician [Aysel Tuğluk](#) was hospitalized on Friday after Covid symptoms. Tuğluk has been in a Turkish jail since 2016, suffering from dementia.

As debates heated among the opposition parties before the 2023 elections, Gürsel Tekin, a lawmaker of the main opposition Republican People's Party (CHP), suggested a ministerial position for the HDP if the opposition alliance wins. In response, the leader of the far-right IYI party Meral Aksener, [said](#): "We will not be at the table where the HDP is. There will be no HDP at the table where we are." The HDP criticized Aksener's remarks who recently also [linked Syrian refugees to garbage](#). The jailed Kurdish politician [Selahattin Demirtaş](#) reacted positively about Tekin's proposal but also said his party aims to "change the system; we do not want the thief to change; we want the theft to end."

Dozens of international lawyers worldwide filed a petition, demanding a visit to the imprisoned Kurdish leader Abdullah Ocalan. The petition has been submitted to Turkey's Justice Ministry, which continues imposing a ban on family and lawyers' visits to Ocalan in Imrali island.



September 20, 2022  
By Kadir Kasirga

## Death of Mahsa Amini ignites global anger, calls for accountability

The death of the 22-year-old Mahsa (Zhina) Amini has evoked strong emotions, not only among Kurds in the Kurdish areas of western Iran (Rojhelat), but also across the world. Amini was beaten to death by the so-called morality police for not following the hijab rules. The theocratic regime in Iran has since 1979 systematically forced women in Iran to dress according to these rules which are used by the regime to control them.

To ensure that women abide by these medieval rules, the Iranian state has the brutal morality police at its disposal. Women who do not follow the hijab rules are persecuted, tortured, and murdered, like Amini, in order to maintain the survival of the regime.

Rightly, the Kurdish political opposition has called for a general strike and on the Kurdish population to protest against the regime. A large majority of Kurds have reportedly followed the call



Demonstrators gather around a burning barricade during a protest for mAHSA Amini, a woman who died after being arrested by the Islamic republic's «morality police», in Tehran on September 19, 2022. Photo : AFP

which is also a display of strength by these parties.

Across most of the Kurdish cities in Iran, as well as in the capital of Tehran, people have opted for civil disobedience to express their dissatisfaction with the persecution and oppression of religious and ethnic minorities, which has been characteristic of the regime since 1979.

The killing of Amini has evoked a strong sense of disgust and anger in the outside world towards an already unpopular religious regime.

In Sweden, where I am a parliamentarian, the media is stunned by the brutality the regime has shown towards the body of a Kurdish woman.

The regime has been caught

red-handed and is guilty of this murder. Those responsible for this murder must be brought to justice.

This regime has existed for far too long and the people of Iran deserve to be free and to live in a society based on equality and freedom. I can state that the Kurdish and Iranian women are determined to take control of their rights even if it costs their lives. The outside world - the international community - should stand by them in their struggle.

Amini may have died but her name and memory will never be forgotten. She becomes a torch for all women in Iran who demand the right to own their own bodies.

Kadir Kasirga a Social Democratic member of the Swedish Parliament.

The views expressed in this article are those of the author and do not necessarily reflect the position of Rudaw.



18 septembre 2022

## Situation of civilian detained during protests in Tehran is unknown

A Kurdish civilian identified as Zanyar Mohammadnezhad was arrested on 16 September during a protest rally in front of Kasra Hospital in Tehran after Mahsa (Zhina) Amini passed away.

Mohammadnezhad, who comes from Sanandaj in Kurdistan prov-

ince and resides in Tehran, was taken to an undisclosed location. After his arrest, Mohammadnezhad informed his family in a brief phone call that he had been arrested by security police forces and was being taken to an unknown location in a van along with several other civilians.

On 16 September, Amini died after

being hospitalized for three days in the intensive care unit of Kasra Hospital in Tehran.

On 13 September, she was arrested by the morality police during her trip to Tehran because of her hijab. She was then transferred to the detention centre of the morality police on Vozara Street.

Two hours after she was transferred

to Kasra Hospital, the doctors announced her heart attack and brain death.

Her family members and civilians gathered outside the hospital after the news of her death to pay their respect and protest. Security forces attacked the gathering and arrested several people.



18 septembre 2022  
Par Paul Khalifeh

## Syrie: l'armée turque accentue la pression sur les forces kurdes et les troupes du régime

La tension est montée ces dernières 24 heures sur les fronts du nord syrien où se font face l'armée turque et ses supplétifs syriens d'une part, les milices kurdes et l'armée gouvernementale de l'autre. De violents duels d'artillerie ont eu lieu dans le secteur de Kobané, à l'est d'Alep, avant l'intervention de l'aviation turque qui a fait des morts et des blessés dans les rangs des combattants kurdes et de

l'armée syrienne.

L'armée turque a par ailleurs tiré des dizaines d'obus et de roquettes contre des positions des Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes et soutenues par les États-Unis, dans la région de Qamichli, à l'extrême nord-est de la Syrie.

Cette escalade sur le terrain intervient à un moment où Ankara et Damas ont eu

des contacts de haut niveau pour la première fois depuis le début de la guerre syrienne il y a onze ans. Diverses sources ont révélé que les chefs des services de sécurité des deux pays se sont rencontrés à plusieurs reprises ces dernières semaines pour discuter des dossiers conflictuels.

L'agence de presse Reuters a confirmé qu'une rencontre a eu lieu à Damas, la se-

maine dernière, entre le chef des renseignements turcs Hakan Fidan, et son homologue syrien Ali Mamlouk, qui fait l'objet de sanctions américaines et européennes.

Les Kurdes, qui contrôlent le quart du territoire syrien, sont mécontents de ces contacts et craignent de faire les frais d'un rapprochement entre Ankara et Damas.



19 septembre 2022

## Quatre morts pendant des manifestations en Iran, selon une ONG kurde

Quatre personnes ont été tuées lundi dans la région à majorité kurde d'Iran lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants qui dénonçaient la mort d'une jeune femme après son arrestation par la police des mœurs, a dit une organisation de défense des droits de l'Homme kurde.

tances troubles de Mahsa Amini, une kurde iranienne de 22 ans, a suscité ce week-end une vague d'indignation et des manifestations spontanées dans de nombreuses villes du pays, dont la capitale Téhéran.

La jeune femme avait été arrêtée parce qu'elle portait un foulard jugé non conforme à loi islamique en vigueur en Iran.

continué lundi et l'organisation de défense des droits de l'Homme Hengaw a rapporté sur Twitter que deux personnes avaient été tuées à Saqez, la ville natale de Mahsa Amini, après que les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule.

Deux autres personnes ont été abattues par balle à Divandarreh, a-t-elle affirmé.

n'ont pas communiqué sur ces décès et Reuters n'a pas pu confirmer cette information de manière indépendante.

A Paris, le Quai d'Orsay a jugé "profondément choquantes" l'arrestation et la mort de Mahsa Amini et réclamé une "enquête transparente (...) sur les circonstances de ce drame".

La mort dans des circons-

Les manifestations ont

Les autorités iraniennes

# En Iran, de nouvelles manifestations après la mort d'une jeune femme arrêtée par la police des mœurs

Mahsa Amini avait été arrêtée à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » avant d'être hospitalisée. Les autorités critiquent des « accusations injustes contre la police ».

**M**ahsa Amini avait été arrêtée à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » avant d'être hospitalisée. Les autorités critiquent des « accusations injustes contre la police ».

De nouvelles manifestations ont eu lieu dimanche 18 et lundi 19 septembre en Iran, notamment à Téhéran et à Mashhad, [pour dénoncer la mort de Mahsa Amini](#), une Iranienne de 22 ans, trois jours après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran.

Le 13 septembre, Mahsa Amini a été arrêtée à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » par l'unité chargée de faire respecter le code vestimentaire strict de la République islamique d'Iran pour les femmes. La jeune femme est tombée dans le coma après son arrestation et [est morte le 16 septembre à l'hôpital](#), selon la télévision d'Etat et sa famille. Des militants ont jugé sa mort « suspecte », mais la police de Téhéran a affirmé qu'il n'y avait « pas eu de contact physique » entre les policiers et la victime. Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a demandé l'ouverture d'une enquête.

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a condamné, lundi, un décès « inacceptable ». « Les responsables doivent être tenus pour responsables », a déclaré Peter Stano, porte-parole de M. Borrell, dans un communi-



Des Iraniens manifestent dans une ville du Kurdistan iranien, le 19 septembre 2022, après la mort de Mahsa Amini. SHWAN MOHAMMED / AFP

qué. « Il est impératif que les autorités iraniennes veillent à ce que les droits fondamentaux de leurs citoyens soient respectés », a-t-il ajouté.

## Vague de colère

Dans un communiqué du porte-parole du ministère des affaires étrangères, la France a, elle, qualifié de « profondément choquantes » l'arrestation puis la mort de Mahsa Amini « aux mains de la police des mœurs iranienne », et a appelé à une « enquête transparente (...) pour faire toute la lumière sur les circonstances de ce drame ».

« La mort tragique de Mahsa Amini et les allégations de torture et de mauvais traitements doivent faire l'objet d'une enquête rapide, impartiale et efficace par une autorité compétente indépendante, qui

veille, en particulier, à ce que sa famille ait accès à la justice et à la vérité », a déclaré l'ONU mardi.

De son côté, un parlementaire iranien, Jalal Rashidi Koochi, dans une prise de position inhabituelle, a critiqué, mardi auprès de l'agence de presse ISNA, la « police des mœurs », estimant qu'elle « n'obtient aucun résultat, sauf causer des dommages au pays ».

La mort de la jeune femme a suscité une vague de colère en Iran. Une manifestation a eu lieu dimanche soir à Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan, dans le nord-ouest du pays, d'où Mahsa Amini est originaire, et d'autres protestations se sont déroulées lundi dans plusieurs universités de Téhéran, la capitale, selon les médias locaux. Lundi soir, dans la rue Hejab (« voile mu-

sulman » en persan) dans le centre de Téhéran, « plusieurs centaines de personnes ont scandé des slogans contre les autorités, certaines d'entre elles ont enlevé leur hijab », a annoncé l'agence Fars.

Le journaliste de la BBC Shayan Sardarizadeh [a notamment relayé sur Twitter](#) plusieurs vidéos de militants ou de journalistes présents sur place :

## Mort « suspecte »

Une courte vidéo diffusée par l'agence montre une foule de plusieurs dizaines de personnes, notamment des femmes ayant retiré leur voile criant « mort à la République islamique ». « La police a arrêté plusieurs personnes et dispersé la foule à l'aide de matraques et de gaz lacrymogènes », a ajouté l'agence Fars. Un rassemblement similaire a eu lieu à Mashhad, première ville sainte du pays située dans le nord-est, a rapporté l'agence Tasnim.

Après une première manifestation samedi à Saghez, la ville natale de Mahsa Amini, une protestation d'environ 500 personnes a eu lieu à Sanandaj, selon Fars. « Les manifestants ont crié des slogans hostiles aux responsables, brisé les vitres de voitures et incendié des poubelles », a précisé l'agence. La police a utilisé « des gaz lacrymogènes pour disperser la foule » et arrêté

« plusieurs personnes ». « De nombreux manifestants sont convaincus que Mahsa est morte sous la torture », a aussi écrit Fars.

Lire aussi (2020) : Article réservé à nos abonnés [En Iran, les femmes brisent le tabou du viol sur les réseaux sociaux](#)

Dans la capitale iranienne, des étudiants ont lancé des mouvements de protestation dans plusieurs universités, dont celles de Téhéran et Shahid Beheshti, d'après l'agence Tasnim. Ils ont exigé auprès des autorités « des éclaircissements » sur la mort de l'iranienne. Le chef de la police de Téhéran, le général Hossein Rahimi, a de nouveau rejeté les « accusations injustes contre la police ». « Il n'y a eu aucune négligence de notre part. Nous avons mené des enquêtes (...) Et toutes les preuves montrent qu'il n'y a

pas eu de négligence, ou de comportement inapproprié de la part des policiers », a-t-il dit.

« Il s'agit d'un incident regrettable et nous souhaitons ne jamais plus être témoins de tels incidents », a-t-il ajouté. Le général a de nouveau souligné que la jeune femme avait violé le code vestimentaire, et que les policiers avaient demandé aux proches de Mahsa Amini de lui apporter des « vêtements décents ».

#### La police des mœurs controversée

Le jour de sa mort, la télévision d'Etat a diffusé une courte vidéo de surveillance montrant une femme présentée comme Mahsa Amini s'effondrer dans les locaux de la police après une discussion avec une policière. Lundi, Amjad Amini, le père de la victime, a déclaré à Fars que la « vidéo a[va]it été

coupée » et affirmé que sa fille avait « été transférée tardivement à l'hôpital ».

Le ministre de l'intérieur iranien, Ahmad Vahidi, a avancé samedi que « Mahsa avait apparemment des problèmes antérieurs » et qu'elle « avait subi une opération au cerveau à l'âge de 5 ans ». Des informations démenties par le père, qui a assuré que sa fille était « en parfaite santé ». Le chef du bureau du médecin légiste de Téhéran a déclaré, samedi, à la télévision d'Etat que des enquêtes sur la cause du décès de la jeune femme étaient en cours, mais qu'elles prendraient trois semaines.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Iran, les cinéastes Jafar Panahi, Mohammad Rasoulof et Mostafa Al-Ahmad de nouveau emprisonnés](#)

De nombreux cinéastes, ar-

tistes, personnalités sportives, politiques et religieuses ont exprimé leur colère sur les réseaux sociaux après la mort de la jeune femme. Le cinéaste iranien [Asghar Farhadi a réagi sur son compte Instagram](#) et qualifié la mort d'Amini en détermination de « crime ». La mort de Mahsa Amini survient alors que la controverse enfle sur la conduite de la police des mœurs, qui patrouille dans les lieux publics pour vérifier l'application de la loi sur le foulard et d'autres règles islamiques.

Depuis la révolution islamique de 1979, la loi impose à toutes les femmes le port d'un voile recouvrant la tête et le cou tout en dissimulant les cheveux. Cependant, ces deux dernières décennies, de plus en plus de femmes à Téhéran et dans d'autres grandes villes laissent des mèches de cheveux, voire plus, dépasser de leur voile.

## Kurdistan au féminin 19 septembre 2022

Le Kurdistan à travers le regard féminin

# Les mollahs tuent 4 manifestants kurdes lors des protestations du meurtre de Mahsa Amini

**A**u 3e jour des manifestations dans les villes kurdes dénonçant le meurtre sous la torture de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans, par la police des mœurs à Téhéran, les forces iraniennes ont tué au moins 4 civils et blessé plus de 75 autres.

Malgré la terreur du régime iranien, les protestations ne s'affaiblissent pas au Kurdistan iranien où les forces armées tirent à balle réelle sur les civils qui dénoncent le massacre des Kurdes par l'Etat colonialiste iranien. Aujourd'hui, une grève générale a paralysé toutes les villes kurdes d'Iran, malgré les menaces du régime. Les femmes à la tête des protestations



Les manifestations du Kurdistan iranien sont dirigées par les femmes et une de leurs slogans est « Jin, Jiyan, Azadi! » (Femme, vie, liberté!), un slogan connu de monde depuis le début de la révolution du Rojava... Il y a eu de nombreuses femmes blessées par les at-

taques des forces armées iraniennes envoyées en masse au Kurdistan iranien.

Au 3e jours de manifestations après le meurtre de Mahsa Amini, les Kurdes de Saqqez, ville natale de Mahsa Amini, détruisent les symboles du colo-

nialisme perse au Kurdistan, car l'Iran n'a pas tué juste une femme « mal voilée », il a tué sous la torture une Kurde. La foule scande des slogans anti-régime et crie « Vivent les Kurdes! »

Selon les données obtenues par l'ONG Hengaw, aujourd'hui, les forces iraniennes ont tué 4 manifestants et blessé 75 autres, tandis que des dizaines d'autres ont été détenus.

#### Voici les villes avec le nombre de victimes:

Saqqez : 2 tués et 17 blessés  
Divandare : 2 tués et 15 blessés

## Les Kurdes disent avoir arrêté 226 jihadistes dans le camp d'Al-Hol

Les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie ont annoncé samedi l'arrestation de 226 jihadistes dans le camp d'Al-Hol depuis le début d'une opération sécuritaire lancée fin août suite à une recrudescence des attaques du groupe Etat islamique (EI).

Selon un communiqué de la police kurde (Assayech), 36 femmes figurent parmi les "extrémistes" arrêtés dans le camp situé à moins de 10 kilomètres de la frontière irakienne. Près de 25 tunnels et

tranchées ont par ailleurs été découverts et de nombreuses armes confisquées dans le cadre de cette opération lancée le 24 août, selon la même source. L'ONU avait déclaré fin juin que plus de cent personnes, dont de nombreuses femmes, ont été tuées en 18 mois dans ce camp administré par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes).

Le camp d'Al-Hol, délabré et surpeuplé, abrite selon l'ONU environ 56.000 proches de jihadistes capturés ou ayant fui

les offensives contre l'EI, dont 10.000 étrangers, des déplacés syriens et des réfugiés irakiens. La police a également déclaré avoir libéré deux femmes yézidiennes qui étaient détenues par des sympathisantes de l'EI à l'intérieur du camp, et quatre autres femmes ont été retrouvées enchaînées. Malgré les mises en garde des organisations internationales qui dénoncent une situation "catastrophique" dans ce camp, la plupart des pays refusent de rapatrier leurs ressortissants du camp d'Al-Hol.

Samedi, les Assayech ont accusé la communauté internationale d'avoir "sous-estimé la gravité des menaces" des jihadistes dans le camp.

La police kurde a également dénoncé un "lien structurel entre les services de renseignement turcs et les cellules de l'EI opérant dans le camp et ses environs". Elle a notamment accusé l'ONG Bahar, basée en Turquie, de complicité dans "l'acheminement d'armes et d'argent" à des jihadistes dans le camp.



19 septembre 2022

## Des vidéos diffusées sur TikTok autour de l'épargne des Turcs provoquent la colère d'Erdogan

En Turquie, une série de montages vidéo diffusés sur TikTok a fait parler de lui la semaine dernière. Cette série fait beaucoup rire les internautes, mais pas le président Erdogan. Le point de départ de ces vidéos : des dizaines de Turcs se sont filmés chez eux, seuls, en train de tenir dans les mains ce qu'on devine être des euros ou des dollars.

Il s'agit un montage assez simple. Soudain, une image de Recep Tayyip Erdogan, toujours la même, apparaît dans leur dos, et les internautes ont alors la même réaction : cacher rapidement le butin du regard de leur président qui sous le tapis du salon, qui dans sa poche, qui sur sa poitrine. Et c'est tout, il n'y aucun commentaire, aucun son.

Sauf, dans certains montages, où il y a une voix off extraite d'un dis-

cours de Tayyip Erdogan dans lequel il demande à ses concitoyens de « sortir » les devises et l'or qu'ils cachent « sous leurs oreillers », ce qu'on appellerait des « bas de laine ».

Ces vidéos humoristiques font référence aux appels récurrents du chef de l'État, en particulier ces quatre dernières années, à injecter dans le système bancaire l'or et l'épargne en monnaies étrangères que les Turcs conservent massivement chez eux. Dans les vidéos TikTok, il s'agit uniquement de billets, mais le gouvernement estime par ailleurs qu'environ 5 000 tonnes d'or sommeillent dans les maisons des Turcs, ce qui représente environ 272 milliards de dollars aujourd'hui. Le but des appels de Recep Tayyip Erdogan : aider à redresser la monnaie nationale, la livre, qui a perdu 44%

de sa valeur par rapport au dollar l'an dernier et continue sa chute depuis le début de l'année.

### Appels qui ne sont pas entendus

Ces appels ne sont pas entendus dans l'ensemble. Les Turcs se rendent compte qu'ils n'ont aucun intérêt à acheter des livres turques avec leurs dollars si la livre continue à perdre de la valeur. D'autant que la principale raison de la chute de la livre, c'est la politique monétaire de Recep Tayyip Erdogan qui consiste à baisser les taux d'intérêt de la Banque centrale au moment où les autres économies augmentent leurs taux pour lutter contre l'inflation.

Chaque baisse de taux provoque une baisse de valeur de la livre qui, elle-même, entraîne l'inflation... Une inflation record de 80%

sur un an, selon le taux officiel. Le gouvernement a, certes, développé en fin d'année dernière un mécanisme de garantie des dépôts, censé protéger les avoirs en livres contre les fluctuations du taux de change. Mais cet instrument n'a pas eu l'effet escompté, c'est-à-dire encourager les Turcs à convertir leurs devises et à épargner en livres. Environ 70% des dépôts bancaires des Turcs sont détenus en devises.

Et ce sujet ne fait pas du tout rire Recep Tayyip Erdogan, à en juger par le sort réservé aux auteurs des vidéos TikTok. Le parquet d'Istanbul a ouvert une enquête contre ces vidéos sur la base d'un article du Code pénal turc qui condamne « l'insulte au chef de l'État ». Un crime puni, tout de même, d'une à quatre années de prison.



20 septembre 2022

## L'Onu réclame une enquête impartiale sur la mort en Iran de Mahsa Amini

Les Nations unies ont réclamé mardi une enquête impartiale sur la mort de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne tombée dans le coma après son arrestation par la police des mœurs, qui a déclenché une vague d'indignation en Iran.

Des rassemblements de protestation ont lieu dans la République islamique depuis l'annonce de son décès vendredi.

Trois personnes ont été tuées lundi dans la région à majorité kurde du pays par des tirs des forces de sécurité sur des manifestants, a dit mardi une organisation de défense des droits de l'Homme kurde, Hengaw, revoyant à la baisse un précédent bilan de cinq morts.

Sur Twitter, le mot clé #MahsaAmini a été mentionné plus de trois millions de fois.

La police iranienne affirme que Mahsa Amini, qui avait 22 ans, est tombée malade pendant sa détention pour port de vêtements inappropriés par la police des mœurs, chargée de faire appliquer les strictes lois de la République islamique sur le port du foulard ou de vêtements amples par les femmes.

Lundi, le commandant de la police de Téhéran a qualifié la mort de Mahsa Amini de "malheureux" incident tout en rejetant "les lâches accusations" visant la police.

Le père de la jeune femme a assuré à plusieurs reprises que Mahsa Amini n'avait aucun

problème de santé et tient la police pour responsable de sa mort.

"La mort tragique de Mahsa Amini et les allégations de torture et de mauvais traitements doivent faire l'objet d'une enquête rapide, fructueuse et impartiale par une autorité

des villes de la région kurde iranienne et 250 personnes ont été arrêtées.

L'ONG a identifié trois personnes tuées selon elles lors de manifestations dans trois villes distinctes, dont l'une à Saqez, la ville de Mahsa Amini.



Un journal avec la photo de couverture de Mahsa Amini, une femme décédée après avoir été arrêtée par la "police de la moralité" de la République islamique, photographié à Téhéran, en Iran. /Photo prise le 18 septembre 2022/REUTERS/Majid Asgaripour/WANA (West Asia News Agency)

indépendante qui garantira, en particulier, que la famille a accès à la justice et la vérité", a déclaré la Haute Commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme par intérim, Nada al Nashif.

"Les autorités doivent cesser de cibler, harceler et arrêter les femmes qui ne se conforment pas aux règles sur le hidjab", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Selon Hengaw, des manifestations ont eu lieu lundi dans 13

Les autorités iraniennes n'ont pas communiqué sur ces décès et Reuters n'a pu confirmer cette information de manière indépendante.

### CANON A EAU

Les vidéos postées sur les réseaux sociaux montrent des rassemblements dans de nombreuses villes. On peut y voir des femmes agitant leur foulard islamique en signe de protestation contre les autorités et des manifestants se confrontant aux forces de l'ordre.

Dans un message diffusé dans la nuit sur les réseaux sociaux, le gouverneur de Téhéran, Mohsen Mansouri, a dénoncé "des rassemblements pleinement organisés (...) pour créer des troubles" dans la capitale.

"Brûler le drapeau, verser de l'essence sur les routes, jeter des pierres, attaquer la police, mettre le feu à des motos et des poubelles, détruire des biens publics, etc. ne sont pas l'oeuvre de personnes ordinaires", a-t-il dit.

Lors d'une manifestation à Téhéran, une foule de manifestants vêtus de noir a crié "Oh, le jour où nous serons armés!", selon une vidéo postée sur le compte Twitter 1500tasvir, qui a 70.000 abonnés et dit publier des images adressées par des particuliers.

Sur une autre vidéo tournée à Téhéran, on peut voir des voitures de police aux vitres brisées et un véhicule des forces de sécurité tirer au canon à eau sur des manifestants.

Dans la province septentrionale de Gilan, 22 personnes ont été interpellées pour destruction de biens publics, a déclaré la police.

Les Etats-Unis ont demandé des comptes aux autorités iraniennes. A Paris, le Quai d'Orsay a jugé "profondément choquantes" l'arrestation et la mort de Mahsa Amini et réclamé une "enquête transparente (...) sur les circonstances de ce drame".

## Après la mort de Mahsa Amini, les manifestations en Iran dégénèrent

**L**a colère monte” en Iran après la mort de Mahsa Amini, [constate Najmeh Bozorgmehr, correspondante du Financial Times](#) à Téhéran. Lundi, *“des affrontements ont opposé la police aux manifestants dans les plus grandes villes d’Iran et dans toute la région kurde”*, après le décès de la jeune femme kurdo-iranienne, arrêtée par la police des mœurs, rapporte la journaliste.

Selon l’ONG kurde Hengaw, les forces de sécurité auraient ouvert le feu sur des protestataires, tuant cinq personnes, [rapporte le Times of Israel](#). Deux personnes seraient mortes à Saghez, la ville dont était originaire Mahsa Amini, tandis que les autres protestataires auraient été tués à Divandarreh et Dehghan, précise l’organisation de défense des droits de l’homme. Les autorités iraniennes n’ont toutefois pas communiqué sur ces décès et la mort de ces manifestants n’a pas été vérifiée, précise le site israélien.

Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent par ailleurs *“une foule dans la ville (kurde) de Divandarreh (nord-ouest), qui jette des pierres et se met à courir après avoir essuyé des tirs”*, [rapporte la BBC](#). *“D’autres images montrent aussi des manifestations dans la capitale, où des femmes enlèvent leur foulard et crient ‘mort au dictateur !’ – un slogan souvent utilisé en référence au*



Des manifestants rassemblés à Téhéran pour protester contre la mort de Mahsa Amini, le 19 septembre 2022. Photo AFP

*guide suprême, l’ayatollah Ali Khamenei”*, souligne le média britannique.

### “La jeunesse se réveille”

[Selon Le Temps](#), certaines Iraniennes ont aussi *“décidé de couper leurs cheveux pour montrer leur indignation”*. *“C’est la première fois que je vois cela”*, a expliqué la politologue et sociologue Mahnaz Shirali au quotidien suisse. *“Dans les sociétés orientales, les femmes aux cheveux longs sont respectables, pas celles avec les cheveux courts”*, précise la chercheuse. *“Pour une fois, la violence contre les Iraniennes a un visage”*, remarque-t-elle.

*“La jeunesse se réveille alors qu’elle s’était réfugiée dans l’indifférence, un mécanisme d’autodéfense, note Mahnaz Shirali. Mais la mort de Mahsa Amini a été un énorme choc, car c’était l’in-*

*nocence même. Elle n’était pas politisée. Toutes les Iraniennes qui ont eu affaire à la police des mœurs se sont dit qu’elles auraient pu connaître le même sort.”*

Le 13 septembre, Masha Amini a été arrêtée à Téhéran pour *“port de vêtements inappropriés”* par la police des mœurs, une unité chargée de faire respecter le code vestimentaire strict de la république islamique d’Iran pour les femmes.

Alors que les autorités sont accusées par les manifestants d’avoir provoqué sa mort lors de sa détention, le chef de la police de Téhéran, le général Hossein Rahimi, a de nouveau rejeté, lundi, les *“accusations injustes contre la police”*. *“Nous avons mené des enquêtes. [...] Et toutes les preuves montrent qu’il n’y a pas eu de négligence ou de comportement inapproprié de la part des policiers”*, a-t-il dit.

*“Il s’agit d’un incident regrettable et nous souhaitons ne jamais plus être témoins de tels incidents”*, a-t-il ajouté.

### “La République islamique a perdu la confiance” des Iraniens

Le père de Mahsa Amini a lui affirmé lundi [à la chaîne kurde Rudaw](#) que sa fille avait été *“battue à l’intérieur d’un véhicule de la police alors qu’elle était détenue, ce qui a entraîné sa mort prématurée”*. Selon lui, *“les femmes qui étaient dans l’ambulance ont dit qu’elle avait été frappée à la tête”*. Il a ajouté que les autorités avaient refusé de lui communiquer les résultats de l’autopsie.

*“Avec ses enquêtes obscures, ses récits alambiqués et ses dénégations incessantes, la République islamique [...] a progressivement perdu la confiance des 83 millions de citoyens, qui vivent dans un état de désillusion morale, d’apathie religieuse et de désespoir financier”*, [estime la journaliste irano-américaine Tara Kargarlou dans une tribune publiée sur le site du magazine Time](#). *“Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a chargé le ministre de l’Intérieur de mener une enquête approfondie sur la mort d’Amini. Mais c’est le gouvernement de Raïssi qui a ordonné une vigilance accrue de la police des mœurs au cours des derniers mois”*, rappelle-t-elle.

## Les Iraniens dans la rue après la mort de Mahsa Amini

L'Iran connaît un vent de révolte depuis le week-end dernier. Cela fait suite à la mort d'une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, vendredi 16 septembre 2022. Cette Iranienne originaire de Saqqez, une ville du Kurdistan iranien, se rendait dans la capitale du pays, Téhéran avec ses parents, le 14 septembre. Elle a été arrêtée par la police des mœurs, une unité spéciale de la police chargée de faire appliquer les règles vestimentaires strictes pour les femmes.

La raison de son arrestation : « une tenue indécente ». Soit, dans l'Iran des mollahs, un hidjab trop lâche, une robe trop courte ou un pantalon trop serré. Selon la police, qui a diffusé une vidéo où on la voit



s'effondrer brutalement en pleine discussion avec une policière, la jeune femme serait décédée d'une crise cardiaque. Pour sa famille, sa mort est la conséquence des coups reçus auparavant sur place ou lors de son transfert.

### Manifestations dans tout le pays

La mort de Mahsa Amini a initié un mouvement de protestation qui dépasse désormais Saqqez, sa ville natale ou la ville voisine de Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan iranien. Depuis trois jours, les rassemblements s'y succèdent, plus ou moins violents, réprimés à coups de gaz lacrymogènes.

Les médias d'État ne peuvent plus les passer sous silence. Les manifestants ont crié des slogans hostiles aux dirigeants, brisé les vitres de voitures et incendié des poubelles, rapporte l'agence officielle Fars, qui évoque aussi plusieurs arrestations.

Certaines femmes iraniennes ont aussi posté des vidéos sur les réseaux sociaux, se coupant les cheveux ou brûlant leur voile. Symbole du régime strict de l'Iran envers les femmes.

Signe de l'inquiétude des autorités, le président Raïssi en personne est intervenu pour demander une enquête.

Plus de vidéos de Iran Lecture automatique

## Iran : la mort de Mahsa Amini lors de sa détention suscite la colère

De nouvelles manifestations ont éclaté dans plusieurs villes d'Iran ce lundi pour dénoncer la mort d'une jeune femme lors de sa détention par la police des mœurs.

Outre les rassemblements à Téhéran et Mashhad, les deux plus grandes villes de cette République Islamique, environ 500 personnes se sont réunis à Sanandaj, capitale de la province iranienne du Kurdistan d'où était originaire la victime.

Selon les autorités, plusieurs personnes ont été interpellées.

Arrêtée le 13 septembre car son voile ne cachait pas suffisamment ses cheveux, Mahsa Amini, 22 ans, est tombée dans le coma et décédée quelques jours après à Téhéran où elle était en déplacement. Le jour de son décès, la télévision d'Etat a diffusé une courte vidéo de surveillance montrant une femme présentée comme Mahsa Amini s'effondrer dans les locaux de la

police après une discussion avec une policière.

En Iran, le code vestimentaire oblige les femmes à se couvrir les cheveux en public. Son respect est surveillé par une police des mœurs qui interdit aussi aux femmes de porter des manteaux au-dessus du genou, des pantalons serrés et des jeans troués ou encore des tenues de couleurs vives.

Depuis la mort de Mahsa Amini, les forces de l'ordre

nient toute responsabilité dans son décès et soutiennent qu'elle est morte d'un arrêt cardiaque. Le président iranien Ebrahim Raisi a demandé l'ouverture d'une enquête et s'est engagé à poursuivre l'affaire lors d'un appel téléphonique avec la famille d'Amini.

En signe de contestation, sur les réseaux sociaux et dans les rues, certaines femmes publient des vidéos d'elles coupant leurs cheveux ou brûlant leur hijab.

## En Iran, la colère grandit après la mort de Mahsa Amini, devenue le symbole de la brutalité du régime

Malgré la répression, les manifestations se poursuivent dans tout le pays en réaction au décès de la jeune femme de 22 ans, le 16 septembre, après son arrestation par la police des mœurs. Six personnes auraient été tuées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

**M**algré la répression, les manifestations se poursuivent dans tout le pays en réaction au décès de la jeune femme de 22 ans, le 16 septembre, après son arrestation par la police des mœurs. Six personnes auraient été tuées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Du Kurdistan à Téhéran, la colère ne retombe pas en Iran. Pour le troisième jour consécutif, villes et universités ont été le théâtre de manifestations contre le régime. [La mort de Mahsa Amini, le 16 septembre](#), après son arrestation par une patrouille de la police des mœurs, a fait office de catalyseur. La jeune femme de 22 ans, arrêtée dans une rue de la capitale pour un foulard jugé « *mal porté* », est devenue un nouveau symbole de la brutalité de l'Etat iranien.

Les slogans des manifestants – « *Femme, vie, liberté !* », « *A bas le dictateur !* », « *Mort à Khamenei !* [le Guide suprême et la plus haute autorité du pays] » – visent le régime et ses fondements. A commencer par le port obligatoire du voile, un dogme

de la République islamique d'Iran.

En réponse, la répression est montée d'un cran et, avec elle, la dureté des affrontements, les manifestants n'hésitant pas à riposter aux violences policières ou à attaquer les véhicules de la police des mœurs. Une femme aurait été tuée à Kermanshah (ouest), selon des vidéos publiées sur les réseaux sociaux ; un jeune de 23 ans, à Ourmia, dans le nord-ouest du pays, rapporte l'ONG Kurdistan Human Rights Network, ce qui porterait à six le nombre de morts dans le Kurdistan iranien, d'où est originaire Mahsa Amini. Au moins 221 personnes y ont été blessées, dont 70 manifestantes, selon le chercheur Asso Hassan Zadeh, ancien vice-secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, qui évoque 250 arrestations.

Mardi 20 septembre, peu avant la tombée de la nuit, des contestataires se sont rassemblés dans le centre de Téhéran, près du boulevard Keshavarz. « *Ce soir, il y avait beaucoup plus de forces de l'ordre, en civil et*

*en uniforme*, témoigne Said, un photographe de presse qui a couvert toutes les manifestations ces dernières années en Iran. *Hier, ils se contentaient parfois de demander aux manifestants de partir. Ce soir, ils tabassaient, tiraient abondamment des gaz lacrymogènes et visaient les gens avec leurs Flash-Ball. De nombreuses personnes ont été arrêtées.* »

### Des foulards brûlés en public

Mardi matin, des étudiants s'étaient réunis dans les universités de Tabriz (nord-ouest), Yazd (centre) et Téhéran. Sur les photos et les vidéos publiées sur les réseaux sociaux, de nombreuses femmes ne portent pas de foulard. Certaines l'ont même brûlé en public, sous les applaudissements de la foule.

A la différence des autres mouvements de contestation qu'a connus le pays ces dernières années, les manifestants sont cette fois plus nombreux et éparpillés dans différents quartiers, estime Said. Ce qui compliquerait la tâche des forces de l'ordre. « *Les villes tou-*

*chées sont elles aussi nombreuses et les policiers, les gardiens de la révolution et les membres des bassidji [les milices] qui participent à la répression sont obligés de se disperser* », ajoute-t-il.

En plus de la capitale, la contestation a gagné une quarantaine de cités dans la nuit de mardi à mercredi, dont l'île de Kish, une station balnéaire prisée et d'ordinaire fort éloignée des soubresauts du pays. La veille, les rues de nombreuses villes, dont Qazvin (centre), Kerman (sud), Téhéran et Sari (nord) avaient déjà connu des manifestations.

### « Malmenée physiquement par les policiers »

Mahsa Amini avait été interpellée le 13 septembre en présence de son frère, qui a tenté, en vain, d'empêcher son arrestation par la police des mœurs, une brigade de la police iranienne qui surveille le bon respect des codes vestimentaire. Originnaire de la ville de Saqqez, dans le Kurdistan iranien, elle était venue à Téhéran avec sa famille pour visiter la capitale.

Quelques heures plus tard, elle avait été transférée à l'hôpital privé de Kasra, à quelques minutes du poste de police de Vozara, un des endroits où les « mal-voilées » sont placées en garde à vue. La jeune femme avait alors déjà sombré dans le coma. Elle est morte vendredi 16 septembre. Publiées sur les réseaux sociaux, des photos où on la voit intubée sur son lit d'hôpital suscitent alors l'émoi.

Très vite, sa famille a contredit les différentes déclarations des autorités ou des médias officiels, qui attribuent à la jeune fille toute sorte d'antécédents médicaux, dont une malformation cardiaque, des crises d'épilepsie et une tumeur cérébrale, dans le but d'écarter une quelconque responsabilité de la police dans sa mort.

« Son corps a été bien couvert pour que nous ne voyions pas les bleus, notamment sur ses jambes, a témoigné son père, Amjad Amini, dans un entretien accordé au site iranien *Rouydad24*. Les filles qui étaient dans le van de la police avec Mahsa m'ont appelé pour me dire qu'elle a été malmenée physiquement par les policiers. »

Mahsa Amini a été enterrée le 17 septembre à Saghez, sa ville natale, avant même qu'un médecin légiste ne puisse l'examiner. La dernière photo prise avant son arrestation la montre dans le métro de Téhéran. La

jeune femme aux yeux brillants sourit. Elle porte un foulard et un manteau noir simple.

Lire aussi l'éditorial : [Iran : le régime réprime, encore et toujours](#)

Les incidents qui impliquent la police des mœurs se sont multipliés ces derniers mois dans les grandes villes. Violente, la Gasht-e Ershad – la « patrouille d'orientation » – se heurte à la résistance de femmes qui refusent de se laisser interpellé ou à l'intervention de passants excédés par son zèle. Relativement discrets sous la précédente administration d'Hassan Rohani, ses agents, masculins et féminins, sont beaucoup plus présents depuis l'arrivée à la présidence de l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi. Les contrôles de « tenue vestimentaire » se sont renforcés.

Dès le 18 septembre, des manifestations ont éclaté dans les villes du Kurdistan iranien, dont Saqqez, Baneh, Boukan, Sanandadj et Marivan, où la répression est particulièrement féroce. « Le climat sécuritaire est beaucoup plus difficile pour les Kurdes avec la militarisation de la région. A Téhéran, les forces de l'ordre tirent beaucoup moins que dans le Kurdistan, note Asso Hassan Zadeh, qui rappelle que *plus de la moitié des prisonniers politiques du pays en sont originaires.* » « Mais paradoxalement, la police des mœurs n'y fait pas ce

qu'elle veut comme à Téhéran. Ce qui explique aussi que l'arrestation et la mort de cette jeune femme provoquent autant de colère. Femme, Iranienne et Kurde : cela résume toute la répression », ajoute-t-il.

Dans la ville de Sanandadj, les médecins des urgences ont été menacés par les forces de l'ordre. « De nombreux blessés ne se rendent pas à l'hôpital, par peur d'être interpellés, parce que nos établissements sont remplis d'agents de renseignement, ils y sont même plus nombreux que les médecins et les infirmiers. », explique un médecin de cette ville kurde. Pour protéger les blessés d'une éventuelle arrestation, il a effectué certains soins à leur domicile. « Ils ont été touchés par des balles en caoutchouc ou avaient des membres cassés, à cause des coups de bâton des forces militaires », relève-t-il.

### « Des parents avec leurs enfants »

Très peu d'informations, de vidéos et d'images parviennent de cette région où Internet est très souvent coupé, pour de longues périodes. « A Marivan, en 2019, un nombre important de personnes ont été tuées pendant les manifestations », rappelle un habitant de cette ville kurde, en référence au précédent mouvement de protestation, déclenché à la suite de la hausse des prix des carburants. Selon l'organisation

des droits humains Amnesty International, en novembre 2019, en seulement trois jours, les forces de l'ordre ont tué au moins 321 personnes, dont de nombreux enfants. « Les gens ici ont toujours peur, poursuit cet habitant, *mais hier [le 19 septembre], dans les rues, il y avait beaucoup de jeunes, garçons et filles. Ces dernières manifestaient parfois sans leur foulard.* »

La télévision iranienne et les internautes soutenant le régime accusent des manifestants d'avoir brûlé des exemplaires du Coran et le drapeau iranien. Les partisans du mouvement n'y croient guère et y voient plutôt une manière de jouer avec la ferveur nationaliste et religieuse des Iraniens dans le but de les retourner contre les contestataires. Le nombre de ces derniers est-il en train de grandir ? Selon Farnia, une Téhéranaise présente parmi les manifestants, le mouvement ne concerne pas qu'une seule classe d'âge : « Avant, il y avait principalement des jeunes qui descendaient dans la rue, remarque cette étudiante en art. *Cette fois, j'ai vu des parents avec leurs enfants, et même des personnes très âgées. C'est inédit.* » Le 19 septembre, elle aussi a levé son foulard, avec d'autres femmes, dans les rues de la capitale. « Nous regardions les policiers les yeux dans les yeux. C'était comme si ma peur s'était évaporée en voyant le courage des autres. »

## En Turquie, nouvelle poubelle de l'Europe, le recyclage du plastique nuit gravement à la santé et à l'environnement

L'ONG Human Rights Watch a enquêté dans ce pays où les importations de déchets plastiques ont augmenté de plus de 1 200 % entre 2016 et 2020, pour atteindre désormais environ 450 000 tonnes par an.

**D**epuis que la Chine a décidé de ne plus être la poubelle du monde et d'interdire, en 2018, les importations de déchets plastiques, la Turquie est devenue la première destination des rebuts de l'Union européenne (UE). En 2020 et en 2021, elle a accueilli environ la moitié des déchets plastiques que les Vingt-Sept ne traitent pas sur leur propre territoire. Entre 2016 et 2020, les importations ont ainsi bondi de plus de 1 200 % pour atteindre désormais environ 450 000 tonnes par an.



Un homme sur une décharge illégale de plastique, à Adana (Turquie), le 29 novembre 2020. Ces déchets proviennent de pays européens. YASIN AKGUL / AFP

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a enquêté sur les conséquences sanitaires et environnementales de ce boom du recyclage du plastique en Turquie, pays qui peine déjà à absorber ses propres déchets, estimés à environ 5 millions de tonnes par an. « *C'est comme s'ils nous empoisonnaient* » : dans un rapport publié mercredi 21 septembre, HRW tire la sonnette d'alarme. Problèmes respiratoires, graves maux de tête, maladies de peau, manque d'équipements de protection, accès limité voire inexistant aux traitements médicaux, travail des enfants... Tout au long des 88 pages, l'ONG dresse un état des lieux catastrophique. Il concerne aussi bien les riverains que les travailleurs de ces instal-

lations de recyclage, qui se recrutent souvent parmi les populations les plus précaires (réfugiés, migrants en situation irrégulière).

Selon les données du ministère turc de l'environnement, le pays compte plus de 1 800 installations de recyclage à travers le pays. HRW a mené ses investigations à Istanbul (12 % des installations) et à Adana (9 %). Ville du Sud de 2 millions d'habitants, Adana est la capitale du recyclage du plastique. Située près du port de Mersin, sur la Méditerranée, c'est là que débarquent près de la moitié des importations de ce type de déchets.

Le recyclage implique plusieurs étapes. La très grande majorité du plastique est col-

lectée par une armée de « ramasseurs », estimés à 500 000 personnes, qui sillonnent les rues du pays à pied ou à vélo. Les déchets sont ensuite broyés, lavés, fondus à haute température, puis transformés en granulés. Ce processus de transformation est à l'origine de l'émission de nombreux polluants toxiques. Certaines installations visitées par HRW n'étaient visiblement pas adaptées. Ainsi de cette usine à Adana sans fenêtres ni système de ventilation : « *L'installation était remplie d'une épaisse fumée et les sols couverts d'une poussière noire et huileuse avec un tas de cendres et de poussière d'un mètre de haut.* » Ni les travailleurs ni le propriétaire ne portaient d'équipement de protection.

### Exposition à des substances toxiques

Entre décembre 2021 et mars 2022, HRW a recueilli les témoignages de soixante-quatre personnes : des travailleurs et des travailleuses, dont des enfants, des responsables de sites, des riverains ou encore des médecins.

Ahmet, 20 ans, a commencé à travailler dans le recyclage à 15 ans : « *Il y a un énorme chaudron où ils font fondre le plastique ; ils ajoutent de l'eau qui revient sous forme de vapeur. Lorsque je l'inhalais, j'avais l'impression que mes poumons étaient comprimés et sous pression.* » Ahmet dit avoir toujours des « *problèmes de respiration* » deux mois après avoir quitté ce poste.

A court terme, les rejets issus du processus de transformation du plastique peuvent provoquer de l'asthme et d'autres difficultés respiratoires. A long terme, selon la littérature scientifique, l'exposition à ces substances toxiques peut augmenter les risques de cancer, de troubles neurologiques ou d'atteintes au système reproducteur.

Sedat, 35 ans, vit depuis trente ans avec sa famille au milieu d'usines de recyclage.

La plus proche est à 20 mètres – quand la loi impose une distance d'au moins 250 mètres. « *Ma sœur de 27 ans est morte d'un cancer du côlon. Mon frère de 34 ans est mort d'un cancer des poumons. Je crois que c'est à cause de l'usine de recyclage* », témoigne-t-elle.

### Ankara se veut exemplaire

Un médecin du district de Bayrampasa, à Istanbul, qui concentre un nombre important d'installations de recyclage, indique que ses patients (travailleurs ou riverains) présentent des niveaux « *extrêmement élevés* » de métaux lourds dans le sang. HRW relève aussi dans son rapport que nombre d'usines sont situées à proximité d'écoles, d'hôpitaux ou de parcs.

Le ministère turc de l'environnement assure avoir pratiqué des milliers d'inspections d'installations de recyclage depuis 2018 et en avoir fermé une vingtaine à Adana, qui ne possédaient pas d'autorisation d'activité. En mars, le ministre, Murat Kurum, a démenti les allégations selon lesquelles des déchets importés du Royaume-Uni seraient traités à Adana sur un site dépourvu d'installations de recyclage appropriées.

La Turquie se veut pourtant exemplaire dans le domaine du tri des déchets. Emine Erdogan, l'épouse du chef de l'Etat, a signé, lundi 19 septembre, en présence du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, un engagement pour diffuser à travers le monde son programme Turquie zéro déchet : entre 2017 et 2021, le taux de recyclage de l'en-

semble des déchets est passé de 13 % à 25 %.

HRW demande au gouvernement turc d'interdire les importations de déchets plastiques. Ankara l'avait fait en juillet 2021. Mais l'interdiction avait été levée à peine dix jours après son entrée en vigueur.

### Un manque d'infrastructures adaptées

« *Les déchets qui arrivent de l'étranger permettent une marge de profit plus importante que le traitement des déchets locaux* », analyse Sedat Gündogdu, professeur en biologie marine à l'université Çukurova à Adana et membre d'un groupe de recherche sur la diffusion des microplastiques. Le chercheur relève que le pays manque déjà d'infrastructures

adaptées pour trier ses propres déchets : « *D'après les données du secteur, les installations de recyclage en Turquie ne dépassent pas une capacité de 1,5 million de tonnes* », pour une production locale estimée à 5 millions de tonnes.

« *Les pays les plus riches d'Europe envoient leurs déchets en Turquie, exposant les populations les plus vulnérables, notamment les enfants, les réfugiés et les migrants, à de graves risques environnementaux et sanitaires* », dénonce Krista Shennum, responsable du département environnement et droits de l'homme de HRW. L'ONG exhorte les Etats membres de l'UE à « *mettre fin à l'exportation de plastique en Turquie* » et à « *réduire la quantité de plastique qu'ils produisent et consomment* ».

The New York Times

September 21, 2022

By Cora Engelbrecht & Farnaz Fassihi

## Protests in Iran Intensify Over the Death of Mahsa Amini in Custody

Unrest has spread to dozens of cities, with at least seven people killed, according to witnesses, rights groups and video posted on social media.

Antigovernment protests in Iran over the death of a 22-year-old woman in police custody are intensifying, and dozens of cities are embroiled in unrest that has been met with a crackdown by the authorities, according to witnesses, videos posted on social media and human rights groups.

The protests appear to be one of the largest displays of defiance of the Islamic Republic's rule in years and come as President Ebrahim Raisi is in New York for the United Nations General Assembly. They erupted last weekend after the

woman, [Mahsa Amini](#), died following her arrest by Tehran's morality police on an accusation of violating the law on head scarves.

At least seven protesters had been killed as of Wednesday, according to human rights groups. Protesters have been calling for an end to the Islamic Republic, chanting things like "Mullahs get lost," "We don't want an Islamic republic," and "Death to the supreme leader." Women have also burned hijabs in protest against the law, which requires all women above the age of puberty to wear a head covering and loose clothing.



Antigovernment demonstrations in Iran are spreading after Mahsa Amini died in the custody of the morality police. Videos shared on social media show Iranians protesting in the face of crackdowns by the authorities. Credit Credit... Agence France-Presse — Getty Images

Mr. Raisi's government has unleashed a [massive deployment of security forces](#), including riot police officers and the plainclothes Basij militia, to [crack down on the protesters](#). Internet and cell service has been disrupted in neighborhoods where there were protests. Access to Instagram, which has been widely used by the protesters, was also restricted on Wednesday.

"For security reasons, the relevant authorities may impose certain restrictions on internet speed," Iran's minister for information and communications technology, Issa Zarepour, said in a statement.

The videos posted online and the scale of the response from the authorities are difficult to independently verify, but video and photographs sent by witnesses known to The New York Times were broadly in line with the images being posted widely online, showing protesters, many of them women, facing off against the police, and fires on the streets of Tehran.

The police shoved protesters to the ground, beating them with batons and firing shots and tear gas in their direction, according to witnesses and some of those videos.

Ms. Amini's death has garnered international attention and turned her into a symbol of Iran's restrictive and violent treatment of women and its repressive policing of the opposition.

The Iranian authorities say that Ms. Amini died from a heart attack, and have denied accusations that she suffered blows to the head while being taken to a detention facility. Her family, which has not responded to requests for comment from The New York Times, has told news outlets that she was healthy at the time of the arrest.

The protests that have swept the country are one of the most daring displays of defiance of the government's religious and social restrictions in years, according to analysts and rights experts.

"The anger on the streets is palpable," said Jasmin Ramsey, deputy director at the Center for Human Rights in Iran, a New York-based nonprofit organization, adding that the protests were a "culmination of the past five years where all facets of society — laborers, teachers, retirees, university students and average people everywhere — have been trying to call for an end to the crisis of impunity in Iran despite violent state repression."

The demonstrations have largely been spontaneous and leaderless, she said, and had probably been inflamed by the photos and videos circulating across social media showing extraordinary scenes across the country, including women risking arrest by symbolically removing and burning their hijabs in public. Many have rallied on social media with [hashtags](#) in Persian referring to the death of Ms. Amini.

In the city of Kerman, in the southeast, one video showed a [woman cutting her hair](#) while sitting on a utility box in front of a roaring crowd. In the south, in the city of Shiraz, another showed an [older woman shouting](#) at a security officer, "If you think you are a man, come and kill me." And one showed university [students gathering on campuses in Tehran](#) chanting "Killings after killings, to hell with morality police!"

"These are all acts that are punishable by law," Ms. Ramsey said in a phone interview, referring to the videos. "They're showing a serious challenge to the Islamic Republic in their chants and the amount of people that are in the streets," she added.

Hundreds of protesters took to the streets of Tehran late Tuesday, setting fire to tires, and shouting "Death to the dictator," and "Life, liberty and women," according to a witness.

Tehran's governor, Mohsen Mansouri, said on Wednesday that foreign agents had hijacked the demonstrations and were fueling violence in the streets.

Witnesses said it was clear that the protests were getting broad support from people with a long litany of grievances after struggling under oppressive rules and economic hardship. Some Iranian protesters lashed back at security forces, chasing them down the street with rocks. In Isfahan and Tehran, protesters set fire to police cars and motorcycles and in Kerman they encircled a police officer and beat and kicked him to the ground, videos showed.

At least seven people have been killed in cities in Kurdistan, Ms. Amini's home province in the northwest of the country, according to Hengaw, a human rights group, which posted names and photos of victims online.

They were killed by "direct fire by Iranian security forces," the group said in a [statement](#) posted to its website. At least 450 people had been injured and at least 500 were arrested in protests in cities across the Kurdish province, the group said.

The Iranian media reported that Mr. Raisi, who was scheduled to speak at the United Nations General Assembly in New York on Wednesday, told Ms. Amini's family on Sunday that he had ordered an [investigation](#) into her death.

"Your daughter is like my own daughter, and I feel that this incident happened to one of my loved ones," he said.

The protests were not addressed by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who gave a speech at an event on Wednesday commemorating veterans of the Iran-Iraq war. In an effort to curb the backlash, a representative of the supreme leader visited Ms. Amini's family home, according to the state media.

"All institutions will take action to defend the rights that were violated," the adviser, Abdolreza Pourzahabi, said in the state media. "As I promised to the family of Ms. Amini, I will also follow up the issue of her death until the final result."

On Tuesday, the United Nations acting high commissioner for human rights, Nada Al-Nashif, condemned the "violent response" of the security forces to the protests and called for an independent investigation.

"The authorities must stop targeting, harassing, and detaining women who do not abide by the hijab rules," Ms. Al-Nashif said in a [statement](#).

President Emmanuel Macron of France, who met Mr. Raisi on Tuesday, told [BBC's Persian news service](#) that the "the credibility of Iran is now at stake regarding the fact that they have to address this issue."

The unrest comes at a challenging moment for Ayatollah Khamenei, who recently [canceled all meetings and public appearances](#) because of illness, according to four people familiar with his health condition.

Sanam Vakil, deputy director of the Middle East program at Chatham House, a British research institute, said there was little hope that the protests would bring real change on such a foundational issue as long as the supreme leader, who is 83, was still alive.

"At the end of his life, he's looking to preserve his legacy and keep the system intact," she said. "His worldview, shared by those around him, is predicated on the idea that compromise opens the door to further compromise and demonstrates weakness rather than strength."

Ms. Vakil said to expect a "coordinated coercive response" from the authorities in the coming days or weeks, one likely to include a further internet slowdown, violence, and more detentions of protesters.

"They might close the doors, but people will again, find a way to push open windows," Ms. Vakil said. "And that's what we keep seeing these continued patterns of protests — because they're not able to, or not willing to, address popular anger and economic frustration."

## Mort de Mahsa Amini en Iran : « Les autorités iraniennes sont dans une impasse »

Alors que des milliers de femmes manifestent pour demander la fin du port du voile, Téhéran n'a d'autre choix que de renoncer à l'un de ses piliers idéologiques ou de s'engager dans la voie de la répression permanente, estime le chercheur Clément Therme dans une tribune au « Monde ».

La quête de préservation de l'identité politico-religieuse de la République islamique d'Iran est une préoccupation constante de l'Etat théocratique islamiste depuis son émergence en 1979. A sa naissance, le nouveau régime a considéré que le voile imposé aux femmes était un élément central de son autorité et un moyen de contrôle social. Cette imposition par le haut s'est traduite par une fragmentation du corps social entre les clientèles du régime qui, par conviction ou par opportunisme, ont relayé le discours officiel sur l'obligation du port du voile et l'impérieuse nécessité de lutter contre le dévoilement, mais aussi le « mauvais hidjab » (mauvais port du voile).

Les slogans du régime comparent les femmes dévoilées à d'appétissantes pâtisseries qui pourraient tenter les hommes ou insistent sur la nécessaire modestie féminine, avec des images comme « *une femme bien voilée est comme une perle dans son coquillage* » ! Ces arguments ont été au cœur de la propagande officielle d'un régime qui n'hésite pas à empêcher les femmes de se baigner en maillot de bain dans la mer Caspienne ou dans le golfe Persique, alors que les hommes peuvent se baigner torse nu.

Lire aussi : [Après la mort de Mahsa Amini en Iran, « ce sont des femmes qui sont sur le devant des manifestations, c'est inédit »](#)



Des manifestants protestent contre la mort de Mahsa Amini, le 21 septembre 2022, à Téhéran. - / AFP

Contrairement à ce qu'avancent les analyses sociologiques d'une partie du monde universitaire occidental depuis la naissance de la théocratie islamiste, le port obligatoire du voile par les femmes iraniennes n'a jamais constitué un facteur favorisant leur émancipation par rapport à leur condition sous l'ancien régime, ni une preuve de l'existence d'un féminisme islamique. Bien au contraire, il a été, dès le premier jour, un pilier idéologique de la stratégie des élites révolutionnaires voulant prouver la supériorité « morale » de leur modèle à l'extérieur des frontières iraniennes. A l'intérieur du pays, la volonté politique d'imposer un endoctrinement de la population et de promouvoir un nouveau mode de vie islamiste a été totale.

### Humiliations quotidiennes

Depuis quatre jours, les femmes iraniennes manifestent en Iran pour dénoncer la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la brigade des mœurs pour mauvais port du voile. Les manifestants et les manifestantes s'identifient à leur compatriote victime de l'arbitraire islamiste. Ces mouvements populaires de contestation de l'ordre islamiste apparaissent à l'avant-garde de la lutte antitotalitaire contre l'idéologie khomeyniste en Iran. La participation massive des hommes dans cette lutte pour la défense de l'égalité entre les hommes et les femmes marque, en outre, un échec idéologique du régime dans sa volonté d'endoctrinement de la majorité de la population.

Lire aussi l'éditorial : [Iran : le régime réprime, encore et toujours](#)

Ces manifestations sont les plus importantes en Iran depuis la révolte des classes populaires à l'automne 2019. La répression avait alors été féroce, avec plus de 1 500 morts, selon Reuters. Cette fois, il apparaît clairement aux manifestants que seul un changement de régime permettra la fin de l'apartheid sexuel en République islamique : on parle désormais du régime anti-iranien de la République islamique. Force est de constater que la lutte contre le « mauvais hidjab » est aussi ancienne que la Révolution islamique, qui a fait du port d'une tenue vestimentaire « modeste » par les femmes l'un des piliers idéologiques de son identité et le symbole de son autorité.

Lors des élections présidentielles précédentes, et notamment celle de 2009, après la multiplication des contrôles par la brigade des mœurs lors du premier mandat de la présidence Ahmadinejad (2005-2009), la question avait déjà été posée par les candidats « réformistes » appelant à la dissolution de cette force d'oppression des femmes. Cependant, l'élection avait été volée par Ahmadinejad, le Guide et les pasdarans et, depuis lors, la brutalité des arrestations de femmes mal voilées ou portant une tenue vestimentaire « inappropriée » ne s'est ja-

mais démentie. Ces humiliations quotidiennes de milliers de femmes iraniennes, pendant plus de quatre décennies, expliquent l'ampleur de la colère qui s'exprime dans la rue ces derniers jours. Parmi les slogans du mouvement de protestation en cours en Iran, « *Femme, Vie, Liberté* » constitue un programme politique pour l'avenir du pays, à l'opposé des préférences idéologiques d'un régime qui cible les femmes, célèbre le martyre et conteste toute aspiration à la liberté.

#### Transformation profonde

Lors de son interview à la chaîne CBS, le 18 septembre, le président Ebrahim Raïssi a répondu à une question sur la situation des femmes en Iran, en assurant que « *cela fait des siècles que les Iraniens vivent avec le hidjab, la chasteté et dans le respect de certaines règles* ». Et d'ajouter : « *Nos femmes et nos filles respectent [le hidjab] de façon spontanée*. » Les manifestants et les manifestantes qui brûlent leur hidjab, se dévoilent dans la rue et demandent un changement de régime par le bas ne partagent manifestement pas son point de vue. Le régime théo-

cratique est actuellement dirigé par le Guide suprême, Ali Khamenei, et le président Raïssi depuis l'été 2021, en dépit des accusations de violations massives des droits humains dont il fait l'objet depuis l'élimination des opposants politiques dans les prisons iraniennes en 1988.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Kahina Bahloul](#) : « *Il faut arrêter de faire du voile un symbole de l'islam* »

Cette fois-ci, le régime ne pourra néanmoins pas éliminer les manifestants qui demandent la fin du port obligatoire du voile. Après

plus de quarante-trois ans de contestation souterraine de l'ordre islamiste, les revendications apparaissent désormais au grand jour et conduisent les autorités dans une impasse : renoncer à l'identité du régime ou entrer dans un état de répression permanente. En effet, il s'agit d'un mouvement social et populaire traduisant une transformation socioculturelle profonde du pays. Les autorités cléricales ne pourront rester indéfiniment sourdes aux demandes de liberté des femmes iraniennes, qui finiront un jour par renverser cet ordre islamiste mortifère.

**Le Monde**

22 septembre 2022

## Mort de Mahsa Amini en Iran : dix-sept morts en six jours de manifestations, selon un bilan officiel

Les responsables iraniens ont nié toute implication des forces de sécurité dans la mort des manifestants.

Les autorités iraniennes ont bloqué l'accès à Instagram et WhatsApp jeudi 22 septembre, après [six jours de protestations contre la mort d'une femme arrêtée par la police des mœurs](#), durant lesquels dix-sept personnes, dont des manifestants et des policiers, ont péri, selon un bilan officiel.

Un précédent bilan officiel faisait état de sept manifestants et de quatre membres des forces de sécurité tués. Trois paramilitaires « *mobilisés pour affronter les émeutiers* » à Tabriz (nord-ouest), Qazvin (centre) et à Machhad (nord-est) ont été tués, mercredi, à coups de couteau ou par balles, avaient notamment fait savoir des agences de presse iraniennes. Un membre des forces de sécurité avait aussi



Nasibe Samsaei, une Iranienne vivant en Turquie, tient sa queue de cheval après l'avoir coupée avec des ciseaux, lors d'une manifestation devant le consulat iranien à Istanbul le 21 septembre 2022, à la suite de la mort d'une Iranienne après son arrestation par la police des mœurs du pays à Téhéran. YASIN AKGUL / AFP

été tué, mardi, lors des protestations à Chiraz (centre), selon la même source. Le bilan risque d'être bien plus lourd et l'organi-

sation d'opposition Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, fait état d'au moins 31 civils tués par les forces de sécurité.

#### Nouvelles sanctions américaines

La mort de Mahsa Amini, âgée de 22 ans, a suscité de vives condamnations dans le monde alors que les ONG internationales ont dénoncé une répression « *brutale* » de manifestations. A la tribune de l'ONU mercredi, le président des Etats-Unis, Joe Biden, s'est dit solidaire des « *femmes courageuses d'Iran* ». Washington a annoncé jeudi des sanctions économiques. Ces sanctions ciblent « *la police des mœurs d'Iran et les hauts dirigeants de la sécurité iranienne responsables de cette oppression* », et « *démontrent l'engagement clair de l'administration Biden-Harris à défendre les droits humains et les droits des femmes, en Iran et dans le*

monde », a déclaré la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, dans un communiqué.

« *Soyez rassurés, une enquête sera certainement ouverte* », a déclaré le président iranien, Ebrahim Raïssi, à des journalistes en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, tout en précisant que le rapport du médecin légiste n'avait pas fait état d'abus de la part de la police.

La jeune femme, originaire du Kurdistan, avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour « *port de vêtements inappropriés* » par la police des mœurs, une unité chargée de faire respecter le code vestimentaire strict dans la République islamique d'Iran, où les femmes doivent se couvrir les cheveux et ne sont pas autorisées à porter des manteaux courts au-dessus du genou, des pantalons serrés ou des jeans troués. Elle est **morte le 16 septembre à l'hôpital**. Selon des militants, elle a reçu un coup mortel à la tête, mais les responsables iraniens ont démenti et ont annoncé une enquête.

Lire le récit : Article réservé à nos abonnés [En Iran, la colère grandit après la mort de Mahsa Amini, devenue le symbole de la brutalité du régime](#)

Les manifestations se sont déclenchées aussitôt après l'annonce de sa mort. Depuis, elles ont eu lieu dans une quinzaine de villes, jusqu'à Qom, au sud-ouest de Téhéran, cité natale du guide suprême iranien, Ali Khamenei. Selon un dernier bilan publié par les agences iraniennes jeudi, sept manifestants et quatre membres des forces de sécurité ont été tués lors des protestations.

Les responsables iraniens ont nié toute implication dans la mort des manifestants. Amnesty International a dénoncé une « *répression brutale* » et « *le recours illégal aux tirs de grenailles, billes d'acier, gaz lacrymogène, canons à eau et coups de bâton pour disperser les manifestants* ».

Lire la tribune : Article réservé à nos abonnés [Mort de Mahsa Amini en Iran : « Les autorités iraniennes sont dans une impasse »](#)

Depuis le début des manifestations, les connexions sont ralenties et **les autorités ont bloqué ensuite l'accès à Instagram et WhatsApp**. « *Sur décision des responsables, il n'est plus possible d'accéder en Iran à Instagram depuis mercredi soir et l'accès à WhatsApp est également perturbé* », a annoncé l'agence de presse Fars. Cette mesure a été prise à cause « *des actions menées par des contre-révolutionnaires contre la sécurité nationale par l'intermédiaire de ces réseaux sociaux* », a précisé Fars.

Lire aussi l'éditorial : [Iran : le régime réprime, encore et toujours](#)

Instagram et WhatsApp étaient les applications les plus utilisées en Iran depuis le blocage des plates-formes comme YouTube, Facebook, Telegram, Twitter et Tiktok ces dernières années. De plus l'accès à Internet est largement filtré ou restreint par les autorités. Dans le sud de l'Iran, des vidéos datant apparemment de mercredi montrent des mani-

festants brûler un portrait immense du général Qassem Soleimani, tué par une frappe américaine en Irak en janvier 2020.

Ailleurs dans le pays, des manifestants ont incendié des véhicules de police et scandé des slogans hostiles au pouvoir, selon l'agence officielle Irna. La police a riposté par des gaz lacrymogènes et de nombreuses arrestations.

Lire l'entretien : [Après la mort de Mahsa Amini en Iran, « ce sont des femmes qui sont sur le devant des manifestations, c'est inédit »](#)

D'autres images montrent des manifestants résistant aux forces de l'ordre. Les plus virales sur les réseaux sociaux sont celles où l'on voit des femmes mettre le feu à leur foulard. « *Non au foulard, non au turban, oui à la liberté et à l'égalité !* », ont crié des manifestants à Téhéran, leurs slogans ayant été repris par solidarité à New York ou à Istanbul.

## Iran : l'accès aux réseaux sociaux bloqué, des dizaines de morts en six jours de manifestations

**L**es autorités iraniennes ont bloqué l'accès à Instagram et WhatsApp jeudi, après six jours de protestations contre la mort d'une femme arrêtée par la police des mœurs, dans lesquelles au moins 17 personnes ont péri, selon un bilan officiel, 31 selon l'ONG Iran Human Rights.

Le décès de Mahsa Amini, âgée de 22 ans, a suscité de vives condamnations dans le monde alors que les ONG in-

ternationales ont dénoncé une répression « brutale » de manifestations. À la tribune de l'ONU mercredi, le président des États-Unis Joe Biden s'est dit solidaire des « femmes courageuses d'Iran ».

La jeune femme, originaire du Kurdistan (nord-ouest), avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour « *port de vêtements inappropriés* » par la police des mœurs, une unité chargée de faire respecter le code vestimentaire strict dans

la République islamique d'Iran, où les femmes doivent se couvrir les cheveux et n'ont pas le droit de porter des manteaux courts au-dessus du genou, des pantalons serrés ou des jeans troués. Elle est décédée le 16 septembre à l'hôpital.

Selon des militants, elle a reçu un coup mortel à la tête, mais les responsables iraniens ont démenti et annoncé une enquête.

Les manifestations ont été dé-

clenchées aussitôt après l'annonce de sa mort. Depuis, elles ont touché une quinzaine de villes, jusqu'à la cité sainte chiite de Qom, au sud-ouest de Téhéran, cité natale du guide suprême iranien Ali Khamenei. « *Dix-sept personnes dont des manifestants et des policiers ont perdu la vie dans les événements des derniers jours* », selon un nouveau bilan donné par la télévision d'État qui n'a pas précisé le nombre exact de manifestants et de policiers tués. « *Le peuple iranien est*

descendu dans les rues pour se battre pour leurs droits fondamentaux et leur dignité humaine (...) et le gouvernement répond à ces manifestations pacifiques avec des balles », a dénoncé le directeur de l'ONG Iran Human Rights, Mahmood Amiry-Moghaddam, dans un communiqué, en publiant un bilan après six jours de manifestations, un bilan faisant état de 31 morts.

Un précédent bilan donné par les agences de presse iraniennes faisait état de sept manifestants et quatre membres des forces de sécurité tués. Les responsables iraniens ont nié toute implication dans la mort des manifestants.

Amnesty International a dénoncé une « répression brutale » et « le recours illégal aux tirs de grenailles, billes d'acier, gaz lacrymogène, canons à eau et coups de bâton pour disperser les manifestants ».

« Contre-révolutionnaires » Depuis le début des manifestations, les connexions sont ralenties et les autorités ont



Des manifestations ont éclaté un peu partout dans le monde, comme ici en Turquie, après la mort de Mahsa Amini. (photo AFP)

bloqué ensuite l'accès à Instagram et WhatsApp.

« Sur décision des responsables, il n'est plus possible d'accéder en Iran à Instagram depuis mercredi soir et l'accès à WhatsApp est également perturbé », a annoncé l'agence de presse Fars. Cette mesure a été prise à cause « des actions menées par des contre-révolutionnaires contre la sécurité nationale via ces réseaux sociaux », a précisé Fars.

Instagram et WhatsApp étaient les applications les plus utilisées en Iran depuis le blocage

des plateformes comme YouTube, Facebook, Telegram, Twitter et TikTok ces dernières années. De plus, l'accès à internet est largement filtré ou restreint pas les autorités. Dans le sud de l'Iran, des vidéos datant apparemment de mercredi montrent des manifestants brûler un portrait immense du général Qassem Soleimani, tué par une frappe américaine en Irak en janvier 2020.

Ailleurs dans le pays, des manifestants ont incendié des véhicules de police et scandé des slogans hostiles au pouvoir,

selon l'agence officielle Irna. La police a riposté par des gaz lacrymogènes et de nombreuses arrestations. D'autres images montrent des manifestants résistant aux forces de l'ordre. Les plus virales sur les réseaux sociaux sont celles où l'on voit des femmes mettre le feu à leur foulard.

#### « Un choix »

« Non au foulard, non au turban, oui à la liberté et à l'égalité! », ont crié des manifestants à Téhéran, leurs slogans ayant été repris par solidarité à New York ou à Istanbul.

Pour Mahtab, une maquilleuse de 22 ans coiffée d'un foulard orange qui laisse voir ses cheveux, interrogée à Téhéran, « le foulard doit être un choix, on ne doit pas nous forcer ».

Les manifestations en Iran constituent « une secousse très importante » en Iran, « c'est une crise sociétale », a déclaré David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).



September 22, 2022

## Iran protests: Anti-riot, Basij forces kill five more civilians in Kurdistan

Iran's anti-riot and paramilitary Basij forces killed at least five people, including a child, during the protest rallies held in Oshnavieh and the Balu village of Orumiyeh in West Azerbaijan province in the past hours. Sources in Balu reported that the anti-riot and Basij forces opened fire on a group of young people holding a protest rally near the Basij base in the village. Four people were severely injured.

Danesh Rahnema, 25, and Abdollah Mahmoudi, 21, died due to the severity of their injuries after the injured civilians were taken to Khomeini Hospital in Orumiyeh.

The condition of the two other protesters is reported to be critical.

Also, a source in Oshnavieh reported that three other protesters identified as Amin Marefat, 16; Milan Haghigi, 21;

and Sadraddin Litani, 27, were killed during protest rallies in the city.

In a video showing Marefat's body being washed, it is clearly seen that he was killed by a bullet hitting his chest.

According to the statistics collected by the Kurdistan Human Rights Network (KHRN), Iranian military forces killed at least 12 protesters during the protests

rallies held in Orumiyeh, Oshnavieh, Piranshahr, Divandarreh, Saqqez, Dehgolan and Kermanshah over the killing of Mahsa (Zhinah) Amini. These civilians were identified as Farjad Darvishi, Mohsen Mohammadi, Fereydoun Mahmoudi, Reza Lotfi, Zakariya Khiyal, Foad Ghadimi, Minou Majidi, Danesh Rahnema, Sadraddin Litani, Milan Haghigati, Amin Marefat and Abdollah Mahmudpour.

## En Iran, les images de la vague de manifestations après la mort de Mahsa Amini

La jeune femme de 22 ans, originaire du Kurdistan, avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » par la police des mœurs. Elle est morte le 16 septembre à l'hôpital.

**M**algré la répression, les manifestations se poursuivent dans tout le pays en réaction à la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, après son arrestation par la police des mœurs. La jeune femme de 22 ans, originaire du Kurdistan, avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour

« port de vêtements inappropriés » par la police des mœurs, une unité chargée de faire respecter le code vestimentaire strict dans la République islamique d'Iran.

La mort de Mahsa Amini a suscité de vives condamnations dans le monde alors que les

ONG internationales ont dénoncé une « répression brutale » des manifestations. Onze personnes ont trouvé la mort en plusieurs jours de troubles, selon un bilan officiel du 22 septembre.

A la tribune de l'ONU, mercredi, le président des Etats-

Unis, Joe Biden, s'est dit solidaire des « femmes courageuses d'Iran ».

Lire aussi : [Face aux manifestations, l'Iran bloque massivement messageries et réseaux sociaux](#)

### Kurdistan au féminin

22 septembre 2022

## Les femmes kurdes descendent dans la rue contre le meurtre de Jina Mahsa Amini

**L**e Mouvement des femmes kurdes en France (TJK-F) organise plusieurs manifestations contre le meurtre barbare de Jina Mahsa Amini par la police des mœurs à Téhéran pour un voile « non conforme » à la charia.

Le TJK-F, qui organise des manifestations les jeudis et samedis dans les villes de Bordeaux, Paris, Marseille, Strasbourg et Reims, a appelé toutes les femmes, les organisations de défense des droits humains, les forces de la démocratie et de la liberté à participer aux manifestations contre le régime islamiste iranien qui « continue à tuer pour faire taire ».

Voici le communiqué de TJK-F:

« Le mouvement des femmes kurdes en France (TJK-F) sera dans la rue, samedi 24 septembre avec les progressistes iraniennes pour commémorer Jina Mahsa Amini tuée par le régime des Mollahs d'Iran au motif que son turban laissait échapper quelques mèches rebelles.

En tant que mouvement des femmes kurdes qui lutte depuis des décennies pour la liberté, pour la dignité pour être maîtresse de notre destin, nous sommes à côté de tou.tes dès lors qu'il y a une injustice. Cependant il est impératif que nous nous retrouvions autour de valeurs universelles.

Pour ces motifs, le mouvement des femmes kurdes sera dans la rue, le samedi 24 septembre.

Nous ne serons ni aux côtés des royalistes ni aux côtés de celles et ceux qui prétendent défendre l'Islam soft.

Nous serons au côté des progressistes, des étudiant.es, des jeunes, des réfugié.es politiques, des Kurdes, des Iraniennes et Iraniens qui veulent un changement de société.

Nous vous invitons à nous rejoindre tou.tes le samedi 24 septembre pour commémorer Jina Mahsa Amini, mais aussi pour être solidaires avec la résistance des femmes iraniennes face à ceux qui se veulent gardien de leur vertu.

Nous appelons toutes les femmes et les hommes, épris de liberté, à venir dénoncer la

barbarie et soutenir celles et ceux qui savent réellement ce que veut dire FEMME, VIE, LIBERTÉ. »

Dates et lieux des manifestations pour Mahsa Amini

**Bordeaux** : Place de la Comédie, samedi 24 septembre à 14h00

**Marseille** : Place de Canebière, samedi 24 septembre à 14h00

**Lyon** : Place Bellecour, 15h

**Strasbourg** : Place Gutenberg, samedi 24 septembre à 15h00

**Paris** : Châtelet Les Halles, (Fontaines des Innocents) samedi 24 septembre à 17h30

## Iran: l'accès aux réseaux sociaux bloqué, au moins 17 morts lors des protestations

Une centaine de personnes se sont rassemblées ce mercredi 21 septembre à Istanbul - où les manifestations sont généralement réprimées - pour exprimer colère et soutien aux femmes d'Iran après la mort à Téhéran de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs.

Selon un photographe de l'AFP présent, Turcs et Iraniens se sont retrouvés devant le consulat iranien, brandissant des portraits de la jeune femme de 22 ans décédée la semaine dernière après son interpellation pour une tenue jugée «inappropriée».

«Pour Mahsa Amini, en Iran, en Turquie et partout nous protes-



Les manifestants turcs expriment colère et soutien aux femmes d'Iran après la mort à Téhéran de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs. YASIN AKGUL / AFP

tons pour notre liberté», disait l'appel au rassemblement, repris sur les pancartes et les banderoles. Une jeune femme brune a coupé ses longs cheveux devant les caméras, comme l'ont

fait plusieurs militantes féministes turques, en direct sur Twitter, affirmant que «les femmes qui résistent en Iran ne seront jamais seules».

Un important dispositif policier avait été déployé mais n'est pas intervenu. Mardi soir, un rassemblement similaire de quelques dizaines de personnes sur la grande artère commerciale Istiqlal, au cœur d'Istanbul, avait été dispersé dans le calme par les forces de l'ordre.

Mahsa Amini, originaire de la région iranienne du Kurdistan (nord-ouest), a été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour «port de vêtements inappropriés» par la police des mœurs, une unité chargée de faire respecter l'obligation de se couvrir les cheveux et le corps jusqu'aux genoux. Elle est décédée trois jours plus tard après être tombée dans le coma. Depuis, les manifestations qui se succèdent à travers l'Iran ont fait au moins cinq morts.

## En Suède, la communauté kurde sous pression turque

Stockholm s'est engagé à renforcer la lutte contre le terrorisme pour satisfaire Ankara, qui menace de bloquer la procédure d'adhésion à l'Otan du Royaume nordique. La communauté de 100 000 Kurdes qui vit en Suède se sent visée.

C'est l'effervescence, autour du stade Studenternas IP d'Uppsala, malgré la fréquentation moins importante que naguère. Ce soir, l'équipe de foot du Dal-kurd FF, composée en majorité de Kurdes émigrés en Suède, affronte le Brommapojkarna de Stockholm. Plusieurs centaines

de supporters sont venus acclamer leur équipe. Pas de quoi occuper l'arène qui, avec ses 10 000 places, pourrait accueillir l'ensemble de la communauté kurde d'Uppsala, la quatrième ville de Suède. Mais le onze de deuxième division, qui fit une incursion héroïque en Allsvenskan (Ligue 1 suédoise) en 2009, fait encore rêver.

### Profil bas

Ferhat Hêvik, du Centre de la société démocratique kurde (NCDK), connaît tout le monde ou presque, originaires de Tur-

quie, d'Irak, d'Iran, de Syrie et du Liban, qu'ils soient ouvriers, réfugiés politiques ou intellectuels. Le football a la capacité de réunir malgré les divergences. Ferhat doit aussi son bon réseau à son métier de comptable: une grande partie des petits commerçants d'Uppsala lui confient la gestion financière de leur activité. Il fait remarquer que les drapeaux kurdes continuent à flotter dans la tribune, mais plus celui du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation armée luttant pour la reconnaissance d'une nation kurde. «Ce signe de sympathie

n'avait jamais vraiment posé de problème en Suède, jusque-là», relève-t-il.

La prudence est de mise depuis que le Royaume scandinave a enclenché en mai dernier le processus d'adhésion à l'Otan, en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Pour satisfaire la Turquie, qui menaçait de poser son veto à son entrée dans l'Alliance atlantique, Stockholm s'est engagé le 28 juin dernier à faciliter les extraditions d'individus qu'Ankara fait entrer dans la catégorie des «terroristes». Plus précisément, le régime du

président turc Recep Tayyip Erdogan fait circuler deux listes de 33 et 73 personnes à expulser de Suède. À cela s'ajoute une nouvelle loi suédoise interdisant l'adhésion à des organisations terroristes, et qui oriente les services de renseignement suédois (SÄPO) sur les sympathisants du PKK ou d'autres mouvements kurdes. «On se sent tous un peu visés», admet Ferhat Hêvik, qui par prudence ne poste plus rien sur les réseaux sociaux.

En tête de l'inventaire de personnes recherchées figure le nom du père de Rehber Bilgin, Mehmet Sirac Bilgin. Problème : cet intellectuel champion de la cause kurde, sans être associé au PKK, est mort il y a sept ans. «C'est dire à quel point la logique de l'État turc peut être stupide, au point de traquer les morts!», explique le fils du défunt, 45 ans, arrivé en Suède en 1988.

Il en a ri, avant de s'interroger sur le sens de la démarche. Sa famille est-elle visée ? Est-ce une façon de menacer les cercles culturels ? Après tout Uppsala, la capitale académique de Suède, sert de poumon à la préservation de l'identité kurde. L'Université, aidée par l'État, contribue encore à faire vivre l'édition de livres en kurde. «En tout cas, cela en dit long sur l'état de radicalisation d'une Turquie en campagne électorale, avec à sa tête un dictateur entouré de groupes mafieux, qui a peur de perdre le pouvoir en juin prochain», estime-t-il.

Le club de football, qui se veut politiquement neutre, n'échappe pas aux pressions qu'Ankara a pu exercer ces derniers temps pour enrayer tous les soutiens possibles à la communauté. Le géant chinois de la téléphonie mobile Huawei avait déboursé un million de couronnes (100 000 €) pour devenir sponsor du onze kurde. Puis la marque a renoncé, de peur de perdre son accès au marché turc. «Ils nous ont fait comprendre qu'on pouvait garder l'argent, mais qu'il n'était plus question d'avoir leur logo sur nos maillots», raconte Welat Kilincaslan, le président



Une manifestation de la communauté kurde à Stockholm, protestant contre les opérations militaires turques en Syrie, en 2019.

de Dalkurd FF, qui fait griller les saucisses de volaille à l'entrée du stade avant chaque rencontre.

Beaucoup de Kurdes sont en principe à l'abri d'une expulsion du fait de leur double nationalité. C'est le cas d'Araz, 32 ans, née en Suède (1). Cela ne l'empêche pas de se sentir atteinte par le pacte passé entre Stockholm et Ankara. «Beaucoup de Kurdes suédois comme moi avons été très blessés. Cela m'a fait comprendre que je suis encore considérée comme une étrangère dans mon propre pays», souligne cette ancienne étudiante en relations internationales à Sciences Po Paris.

Fonctionnaire, elle observe que les nouvelles orientations du renseignement suédois ont des répercussions concrètes sur son entourage. «Je connais des personnes qui se sont vues refuser des emplois nécessitant des contrôles de sécurité en raison de leur sympathie pour le PKK ou le Parti démocratique des peuples (HDP)», déplore-t-elle, tout en espérant que tout rentrera dans l'ordre une fois que le Parlement turc aura ratifié l'adhésion de la Suède à l'Otan,

d'ici à la fin de l'année.

Les tentatives d'intimidation de la Turquie ravivent de douloureux souvenirs chez certains. Lorsque le premier ministre suédois Olof Palme fut assassiné en 1986, les accusations avaient assez rapidement porté sans preuves sur la communauté kurde, avec, dans l'émotion de l'époque, des dizaines d'arrestations arbitraires d'exilés liés au PKK. Les listes établies par le régime d'Erdogan trouvent aussi un funeste écho. «Mon père, qui était maire de village en Turquie, figurait lui aussi sur ce genre de liste. Il a été contraint de s'exiler. Mon oncle n'a pas eu cette chance. Lui, il a été tué», se rappelle Ferhat Hêvik.

Araz, elle, trouve des raisons d'espérer. «Il y a une plus grande sympathie et compréhension pour la lutte kurde maintenant par rapport au passé, donc je ne suis pas si inquiète». Elle se rassure, en voyant que la justice et la société civile peuvent corriger le zèle policier. Tout récemment, un militant kurde de Turquie, Znar Mehmet Bozkurt, 27 ans, allait être expulsé vers la Turquie malgré son casier vierge, en raison de sa sympa-

thie pour le Parti démocratique des peuples (HDP), lorsqu'il avait 14 ans. Le jeune homme était particulièrement vulnérable en raison de son orientation sexuelle, ainsi que sa conversion à l'Église syriaque orthodoxe. «Je pense que la mobilisation kurde et la couverture médiatique ont amené le tribunal des migrations à réviser la décision d'expulsion», estime Araz.

L'alternance politique en Suède pourrait changer la donne. À l'issue des élections du 11 septembre, le bloc de droite a délogé les sociaux-démocrates du pouvoir, avec le concours des «Démocrates de Suède», parti nationaliste devenu la deuxième force politique du pays. Pendant la campagne, l'extrême droite a dit son intention de restreindre l'asile aux personnes «devenues» homosexuelles ou converties, ces motifs étant présentés comme des prétextes pour se maintenir sur le territoire. Là encore, Araz se rassure sur la probabilité d'extraditions vers la Turquie : «les conservateurs ne voudront probablement pas donner l'impression d'obéir à Erdogan. Mais je peux bien sûr me tromper».

# Iran: l'accès aux réseaux sociaux bloqué, au moins 17 morts lors des protestations

Les autorités en Iran ont bloqué l'accès à Instagram et à WhatsApp après six jours de protestations après la mort d'une jeune femme arrêtée par la police des mœurs, dans lesquelles au moins 17 personnes ont péri selon un bilan d'un média d'Etat jeudi.

Mais le bilan risque d'être bien plus lourd, l'ONG d'opposition Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, faisant état d'au moins 31 civils tués par les forces de sécurité.

Le décès de l'Iranienne Mahsa Amini, 22 ans, a suscité de vives condamnations dans le monde alors que des ONG internationales ont dénoncé une répression "brutale" de manifestations.

Mahsa Amini, originaire du Kurdistan (nord-ouest), avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour "port de vêtements inappropriés" par la police des mœurs chargée de faire respecter le code vestimentaire strict en République islamique, où les femmes doivent se couvrir les cheveux et n'ont pas le droit de porter des manteaux courts ou serrés ou des jeans troués. Elle est décédée le 16 septembre à l'hôpital.

Selon des militants, elle a reçu un coup mortel à la tête mais les responsables iraniens ont démenti et annoncé une enquête.

Des manifestations ont éclaté aussitôt après sa mort, touchant une quinzaine de villes à travers le pays.

"Dix-sept personnes, dont des manifestants et des policiers, ont péri dans les événements des derniers jours", selon le dernier bilan donné par la télé-

vision d'Etat, qui ne donne pas d'autres précisions. Un précédent bilan de médias iraniens faisait état de sept manifestants et de quatre policiers tués.

L'agence de presse Tasnim a plus tard indiqué qu'un cinquième membre des forces de l'ordre avait été tué mercredi soir à Ghouchan (nord-ouest) "alors qu'il tentait de disperser des émeutiers" dans cette ville. Réagissant à la colère populaire, le président Ebrahim Raïssi, qui se trouve à New York pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU, a affirmé jeudi que la mort de Mahsa Amini ferait l'objet d'une enquête, en disant avoir "pris contact avec la famille de la défunte".

## - "Etouffer" -

Depuis le début des manifestations, les connexions sur internet sont ralenties.

"Depuis mercredi soir, il n'est plus possible non plus d'accéder à Instagram, sur décision des autorités. L'accès à WhatsApp est également perturbé", selon l'agence de presse Fars. Cette mesure a été prise à cause "des actions menées via ces réseaux sociaux par des contre-révolutionnaires contre la sécurité nationale".

Instagram et WhatsApp étaient les applications les plus utilisées en Iran depuis le blocage des plateformes comme YouTube, Facebook, Telegram, Twitter et Tiktok ces derniers années. De plus, l'accès à internet est largement filtré ou restreint pas les autorités.

IHR a indiqué sur Twitter que l'accès à internet était complètement coupé dans la ville de Tabriz (nord).

Des experts des droits humains de l'ONU ont jugé que ces "per-

turbations font généralement partie des efforts visant à étouffer la liberté d'expression et à limiter les manifestations".

Lors des protestations dans plusieurs provinces d'Iran, des manifestants ont affronté les forces de sécurité, incendié des véhicules de police et scandé des slogans hostiles au pouvoir, selon des médias et des militants.

La police a riposté par des gaz lacrymogènes et arrêté un nombre indéterminé de personnes, d'après des médias iraniens.

Les autorités ont arrêté jeudi deux femmes photographes, Niloufar Hamedi, du journal réformateur Shargh, et Yalda Moayeri, qui travaille pour la presse locale, ainsi que le militant réformateur Mohammad-Réza Jalai pour, ont rapporté des médias locaux.

Iran International, une chaîne de télévision basée à Londres, a affirmé qu'un militant pour la liberté d'expression Hossein Ronaghi avait été arrêté alors qu'il était en train de lui accorder un entretien.

## - Manifestation pro-voile vendredi -

Selon des militants, des affrontements ont opposé mercredi soir à Machhad (nord-est) manifestants et forces de sécurité qui ont ouvert le feu. A Ispahan (centre), des protestataires ont déchiré une banderole montrant le guide suprême iranien Ali Khamenei.

Les images les plus virales sur les réseaux sociaux sont celles où l'on voit des femmes mettre le feu à leur foulard.

"Non au foulard, non au turban, oui à la liberté et à l'égalité!", ont crié des manifestants à Téhéran, leurs slogans ayant été

repris par solidarité à New York ou à Istanbul.

Selon Azadeh Kian, professeur de sociologie à l'université Paris Cité et spécialiste de l'Iran, "ce qui est inédit dans ces manifestations c'est qu'on retrouve les femmes au devant de la scène".

Des manifestations en faveur du port du voile doivent avoir lieu vendredi à l'appel d'une organisation gouvernementale à travers l'Iran, notamment devant l'université de Téhéran après la prière hebdomadaire musulmane, selon l'agence officielle Irna.

L'annonce du décès de la jeune Iranienne a suscité de vives condamnations internationales: de l'ONU, des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni notamment. "Nous sommes aux côtés des courageuses femmes d'Iran", a déclaré mercredi le président américain Joe Biden à la tribune de l'ONU.

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a annoncé jeudi des sanctions économiques visant la police des mœurs iranienne et plusieurs responsables de la sécurité pour les "violences contre les manifestants", ainsi que pour le sort de Mahsa Amini.

Les protestations des derniers jours sont parmi les plus importantes en Iran depuis celles de novembre 2019, déclenchées par la hausse des prix de l'essence, en pleine crise économique. Une centaine de villes avaient été touchées par une contestation, sévèrement réprimée. Le bilan officiel est de 230 morts, plus de 300 selon Amnesty International.

## The Most Stinging Resignation Letter Ever Written

When Iraq's finance minister stepped down last month, he didn't go quietly.

On August 16, as the leading members of Iraq's government gathered for their weekly cabinet meeting in a high-ceilinged hall of the Republican Palace in Baghdad, one of them made an unusual request. Ali Allawi, the finance minister since 2020, was stepping down, and he wanted to read the full text of his resignation letter aloud. Prime Minister Mustafa al-Kadhimi gave his assent.

Allawi, a 73-year-old former banker and Oxford don with an air of owlish gravitas, started off with the usual bureaucratic niceties: a gracious thank-you to the prime minister, an assurance that the country's finances were in relatively decent shape. But he went on to deliver a comprehensive indictment of Iraq's political class that may be among the most stinging resignation letters ever written. When future historians write about Iraq's troubled effort to build an American-style democracy in the early years of the 21st century, Allawi's letter will provide them with a rare insider's view of a failing state.

The letter detailed a series of outrageous scams that had been approved or promoted by some of the men around him, who, he said, had helped create a "vast octopus of corruption and deceit" that was poisoning the entire country. The letter built gradually toward a conclusion that was almost apocalyptic in scale. Iraq, Allawi said, was on the point of collapse, facing "a crisis of state, society, and even the in-

dividual." The problem was not just dishonest leaders, but the entire system put in place by the Americans two decades earlier. "I believe," he said, "we are facing one of the most serious challenges that any country has faced in the past century."

[Read: The Iraq War and the inevitability of ignorance](#)

It took a full half hour to read the letter, and Allawi was met with stunned silence. No one had expected a self-effacing elder statesman like Allawi—the author of several critically acclaimed books—to produce such a blunt jeremiad. Although it made news in Iraq, the episode went almost unnoticed elsewhere and was eclipsed later in August by the outbreak of violence: Two Shiite factions squared off in Baghdad, leaving dozens dead. The country has been rudderless since the last round of elections a year ago, with negotiations to form a new government going nowhere.

In Western capitals, Allawi's resignation was greeted with dismay. Before he returned to Iraq in mid-2020, Allawi had been one of the loudest voices warning about corruption in the country, and he was widely seen as an avatar of financial integrity and competence. I spoke with him at length while reporting an [article](#) on Iraqi corruption that was published later that year. His grasp of the subject, and his anger about it, impressed me.

After serving as a minister in Iraq from 2003 to 2006, Allawi came back almost by accident. The massive street demonstrations that broke out in late 2019 led to the collapse of the government, and after months of failed negotiations, the country's political factions agreed on a compromise candidate for prime minister who threatened no one because he had no political party and no militia. Al-Kadhimi was the head of Iraq's main intelligence agency, a thoughtful administrator who had started off as a human-rights activist. He promptly appointed Allawi and several other technocrats. To some outside observers, it looked like a dream team, and perhaps Iraq's last chance for renewal.

### Recommended Reading

In his letter, however, Allawi explained that the corruption was even deeper than he and his allies had realized. Soon after his arrival, "I was introduced to the shocking reality of how far the machinery of government had deteriorated in the past 15 years," he wrote. "The state had been effectively captured by political parties and special-interest groups." Allawi's own ministry had been adrift for more than a decade, run mostly by placeholders. One of its leaders had been dismissed for allegedly harboring terrorists. The staff was full of people with "no meaningful experience or language skills, and with little understanding of modern practices in public administration or financial management."

Allawi made himself a chart showing which ministry employees answered to which political party. The real powers were the party bosses, the oligarchs, and the militia leaders. They treated even the government's nominal leaders like lackeys. Allawi wrote that at one point, he was threatened with a travel ban after he refused a summons from a party boss. Allawi and al-Kadhimi had been hailed as Iraq's potential saviors, because they were free of the taint of Iraqi politics. But that left them with very little leverage in a country where power is exercised through armed street gangs, stolen money, and religion.

Allawi worked to expose old fraudulent contracts and block efforts to implement new ones. One of these schemes was based on an electronic-payment system called Qi Card that was intended to help government employees and pensioners retrieve their salaries more easily. The system was run with no oversight, and it became a tool for Iraqi oligarchs and militia leaders to skim salaries and drain money through "ghost soldier" schemes. I wrote about Qi Card in 2020, and the company's chief executive was arrested not long afterward. It seemed an important victory for reform at the time.

[From the November 2002 issue: The fifty-first state?](#)

But one of Iraq's most notorious oligarchs proposed a new electronic-payment system to

replace Qi Card. This one was even worse. On top of the likelihood of continued graft schemes, the new company imposed a clause awarding itself a \$600 million penalty if the government contract was abrogated. Amazingly, that contract was approved by the board of Iraq's main state-owned bank, despite Allawi's efforts to block it. It is still being litigated.

That contract, Allawi wrote, "was for me the straw that broke the camel's back. It crystallized the degree to which the state had become degraded and become a plaything of special interests."

Allawi spent much of his first year in office writing a plan for reform. But in his resignation letter, he suggested that all such efforts are doomed, not just by corrupt politicians, but by "the political framework of this country." The system put in

place during the American occupation, intended to foster political competition and power-sharing, has instead become a consensual process in which Iraq's oil money, funneled through the ministries, is divided up by oligarchs and the militias that protect them. This system is virtually the only game in town, because an unusually large percentage of the population works for the government, and efforts to build a viable private sector have been deliberately stifled. All of this means that Iraq is more dependent than ever on oil revenues. If those collapse, the entire country will go bankrupt—excluding the oligarchs with gracious homes in London.

When I spoke with Allawi last week, he sounded melancholy but not regretful. He said that he had thought at length about the decision to step down. He worried that he was becoming

a kind of fig leaf, providing reassurance to Iraq's foreign supporters but unable to do anything about the rot. Ultimately, he told me, "it was a moral stand. I wanted to wake people up. That what they think of as significant acts of corruption are nothing compared with what's under their noses. Their future is being sold."

The reaction to his letter in Baghdad was mixed. Some columnists praised him for his frankness and castigated the country's elite for not listening. But among the lawyers and social activists I spoke with, some seemed to feel that Allawi's gesture was self-serving, that he was protecting his legacy or justifying his unwillingness to keep fighting. There may be some truth in all these perspectives. I also suspect that Allawi was simply exhausted.

The most unexpected reaction came in a text message that Al-

lawi received (in Arabic) several weeks after he resigned. It was written by what Iraqis call a whale—the local word for the corrupt oligarchs who seem to hold the country's fate in their hands.

"I hesitated a lot before writing this letter," the businessman begins, adding that he went ahead because he was impressed with Allawi's sincerity and patriotism. He says he agrees with much of what Allawi said in his resignation letter, but not the part where Allawi mentioned the businessman's own company and its role at the center of a notorious corruption scandal. He says he hopes to gain Allawi's friendship and seek his advice. "I hope one day we can sit in one of the suburbs of London, and I can tell you my side of the story, so that your judgment is fair."

Allawi did not write back.



September 22, 2022  
By Umut Colak & Hilmi Hacaloglu

## Women in Turkey Protest Iranian Woman's Death

A group of Iranians living in Istanbul and Turkish citizens gathered Wednesday in front of the Iranian Consulate in Istanbul to protest the death of 22-year-old Mahsa Amini in police custody in Tehran.

Istanbul police, who on Tuesday repeatedly dispersed groups that gathered in Taksim Square, watched the action from afar.

During the demonstration, at least three women cut their hair to protest the treatment of Amini, who was detained by

Iran's morality police because she didn't wear her headscarf correctly and therefore her hair was showing. She later died while in custody.

Protesters shouted slogans in Persian, Turkish and Kurdish. The Turkish chants included, "We do not keep silent, we do not fear, we do not obey," and "My body, my decision."

The Persian and Kurdish slogans included, "Women live freely" and "We do not want a mullah regime."

Banners carried by the group

of about 300 people included harsh criticism against Iran's Supreme Leader Ayatollah Khamenei and the Iranian regime.

Mahdi Sağlar, one of the Iranians who participated in the protest, has been living and working in Turkey for 20 years. "They beat a girl to death because her hair was showing," Sağlar told VOA Turkish. "Their own children dress as they want in Europe and America, they behave as they want, but in Iran, they arrested her because her hair is out, and they killed her by causing a brain

hemorrhage with a blow to the brain at the police station. We are here to protest this. Our citizens in Iran are protesting here on the street as well."

Gelare Abdi, another Iranian protester, said that although she loves her homeland very much, she can't live in her country due to heavy pressure. "I need freedom," she said. "But I have no freedom in Iran. I have been here in Turkey for two years out of necessity. ... They killed Mahsa because her hair was showing a small forelock. She was just 22 years old. I am also a woman and I want freedom."

## Kurdish officials: Death toll climbs in Iranian drone attack

An Iranian drone bombing campaign targeting the bases of an Iranian-Kurdish opposition group in northern Iraq on Wednesday killed at least nine people and wounded 32 others, the Kurdish Regional Government's Health Ministry said.

The strikes took place as demonstrations continued to engulf the Islamic Republic after the death of Mahsa Amini, a 22-year-old Iranian Kurdish woman who was detained by the Iranian morality police.

Iran's attacks targeted Koya, some 65 kilometers (35 miles) east of Irbil, said Soran Nuri, a member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan. The group, known by the acronym KDPI, is a leftist armed opposition force banned in Iran.

Iraq's Foreign Ministry and the Kurdistan Regional Government have condemned the strikes.

Iran's state-run IRNA news agency and broadcaster said the country's Revolutionary Guard targeted bases of a separatist group in the north of Iraq with "precision missiles" and "suicide drones."

Gen. Hasan Hasanzadeh of the Revolutionary Guard said 185 Basijis, a volunteer force, were injured by "machete and knife" in the unrest, state-run IRNA news agency reported Wednesday. Hasanzadeh also said rioters broke the skull of one of the Basij members. He added that five Basijis are hospitalized in intensive care.

The Iranian drone strikes targeted a military camp, homes, offices and other areas around Koya, Nuri said. Nuri described the attack as ongoing.

Iraq's Foreign Ministry spokes-

man said the government in Baghdad is expected to summon the Iranian ambassador to deliver a diplomatic complaint over the strikes. In Baghdad, four Katyusha rockets landed in the capital's heavily fortified Green Zone on Wednesday as legislators gathered in parliament.

The Iraqi military earlier said in a statement said that one rocket landed near parliament, another near the parliament's guesthouse, and a third at a junction near the Judicial Council. Two security officials told the AP that the fourth rocket also landed near parliament.

The office of Iraq's caretaker prime minister, Mustafa Al-Kadhimi, in a statement said security forces were pursuing the assailants who fired the rockets, and asked protesters to remain peaceful.

Cellphone footage circulating on social media showed smoke billowing from a carpark near the parliament building.

Earlier, legislators voted to renew their confidence in Parliament Speaker Mohammed Halbousi, rejecting his resignation request. Halbousi was originally elected a candidate by parliamentarians backed by populist Shia cleric Muqtada al-Sadr. Al-Sadr's 73 lawmakers resigned last June to protest a political deadlock.

It was the first time lawmakers met after al-Sadr's followers stormed the parliament building in July, effectively delaying the government formation process.

The zone, also home to the U.S. Embassy in Iraq, is a frequent target of rocket and drone attacks that the United States blames on Iran-backed Iraqi militia groups.

Following the first series of strikes in northern Iraq, Iran then shelled

seven positions in Koya's stronghold in Qala, a KDPI official told The Associated Press on the condition of anonymity in order to speak publicly. The Qala area includes the party's politburo.

An Associated Press journalist saw ambulances racing through Koya after the strikes. Smoke rose from the site of one apparent strike as security forces closed off the area.

Meanwhile, security forces lobbed tear gas and fired rubber bullets at protesting Iranian Kurds in Sulimaniyah.

On Saturday and Monday, Iran's paramilitary Revolutionary Guard unleashed a wave of drone and artillery strikes targeting Kurdish positions.

The attacks appear to be a response to the ongoing protests roiling Iran over the death of a 22-year-old Iranian Kurdish woman who was detained by the nation's morality police.

The U.S. Department of State called the Iranian attacks an "unjustified violation of Iraqi sovereignty and territorial integrity."

"We are also aware of reports of civilian casualties and deplore any loss of life caused by today's attacks," said spokesperson Ned Price in a statement. "Moreover, we further condemn comments from the government of Iran threatening additional attacks against Iraq."

The United Nations Assistance Mission for Iraq said in a tweet that the country cannot be treated as "the region's 'backyard' where neighbors routinely, and with impunity, violate its sovereignty."

"Rocket diplomacy is a reckless act with devastating consequences," the U.N. agency said.

The U.N. secretary-general called on Iran early Wednesday

to refrain from using "unnecessary or disproportionate force" against protesters as unrest over a young woman's death in police custody spread across the country.

Antonio Guterres said through a spokesman that authorities should swiftly conduct an impartial investigation of Amini's death, which has sparked unrest across Iran's provinces and the capital of Tehran.

"We are increasingly concerned about reports of rising fatalities, including women and children, related to the protests," U.N. spokesman Stéphane Dujarric in a statement. "We underline the need for prompt, impartial and effective investigation into Ms. Mahsa Amini's death by an independent competent authority."

Protests have spread across at least 46 cities, towns and villages in Iran. State TV reported that at least 41 protesters and police have been killed since the demonstrations began Sept. 17.

An Associated Press count of official statements by authorities tallied at least 14 dead, with more than 1,500 demonstrators arrested.

The New York-based Committee to Protect Journalists, meanwhile, said it documented the arrests of at least 23 journalists as the clashes between security forces and protesters heated up. CPJ in a Wednesday statement called on Iranian authorities to "immediately" release arrested journalists who covered Amini's death and protests.

Dujarric added that Guterres stressed the need to respect human rights, including freedom of expression, peaceful assembly, and association during the meeting with Iranian President Ebrahim Raisi on September 22nd.

## Kirkuk Minute September 23, 2022

### Kirkuk

On September 21, Kirkuk's acting governor, Rakan al Jabouri, visited Turkey for the fourth time this year. Al Jabouri participated in an industrial conference. The Turkish government has supported al Jabouri and his administration since October 16, 2017. Meanwhile, a Kurdish lawmaker from Kirkuk named **Omed Mohammed** accused al Jabouri and the head of Kirkuk's municipality of wasting "three and a half billion dinars," about two and half million US dollars. Mohammed said the two officials spent a massive budget to plant the trees and beautify the sidewalks, but the work has not been done. The lawmaker filed a **lawsuit in the Corruption Commission** against officials.

In an interview with his party's channel, Kamal Kirkuk, Chairman of the Kirkuk-Garmian Command Council for the Kurdistan Democratic Party (KDP), said the post of governor is Kurdish share, but it has "not been registered with any particular party." His remarks came in response to a Patriotic Union of

Kurdistan (PUK) official claiming that the governorship is his party's share. Kirkuki also noted that the KDP is working on getting the post since it deserves it as "fairness and election results."

The cancer center in Kirkuk is facing a shortage of medicines and equipment, but the Ministry of Health and the Kirkuk administration have refused to provide support. The center was established in **2016 by the former Kirkuk governor**, Dr. Najmaldin Karim. According to the latest statistics, 789 cases of cancer and 901 cases of blood diseases were registered in Kirkuk in 2022. Donations fund the center, but the federal and local governments have failed to provide medicine or equipment.

On September 17, an ISIS (Da'esh) IED wounded three federal police officers near the Rashad subdistrict. The incident occurred when a police Humvee was on a reconnaissance mission. Moreover, the security forces defused an IED placed by a power tower near the Daquq district. Separately, four un-

known drones flew over the Peshmerga forces' positions in the Qara Hanjeer district of Kirkuk. The Peshmerga forces fired at the drones after confirming that they did not belong to the Iraqi security forces and the US-led coalition. Civilian activists claimed the drones belonged to Turkey's intelligence (MIT) which has been active in Kirkuk since October 16, 2017. On September 19, Iraqi Defense Minister Juma Inad visited Kirkuk and was received at the military airport by al Jabouri. The minister met with security officials amid continued Da'esh attacks in the province.

### Khanaqin

On September 20, dozens of protestors walked miles toward Kalar, demanding the building of the new highway planned years ago. In 2015 the Kurdistan Regional Government (KRG) agreed to build the road between Khanaqin-Kalar, but the project was halted after the Iraqi government cut Kurdistan's federal allocations. Car crashes have killed at least 750 civilians on the main highway between Karal

and Khanaqin since 2003.

### Tuz Khurmatu

On September 22, the military intelligence agency announced that it had arrested a terrorist at a checkpoint south of the city. According to the statement, the security forces detained the terrorist using a fake identification card at a checkpoint. Moreover, on September 19, Da'esh terrorists kidnapped a shepherd near Yangija. Since last year, the terrorist group has been abducting shepherds and releasing them on ransome.

### Shingal (Sinjar)

On September 23, a **Turkish drone bombed the** Sinjar Resistance Units (YBS) headquarters in the Karaziz subdistrict. Two people were injured in the air strike, including a civilian. According to local police, the YBS headquarters has been evacuated for some time and has only a few guards. Separately, the director of the Duhok department of Migrants and Displaced **told Rudaw** that 70% of Yezidis have not returned to their areas.



24 septembre 2022  
Par Laurène Rocheteau avec AFP

## Paris: des manifestations en soutien aux femmes iraniennes après la mort de Mahsa Amini

**D**ans la capitale, une manifestation a eu lieu cet après-midi, Place d'Italie, et une deuxième à 17h30, à la Fontaine des Innocents. Un peu plus de deux semaines après la mort de la jeune iranienne Mahsa Amini, arrêtée à Téhéran par la police chargée de veiller au port du voile, la colère gronde un peu partout dans le monde en soutien aux femmes iraniennes qui manifestent pour leur droit à la liberté.

À Paris, deux manifestations ont lieu ce samedi en soutien aux femmes iraniennes et pour dénoncer la mort de Mahsa Amini. L'une a eu lieu en milieu d'après-midi sur la Place d'Italie, organisée par plusieurs associations kurdes et iraniennes, rapporte le média Kurdistan au Féminin.

"Ce rassemblement sera l'occasion de dénoncer plusieurs décen-

nies de politique criminelle et discriminatoire menée par la République islamique à l'encontre de ses citoyens", ont écrit les associations organisatrices dans un communiqué.

Les participants réunis place du Châtelet ont scandé des slogans contre le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et exhorté le président français Emmanuel Macron à cesser le dialogue avec

Téhéran, rapporte l'AFP. "Khamenei, Khamenei dégage, dégage d'Iran !", "Macron ça suffit le silence", ont-ils notamment lancé en français et en persan.

Ils ont également reproché au président français d'avoir serré la main de son homologue iranien Ebrahim Raïssi lors de leur rencontre le 20 septembre en marge de l'assemblée générale des Nations unies à New York, portant notamment sur une relance de l'accord international

sur le programme nucléaire de Téhéran.

Une seconde manifestation à 17h30 Le Mouvement des Femmes Kurdes en France a quant à lui appelé à une seconde manifestation à 17h30 à la Fontaine des Innocents, dans le 1er arrondissement.

"Nous serons au côté des progressistes, des étudiants, des jeunes", écrit le collectif sur sa page Facebook. "Des réfugiés politiques, des Iraniennes et Iraniens qui veulent un changement de société. Et qui savent surtout ce que veut dire FEMME, VIE, LIBERTÉ." De nom-

breuses autres manifestations ont été organisées ce samedi un peu partout en France. À Marseille, Bordeaux, Strasbourg et Lyon, les manifestants se sont rassemblés en début d'après-midi. À Rennes, un rassemblement est prévu lundi à 18h.

À Paris, les organisateurs du rassemblement Place d'Italie prévoient une autre manifestation dimanche au Trocadéro, d'où ils comptent défiler devant l'ambassade iranienne.



30/09/2022

## Des féministes françaises se mobilisent pour les Iraniennes qui manifestent

La mort de Mahsa Amini, après son arrestation en Iran par la police des mœurs pour un foulard "mal porté", a soulevé une vague d'indignation qui a touché les associations féministes françaises. Dans une tribune diffusée vendredi 30 septembre sur les réseaux sociaux, plusieurs organisations de défense des droits des femmes en France, dont le Collectif national pour les Droits des femmes, le Planning familial, ou encore la Maison des femmes, appellent à soutenir les protestations en Iran.

"L'accès à Internet a été limité en Iran, aussi nous avons un rôle à jouer en relayant les messages des Iraniens et des Iraniennes ici et en amplifiant leurs actions", affirme Fabienne El-Khoury, porte-parole d'Osez le féminisme, co-signataire d'un appel à manifester à Paris vendredi à 18 h. La page Instagram du collectif Osez le féminisme relaie notamment les vidéos de femmes iraniennes dansant autour d'un feu avant d'y jeter leur voile imposé.

"Lorsque l'on manifeste ici, on ne craint pas pour notre vie. On ne peut que saluer le courage des femmes iraniennes qui jouent la leur en descendant dans la rue et continuent à se dévoiler publiquement pour appeler à l'égalité et réclamer une justice sociale dans un pays, où le corps des femmes est contrôlé par l'État", renchérit Fabienne El-Khoury.

En effet, la République islamique contraint les femmes à se couvrir les cheveux en public et le corps jusqu'en dessous des genoux. Elles ne doivent pas porter non plus de pantalons serrés ou de jeans troués. La danse en public ou en présence d'hommes leur est également interdite, tout comme le chant, sauf si leur voix sert de chœurs dans des orchestres traditionnels ou pour des chanteurs masculins.

Plusieurs manifestantes, ainsi que des hommes venus les soutenir, ont perdu la vie dans de violentes répressions des forces de l'ordre iraniennes – 76 morts selon l'ONG iranienne Iran Human Rights et au moins 52 d'après Amnesty international.

L'une des victimes iraniennes, Hadis Najafi, une jeune femme de 20 ans a été tuée de plusieurs balles de chevrotine au visage et dans le cou alors qu'elle protestait à Karaj, dans la banlieue de Téhéran le 21 septembre. Sa photo largement diffusée sur les réseaux sociaux en a fait une héroïne du mouvement qui continue malgré la répression.

### Les féministes demandent à Emmanuel Macron de réagir

Face à cette répression sanglante, le collectif d'association féministe a appelé dans sa tribune le président français Emmanuel Macron à "cesser son silence assourdissant". La position du chef d'Etat

français a été sujet à critique depuis la mort de Mahsa Amini, notamment parce qu'il a rencontré le président iranien Ebrahim Raïssi en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York le 20 septembre, sans condamner la répression contre les manifestantes en Iran.

Les associations françaises de défense des droits des femmes critiquent par ailleurs l'usage de gaz lacrymogène par la police française le 25 septembre à Paris, lors d'une manifestation en hommage à Mahsa Amini à proximité de l'ambassade d'Iran.

### Une militante iranienne interpelle Ségolène Royal

Plusieurs personnalités iraniennes avaient exhorté ces derniers jours les féministes à réagir avec plus de véhémence aux événements en Iran. "Comment peut-on se dire féministe ? Comment pouvez-vous demander l'égalité des droits pour les hommes et les femmes, soutenir #MeToo et être absent pour le mouvement #MahsaAmini ?", avait ainsi tweeté l'actrice iranienne Golshifteh Farahani. Cette comédienne, qui a joué dans de nombreux films français, vit en exil depuis 2008 pour avoir tourné dévoilée, dans un film à l'étranger.

Aux États-Unis, la journaliste et militante Masih Alinejad, à l'origine du mouvement "My Stealthy Freedom" (Ma Liberté Furtive), qui ap-

pelle depuis 2014 les femmes iraniennes à retirer leur voile, a lancé elle aussi un appel aux féministes occidentales. Elle les a enjoint à exprimer leur solidarité dans des vidéos. Dans une tribune publiée par le Washington Post, la militante regrette que plusieurs femmes politiques, dont la française Ségolène Royal, ex-ministre de l'Environnement, et les deux anciennes cheffes de la diplomatie européenne, la britannique Catherine Ashton et l'italienne Federica Mogherini, aient accepté de se couvrir la tête en Iran lors de visites officielles.

Dans une vidéo diffusée le 22 septembre sur Twitter, elle s'est adressée directement à Ségolène Royal : "J'en appelle à vous Ségolène Royal (...) J'en appelle à toutes les femmes politiques des pays occidentaux. C'est votre tour ! Faites des vidéos ! Et dites que vous aviez tort (...) Je me souviens quand je vous ai demandé de ne pas porter le hijab, vous m'avez répondu : 'Nous sommes là pour régler des problèmes plus importants.' Maintenant pour ce 'petit' problème, ce 'petit' bout de tissus, des femmes se font tuer ! Faites une vidéo. C'est à vous d'agir !".

Tandis que les manifestations se poursuivent en Iran, des rassemblements de soutien sont organisés dans le monde ce week-end, notamment à Paris dimanche après-midi, à Los Angeles, ou à Sydney samedi.

## Iran : au moins cinquante morts dans les manifestations réprimées, selon l'ONG Iran Human Rights

Depuis une semaine, de nombreuses manifestations ont lieu dans plusieurs villes du pays, en réaction à la mort d'une jeune femme détenue par la police des mœurs.

**A**u moins cinquante personnes ont été tuées en Iran depuis le début des manifestations pour protester contre la mort d'une femme détenue par la police des mœurs, selon un bilan de l'ONG Iran Human Rights, communiqué vendredi 23 septembre. Jeudi, l'organisation, basée à Oslo, avait déjà évoqué un bilan d'au moins trente et un morts, tandis qu'un média d'Etat a fait état samedi de trente-cinq morts. Les autorités iraniennes ont reconnu la mort de dix-sept personnes vendredi, tout en niant l'implication des forces de sécurité.

La mort de Mahsa Amini, âgée de 22 ans, a suscité de vives condamnations dans le monde alors que les ONG internationales ont dénoncé une répression « brutale » des manifestations et que le président iranien a promis une enquête.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Iran, la répression à huis clos : « Le corps et le visage de ma cousine sont couverts de bleus, mais elle refuse de raconter »](#)

La jeune femme, originaire du Kurdistan, avait été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » par la police des mœurs, une unité chargée de faire respecter le code vestimentaire strict dans la République islamique d'Iran, où les femmes doivent se couvrir les cheveux et ne sont pas autori-



La police antiémeute disperse la foule lors d'une manifestation contre la mort de Mahsa Amini, dans le centre de Téhéran, le 19 septembre. WANA NEWS AGENCY / VIA REUTERS

sées à porter des manteaux courts au-dessus du genou, des pantalons serrés ou des jeans troués.

Elle est morte le 16 septembre à l'hôpital. Selon des militants, elle a reçu un coup mortel à la tête, mais les responsables iraniens ont démenti et ont annoncé une enquête.

Les manifestations se sont déclenchées aussitôt après l'annonce de sa mort. Depuis, elles se sont étendues à une quinzaine de villes, jusqu'à Qom, au sud-ouest de Téhéran, cité religieuse et très conservatrice.

### Contre-rassemblement à Téhéran

En réaction, un contre-rassem-

blement a éclaté, vendredi à Téhéran, à l'appel du Conseil islamique de coordination du développement. Devant l'université, à une centaine de mètres de la rue Hejab (« foulard » en persan), où chaque soir se rassemblent des opposants à la police des mœurs, les partisans du port du voile obligatoire ont fait entendre leur voix en brandissant le drapeau iranien et des pancartes de soutien et de remerciements aux forces de l'ordre.

« Mort aux comploteurs », « Prôner la fin du voile, c'est la politique des Américains », pouvait-on entendre comme slogans. Louant les « efforts et les sacrifices de la police », les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, ont, de leur

côté, assuré que la récente « conspiration de l'ennemi » serait « vouée à l'échec ». Les connexions Internet étaient toujours très perturbées vendredi en Iran, avec le blocage de WhatsApp et Instagram, tandis que Washington a annoncé des mesures « pour soutenir l'accès des Iraniens à la libre circulation de l'information ».

Lire aussi : [Iran : les Etats-Unis vont lever certaines interdictions de commerce pour faciliter l'accès à Internet](#)

Washington a ainsi annoncé, dans la journée, la levée de certaines interdictions de commerce avec l'Iran, afin de permettre aux entreprises technologiques de fournir des plates-formes et services permettant aux Iraniens d'accéder à Internet. Cette annonce survient quelques jours après que le propriétaire de SpaceX, Elon Musk, a déclaré qu'il comptait demander une exemption aux sanctions contre l'Iran auprès de l'administration américaine afin d'y proposer les services de connexion à Internet grâce à sa constellation de satellites Starlink.

Les nouvelles mesures « aideront à contrer les efforts du gouvernement iranien pour surveiller et censurer ses citoyens », s'est félicité le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken. « Le gouvernement iranien a peur de son propre peuple », a-t-il dit.

## Mort de Mahsa Amini : des manifestations au-delà des frontières

**D**e Los Angeles à Beyrouth, en passant par Madrid, les rues du monde entier témoignent de leur soutien aux manifestations iraniennes.

La mort de Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran, a suscité une vague de protestation dans les grandes villes du pays. Réprimées dans la violence, ces manifestations ont causé la [mort d'au moins 50 personnes, selon les chiffres officiels](#) une ONG Iran Human Rights (IHR). Ce mouvement a gagné en puissance et dépasse désormais les frontières de l'Iran. Des milliers de personnes se sont réunies dans les rues du monde entier pour témoigner de leur colère et montrer leur soutien aux Iraniennes.

### Los Angeles

Environ mille personnes issues de la communauté iranienne sont descendues dans les rues de la Cité des Anges en signe de solidarité avec les manifestations contre la mort de Mahsa Amini, ce jeudi 22 sep-



Des manifestants lors d'une veillée à la bougie suite à la mort d'une jeune femme kurde iranienne, Mahsa (Zhina) Amini, devant le Wilshire Federal Building à Los Angeles, Californie, États-Unis, le 22 septembre 2022. BING GUAN / REUTERS



Des personnes participent à une manifestation à la suite de la mort de Mahsa Amini, devant la porte de Brandebourg à Berlin, en Allemagne, le 23 septembre 2022. CHRISTIAN MANG / REUTERS

tembre. Hommes, femmes et enfants ont brandi des drapeaux, des photos de la jeune femme de 22 ans et des pancartes réclamant des comptes au gouvernement iranien.

Ce rassemblement était l'occasion de protester contre les règles vestimentaires imposées par le gouvernement, jugées trop radicales. «*Le hijab est utilisé comme une arme*», a scandé une jeune femme sur la chaîne télévisée *CBS Los Angeles*. Comparant ce drame à celui de Georges Floyd en 2020, elle a imploré le journaliste américain «*d'amplifier*

*cette histoire*» afin d'impulser un changement.

Après la manifestation, une veillée a été organisée pour rendre hommage à Mahsa Amini à la tombée de la nuit. Des cierges ont été disposés devant des portraits de la victime.

Los Angeles abrite le plus grand nombre d'individus d'origine iranienne, en dehors de l'Iran. En 2019, 87.000 Iraniens vivaient dans la ville californienne, selon les chiffres du *Los Angeles Times*. Une grande partie vit à «*Tehrangeles*», une enclave persane à Westwood (à l'ouest de la ville). Cette diaspora iranienne a pris ses racines dès les années 1930, mais a connu son apogée lors de la révolution de 1979.

### New York

De l'autre côté du pays, à New York, une manifestation s'est tenue contre le [président iranien Ebrahim Raisi](#), ce mercredi 21 septembre. Aux pieds du bâtiment des Nations unies, des photos de victimes du massacre de prisonniers iraniens en 1988 ont été déposées. La mort de Mahsa Amini

est devenue un symbole de la répression de la liberté en Iran.

### Une Europe mobilisée

De l'autre côté de l'Atlantique, de nombreuses capitales européennes se sont jointes au mouvement mondial. Devant la porte de Brandebourg à **Berlin**, la foule a brandi des drapeaux, pancartes et photos de Mahsa Amini, ce vendredi 23 septembre.

Plusieurs femmes ont réalisé des actions coup de poing, filmées et diffusées sur les réseaux sociaux. C'est notamment le cas de trois jeunes femmes d'une vingtaine d'années qui, sous les yeux du public, se sont coupé les cheveux. À l'image des Iraniennes. Depuis dimanche, des vidéos similaires fourmillent sur internet. Des Iraniennes se coupent les cheveux ou mettent le feu à leur voile. Des gestes forts, visant à défier les autorités, [qui par ailleurs ont coupé une grande partie du réseau internet](#).

À **Madrid**, des membres du groupe d'activistes féministes «*Femen*» ont également protesté ce vendredi 23 septembre, devant les portes de l'ambassade d'Iran. Comme à leur habitude, ce sont les seins nus qu'elles ont brandi fièrement des pancartes sur lesquelles était inscrit «*Femen avec les femmes d'Iran*». La garde civile espagnole les a rapidement invité à quitter les lieux.

Plus au Sud, à **Athènes** en Grèce, la manifestation devant l'ambassade iranienne a, elle, été marquée par la violence. Une bagarre a éclaté entre la communauté iranienne, des

groupes de gauche et les forces de l'ordre.

### Aux portes de l'Iran, les contestations font rage

Ce mouvement de protestations aux résonances mondiales se répand également en Turquie, où des femmes se

sont elles aussi coupé les cheveux sur la place publique à **Is-tanbul**. Des voiles ont été brûlés, en gage de soutien aux Iraniennes.

À lire aussi : [Manifestations de soutien en Turquie aux femmes d'Iran](#)

Des rassemblements populaires significatifs ont aussi eu lieu à **Beyrouth**, au Liban, où des femmes ont réalisé un sit-in (une manifestation consistant à s'asseoir en groupe sur la voie publique).

Si aucun événement ne s'est déroulé en France jusqu'à maintenant, deux manifestations sont prévues à Paris, ce samedi 24 septembre. Elles sont organisées par des associations kurdes et iraniennes.



23 septembre 2022

## Kurdish politicians jailed in Turkey shave heads, protesting death of Kurdish woman in Iran

**S**elahattin Demirtas, Kurdish politician who is imprisoned in Turkey, said Friday that he and his cellmate have shaved their heads to protest the recent death of the Kurdish woman, Mahsa (Zhina) Amini, in Iranian custody.

"Resisting against oppression and persecution is not only the responsibility of women. To support the struggle for equality and freedom, where women bravely lead, and to state that we stand with the people who are resisting for freedom in Iran, my cellmate, Dr Selcuk Mizrakli, and I shaved our heads today," Demirtas said in a statement shared by his wife, Basak Demirtas, on Twitter.

Mizrakli was the mayor of the Kurdish city of Amed (Diyarbakir) until he was arrested by Turkish authorities for terror charges in August 2019.

Photographs shared on social media on Friday showed



From left Selahattin Demirtas during his trial on September 23, 2022, and file photo of Zhina Amini. Credit : social media

Demirtas attending his ongoing trial from prison via videoconference with a bald head. The politician served as the co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), before his arrest in November 2016 for terror-related charges.

Amini, 22, was arrested by

Iran's so-called morality police for allegedly wearing the hijab in an improper manner. She died in police custody hours later, with authorities claiming that the cause of death was a heart attack, while human rights activists and witnesses say she was beaten in the police van. Her death sparked outrage

across the cities of Iran with thousands of civilians and activists taking to the streets to protest the ambiguous circumstances surrounding the young woman's death. The incident also drew reactions from the international community, strongly condemning her death.

## A new alliance of six parties, including HDP, to be officially formed

**P**eoples' Democratic Party (HDP), Workers' Party (TİP), Labor Party (EMEP), Social Freedom Party (TÖP), Labor Movement Party (EHP), Socialist Assemblies Federation (SMF) will officially announce its establishment as a political alliance on Sept. 24 in a meeting in Istanbul.

The alliance, which will set out with the slogan "We will succeed together," will announce a declaration at its introductory meeting.

In the declaration, messages will be given on many issues, especially the economy, poverty, the Kurdish problem, and the narrowing of fundamental rights and freedoms.

Explaining the roadmap for the next process as "to explain the alliance to the society as a third option and to expand the alliance," Tuncer Bakırhan, the deputy co-chair of the opposition Peoples' Democratic Party (HDP) of the Commission on Relations with NGOs and Political Parties, told Gazete Duvar that the existing political alliances do not give hope to the society.

There are currently two political alliances in Turkey: The ruling alliance named People's Alliance including Justice and Development Party (AKP) and Nationalist Movement Party (MHP); and the opposition alliance named Nation Alliance including the Republican People's Party (CHP), İYİ (Good) Party, Felicity (Saadet) Party, Democrat Party, DEVA (Democracy and Progress) Party, and Future (Gelecek) Party.

Below are the questions asked



by Gazete Duvar and Bakırhan's answers:

As the 'Labor and Freedom Alliance,' you will announce your declaration at a meeting to be held in Istanbul on Sept. 24. What topics will this declaration cover? What messages will be given? What will be your particular emphasis?

The Labor and Freedom Alliance will say "we are here too." The declaration to be announced in this context will include solutions to Turkey's main problems. What are these problems: Social problems such as restrictions in the field of rights and freedoms, Kurdish issue, Alevis' equal citizenship rights, unemployment, economic crisis, poverty, victims of presidential decrees, rights of young people, women's rights, environmental rights and democracy.

As far as we understand, messages will be given on economy, poverty, fundamental rights and freedoms. Do you have an alliance slogan including all these messages?

Of course we have several slogans, not just one. First of all, we will say "We will succeed together." Then we will have slogans that emphasize prob-

lems such as "an economic order that will make you work and live humanely" and "a democracy based on the sovereignty of the people."

The message of "struggle" will also be given in our program. This alliance is actually an alliance of struggle.

What kind of a common line of struggle does the Labor and Freedom Alliance aim to establish? What does your partnership mean at this point? What do you say about the criticisms claiming this alliance is being formed for elections?

Although the alliance is being formed during the election process, it is not an "election alliance." As I have said before, our alliance is purely an alliance of struggle. "Election alliance" does not describe us. Creating a democratic option in Turkey is the expectation of the society from us. The reason we came together is because all the problems in the country are our problem.

The general problem of leftist establishments in the world is that they cannot create a strong alternative as it also happens in Turkey. This time, we are trying to create a real option and this alliance will of course

put the election on its agenda.

How will your roadmap be shaped after the declaration? What steps will be taken?

The real work will begin after the announcement of the declaration. A serious transformation is inevitable in Turkey. In this context, a serious organization is needed to stop the great destruction (of the government) in the country. In order to achieve this, we have to penetrate into the largest cells of society and explain well that there is a third way. Our roadmap will be shaped through the "expansion perspective."

What do you mean by the "expansion perspective"?

We will work to get the attention of a much wider audience. This alliance is not limited to political parties and some institutions. If we cannot create an alternative for people who believe they are stuck politically and think they are left without options, we cannot create a force that will stop the destruction in the country.

Don't the existing alliances give hope for the solution of the problems in Turkey?

Turkish society is uncomfortable with the current order. Neither alliance gives hope to society. One of them has destroyed, emptied, polarized; the other suggests only dressing up all this wreckage. Of course this is not what we need. There is a real need for change and transformation. The only address that can dare to do this is the Labor and Freedom Alliance.

How do you see the voting potential of the alliance?

There are many survey studies showing the HDP between 13-16 percent. In addition, our alliance components have a serious power. Therefore, expanding this alliance and showing the society that there can be a third option will allow us to get more votes. Of course, it would not be very appropriate to give a precise number in advance; however, there is a potential of around 20 percent.

HDP said they can support Nation Alliance's presidential candidate if common ground is established. As an alliance, has this changed? Or are you saying that you will nominate your own candidate?

We haven't talked to our allies about this yet. If I have to speak

on behalf of HDP, our opinion is that all opposition parties should nominate a common candidate around common principles. Probably, after the alliance is declared and expanded, we will put these issues on our agenda.

How do you view the main opposition CHP leader Kılıçdaroğlu's candidacy?

Of course, the name, identity and quality of the candidates are important, but we look at the perspective that the candidate proposes to social problems. Do they have the will-power to solve problems? Do they have the hope and belief that they will create a democratic ground which will save Turkey from this destruction? These will be decisive for us. We take a purely principled ap-

proach. Kılıçdaroğlu draws an embracing profile that we value. But whether he is a candidate or not is entirely a matter of the Nation Alliance itself.

Recently, discussions have been going on in the Nation Alliance over the HDP. The right wing IYI Party's words "We will not sit at the table with HDP" were also widely spoken. How do you view these discussions?

Nation Alliance, including six opposition parties, is not very homogeneous. It is an alliance of parties with different ideological and political perspectives. First of all, let me state that we are definitely not a party to the Nation Alliance. The real discussion agenda is the people themselves. These groundless, false discussions never describe the real agenda. We are the real agenda.

The closure case against HDP continues at the Constitutional Court (AYM). Do you have any preparations for a worst case scenario that HDP will be closed after entering the election process? In such a case, is it among the alternatives to enter the elections with EMEP or TİP?

First of all, let us state that the closure case against HDP is a completely custom-made plot case. We will not have HDP shut down. We have never left our citizens who voted for us without a choice.

In such a case, I would like it to be known that our people will not be left without options, on the contrary, we have many options. They cannot eliminate the millions who voted for the HDP.

**The  
Guardian**

September 25, 2022  
By Martin Chulov

## How the death of a Kurdish woman galvanised women all over Iran

**W**hen a young Kurdish woman, Mahsa Amini, died in regime custody 10 days ago, Kurdish corners of Iran were the first to erupt; their anger at leaders they say have long oppressed them had an incendiary effect in their towns and cities.

The death of the 22-year-old, who refused to wear a hijab on a visit to Tehran, quickly became a potent symbol of defiance for a minority group that had long harboured nationalistic ambitions, which rarely stayed hidden, and often eschewed the values of the country's hardline leaders. But something happened along the way to what could have been a Kurdish nationa-

list uprising; Iranians from across the country fast shared in the outrage of the death of Amini and the collective indignity it represented to a greater population. Soon protesters on the streets of most of the country's provinces were testing the limits of state forces. "It is not an Iranian revolution, or even a Kurdish revolution," said Rozhin, 25, from the Kurdish city of Kermanshah. "It is a women's revolution."

Demonstrations against the theocratic state's stance towards women show little sign of slowing down in many parts of Iran. Women, who bear the brunt of state constraints, have been particularly vocal, tearing down pictures of Grand Ayatol-

lah Ali Khamenei and the assassinated general Qassem Suleimani. Both acts were unthinkable even months ago, but so too was the spectacle of large numbers of women – Kurdish, Persian and minorities – taking to the streets without hijabs.

"It's now not about Kurdish movement, neither about Persians," said Karim, 27, from the town of Bokan. "It's about 85 million humans who are fighting back for their rights, socially, economically and in every aspect of life. One week ago a Kurdish girl was a stranger in the capital of Iran and now her face is known everywhere around the globe. This is not about national movement –

this is beyond that; it's about women, and it's about our basic human rights.

"At this moment, every individual is thinking about fundamental aims and problems to be solved. But I do not guarantee that after one year the Kurds have another way of thinking about Persians."

Kurds in Iran account for roughly 10% of the country's population, and make up roughly a quarter of the greater Kurdish presence in the Middle East, scattered between west and eastern Iran, northern Iraq, northern Syria and southeastern Turkey. A century after the breakdown of post-first world war Ottoman boundaries, there is no Kurdish state, and nume-

rous groups vie among populations to claim leadership roles among what remains a fractured population whose search for a homeland has remained elusive.

Five years ago this week, Iraq's Kurds held a referendum on statehood, which was passed overwhelmingly. However, within days, Iraq's army, led by powerful militias and directed by Suleimani, pushed north to seize the oil city of Kirkuk and retake much of the land seized by Kurds after the ousting of Saddam Hussein in 2003.

Ever since, there have been few moments to galvanise Kurds in either Iraq, or Iran – until Amini's death in the custody of Iran's morality police. The feared enforcers have become central targets of the demonstration and held up as examples of where Kurds diverge from the central government.

"There is no doubting the Kur-



A woman cuts her hair during a protest over the death of Mahsa Amini in the Kurdish-controlled city of Qamishli in northeastern Syria. Photograph: Reuters

dish revolutionary fervour that Mahsa Amini's death has sparked among Iran's long-oppressed Kurdish population," said Ranj Aladdin, senior fellow at the Middle East Council on Global Affairs. "But her brutal death has come to symbolise something much bigger than the Kurdish cause in Iran that strikes at the very heart of the political and ideological system that underpins the Islamic Republic.

"While her name will be exploited by other opponents of the regime, for the first time since 1979 the Kurdish cause in Iran has become intertwined with that of other oppressed communities. What that means for Kurdish human rights in the immediate future remains to be seen, but – if and when the regime survives this uprising – it is the Kurds who will most likely be in the cross-hairs of its violent response."

Rozhin says the aftermath of the demonstrations is not being considered, for now. "Women are struggling so much with so many problems. It's obvious that people do not only have an issue with the hijab, but the system of government. They have changed the definition of Islam. They are killing many people. They are denying every single right of women. They don't allow us to choose. It's not only about the hijab issue – it's about our right to make choices."

Another woman, a resident of Tehran who refused to be named, said the protests had electrified women across the country. "It's happening in ways that have never been known before. Even if we don't win, we've already won in many ways. The state cannot ignore us now. Our stance has made them weaker."



Washington Kurdish Institute  
Est. 1996

September 29, 2022

## Webinar: The Kurdish Question in Iran After Amini's Murder

Since the establishment of modern Iran, consecutive regimes have shared the same anti-Kurdish rhetoric. The recent murder of a Kurdish woman, Zhina Mahsa Amini, is one of many examples of the Kurdish struggle under the 43-year-old Islamic Republic of Iran. The Kurdish Region is facing particularly harsh crackdowns by the security forces, including killing civilians, arresting activists, blocking internet access, and imposing curfews and material laws on Kurdish cities and towns.



How long will this uprising continue across Iran and spe-

cifically the Kurdish Region? What are the positions of the

political parties in Iranian Kurdistan? How do the Iranian opposition parties view minority rights? How did Kurdish slogans reach Tehran? And more. How long will this uprising continue across Iran and specifically the Kurdish Region? What are the positions of the political parties in Iranian Kurdistan? How do the Iranian opposition parties view minority rights? How did Kurdish slogans reach Tehran? And more.

The New York Times

September 24, 2022  
By Farnaz Fassihi

## Iran Protests Surge to Dozens of Cities

Iranians fed up with oppressive rules and a battered economy have faced bullets, tear gas and arrests to demand an end to the Islamic Republic's rule.

The largest anti-government protests in Iran since 2009 gathered strength on Saturday, spreading to as many as 80 cities, even as the authorities escalated a crackdown that has reportedly killed dozens of people and brought the arrests of prominent activists and journalists, according to rights groups and news media reports.

Internet access — especially on cellphone apps widely used for communication — continued to be disrupted or fully blocked, affecting Iranians' ability to communicate with one another and the outside world. News from Iran has trickled out with many hours of delay.

While the 2009 protests erupted over an election widely condemned as fraudulent, the current demonstrations seemed focused on the Iranian security forces, with reports of vicious beatings of security officers and firebombings of the local headquarters of the notorious morality police.

In many cities, including Tehran, the capital, security forces responded by opening fire on the crowds. On Boulevard Ferdous and at the Shahrak Ekbatan apartment complex in Tehran, officers fired at windows; in the city of Rasht, they threw tear gas into apartments, according to witnesses and videos on social media.

Iranian state media said late Friday that at least 35 people had been killed in the unrest,



Demonstrators on the streets of Tehran this past week. Protests spurred by a woman's death in custody have expanded to include outrage over economic problems and frustration with moral strictures. Credit... Agence France-Presse — Getty Images

but human rights groups said on Saturday that the number is likely to be much higher. A previous death toll of 17 issued by the state news media included at least five members of the security services.

The videos posted online and the scale of the response from the authorities are difficult to independently verify, but video and photographs sent by witnesses known to The New York Times were broadly in line with the images being posted widely online.

Deep resentments and anger have been building for months, analysts say, particularly among young Iranians, in response to a crackdown ordered by the country's hard-line president, Ebrahim Raisi, that has targeted women.

That comes on top of a litany of complaints over the years over

corruption, mismanagement of the economy, inept handling of Covid and widespread political repression. The problems have persisted under Mr. Raisi, who came to power in an election in which any potential contenders were eliminated before the vote, particularly those from the reformist faction.

During the tenure of Mr. Raisi's predecessor, the moderate Hassan Rouhani, the morality police had been discouraged from enforcing Iran's often draconian laws against women, particularly the requirement that they wear the hijab in public in the "proper" fashion. But Iran's powerful supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who is now said to be resting in bed after emergency surgery, engineered the ascent of Mr. Raisi, eliminating an important outlet for the frustrations of Iran's younger generation.

Those frustrations are now

boiling over. The small, mostly Kurdish city of Oshnavieh reportedly fell to protesters when local security forces retreated after days of intense fighting, a paramilitary leader and the editor of a Kurdish news site said.

"Since last night, Oshnavieh has been governed by the people," Hussein Yazdanpana, the leader of the Kurdistan Freedom Party, a militant Iranian-Kurdish group based in Iraq, said in an interview, adding that women had thrown off their mandatory head scarves in celebration.

"The liberation has far-reaching consequences for other cities," he said, describing the town as a gateway to other Kurdish areas of Iran. Mr. Yazdanpana, whose group has members in the town, said though that Iranian security forces were massing around Oshnavieh and that he feared a blood bath.

Ammar Golie, an Iranian Kurd based in Germany who edits the news site NNS Roj, has been in regular contact with residents of Oshnavieh, which is in West Azerbaijan Province and has a population of 40,000 ethnic Kurds. He said the residents had set up roadblocks at the gateway to the city's only two roads.

Videos posted on social media show large crowds marching in the streets of Oshnavieh, many wearing traditional Kurdish garb, and chanting, "Freedom." Another video shows intense gunfights over control of the city's Police Headquarters.

Mr. Golie said local contacts had told him that an army battalion and a unit of the Revolutionary Guards Corps from the nearest city, Oroumiyeh, had been deployed to crush the protests and take Oshnavieh back.

“We are expecting blood to be spilled,” Mr. Golie said. “It’s an extremely tense situation.”

The nationwide uprising was ignited by the death of a 22-year-old woman, Mahsa Amini, in the custody of the morality police on Sept. 16. Ms. Amini was arrested on accusations of violating the hijab mandate. Women have led the past week’s demonstrations, some ripping off their head scarves, waving them and burning them as men have cheered them on.

For seven days and nights, Ira-

nians have taken to the streets, facing bullets, tear gas, beatings and arrests to send a message to the clerics who have led the nation for 43 years. They have chanted for an end to the Islamic Republic’s rule, according to witnesses and videos shared on social media.

In Tehran, protests have changed shape from large gatherings at designated landmarks to smaller cells spread in most neighborhoods — including the affluent northern section and the working-class southern parts.

In the religious city of Qum, the power center of the Shiite faith and the government’s power base, videos posted on social media show scenes never seen before: young women stripping off their hijabs and

crowds chanting against Ayatollah Khamenei, and calling him the nation’s “shame.”

President Raisi, upon returning to Iran from New York, where he addressed the United Nations General Assembly, warned on Friday in a speech at Tehran’s airport that the government would “not allow, under any circumstances, for the security of the country and public to be jeopardized.”

The Ministry of Intelligence sent a text message to all cell-phone users warning that anyone participating in the demonstrations, which it said were organized by Iran’s enemies, would be punished according to Shariah law. Copies of the texts were shared with The New York Times and also posted on social media.

The Committee to Protect Journalists said that at least 11 journalists, including Niloufar Hamed, the reporter from the daily newspaper Shargh who was the first to report on Ms. Amini’s case and interviewed her family in the hospital, had been arrested.

Among the activists arrested were Majid Tavakoli and the sociologist Mohammadreza Jalaeipour, the organization said.

Sangar Khaleel and Jane Arraf contributed reporting from Erbil, Iran.

Your preference has been stored for this browser and device. If you clear your cookies, your preference will be forgotten.

The New York Times

September 26, 2022

By Vivian Yee & Farnaz Fassihi

# They Have Nothing to Lose’: Why Young Iranians Are Rising Up Once Again

**Amid growing repression, a sickly economy and bleak prospects, the death of one young woman was all it took.**

The 22-year-old woman emerged from the Tehran subway, her dark hair covered with a black head scarf and the lines of her body obscured by loose clothing, when the capital city’s Guidance Patrol spotted her. They were members of Iran’s notorious morality police, enforcers of the conservative Islamic dress and behavior rules that have governed daily life for Iranians since the 1979 revolution, and newly energized under a hard-line president who took office last year.

By their standards, Mahsa Amini was improperly dressed, which could mean something as simple

as a wisp of hair protruding from her head scarf. They put her in a van and drove her away to a detention center, where she was to undergo re-education. Three days later, on Sept. 16, she was dead.

Now, over eight days of rage, exhilaration and street battles, the most significant outpouring of anger with the ruling system in more than a decade, her name is everywhere. Iranian protesters in dozens of cities have chanted “women, life and freedom” and “death to the dictator,” rejecting the Iranian Republic’s theocratic rule by targeting one of its most fundamental and divisive sym-

bols — the ailing supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

In several of the videos of the uprising that have torn across social media, women rip off their head scarves and burn them in street bonfires, including in deeply religious cities such as Qum and Mashhad. In one, a young woman atop a utility cabinet cuts off her hair in front of a crowd of roaring demonstrators. In another, young women dare to dance bareheaded in front of the riot police.

“Death to the dictator,” protesters at Tehran University chanted on Saturday. “Death to the head

scarf! Until when must we tolerate such humiliation?”

Previous protests — over fraudulent elections in 2009, economic mismanagement in 2017 and fuel price hikes in 2019 — have been ruthlessly suppressed by Iran’s security forces, and this time may be no different. Yet, for the first time since the founding of the Iranian Republic, the current uprising has united rich Iranians descending from high-rise apartments in northern Tehran with struggling bazaar vendors in its working-class south, and Kurds, Turks and other ethnic minorities with members of the Fars majority.

The sheer diversity of the protesters reflects the breadth of Iranians' grievances, analysts say, from a sickly economy and in-your-face corruption, to political repression and social restrictions — frustrations Iran's government has repeatedly tried, and failed, to quash.

"The anger isn't over just Mahsa's death, but that she should have never been arrested in the first place," said Shadi Sadr, a prominent human rights lawyer who has campaigned for Iranian women's rights for two decades.

"Because they have nothing to lose," she added, "they are standing up and saying, 'Enough of this. I am willing to die to have a life worth living.'"

Information about the protests remains partial at best. Internet access continues to be disrupted or fully blocked, especially on widely used messaging apps such as WhatsApp and Instagram, making it difficult for Iranians to communicate with one another or to share updates on the unrest with the outside world.

But witnesses say the demonstrations, which spread to at least 80 cities on Saturday, are the most forceful, vitriolic and emboldened they can remember, far more intense than the previous tremors of unrest. Desperate to damage the powers-that-be before the inevitable crackdown, videos circulating on social media and shared with The New York Times show, protesters have set fire to security vehicles and assaulted members of Iran's widely feared paramilitary forces, in some cases killing them

The information that has leaked out, after many hours' delay, also suggests an escalating crackdown. The authorities have moved to crush the demonstrations with violence, including live fire and tear gas. Dozens of people have died. The Committee to Protect Journalists said on Saturday that at least 17 journalists had been detained, including one of the first to report



A fire burning during a protest in Tehran on Monday. Credit... Wana News Agency/ Via Reuters

on Ms. Amini's hospitalization, and arrests of activists are also mounting.

With Iran's economy at a nadir and Ayatollah Khamenei in ill health, the government is likely to dig in rather than show any signs of weakness, analysts said. But violence will only buy time, they say, not long-term peace.

The regime's top leaders have "always said, 'We're not going to make concessions, because if we make one small concession, we'll have to make bigger concessions,'" said Mohamed Ali Kadivar, an Iranian-born sociologist at Boston College who studies protest movements in Iran and elsewhere. "Maybe they'll push people off the street, but because people want change, repression is not going to stop this. Even with a crackdown, then they would just go home for a while and come back."

Avenues for pushback have dwindled in recent years, leaving Iranians with only protest as a means of demanding change. Just how much their political freedoms had shrunk became clear last year, when the country's leadership disqualified virtually all candidates except the supreme leader's preferred one, [the ultraconservative Ebrahim Raisi](#), from the presidential elec-

tion. In the process, they degraded what had once been a forum for Iranians to debate political issues and choose their representatives, even if the candidates were always preselected from within the governing apparatus.

Mr. Raisi opposed returning to the 2015 nuclear deal with the United States that had put limits on Iranian nuclear development in exchange for lifting sanctions and economic openness. His election, combined with the worsening economy, left Iranians who craved better opportunities, more social freedoms and closer ties with the rest of the world in despair.

"The reason the younger generation is taking this kind of risk is because they feel they have nothing to lose, they have no hope for the future," said Ali Vaez, Iran director for the International Crisis Group, noting that protests were now a regular feature in Iran.

By continually blocking reforms, the country's leadership has "created a situation where people no longer believe that the system is reformable," he added. "I think people would be willing to tolerate a milder version of the Islamic Republic, but they've just entrenched their positions and have created this situation. It's

turned Iran into a tinderbox."

The head scarf, known as the hijab, is an especially inflammatory issue: The law requiring women to wear loose robes and cover their hair in public has been a pillar of the ruling theocracy and a lightning rod for reform-minded Iranians for decades, drawing one of the first protests against the ayatollahs after the 1979 revolution from women who did not want to be forced to cover up.

During the tenure of Mr. Raisi's predecessor, the reformist Hassan Rouhani, the morality police had been discouraged from enforcing Iran's often draconian laws against women, particularly the requirement that they wear the hijab in public in the proper fashion, entirely covering their hair. That led to young women showing more hair, even in devoutly conservative cities such as Qum. Unmarried men and women were allowed to mingle in public in some places, while contemporary Western music thumped in Western-style cafes in upscale northern Tehran.

But the country's conservative leadership saw the slippage in standards as a threat to the republic's theocratic foundations. Mr. Raisi called in July for the conservative dress laws to be implemented "in full," saying that

“the enemies of Iran and Islam” were targeting the “religious foundations and values of the society,” the official news agency IRNA reported.

Over the summer, Iran’s morality police, which patrols public areas for infringements of Islamic rules, stepped up enforcement of hijab standards, and three coffee shops in central Qum were closed down for having bare-headed customers. In a video that was widely shared on Iranian social media in July, a mother threw herself in front of a van taking away her daughter for violating hijab rules and screamed, “My daughter is sick, I beg you not to take her.”

The backlash to Ms. Amini’s death has been so strong that religiously conservative Iranians have spoken up alongside liberal ones. On social media, women who wear the hijab by choice have started solidarity campaigns questioning the harsh enforce-

ment of the laws, and a prominent religious leader has said the morality police were only driving young women away from religion. Even tightly controlled state media outlets have acknowledged the issue, broadcasting at least three debates that featured reformist voices — a rarity.

The authorities have denied using violence on Ms. Amini. They claimed that she suffered from an underlying health condition, which her family has disputed, and that she had a heart attack in custody. But to many Iranians, photos of her lying on a hospital bed, her face bloodied, told a different story.

While Mr. Raisi has promised an investigation in a small nod to the fury, Iran’s response to the protests has been to give no quarter. It is the same as in previous uprisings: bullets, tear gas, arrests and blood.

In 2009, millions of urban, educated Iranians flooded the streets of cities across the country, furious at what they believed was election rigging by their leaders to guarantee a hard-line president and thwart reforms. The elite Revolutionary Guards and the Basij paramilitary forces opened fire, killing dozens and arresting far more, and eventually the “Green Movement” was stamped out.

As 2017 turned to 2018, protesters in dozens of cities demonstrated against high inflation and a weak economy. Again, they were met with force. In 2019, the government abruptly hiked gasoline prices, sparking weeklong protests by Iranians fed up with ever-thinning wallets, corruption and repression. The authorities killed at least 300 in the crackdown that followed, according to Amnesty International, and slowed the protests’ momentum by blocking or disrupting the internet.

The internet outages have now returned. To help Iranians access the internet, the Biden administration on Friday authorized technology companies to offer secure platforms and services inside Iran without risk of violating United States sanctions that normally prevent doing business with Iran. It also greenlit the export of private satellite internet equipment, such as the Starlink service offered by Elon Musk’s SpaceX, to Iran.

But Iranians may face odds that are too great.

“At some stage, I think it’ll become impossible for them to control these movements,” Mr. Vaez said of the governing authorities. “But as of now, the system is bound to bring down its iron fist and try to nip this movement in the bud.”

Your preference has been stored for this browser and device. If you clear your cookies, your preference will be forgotten.



25 septembre 2022

## Au moins 26 kolbars tués et 164 blessés au cours des six derniers mois dans l’Est-Kurdistan

**S**elon un bilan de Kolbernews, de nombreux kolbars ont encore été tués par les forces iraniennes dans l’ouest de la province iranienne d’Azerbaïdjan et dans les régions frontalières du Kurdistan oriental près de Sine et de Kirmaşan (Kermanshah) en l’espace de six mois.

Kolbernews parle d’au moins 26 morts. La plupart des victimes ont été tuées par des tirs directs de l’armée iranienne ou des gardiens de la révolution. L’on compte par ailleurs plus de 164 blessés. Les conditions difficiles en haute montagne, les explosions de mines et les chutes sont une autre cause importante de décès et de blessures. Toutefois, selon le bilan,



Selon le site Kolbernews, au moins 26 kolbars ont été tués et 164 blessés au cours des six derniers mois dans l’Est-kurdistan (Iran).

près de 80 % des morts et des blessés sont imputables aux actions de l’armée iranienne. Ils sont volés, maltraités et souvent tués.

Au moins 46 kolbars morts en 2021

Selon l’organisation de défense

des droits de l’homme Kurdistan Human Rights Network (KHRN), au moins 46 kolbars sont morts en 2021. Cent deux autres kolbars ont été blessés dans la zone frontalière par des tirs des forces de sécurité ou des catastrophes naturelles. Sur les 46 kolbars qui ont perdu la vie, 17 ont été tués par les forces iraniennes et quatre par les forces turques. Un kolbar mineur s’est suicidé après que les gardes-frontières aient confisqué ses mules.

En outre, cinq kolbars sont morts d’avalanches, trois d’engelures, trois de chutes en montagne, trois de crises cardiaques lors du transport de marchandises, un de noyade dans une rivière et neuf d’accidents de la circulation.

## Iran Protests Are Fueled in Part by Kurdish Anger

The protests that have swept Iran following the death of a woman in police custody have been especially intense in the country's minority Kurdish population.

The protests that have thrust Iran into turmoil since the death of a young woman in police custody have been striking for the way they have cut across ethnic and social class divides, but there is one group that has risen up with particular fury.

The woman who died after being swept up by Iran's notorious morality police was a member of Iran's Kurdish minority, which has long suffered discrimination, and the group's rage in recent days reflects its longstanding grievances.

"This is not all about the head scarf," said Hana Yazdanpana, a spokeswoman for the Kurdistan Freedom Party, an Iranian paramilitary group based in Iraq. "The Kurds want freedom."

The protests have been especially intense in northwest Iran, where Kurds, who make up about 10 percent of the Iranian population, are concentrated. On Sunday, Iranian troops appeared to have retaken a Kurdish city in the region, Oshnavieh, that had been briefly seized by protesters.

The catalyst for the protests was the death of [Mahsa Amini](#), 22, who died on Sept. 16, three days after she was arrested in the capital, Tehran, by the morality police, accused of violating the country's strict codes on modest dress for women.

Ms. Amini's story drew [protests from Iranians](#) furious not only over the treatment of women



Protesters in Erbil, the capital of Iraq's semiautonomous Kurdistan Region, burning an Iranian flag on Saturday. Safin Hamed / Agence France-Presse — Getty Images

under the country's conservative clerical rulers, but also over a host of other issues, including an economy crippled by years of sanctions, the pandemic, corruption and repression

The protests began with Ms. Amini's burial nine days ago in her hometown, Saqhez, in the northwest and then, fueled by social media, [quickly spread](#) to the rest of the country.

Since then, at least 50 people have been killed and hundreds more injured or arrested, rights groups say. They believe the death toll is likely higher. In Kurdish regions, 17 people were shot dead, including four children, according to the Hengaw Human Rights Association and Kurdistan Human Rights.

The Iranian authorities claimed that Ms. Amini had died of a heart attack. But her father, Amjad Amini, told [BBC Persian service last week](#) that he be-

lieved she had been beaten in custody, and he said he had been prevented from viewing the autopsy report. He has not been heard from since.

The unrest is the most significant outpouring of anger over theocratic rule in the country since the 2009 [Green Movement](#). In dozens of cities, protesters have been heard chanting, "Women, life and freedom" and "Death to the dictator," deriding one of the government's most fundamental and divisive symbols, the [ailing supreme leader](#), Ayatollah Ali Khamenei.

In social media videos that have captured widespread attention, women can be seen ripping off their head scarves and burning them in the street. The government has responded with deadly force and by blocking internet across the country.

The confrontations over the

weekend in Oshnavieh, which is mostly Kurdish, signaled not just the level of rage among many Iranians, but also the determination of the government to quell the protest.

From Friday evening into Saturday, protesters there flooded the streets, some throwing firebombs and stones at security forces, setting fires and overturning police cars. At least some security forces withdrew from the city, according to multiple Kurdish sources.

But on Sunday, Iranian security forces moved to re-establish control over Oshnavieh, according to Ms. Yazdanpana, the Kurdistan Freedom Party spokeswoman, whose group has members in the city. A Kurdish activist in touch with residents of the city said the security forces had returned to areas of the town they had vacated.

Ms. Yazdanpana said members of Iran's powerful Islamic Revolutionary Guard Corps armed with machine guns and backed by artillery on the outskirts of town were operating in Oshnavieh on Sunday. Some went door to door making arrests, she said.

"They are moving forward," she said.

But many protesters were refusing to leave the streets, Ms. Yazdanpana said. "The people do not want to go home," she said. "They are trying to send their voice to the world."

In the nearby town of Balo, protesters burned the houses of Revolutionary Guard members on Thursday, and the Guards withdrew from parts of the town after clashes that killed at least two protesters, according to Rebin Rahmani, director of the Kurdistan Human Rights Network. But they were replaced by anti-riot forces, he said.

A resident of Balo reached by phone said that in addition to the two dead, several young men had been seriously wounded, with their families forbidden to visit them in the hospital. He said Basij fighters, members of the Revolutionary Guard, were carrying out arrests but keeping a low profile because they did not want to risk retaliation. The resident insisted on being identified only by his first name, Youssef, out of fear of security forces.

Kurds in Iran, Iraq, Turkey and

Syria, although politically divided, form what is generally considered the largest contiguous ethnic group in the world without an independent state.

"We salute the uprising," said Mazloun Abdi, security leader of the Kurdish-led region of northeastern Syria, which broke away from Syrian government rule in 2013.

In Iraq, the former president of the Kurdistan region, Massoud Barzani, called Ms. Amini's family last week to express his condolences, saying he hoped justice would be served. The region, aided by the help of a U.S.-led no-fly zone, broke away from Iraqi government control after 1991, establishing the semiautonomous region, which is recognized by the United Nations and the United States.

On Saturday, Iran launched a

cross-border attack into that region. The Revolutionary Guards said they were targeting "terrorist and anti-revolutionary groups," referring to Iranian Kurdish opposition forces based there.

Analysts said that despite Mr. Barzani's unusually outspoken statement regarding Iran, the Kurdistan Region was unlikely to enter the fray in support of Iranian Kurds.

In Iran on Sunday, as the protests continued, student unions at two universities issued a statement saying that campus security officers had kidnapped at least 20 students at gunpoint. A national teachers' union committee called for teachers and students to strike on Monday and Wednesday in protest.

But some protesters were paying a heavy price.

Videos posted on social media showed the police dragging one woman by the hair, [banging the head](#) of another onto a street curb, shoving a man into the trunk of a police car and firing bullets into crowds.

The protesters appeared to be receiving increasing support. Public figures in Iran — including athletes, writers and musicians — have issued statements of solidarity. A national fencing team captain, Mojtaba Abedini, resigned in support of the protesters. Even an author close to the government, Mostafa Mostour, criticized the violence being used to suppress the uprising. "Our women are only asking to live a normal and ordinary life," he said.

Jane Arraf reported from Erbil, Iraq, and Farnaz Fassihi from New York. Sangar Khaleel contributed reporting from Erbil.



25 septembre 2022

Par OLJ/ Shwan MOHAMMED / AFP

## Au Kurdistan d'Irak, des Iraniens portent en eux la peur de la répression

**G**rève générale, jeunes scandant "mort au dictateur", portraits incendiés du guide suprême: pour évoquer les manifestations en Iran et la répression, la parole se libère difficilement chez les Iraniens qui franchissent quotidiennement la frontière pour aller au Kurdistan d'Irak.

A Penjwen, ville du Kurdistan irakien située à dix kilomètres de la frontière iranienne, l'AFP a rencontré des Iraniens kurdes, en visite chez des proches ou à la recherche d'un travail. Tous requièrent l'anonymat pour parler de la contestation qui secoue leur pays à la

suite de l'annonce mi-septembre de la mort de Mahsa Amini après son arrestation à Téhéran pour "port de vêtements inappropriés".

Depuis, des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux montrant des femmes brûler leur voile et d'autres manifestants scander des slogans hostiles au guide suprême iranien Ali Khamenei. "Une grève générale a commencé le 19 septembre (dans l'ouest de l'Iran). Tous les commerces et marchés sont fermés" en signe de protestation, confie Kawa Krimi (nom modifié), un quinquagénaire venu de Marivan, en Iran.

Dans cette ville, ni les arrestations, ni les tirs des forces de l'ordre qui ont blessé un garçon à la tête selon lui, n'ont suffi à éroder la mobilisation, dit cet homme vêtu du traditionnel sarouel bouffant qui attend son bus pour retrouver sa famille à Souleimaniyah, grande ville du Kurdistan d'Irak. Autour de lui, des dizaines de travailleurs journaliers kurdes, originaires du nord-ouest de l'Iran. Tout comme Mahsa Amini, dont le prénom en kurde est Jhina.

### "Contre la mort de Jhina"

Les échanges entre Kurdistan d'Irak et Kurdistan d'Iran sont

vitaux et constants: on parle le même dialecte kurde et nombreux sont ceux qui comptent des parents dans les deux pays. Samedi à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, quelques centaines de manifestants se sont rassemblés, brandissant des portraits de Mahsa Amini et dénonçant la répression. Au moins 35 personnes ont été tuées dans "les émeutes", selon le dernier bilan de la télévision d'Etat iranienne. Mais l'ONG d'opposition Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, fait état vendredi d'au moins 50 morts dans la répression par les forces de sécurité des manifestations.

Amnesty International a dénoncé une "répression brutale" et "le recours illégal aux tirs de grenailles, billes d'acier, gaz lacrymogènes, canons à eau et coups de bâton pour disperser les manifestants". Les Iraniens kurdes rencontrés à Penjwen refusent de parler devant la caméra, craignant d'être interrogés par les services de renseignement ou d'être détenus à leur retour en Iran. Quand ils évoquent Mahsa Amini, ils utilisent son prénom kurde, Jhina.

Dans un champ près de Penjwen, Kochar s'active avec d'autres journalistes chargeant des tomates dans une camionnette. Cela fait deux jours que le jeune homme est en Irak, laissant derrière lui les troubles à Marivan. "La plupart des manifestants sont des jeunes hommes et femmes", raconte-t-il. "Face aux forces (de sécurité) ils brandissent des portraits de Jhina et scandent des slogans hostiles à la République islamique devant les bureaux du gouverneur de la



Manifestation à Erbil, au Kurdistan d'Irak, le 24 septembre 2022, en signe de solidarité avec une jeune femme kurde décédée en Iran après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir porté le voile de manière "inappropriée". Photo SAFIN HAMED / AFP

ville", ajoute Kochar. Il évoque lui aussi la fermeture des commerces, "en protestation contre la mort de Jhina et les politiques de la République islamique".

#### "Mort au dictateur"

Illustrant l'ampleur de la crise économique dans son pays, le jeune homme de 27 ans res-

tera un mois au Kurdistan d'Irak. "Dans nos régions il n'y a pas de travail", déplore Kochar. "Et même si on en trouve, on est payé deux fois moins qu'au Kurdistan d'Irak". Azad Hussein rentre chez lui à Souleimaniyah, après une dizaine de jours dans son Iran natal, à Baneh.

Le charpentier dit ne pas avoir

participé aux rassemblements. Même si une fois il s'est retrouvé près d'une manifestation où les policiers ont eu recours, dit-il, aux gaz lacrymogènes, matraques et tirs à balles réelles pour disperser des protestataires équipés "de bâtons et de cailloux". "Ils scandaient +Mort au dictateur+, +La femme, la vie, la liberté+", poursuit-il, évoquant des portraits incendiés du guide suprême iranien. Les raisons de la colère? "La conjoncture économique difficile", avance M. Hussein, citant également "la répression des libertés, en particulier celles des femmes". "Je doute que les manifestations en Iran se finissent de sitôt", conclut-il.

Grève générale, jeunes scandant "mort au dictateur", portraits incendiés du guide suprême: pour évoquer les manifestations en Iran et la répression, la parole se libère difficilement chez les Iraniens qui franchissent quotidiennement la frontière pour aller au Kurdistan d'Irak.

Le Monde

25 septembre 2022

Par Hélène Sallon

## « Si les Turcs attaquent le nord-est de la Syrie, cela aura un impact sur la lutte contre l'Etat islamique »

Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes, explique, dans un entretien au « Monde », comment les Kurdes composent avec Washington, Damas et Moscou pour contrer les plans turcs.

La menace agitée en mai par le président turc, Recep Tayyip Ergogan, d'une offensive sur les territoires du Nord-Est syrien administrés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) ne s'est pas encore matérialisée. Elle n'en est pas moins « sérieuse », aux yeux du commandant Mazloum

Abdi, le chef des FDS. « S'ils en ont l'occasion, les Turcs la mettront à exécution. Nous nous préparons à répliquer le cas échéant », assure le militaire kurde syrien de 55 ans, rencontré dans la région autonome, le 9 septembre.

Deux raisons expliquent ce

décal. « La tentative d'Erdogan d'obtenir le feu vert, que ce soit des Américains ou des Russes, a pour le moment été infructueuse, confirme le commandant Abdi. Et les forces turques sont occupées avec l'opération lancée au Kurdistan irakien », en février, contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK),

dont le Parti de l'union démocratique, la principale composante des FDS, est la branche syrienne.

En juin, M. Erdogan avait précisé que l'offensive viserait Tall Rifaat et Manbij. « Elle visera aussi Kobané », le symbole de la résistance kurde face à l'or-

ganisation Etat islamique (EI), assure M. Abdi, originaire de cette ville. « *Les Turcs veulent avoir une présence permanente en Syrie et annihiler l'existence kurde*, explique-t-il. *C'est le même scénario qu'à Afrine [en 2018] : pousser les Kurdes hors de cette région et modifier l'équilibre démographique. Ils ont déjà annoncé qu'ils implanteraient un million de réfugiés syriens. Ça ne peut se faire sans que les Kurdes soient assimilés ou quittent la région.* »

Le commandant des FDS dit n'avoir reçu « aucune garantie » des Américains ou des Russes que l'offensive n'aurait pas lieu. En 2019, les Américains avaient autorisé l'offensive turque sur Ras Al-Aïn et Tall Abyad. « *Ils en ont tiré les leçons. Si les Turcs attaquent, cela va avoir des répercussions sur l'existence même des Américains au sol et sur la lutte contre l'EI* », poursuit-il. Des unités des FDS ont déjà été redéployées du camp de Al-Hol et de la région de Deir ez-Zor vers la frontière turque. « *Notre combat contre la Turquie se joue au niveau du renseignement : on doit concentrer nos services de renseignement sur ce combat plutôt que sur la recherche des cellules de l'EI* », explique Mazloum Abdi.

C'est une brèche ouverte pour le groupe djihadiste. « *On a arrêté, il y a trois mois, une cellule de l'EI qui avait en projet d'attaquer le camp d'Al-Hol quand l'offensive turque serait lancée pour en libérer la population* », assure le commandant des FDS. Il appelle les pays étrangers à rapatrier leurs ressortissants, dont la France. « *Les pas sont très lents. Les délais sont du fait des Français, pas du nôtre* », dit-il.

M. Abdi espérerait davantage



Le commandant Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes, à Hassaké (Syrie), le 9 septembre 2022. © WILLIAM KEO / MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

des Américains qu'un soutien dans la lutte contre l'EI. Après le « traumatisme » de l'administration Trump, qui, par deux fois, a retiré ses troupes du Nord-Est syrien, et en dépit des assurances de l'administration Biden, il dit sa « déception ». « *On voudrait qu'ils soient plus actifs à trouver une solution politique et qu'ils nous impliquent dans les discussions politiques sur l'avenir de la Syrie* », souligne-t-il. Les FDS ne sont pas associées aux négociations entre le régime et l'opposition.

Mazloum Abdi appelle également à un soutien américain plus appuyé à l'Administration autonome du Nord-Est syrien. Il affirme que les exemptions de sanctions américaines qui leur ont été accordées, pour faciliter la reconstruction du Nord-Est syrien, n'ont pas encore été suivies d'effet. « *Il y avait des promesses, mais nous n'avons rien vu dans les faits. On a besoin de stabilité pour reconstruire or, avec la menace turque, nous sommes en pleine instabilité* », ajoute-t-il.

#### « Un pas prometteur »

Les rapports avec Moscou, allié du président Bachar Al-

Assad, sont teintés de prudence. « *Leurs priorités sont leurs intérêts, puis ceux du régime syrien et, en dernier lieu, les nôtres !* », reconnaît le commandant kurde. « *s'ils le veulent* », les Russes peuvent empêcher une attaque turque. Ils s'opposent, tout comme Damas, à l'occupation du Nord-Est syrien par la Turquie, et poussent à la fois pour un rapprochement entre Damas et Ankara, et entre le régime syrien et les FDS. « *Nous avons permis aux forces du régime syrien d'accroître leur présence sur notre territoire, sous égide russe* », dit-il. Dix mille soldats syriens sont déployés le long de la frontière avec la Turquie.

« *Si les Turcs attaquent, ils attaqueront de facto les soldats syriens. Ces derniers devront se battre ou se retirer or, les Russes ne veulent pas qu'ils se retirent* », précise-t-il. Cet arrangement militaire avec Damas est « un pas prometteur pour l'avenir de nos négociations. En geste de bonne volonté, on fournit aussi aux zones du régime de l'essence, de l'eau et de l'électricité. » Les Russes peuvent jouer un « rôle-clé pour pousser le régime syrien à une solution politique, dans le cadre d'un

dialogue intersyrien, et d'un dialogue avec l'Administration autonome du Nord-Est syrien. On espère qu'ils feront plus d'efforts pour amener Bachar Al-Assad à un compromis. »

Il ne fait aucun doute pour Mazloum Abdi que l'avenir des FDS a partie liée avec Damas, mais leurs positions respectives sont encore « très éloignées ». « *Le régime syrien doit sortir de cette mentalité pré-2011 et faire des pas en notre direction. Nos demandes sont légitimes. Nous voulons, dans le cadre d'un Etat syrien unifié, conserver notre autonomie administrative et que nos forces armées conservent leur forme actuelle et leur spécificité, sans être hors du système de défense syrien* », explicite le commandant kurde. Damas rejette ces deux exigences. « *On continue de négocier* », dit-il.

Le rapprochement entre Ankara et Damas, marqué par des échanges sécuritaires et une volonté affichée de rétablir des relations diplomatiques après dix ans d'antagonisme, constitue « une menace ». « *Nous ne sommes pas inclus dans ces discussions or, les intentions turques vont toujours à notre rencontre* », précise le commandant Abdi. La Turquie veut renégocier l'accord d'Adana de 1998, qui l'autorisait à intervenir dans une bande de 5 kilomètres en Syrie, pour l'étendre à 30 kilomètres. « *Ce serait un feu vert à une offensive contre nous, estime-t-il. La Turquie obtiendrait ce qu'elle veut, et le régime rien. Elle veut utiliser le régime contre nous tout en soutenant les Frères musulmans qui composent l'Armée syrienne libre, au niveau politique et militaire. Je ne pense pas que le régime se lancera dans cela.* »

## Au Rojava, territoire kurde de Syrie, « la réappropriation du politique par le bas »

Autonome depuis dix ans, le territoire kurde de Syrie est le lieu de passionnantes expérimentations institutionnelles. Les explications du philosophe Edouard Jourdain, qui a codirigé « La Démocratie sous les bombes ».

**D**es expérimentations politiques progressistes nées lors de la révolution syrienne au printemps 2011 ne subsiste plus guère aujourd'hui que celle lancée en 2012 par les Kurdes dans le Rojava, le territoire kurde dans le nord-est de la Syrie, à la frontière de l'Irak et de la Turquie. Dans *La Démocratie sous les bombes*, le philosophe Edouard Jourdain a rassemblé, avec Pierre Crétois, des anthropologues, politologues, philosophes et témoins pour analyser comment, dix ans plus tard, ce projet de confédération démocratique, singulièrement actuel, a pris corps dans une réalité menacée par une guerre sans fin.

### Pourquoi avoir dirigé un ouvrage sur les Kurdes de Syrie plutôt que sur les révolutionnaires syriens ?

Mon collègue Pierre Crétois et moi-même voulions comprendre l'élaboration institutionnelle qui a pu se développer en dix ans, de manière plus ou moins formelle et jusque-là durable, dans un contexte de guerre. Chez les révolutionnaires syriens, on a davantage assisté à la mise en place de structures très précaires, parallèles à l'Etat quasi failli de Bachar Al-Assad, qui a pourtant fini par les détruire, avec l'aide de la Russie. Les deux mouvements ont en commun, il est vrai, l'idée de réappropriation du politique par le bas. Mais, outre que l'expérience des révolutionnaires syriens commence à être bien documentée, notamment dans *Burning Country*, de Leila Al-



A Hassaké, dans le Rojava, en février 2022. LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

Shami et Robin Yassin-Kassab [*L'Echappée*, 2019], leur existence fut trop éphémère pour une étude sur le long terme.

### Vous invoquez le « courage » qu'il faut pour travailler sur ce sujet : de quel type de courage s'agit-il ?

Intellectuel avant tout. Le Rojava est l'objet de soupçons et d'attaques en tout genre, parfois contradictoires. Le régime peut être accusé d'être autoritaire, voire crypto-léniniste, d'être coupable de crimes de guerre, mais aussi de faire le jeu des impérialistes américains, ou de soutenir le terrorisme contre la Turquie. Le contexte ne favorise pas une analyse apaisée de la situation.

### De nombreuses études ont été consacrées au Rojava. En quoi votre ouvrage s'en distingue-t-il ?

Il nous semblait opportun de faire un point sur les multiples

facettes du régime dix ans après le déclenchement de la révolution. Ce temps a permis à la plupart des chercheurs de cet ouvrage de rendre compte d'un terrain sur lequel ils avaient pu se rendre, ce qui était impossible dans les premières années du conflit.

Souvent, les ouvrages qui portent sur la région traitent du conflit syrien dans son ensemble. Lorsqu'ils sont consacrés au Rojava, soit ils sont l'œuvre de combattants ou de militants, soit ils ne traitent que d'un sujet : la lutte armée ou la place des femmes. Ces perspectives sont précieuses, mais nous avons pris le parti de faire intervenir, en plus, des universitaires qui pouvaient faire part de leurs études sur le terrain et montrer différents aspects du Rojava, tant en ce qui concerne sa politique interne que son inscription dans un contexte international. Tout en étant attachés à l'objet de notre étude, il nous semblait important

d'en rendre compte sans l'idéaliser.

### Vous accordez une grande place à la figure d'Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis 1999. A quel point influe-t-il effectivement sur la politique menée au Rojava ?

La figure charismatique d'Öcalan est très présente dans la construction politique du Rojava. Ses écrits sont très diffusés, souvent sous forme de brochures. Dans *Le Confédéralisme démocratique*, il envisage la possibilité d'un fédéralisme allant du local au régional, comme un renouvellement de la notion de démocratie, mais aussi comme un modèle voué à se développer dans la région et à proposer une alternative aux Etats-nations, perçus comme auteurs de guerre. La Charte du contrat social, Constitution du Rojava adoptée en 2014, reprend largement ces idées.

Dans notre livre, un texte de Somayeh Rostampour montre, par ailleurs, le rôle d'Öcalan dans le mouvement féministe. Partisan du mouvement des femmes, détaché du système patriarcal, qu'il dénonce, Öcalan leur apparaît dépourvu de sexe : ses idées, aux yeux des femmes, sont le produit d'un travail collectif qu'il leur appartient de prolonger. Ce statut particulier lui confère une certaine immunité.

### La structure institutionnelle qui émerge dans le Rojava reflète-t-elle la réelle circulation du pouvoir ?

La création, dès 2011, du Tev-Dem [Mouvement pour une société démocratique] a permis la mise en place d'une plateforme d'organisations civiles dont le fonctionnement est horizontal et démocratique. Fondé sur l'autogestion, l'écologie, le féminisme et la démocratie directe, le programme du Tev-Dem a consisté à organiser une base dans les rues, les quartiers, afin de débattre des questions sociales et de mettre en pratique ses principes directeurs. La place des communes est centrale : elles instituent leur propre pouvoir en construisant des organismes, des communes agricoles dans les villages, des coopératives et associations dans les quartiers. S'appuyant sur le fédéralisme, la charte du Tev-Dem insiste sur l'autonomie des communes, censée prévenir tout retour à un centralisme étatique. La maison du peuple, que l'on retrouve dans chacune d'elles, doit constituer un lieu pédagogique permettant de vivifier la démocratie.

On retrouve cependant des formes de régime parlementaire, avec des assemblées régionales et une assemblée fédérale qui compte 60 % de représentants élus et 40 % de représentants désignés par la société civile. Mais, surtout, l'horizontalité du Tev-Dem est en tension avec la verticalité du Conseil général de l'Administration autonome et de son exécutif, qui sont composés de soixante-six délégués dont la nomination n'est pas toujours transparente. Certains y verront l'ombre autoritaire du Parti de l'union démocratique [PYD], susceptible de limiter les candidats à l'opposition légale. Plus largement, dans un contexte de guerre, les institutions démocratiques sont surtout menacées par l'élargissement des pouvoirs de l'armée, considérée ici comme semi-autonome, et

donc non totalement soumise au pouvoir civil.

### **Au printemps 2011, beaucoup de Kurdes avaient rejoint le mouvement révolutionnaire. Quel fut le prix du retrait de Bachar Al-Assad en 2012 ?**

En 2012, l'accord avec Al-Assad se fit certainement à la condition que les Kurdes n'ouvrent pas un front commun avec l'Armée syrienne libre [ASL], principale force armée opposée au régime. Mais, au-delà de cet accord, l'ASL s'est associée à une Turquie anti-PKK et jouant un jeu trouble avec l'Etat islamique, tandis que les Kurdes nouaient des alliances de circonstance avec la Russie. Par ailleurs, les révolutionnaires démocrates syriens plaçaient la question des minorités au second plan, après la conquête de l'Etat, ce qui ne convenait pas aux Kurdes, qui se fondaient sur l'idée d'un fédéralisme multiethnique et multiconfessionnel et redoutaient de ne pas obtenir leur autonomie. Deux visions politiques et stratégiques se sont opposées en dépit de pratiques de terrain souvent similaires.

### **Depuis 2018, la Turquie cesse ses agressions contre le Rojava : quel avenir peut-il avoir ?**

Bien qu'encadré dans un environnement hostile, le Rojava continue de repenser ses institutions et approfondit notamment les procédures de transparence et de contrôle. Mais sa survie dépend aussi d'une reconnaissance et d'un soutien internationaux.

### **Une révolution, études de terrain**

« La Démocratie sous les bombes. Syrie-Le Rojava entre idéalisation et répression », sous la direction de Pierre Cré-

tois et Edouard Jourdain, Le Bord de l'eau, « Documents », 192 p., 18 €.

Le Rojava est né de la guerre sans merci que le pouvoir syrien a menée contre son peuple depuis le printemps 2011. Dépassé par l'ampleur du soulèvement, Bachar Al-Assad tenta de le diviser et de l'ethnicher pour mieux le combattre : en 2012, il retira ses troupes des provinces de Hassaké et de Kobané, et d'Afrin, territoire kurde de Syrie, et abandonna de facto l'enclave au Parti de l'union démocratique kurde (PYD), branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc.

Mais il faudra attendre 2014 et la bataille de Kobané, avec la victoire sur le groupe Etat islamique des Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) et des femmes (YPJ), aidés par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, pour que l'opinion occidentale découvre le nom de Rojava. Rojava, terre où le soleil se couche, le long de la frontière avec la Turquie, sur laquelle s'élève, depuis 2018, un mur de béton couronné de barbelés, est ainsi devenu le nom d'une révolution sociale, culturelle et politique.

*La Démocratie sous les bombes* rassemble des études de terrain consacrées à ce projet politique. Celles-ci retracent l'invention d'un pouvoir décentralisé fondé sur des assemblées communales, assimilant les populations kurde, arabe, assyrienne, yézidie, et rejetant toute idée d'Etat, même sous la forme d'un hypothétique instrument de transition révolutionnaire. Elles décrivent la manière dont les traditions tribales sont intégrées au sein d'une forme de confédéralisme mettant l'écologie et le féminisme au cœur d'un projet antipatriarcal.

Si les auteurs ne manquent pas de relever des traces d'autoritarisme dans cet échafaudage politique construit en situation de guerre, on peut regretter qu'ils n'analysent pas le renoncement qui a présidé à sa création – l'abandon de la révolution démocratique syrienne globale. Or il est sans doute aussi au principe de sa fragilité et de sa précarité : l'existence du Rojava n'est pas seulement menacée par la Turquie ou les islamistes, elle l'est également, à terme, par la Syrie de Bachar Al-Assad.

### **Repères**

**2003** Création du Parti de l'union démocratique kurde (PYD).

**Mars 2011** Déclenchement de la révolution syrienne.

**Juillet 2011** Création des Unités de protection du peuple (YPG) et des femmes (YPJ).

**Juillet 2012** Les troupes syriennes se retirent des cantons de Hassaké, Kobané et Afrin.

**Janvier 2014** Adoption de la Charte du Rojava.

**2014-2015** Les YPG et YPJ repoussent l'Etat islamique et conquièrent les cantons de Rakka puis de Deir ez-Zor.

**Décembre 2015** Création du Conseil démocratique syrien (CDS), qui scelle l'alliance entre les partis kurdes, arabes et assyriens.

**Décembre 2016** La Charte du Rojava devient le Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est.

**2018-2022** La Turquie conquiert les cantons d'Afrin puis de Serê Kaniyê et entend créer une zone de sécurité à sa frontière.

# La guerre à bas bruit de la Turquie contre le Kurdistan syrien

Les villages de la zone frontalière, où sont déployées les Forces démocratiques syriennes, sont harcelés par les drones turcs.

**D**u haut d'une position militaire en lisière de Tall Tamr, le commandant Nabil Warda scrute la plaine qui s'étend vers le Nord. Le calme qui règne en cette matinée de septembre est trompeur. Dans ce mouchoir de poche du nord-est de la Syrie, les forces turques et les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) se font face, séparées de quelques centaines de mètres. Entre elles sont postés des soldats du régime syrien et des Russes. Le commandant, à la tête des Gardiens du Khabour, une milice assyrienne sous commandement FDS, montre l'un des villages abandonnés. « *Ma maison a été bombardée hier, deux roquettes. J'ai été le dernier à quitter Tall Joumaa* », dit-il.

Les habitants de ce bourg de 5 000 âmes – quelques Assyriens et des familles arabes de Tall Abyad et de Ras Al-Aïn déplacées par l'offensive turque de 2019 – ont été évacués cet été. La région de Tall Tamr est située dans la zone tampon de 32 kilomètres que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'efforce de parachever, dans le nord de la Syrie, en chassant les combattants kurdes des Unités de protection du peuple, la principale composante des FDS qu'Ankara considère comme un groupe terroriste, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La menace d'une offensive, agitée depuis mai, est suspendue au feu vert américain et russe.

« *De quel feu vert parle-t-on ? Il n'y a aucune différence entre occuper un territoire et l'attaquer, détruire toutes ses infrastructures : églises, mosquées, stations d'eau et d'électricité... C'est une nou-*

*velle forme de terrorisme après celle de l'organisation Etat islamique [EI], la même menace sous un autre nom* », déplore Aram Hanna, un porte-parole des FDS. Ce combattant syriaque qui a grandi à Tall Tamr s'interroge : « *Pourquoi les Américains laissent-ils faire les Turcs ? Nous n'avons pas vaincu l'EI pour laisser les Turcs occuper notre territoire.* »

Les bombardements n'ont jamais cessé depuis le cessez-le-feu instauré en 2019, à l'issue de l'offensive turque. « *Les Turcs ont construit leurs bases sur la frontière, massés des armes lourdes et des mercenaires. On ne peut pas cultiver nos terres à cause des bombardements* », indique le commandant Warda. Ils se sont intensifiés au début de l'été, comme les survols de drones. « *Ils attaquent nos positions et même les civils dans les villages. On a eu près de vingt civils blessés et un mort parmi nos forces*, précise Aram Hanna. *Les terroristes de l'ASL [l'Armée syrienne libre, opposition], vendus aux Turcs, mènent des missions d'infiltration de nos territoires.* »

Le déploiement à la frontière de soldats du régime syrien, conformément à l'accord de 2019, ne leur fait pas obstacle. « *Ils hissent le drapeau et c'est tout. Ils n'ont pas d'armes lourdes, ils ne peuvent rien faire. Ce ne sont que des civils forcés à faire l'armée* », déplore le porte-parole des FDS. Il raconte qu'à plusieurs reprises, les soldats de l'armée syrienne ont déserté leur position face à une attaque, obligeant les combattants kurdes à monter défendre le front. « *Nous ne sommes jamais à l'initiative d'un combat, on ne fait que*

*répliquer* », affirme-t-il. Les unités FDS sont censées rester au sud du tracé de l'autoroute M4. L'accord prévoit que seuls les combattants assyriens et syriaques tiennent les lignes de défense.

« *On n'a pas d'armes lourdes face à la Turquie et à ses armes de l'OTAN, sophistiquées et précises* », déplore le commandant Warda, qui a perdu plusieurs de ses 145 combattants, assyriens et arabes. Il fustige l'attentisme des Russes, garants du cessez-le-feu. « *Les Russes sont là en spectateur. Ils distribuent les bons points. On leur envoie des rapports quotidiens sur les violations, on les prévient qu'on va devoir répliquer. Tout ce qu'ils font c'est accompagner les ouvriers qui réparent les infrastructures détruites – c'est arrivé 48 fois depuis 2019 –, et faire des patrouilles sur la M4* », confirme Aram Hanna.

**« C'est une terre assyrienne et elle le restera »**

Des 33 villages assyriens situés le long de la rivière Khabour, seuls quatre sont encore habités. « *L'accord excluait les villages assyriens de la zone de combat. Le contraire s'est produit : leurs habitants ont été déplacés et la moitié des villages sont détruits* », fustige le commandant Warda. Certains sont occupés par la Turquie depuis 2019. Quatre, en zone FDS, ont été vidés cet été. « *La Turquie poursuit ce que l'EI a commencé : déraciner les Assyriens de leurs terres et du Moyen-Orient* », accuse Nabil Warda, qui y voit une répétition du génocide assyrien commis par les Ottomans (1915-1918). La Syrie ne compte plus aujourd'hui que 1 200 Assyriens,

contre 20 000 en 2011, avant le début de la guerre civile syrienne.

La plupart sont partis à l'étranger après l'attaque de leurs villages par l'EI en 2015. Georges Lazare est le seul à être resté à Tall Nasri, un village au sud de la M4. « *J'ai mis du temps à construire ma maison, je ne veux pas l'abandonner et aller mendier à l'étranger. Ici, c'est une terre assyrienne et elle le restera* », martèle l'ancien enseignant de 60 ans, qui vit avec sa mère sur des terres plantées de blé et de coton. L'homme doit composer avec ses nouveaux voisins, des déplacés de Ras Al-Aïn qui occupent les maisons abandonnées. « *Ils détruisent le village. Ils ont pris les meubles des maisons vides et même les câbles électriques de l'église* », s'emporte-t-il.

A la mi-journée, l'alerte est donnée. Un drone turc survole Tall Tamr. « *Ils collectent du renseignement. Quand il y a du mouvement, civils ou militaires, ils tapent, de façon indiscriminée* », dit Nabil Warda. Des espions aident à localiser les combattants FDS et leurs positions. « *On évite de se déplacer en groupe. On change d'habits, de véhicules. On monte au front à moto, poursuit le commandant assyrien. A Derdara, les camarades ont dû porter un martyr sur 3 kilomètres avant de pouvoir l'évacuer sur une mobylette.* »

« *On fait des choses de l'ordre de l'impossible pour apporter les vivres au front chaque jour. On a nos façons d'y arriver* », ajoute Aram Hanna. L'existence de tunnels est un secret de Polichinelle. Dans une école de Tall Tamr qui abrite des déplacés, les hommes travaillent à leur creusement, ce

qui fait d'eux des cibles. « On entend les drones au-dessus de nos têtes. A Tall Joumaa, un civil et un militaire qui travaillaient avec nous à creuser les tunnels ont été tués par un drone », dit Ahmed Hamdoun, un déplacé de Ras Al-Aïn. Quand il retrouve son refuge rudi-

mentaire, à 3 kilomètres de la ligne de front, le bruit des combats se poursuit.

« C'est terrorisant, il y a des bombardements continus dans les villages alentour, surtout la nuit. Ça fait trembler les immeubles », dit

l'homme de 41 ans. Il attend une place dans un camp loin du front. Fin août, 80 familles arabes de Ras Al-Aïn déplacées dans des villages assyriens ont été envoyées au camp Serekaniyé (« Ras Al-Aïn », en kurde) de Hasaké, à 45 kilomètres au sud. L'es-

poir d'un retour les anime. « Les Ottomans ont un cœur noir, maugrée Abdelaziz Mohamed Eissa, un paysan de 72 ans. Ils annexent peu à peu une partie de la Syrie. On ne les laissera pas faire : on retrouvera nos terres. »



September 26, 2022

## Hengaw Report No. 7 on the Kurdistan protests, 18 dead and 898 injured.

**D**uring the last 4 days of protests in Kurdistan, at least 165 more Kurdish protesters were injured by direct fire from Islamic Republic of Iran forces, and dozens of citizens were arrested. With the identification of additional citizens killed in recent days, the number of people killed in Kurdistan protests has risen to 18.

The identities of Reza Shahparnia, 20, of Kermanshah and Amir Fuladi, 16, and Iman Mohammadi, both of Islamabad Gharb city, who were killed by the forces of the Islamic Republic of Iran, have been confirmed for Hengaw in the last days. Also, Abdulsalam Qaderglwan, who was injured during the protests against the state-kill of Zhina Amini, passed away due to the severity of his injuries, in a hospital in Urmia, on Monday morning, September 26, 2022.

Cities where protesters have been shot and killed:

**Urmia:** Farjad darwishi, Abdulla Mahammadpour, Dansh Rahnama, and Abdulsalam Qaderglwan.

**Oshnovieh-Urmia province:** Amin Marafat (16 years old), Milan Haqiqi, and Sadraldin Litani.

**Diwandara:** Foad Qadimi and Mohsen Mohammadi

**Saqqez:** Faridoun Mahmoudi

**Kermashan:** Mino Majidi, and Reza Shahparnia

**West Islamabad:** Saeid Mohammadi, Amir Fuladi, and Iman Mohammadi

**Ilam:** Mohsen Qaisari

**Dehgolan:** Reza Lotfi

**Piranshahr:** Zekaria Khial

In the last 4 days, at least nine Kurdish cities, including Ilam, Urmia, Oshnovieh, Piranshahr, Sanandaj, Qorveh, Sardasht, Bokan, and Mahabad, saw protests over the state-kill of Zhina Amini 22-year-old Kurdish girl. These protests turned violent after the government's intervention, injuring at least 165 people.

Cities where protests have devolved into violence in the last 4 days:

**Urmia:** 20 injured  
**Oshnovieh:** 24 injured

**Ilam:** 7 injured

**Piranshahr:** 25 injured

**Bokan:** 17 injured

**Qorveh:** 8 injured

**Sanandaj:** 35 injured

**Sardasht:** 13 injured

**Mahabad:** 16 injured

**In total: 165 injured**

Statistics for the last 9 days in general:

Over the previous nine days, 898 individuals have been injured during the protests, many of whom have avoided medical facilities out of fear of being detained by security forces, and 18 Kurdish protesting citizens have died as a result of direct government force firing.

Hengaw has access to their images and videos, some of which have been shared on Hengaw's social media platforms.

Statistics on people killed and injured by cities in the last nine days in Kurdistan

**Sanandaj Province:** 9 cities  
**Diwandareh:** 2 killed and 33 injured, Saqqez: 1 killed and 74 injured,  
**Baneh:** 40 injured, Sanandaj: 136 injured,  
**Mariwan:** 9 injured, Dehgolan: 1 killed and 16 injured,  
**Bijar:** 17 injured, Qorveh: 40 injured, and Kamyaran: 11 injured.

West Azarbaijan Province (**Urmia**): 9 cities

**Oshnovieh:** 4 killed and 67 injured, **Urmia:** 3 killed and 80 injured, **Piranshahr:** 1 killed and 96 injured, **Mahabad:** 30 injured,

Bokan: 51 injured, **Tekab:** 7 injured, Maku: 6 injured, **Naghadeh:** 18 injured, and Sardasht: 29 injured.

Kermanshah Province: 2 cities  
Kermanshah: 2 killed and 47 injured, and West Islamabad: 3 killed and 40 injured  
Ilam Province: 3 cities  
Ilam: 1 killed and 34 injured, Ivangharb: 11 injured, and Abdanan: 6 injured

In total: 18 killed and 898 injured  
Over 1000 Kurdish protesters have been arrested in the last ten days:

Over the past ten days, the security forces have detained more than 1000 Kurdish citizens, according to statistics recorded in the Statistics and Documents Center of the Hengaw Organization for Human Rights. The identities of more than 300 of these people have been confirmed for Hengaw, including 44 women rights activists, and 19 minors.

Hengaw has been notified that more than 200 detained individuals from Sanandaj have been moved to this city's central prison and that the youth ward of Urmia's central prison has been evacuated to make room for the most recent detainees due to the overcrowding of all detention facilities.

Hengaw estimates the number of killed, injured, and detained is higher than these statistics.

## Depuis la mort de Mahsa Amini en Iran, des dizaines de morts et plus de sept cents arrestations

Selon un bilan officiel, qui inclut manifestants et forces de l'ordre, quarante et une personnes ont été tuées en dix jours dans plusieurs villes du pays. L'ONG Iran Human Rights fait de son côté état, lundi soir, d'au moins 76 morts.

La répression ne faiblit pas davantage que la colère en Iran. « Lors des troubles de ces derniers jours, 450 émeutiers ont été arrêtés » dans la province de Mazandaran, dans le nord du pays, a déclaré le procureur général de la province, Mohammad Karimi, cité par l'agence de presse officielle IRNA.

Selon le décompte de l'Agence France-Presse, à l'échelle du pays, les autorités ont interpellé plus de 1 200 personnes, la plupart dans le nord, depuis le début du mouvement de protestation qui a suivi la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, après qu'elle avait été arrêtée et détenue par la police des mœurs pour « port inapproprié de vêtements ».

Selon un bilan officiel non détaillé, incluant manifestants et forces de l'ordre, quarante et une personnes ont été tuées en dix jours de protestations.

Mais le bilan pourrait être plus lourd : l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, fait état, lundi soir, d'au moins 76 morts dans quatorze provinces du pays, précisant que « six femmes et quatre enfants » figurent parmi les victimes. L'IHR affirme par ailleurs avoir obtenu des « vidéos et des certificats de décès confirmant des tirs à balles réelles sur des manifestants ».

Depuis le 16 septembre, le mouvement de contestation s'est propagé dans plusieurs villes du pays, où les manifestants ont crié des slogans hostiles au pouvoir, selon les médias locaux. « Au cours des derniers jours, des émeutiers ont attaqué des bâtiments gouvernementaux et endommagé des biens publics dans certaines régions de Mazandaran sous la direction d'agents étrangers », a affirmé Mohammad Karimi.

Samedi, les autorités avaient fait état de 739 manifestants arrêtés, dont soixante femmes, à Guilan, province voisine de Mazandaran. Citant un responsable local, l'agence de presse Fars a annoncé dimanche l'arrestation de 88 manifestants dans la province de Hormozgan (Sud). Selon la même source, les autorités ont procédé à d'autres arrestations dans les villes de Zandjan (Nord-Ouest), Karadj (ouest de Téhéran) et Kerman (Sud-Est). Les médias locaux ont également annoncé samedi la mort de quatre paramilitaires, portant à neuf le bilan officiel des forces de l'ordre tués ces derniers jours.

### « Aucune indulgence »

Dimanche, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a menacé de ne faire preuve d'« aucune indulgence » vis-à-vis des manifes-

tants et appelé les forces de l'ordre à agir « fermement » contre « ceux qui portent atteinte à la sécurité ». La République islamique fait respecter un strict code vestimentaire aux femmes, en particulier concernant le port du voile islamique.

L'agence de presse Tasnim a publié lundi une vingtaine de photos de manifestants parmi lesquels des femmes dans diverses rues de Qom, importante ville sainte chiite située à près de 150 kilomètres au sud de la capitale. Les institutions militaires et sécuritaires ont publié ces images des « meneurs des émeutes » et appelé les habitants à les « identifier et informer les autorités », a ajouté l'agence.

Lire aussi : [En images : le soulèvement des femmes iraniennes après la mort de Mahsa Amini soutenu partout dans le monde](#)

## Iran: plus de 1.200 personnes arrêtées depuis le début des manifestations

Les autorités iraniennes ont interpellé plus de 1.200 personnes, la plupart dans le nord de l'Iran, depuis le début du mouvement de protestation contre la mort d'une jeune femme détenue par la police des mœurs il y a

dix jours, a-t-on appris lundi.

"Lors des troubles de ces derniers jours, 450 émeutiers ont été arrêtés à Mazandaran (nord)", a déclaré lundi le procureur général de la province, Mohammad Karimi,

cité par l'agence officielle Irna.

Samedi, les autorités avaient fait état de 739 manifestants arrêtés parmi lesquels 60 femmes à Guilan, province voisine de Mazandaran, dans le nord du pays.

Citant un responsable local, l'agence de presse Fars a annoncé dimanche l'arrestation de 88 manifestants dans la province de Hormozgan dans le Sud.

Selon la même source, les autori-

tés ont procédé à d'autres arrestations dans les villes de Zanjan (nord-ouest), Karaj (ouest de Téhéran) et Kerman (sud-est).

Les manifestations ont commencé le 16 septembre, date du décès de Mahsa Amini arrêtée trois jours auparavant à Téhéran pour "port inapproprié de vêtements" dans la République islamique où le code vestimentaire pour les femmes est strict, en particulier le port du voile islamique. Le mouvement de contestation s'est propagé dans plusieurs villes du pays, où les manifestants ont crié des slogans hostiles au pouvoir, selon les médias locaux.

"Au cours des derniers jours, des émeutiers ont attaqué des bâtiments gouvernementaux et endommagé des biens publics dans certaines régions de Mazandaran sous la direction



d'agents étrangers", a dit M. Karimi.

Dimanche, le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejeï, a menacé de ne faire preuve d'"aucune indulgence" vis-à-vis des manifestants et appelé les forces de l'ordre à agir "fermement" contre "ceux qui portent at-

teinte à la sécurité".

Selon un bilan officiel non détaillé, incluant manifestants et forces de l'ordre, 41 personnes ont été tuées en dix jours de protestations.

L'agence de presse Tasnim a publié lundi une vingtaine de photos de manifestants parmi lesquels des femmes dans diverses rues

de Qom, importante ville sainte chiite située à près de 150 km au sud de la capitale.

Les institutions militaires et sécuritaires ont publié ces images des "meneurs des émeutes" et appelé les habitants à les "identifier et informer les autorités", ajouta l'agence.



September 26, 2022

## Iran summons UK envoy amid anti-government protests

Iran's Foreign Ministry said Sunday it summoned Britain's ambassador to protest what it described as a hostile atmosphere created by London-based Farsi language media outlets. The move comes amid violent unrest in Iran triggered by the death of a young woman in police custody.

The state-run IRNA news agency reported the ministry also summoned Norway's ambassador to Iran and strongly protested recent remarks by the president of the Norwegian parliament, Masud Gharahkhani.

The death of 22-year-old Mahsa Amini in custody after being detained by Iranian morality police launched unrest across Iran's provinces and the capital of Tehran.

Protests over Amini's death have spread across at least 46 cities, towns and villages in Iran. State TV has suggested that at least 41 protesters and police have been killed since the protests began Sept. 17. An Associated Press count of official statements by authorities tallied at least 13 dead, with more than 1,200 demonstrators arrested.

Running clashes between demonstrators and security forces have continued to erupt. A member of the Basij, a volunteer force with Iran's Guards, was killed by protesters last night in Tehran, semi-official Fars news agency reported Sunday. Another Basij member, who was in a coma since Thursday after street clashes, died in Urmia, West Azerbaijan province on Sunday, IRNA reported.

The Iranian Foreign Ministry's website said it summoned Simon Shercliff, the U.K.'s ambassador to Iran, on Saturday and protested the hosting of critical Farsi-language media outlets. The ministry alleges the news outlets have provoked disturbances and the spread of riots in Iran at the top of their programs.

Iran said it considers the news agencies' reporting to be interference in Iran's internal affairs and acts against its sovereignty. The crisis in Iran began as a public outpouring of anger over the death of Amini, who was arrested by the morality police in Tehran for allegedly wearing her Islamic headscarf too loosely. The police said she died of a heart attack and was not mistreated, but her family has cast doubt on that account.

Amini's death has sparked sharp condemnation from Western countries and the United Nations, as well as protests in solidarity abroad. On Sunday, violent street demonstrations erupted outside the Iranian embassy in London, with rocks thrown at police and five protesters arrested. A number of police officers were injured in the skirmishes though none seriously.

Pro-government rallies were also held on Sunday in several cities across Iran. Thousands attended a rally in the capital's Enghelab, or Revolution Square, waving Iranian flags. Some officials, including cabinet spokesman, Ali Bahadori Jahromi, attended to the rally in Tehran.

## Iran protests: at least 450 arrested in northern province

**A**t least 450 people have been arrested in Mazandaran, a northern province of Iran, during the last 10 days of protests, according to the province's chief prosecutor.

Protests sparked by the death in police custody of 22-year-old Mahsa Amini have spread across the country. They have been met with internet shutdowns and violent repression.

The official [death toll in the unrest is 41](#), while human rights groups say the true number is more than 75.

Amnesty International said at least four children had been killed by state forces since the beginning of the protests. It described a "harrowing pattern" of "deliberate and unlawful firing of live ammunition at protesters".

Heba Morayef, Amnesty's [Middle East and north Africa](#) director, said: "The rising death toll is an alarming indication of just how ruthless the authorities' assault on human life has been under the darkness of the internet shutdown."

Iranian officials said on Monday that more than 1,200 people had been arrested as the dragnet against the protests widened. Demonstrators took to the streets again on Monday night in Tehran and elsewhere, witnesses told Agence France-Presse.

Video filmed from several floors above street level, purportedly in the city of Tabriz,



Demonstrators gather near a motorbike on fire during a protest in Tehran on 19 September over the death of Mahsa Amini. Photograph: AFP / Getty Images

showed people protesting to the sound of tear gas canisters being fired by security forces, in images published by Oslo-based group Iran Human Rights.

The group said at least 76 people had been killed in the crackdown.

Amini was visiting Tehran when she was arrested by morality police who took issue with the way she had veiled her hair. While the police maintain she died of natural causes, her family say she was tortured and killed.

"During the journey to the police station she was tortured and insulted," Amini's cousin Erfan Mortezaei [told Sky News](#). "She suffered a concussion from a blow to the

head. There is a report from Kasra hospital [in Tehran] that says effectively by the time she reached the hospital she was already dead from a medical point of view."

Despite efforts to stop Iranians from accessing apps such as Instagram and WhatsApp, videos of people allegedly killed during the protests have been spreading on social media.

Parents of young people killed during the protests have expressed disappointment at the response from the international community. "People expect the UN to defend us and the protesters," said the father of 21-year-old Milan Haghigi, quoted by Amnesty International. "I too can condemn [the Iranian authorities], the whole world can condemn them, but to what

end this condemnation?"

Videos showed protests on Sunday night in Tehran and cities including Yazd, Isfahan and Bushehr.

The Norway-based Kurdish rights group Hengaw said a protest was held in Amini's home town of Saqqez despite a heavy military presence, and there were reports of a 10-year-old girl being taken to hospital after she was shot in the northern town of Bukan.

Other reports said students at three universities in Tehran were refusing to attend lessons.

*Agence France-Presse contributed to this report*

The New York Times

September 26, 2022  
By Vivian Yee, Farnaz Fassihi

## Women in Iran Take Center Stage in Antigovernment Protests

Women have been casting off their legally required head scarves, forming the primary image of the protests. But grievances against a repressive regime go far beyond the hijab.

Female protesters burned their legally required head scarves and cut their hair to protest the death of Mahsa Amini, who died in police custody after being arrested for failing to cover her hair modestly enough. CreditCredit... Getty

For Yasi, the news felt too close to ignore: A young woman, Mahsa Amini, had died in the custody of Iran's morality police, days after being arrested for failing to cover her hair modestly enough.

When protests broke out after [Ms. Amini's death](#), 20-year-old Yasi — the first woman in her immediate family to reject the hijab — ran into the streets, waving the thin shawl she usually wears over her blond hair in public, in a grudging concession to the law of the land.

"I keep thinking Mahsa could be me; it could be my friends, my cousins," she said in an interview from Tehran, where protests have since raged every night outside her family's apartment complex. "You don't know what they will do to you."

The [nationwide protests](#) challenging Iran's authoritarian leadership, now in their 10th day, have fed on a [range of grievances](#): a collapsing economy, brazen corruption, suffocating repression and social restrictions handed down by a handful of elderly clerics. On Monday, they showed no sign of abating, and neither did the harsh government effort to suppress them



Female protesters burned their legally required head scarves and cut their hair to protest the death of Mahsa Amini, who died in police custody after being arrested for failing to cover her hair modestly enough. CreditCredit... Getty Images

despite international condemnation.

But their catalyst was the death of Ms. Amini, 22, on Sept. 16 and its connection to the hijab law, the most visible manifestation of a theocracy that makes women [second to men](#) in politics, in parenting, in the office and at home.

Tossing head scarves into bonfires, dancing bareheaded before security agents, young women have been at the forefront of these demonstrations, supplying the defining images of defiance.

Iranian women had participated in protests against the clerical establishment before, but never before had they been spark, leaders and foot soldiers all at once. More than two dozen have been arrested so far, and several female protesters have been killed.

It was a female journalist, Niloufar Hamedei of Shargh, an Iranian daily, who first brought Ms. Amini's story to light. Ms. Hamedei was arrested last week and is being held in solitary confinement at Evin prison, according to her colleagues

"I see a lot of anger and a lot of rage in young women," said Golshan, 28, a women's rights activist from Isfahan who has organized small groups of friends to gather every night to chant, "No to hijab, no to oppression, only equal rights."

The first night of the protests, Golshan and about 50 other women locked arms to block an intersection, calling on men to join them. One man lit a bonfire. One by one, as the crowd cheered, women pulled their hijabs off, waved them aloft and tossed them into the blaze.

"We want to be heard," she

said. "We don't have one leader. The beauty and strength of our movement is that every single one of us here is a leader."

Mariam, 34, an artist in northern Mazandaran Province, said she and her friends had not only burned their scarves, they had cut their long hair and shaved their heads.

"It's a statement that doesn't need explaining," she said. "You can't control me and you can't define me with my hair."

Women are paying for their defiance in blood. On Saturday night, the riot police beat Golshan with a baton, leaving her dizzy and in pain, her neck frozen. (Like others interviewed, she insisted on being identified only by her first name to avoid reprisal.)

Two years after ultraconservative Muslim clerics seized power in the 1979 revolution, they required women in government offices to wear the head scarf, then all women and girls over age 9, justifying it with Shariah law. The hijab, they proclaimed, would protect female chastity and honor.

But it has also become a weak point for the regime, symbolizing social restrictions that men and women alike chafe at — and flout behind closed doors.

Iranian women have been contesting the law mandating hijabs and long, loose robes that cloak the body for decades. The women's rights movement has

also pushed — with limited success — against laws that allowed men to divorce more easily than women, granted men exclusive custody of children, lifted restrictions on polygamy for men, lowered the marriage age for girls and required women to get their husbands' or fathers' permission to travel.

But the current protests have spread far beyond the usual ranks of activists.

Yasi's mother, Minoo, seeing her daughter in Ms. Amini, signed an online petition by religious women calling for the abolition of the morality police and the repeal of the hijab mandate. Minoo says she wears the head scarf willingly, but the choice should be hers, not the government's.

"We can't impose what we think on one another," she said. "I'm religious, but I'm fed up with the hypocrisy and lies of this regime treating us ordinary people like dirt."

On several nights she has driven Yasi and her friends to protests around Tehran.

Nahid, 65, a retired banker, said she made sandwiches and first-aid kits for the demonstrators every night. She said other women who were not directly participating let protesters sleep in their homes to avoid security forces, and gave them sweet drinks and cakes. Activists say the response has been made possible by decades of quiet, grass-roots networking, even as prominent rights advocates have been imprisoned or gone into exile.

Under former President Hassan Rouhani, a moderate, young Iranians got used to a degree of flexibility, as the morality police grew less stringent. Long hair snaked from under ever-looser head scarves. Makeup got heavier, hemlines shorter. Clothing once restricted to dark, somber shades turned char-



Protesting in Tehran last week. Credit...Wana News Agency/Via Reuters

trouse and hot pink, embroidered and appliquéd.

In recent years, some women have dared to go even further, removing their headscarves in public in restaurants and while riding in cars, as Yasi does.

Iranian women "have never conformed to the state's ideal of what the hijab should look like," said Sussan Tahmasebi, a veteran Iranian women's rights activist who lives in exile. "And we see now the emergence of

hard-liners were impatient to reverse the liberalizing tide. Since [Ebrahim Raisi](#), an ultra-conservative, [became president](#) a year ago, he has systematically tightened enforcement of strict social and religious rules.

In July, the president ordered all "responsible entities and institutions" to devise a strategy for stepping up hijab enforcement. Violations, he said, were damaging the values of the Islamic Republic and "promoting corruption."



Protesters in Iran blocked traffic and set fires last week, defying a police crackdown. Credit... EPA, via Shutterstock

a younger generation that really care about their bodily rights, and the hijab is probably the most visible infringement on their bodily rights."

Successive governments, including Mr. Rouhani's, periodically cracked down on hijab noncompliance with fines, arrests and verbal warnings, but

Iran's chief prosecutor declared his support for barring women who were improperly covered from getting access to social and government services, including the subway. The Ministry of Guidance ordered movie theaters to stop showing women in ads.

The backlash to the policy has

come not just from the country's secular camp, but also from religious and conservative Iranians who said it would only deepen the divide between the government and its people.

But the clerical establishment was unmoved, blaming the reaction on foreign interference. "In the history of Islamic Iran, the life of the women of Iran has always been associated with chastity and hijab," Mr. Raisi said last month.

His campaign spurred growing tension and violence in the months before Ms. Amini's death. Cafes were shut for allowing bareheaded customers. Videos on social media showed morality police officers insulting, beating and dragging women into vans to be sent for "re-education" in proper hijab.

In one widely seen video, the mother of a woman who had been arrested threw herself in front of a moving morality police van, screaming: "My daughter is sick. I beg you not to take her."

Sapideh Rashno, a 28-year-old writer who had taken off her head scarf on a bus, was caught on video in mid-July arguing with a conservatively dressed woman who berated her for "improper dress." Ms. Rashno was arrested. Two weeks later, state television broadcast an interview showing her apologizing for the episode, her face bruised and her eyes ringed with purple circles.

Her case prompted a public outcry. But with the explosion of protests, the conversation has moved beyond the hijab to the system itself.

"The hijab is a symbolic thing that has brought women to the front and center," said Nazli Kamvari, an Iranian-Canadian feminist author, "but it connects them to all sorts of discrimination that everyone is facing."



September 27, 2022

## New Iraqi coalition to discuss drafting oil, gas law

The Sunnis, Kurds, and pro-Iran Coordination Framework are working towards forming a coalition that will draft a long-anticipated oil and gas law agreed upon by the Iraqi and Kurdish governments, the second deputy speaker of Iraq's parliament told Rudaw on Monday as the body prepares to convene.

The framework is close to announcing a coalition with the two main Kurdish political parties and the Sunnis to expedite the government formation process as the legislature approaches its one-year mark without a cabinet.

Shakhawan Abdullah told Rudaw's Sangar Abdulrahman

that the agreement between the parties of the coalition, reportedly named "Running the State Coalition," stipulates that an oil and gas law "must" be drafted.

"The constitution rules on the topic of oil [and gas] ... the oil and gas law between the federal government and the regional government will be drafted with an agreement," Abdullah said while stressing that the law will be drafted with a "complete agreement so that one political side does not possess greater influence."

The Iraqi Federal Supreme Court ruled against the Kurdistan Region's oil and gas law in mid-February, claiming that it was

"unconstitutional", hence striking down the independence of the Kurdistan Region's oil and gas sector and putting its industry in jeopardy.

Abdullah said that the top court's ruling against the Region's oil and gas law will serve as a "boost" for drafting the oil and gas law.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) demands the new Iraqi government to address the oil and gas law and other issues related to Kurdish rights, MP Sherwan Dubardani told Rudaw's Nazanin Goran on Monday.

On Wednesday, the US called on Iraq and the Kurdistan Region to work together to address ongoing oil and gas disputes,

saying the solution to the dispute must come internally without any foreign interference.

Iraq's parliament is expected to convene on Wednesday in its first meeting since June 23. The legislative body suspended its session on July 30 after supporters of powerful Shiite cleric Muqtada al-Sadr stormed the legislature building and demanded the dissolution of parliament and the holding of early elections.

The session will be the first after weeks-long protests and political tensions across Iraq. MPs are expected to vote on the resignation of Parliamentary Speaker Mohammed al-Halbousi's resignation, the meeting's agenda showed.

Midi Libre

26 septembre 2022

## Mort de Mahsa Amini : après les manifestations en Iran, des femmes se mobilisent dans le nord de la Syrie

Plusieurs centaines de femmes ont manifesté ce lundi 26 septembre dans le nord de la Syrie sous contrôle kurde pour protester contre la mort en Iran d'une jeune Kurde, Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs chargée de faire respecter les règles vestimentaires, notamment sur le port du voile.

La mort de Mahsa Amini, âgée de 22 ans, a provoqué les plus

importantes manifestations en Iran depuis 2019. Brandissant des portraits de la jeune femme, des centaines de manifestantes ont défilé lundi à Kamichli, dans le nord-est de la Syrie.

### Cheveux coupés et voiles brûlés

Certaines se sont coupé les cheveux et ont brûlé leur voile à l'image des Iraniennes descendues dans les rues pour dénoncer le sort de Mahsa

Amini. "Elle a été soumise à un traitement brutal par les tyrans iraniens. Nous n'acceptons pas cet affront fait à quelque femme que ce soit", a déclaré Sawsan Hussein, 52 ans, une fonctionnaire locale participant au rassemblement. Le père de Mahsa Amini affirme que la jeune femme ne souffrait d'aucun problème de santé et que la police iranienne est responsable de sa mort.

La police iranienne dément

toute violence à l'encontre de Mahsa Amini. Le ministère iranien des Affaires étrangères a accusé lundi les États-Unis d'utiliser les manifestations pour tenter de déstabiliser la République islamique. Des mouvements kurdes ont pris le contrôle de pans entiers du nord et du nord-est de la Syrie après le déclenchement de la guerre civile en Syrie, à la suite du soulèvement de 2011 contre le président Bachar al-Assad, lui-même allié de l'Iran.

## Dans les rues d'Iran, la liberté et la rage de la jeunesse : « Je me bats, je meurs, je récupère l'Iran »

Déclenché par la mort de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs, le soulèvement s'est transformé en un mouvement inédit qui a rapidement ciblé le régime théocratique.

Les grands-parents de Milan Haqiqi ont eu une heure pour enterrer son corps. Le jeune homme de 21 ans a été tué le 21 septembre au cours d'une manifestation dans la ville d'Oshnaviyeh, dans le nord-ouest de l'Iran. « La dernière fois que j'ai eu mon fils au téléphone, il a promis de m'envoyer les plus belles photos de la rue. Je n'ai reçu que les images de son cadavre, explique son père, Salim Haqiqi, qui vit en Norvège. Mon fils voulait la liberté et l'égalité. Avec les autres manifestants, il scandait : "Femme, vie, liberté !" Leur contestation était pacifique. »

Milan a été tué par balles. A ses côtés, deux de ses amis, Sadreddin Litani et Amin Mareft, âgés de 27 et 16 ans, ont eux aussi trouvé la mort. Selon l'organisation Iran Human Rights, basée à Oslo, au moins 76 personnes ont été tuées dans les manifestations qui ont débuté le 16 septembre dans tout le pays. La vague de contestation qui parcourt l'Iran depuis la disparition de Mahsa Amini, une jeune femme d'origine kurde de 22 ans, morte trois jours après son interpellation par la police des mœurs à Téhéran le 13 septembre, est inédite. « Ce qui se passe ne doit pas être réduit à des manifestations, explique un sociologue qui vit à Téhéran et qui préfère rester anonyme. L'Iran connaît un phénomène continu, large et généralisé, où les contestataires n'hésitent pas à répondre à la violence des forces militaires

par la violence. Nous assistons désormais à un soulèvement. »

Dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 septembre, rassemblements et affrontements ont secoué 30 des 31 provinces du pays, alors que le mouvement entrainait dans son dixième jour consécutif. Si elles semblent se concentrer principalement dans le nord-ouest, en particulier dans les provinces de Téhéran, du Kurdistan et de Mazandaran, les manifestations touchent de façon diffuse tout le pays.

« La rue est vivante »

La mort de Mahsa Amini avait d'abord provoqué une grève générale et des marches dans les provinces kurdes, réprimées par balles. Très rapidement, d'autres villes ont pris le relais. Depuis, femmes et hommes descendent chaque jour dans la rue. La plupart sont jeunes, comme l'explique une manifestante à Téhéran. « La rue est vivante. Le fatalisme et la torpeur qui se sont abattus sur nous après 2019 [la dernière grande vague de contestation durant laquelle plus de 300 personnes ont été tuées en trois jours selon Amnesty International] ont disparu, expliquait-elle, lundi matin, avant qu'Internet ne soit coupé par les autorités. Les jeunes sont bluffants, filles et garçons, ils sont d'une telle audace et d'une telle énergie qu'ils entraînent avec eux les plus vieux. Cette fois-ci, j'ai de l'espoir. » Un autre manifestant d'Ispahan (centre), où la contes-

tation reste pour le moment très contenue et muselée, partage son constat. « Les gens sont optimistes. Quand ma mère et mes tantes se parlent, elles disent : "Il est temps que nous aussi nous nous joignons aux manifestants." »

Lundi, plusieurs départements de différentes universités, à Téhéran, Tabriz (nord-ouest) et Babol (nord), parmi vingt-deux campus touchés par les manifestations, ont annoncé l'arrêt des cours jusqu'à la libération des étudiants interpellés, dont la liste ne cesse de s'allonger. S'il est impossible d'évaluer le nombre des personnes arrêtées, le site d'information Tasnim, proche des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), revendique l'interpellation et l'identification de plus de 1 200 « émeutiers ». Parmi eux, des avocats, chercheurs, militants des droits humains, journalistes et photographes.

« La situation ici est catastrophique », a précisé la photographe Yala Moayeri, détenue dans la prison de Qarchak, à une quarantaine de kilomètres de Téhéran, lors d'un appel téléphonique à ses proches. Ces derniers l'ont enregistré et mis en ligne. « Nous sommes tous les jours confrontées à des bagarres [entre les prisonnières et les gardes]. Plus de 100 personnes ont été placées dans un hangar, sans aération. Ils donnent des calmants aux prisonniers. Nous ne sommes pas en sécurité ici. »

Plus de 100 millions de tweets

Dans ce contexte, des actrices, dont certaines vivent en Iran, comme Maryam Boubani et Kattayoun Riahi, ont retiré leur foulard en signe de protestation ; la publication de leur geste sur leur page Instagram devrait les faire disparaître des productions cinématographiques iraniennes après des menaces du ministère de la culture. Chanteurs, sportifs, musiciens et enseignants, dont certains étaient jusqu'à présent complaisants avec le pouvoir, ont aussi condamné la répression. En ligne, le nombre de tweets – plus de 100 millions – qui rappellent les injustices commises par la République islamique d'Iran depuis sa naissance avec le mot-clé « Mahsa\_Amini » en persan a battu tous les records.

Les autorités coupant très régulièrement l'accès des Iraniens à Internet, peu d'informations et d'images parviennent à sortir du pays. Les photographies sont tirées des publications sur les réseaux sociaux. Les journalistes accrédités ont pour certains été convoqués par les services de renseignement ou reçu des appels les mettant en garde contre toute couverture médiatique du mouvement. Selon le comité pour la protection des journalistes, dix-sept reporters, rédacteurs ou photographes, ont été arrêtés.

Déclenché en réaction à la brutalité de la police, le mouvement

a rapidement ciblé le régime théocratique : « Cette année est l'année du sang, Seyyed Ali [le Guide suprême Ali Khamenei] sera renversé », « Je me bats, je meurs, je récupère l'Iran », scandent les manifestants. Le président ultraconservateur Ebrahim Raïssi est, lui, ignoré. « Tout le monde sait que les scrutins en Iran sont une mascarade et que le fond du problème vient de celui qui est à la tête de ce système, et personne d'autre », explique le sociologue cité plus haut.

Sur le plan politique, si des critiques acerbes émanent du camp des réformateurs, profondément affaibli, laissent entrevoir un début de fronde, l'aile dure du régime, son appareil judiciaire et sa garde prétorienne – les gardiens de la révolution – restent inflexibles, promettant d'affronter « de façon décisive » les acteurs d'une « sédition » et d'un « complot de l'ennemi » – comprendre : les puissances occidentales et Israël.

La mise en scène de confessions télévisées de manifestants, suggérant un soulèvement prémédité, cherche à accréditer cette thèse ; des cargaisons d'armes auraient été saisies... Le régime chercherait également à attirer les partis politiques kurdes iraniens qui disposent de bases en Irak dans une confrontation militaire. Les gardiens de la révolution ont ainsi procédé lundi et pour la deuxième journée consécutive à des bombardements sur la bande frontalière, prétextant l'entrée dans le pays de « groupes armés ».

#### Eviter le scénario des « printemps arabes »

« Ce n'est pas le cas, nous n'avons pas de peshmergas [combattants] à l'intérieur de l'Iran, même si la population nous le demande », rétorque Asso Hassan Zadeh, ancien vice-secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI). « Nous voulons que ce mouvement, qui unit tous les Iraniens, se maintienne.

*Le régime fait de la propagande. Il veut dire au public iranien : "L'intégrité de l'Iran est menacée et le pays est susceptible d'être démembré par les minorités nationales si vous ne vous calmez pas." »*

« Si le régime fait des concessions, on peut s'attendre à ce que les manifestants forment d'autres exigences, telles que la liberté de la presse, des élections libres, la libération des prisonniers politiques... Cela devrait encourager davantage d'Iraniens à se joindre à eux », note Ali Alfoneh, chercheur à The Arab Gulf States Institute de Washington. *Mais je m'attends à ce qu'il s'engage dans une répression systématique et sévère dans les jours voire les semaines à venir. Les gardiens de la révolution et les bassidji [les milices territoriales fidèles au régime] devraient être massivement déployés, car les performances des forces de l'ordre [la police] ne sont pas satisfaisantes [aux yeux du régime]. »*

Le chercheur souligne que l'appareil sécuritaire cherche avant tout à éviter le scénario des « printemps arabes » ainsi que les erreurs attribuées au chah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi. Contraint de lâcher du lest face aux premières exigences des révolutionnaires de 1978-1979, l'ancien dictateur avait enhardi ses opposants et précipité l'effondrement du régime impérial.

« Si nous ne réussissons pas cette fois-ci, ils vont faire de nous des esclaves », assure la manifestante de Téhéran citée plus haut. Moins catégorique, le sociologue considère pour sa part que, « même si une répression féroce écrase ce soulèvement, rien ne peut enlever le fait que la société iranienne a profondément changé au cours de ces derniers jours. Les jeunes expérimentent une liberté et une rage qu'ils ne connaissaient pas avant. Il sera impossible de leur faire oublier ce sentiment de liberté et la possibilité d'une autre vie. »



September 28, 2022

## Iran strikes Kurdish opposition groups with 'missiles, suicide drones'

The Region's health ministry also put all hospitals in Erbil on alert following the attacks, Erbil governor Omed Khoshnaw said.

Civilians are reported wounded in Iran's attack on Koya.

Mohammed Salih Qaderi, head of KDPI's public affairs said the attack was "on the camp where women and children are, civilian people are there."

Bases of Iranian-Kurdish opposition groups are "close by" the camp of the KDPI, he added. The IRGC vowed to continue its

operations against Kurdish groups based in the Region "until all bases are dismantled and the KRG fulfills its duty in doing so," Tasnim News Agency reported.

"Several" Komala members have suffered slight injuries, party member Abdullah Azeber said. The attack targeted several positions of Komala party in Zargwez, senior party member Osman Khalili said, adding that all but the party's leadership building have been destroyed.

Komala's camp is 20 kilometers southwest of Sulaimani, where

the group has settled since the 1980s.

Komala secretary Abdullah Muh- tedi condemned the recent attacks by Iran, saying the offense "will definitely unite the parties and unite" the Kurds in Iran "further against the Islamic republic."

"We call on the West, on America, to put an end to Iran's aggressions," he added.

Telegram channels affiliated with IRGC said Iran used Shahed-136 drones in the attack, the same aircraft that Russia is

using in its war on Ukraine. Another Komala member, Aram Modaressi, claimed that at least "16 suicide drones" were used to target two of their bases in Sulaimani's Zargwez.

Iran has accused Kurdish opposition groups of fueling the latest wave of protests in Iran triggered by the death of Mahsa (Zhinah) Amini in police custody earlier this month.

The IRGC on Saturday warned locals in the Kurdistan Region to "stay away" from offices and locations of the Kurdish armed groups.

## Balles tragiques à Téhéran

**L**A RÉPONSE des autorités n'a pas tardé. Plus de 1 200 personnes interpellées en une semaine, 76 morts selon l'ONG Iran Human Rights. On ne rigole pas, chez les mollahs : en Iran, on tire à balles réelles sur les manifestants. Et on ne les rate pas. Elle n'avait rien fait, Hadis Najafi, gaie brindille de 40 kilos qui rejoignait ses amis pour réclamer la liberté. Elle se teignait les cheveux, rigolait,

faisait la belle, rêvait d'une autre vie. Six balles dans le corps. Le cou, la poitrine, le front, la main, le cœur ... Après Mahsa Amini, Hadis est le nouveau visage de la révolte, un beau visage fracassé.

Les protestations, partout dans le monde, n'ont pas exagérément ému le gouvernement. Les pancartes hostiles, les cris de rage à Bruxelles, Londres, Beyrouth, New York, Santiago

? Fort bien, ça vous passera. Pendant ce temps, les habitants des villes en révolte sont invités par les services de sécurité iraniens à identifier les meneurs et à se montrer bons citoyens et vrais patriotes face à ces insupportables ingérences étrangères. Car les manifestants sont manipulés, bien sûr.

L'Europe, comme le monde entier, est « préoccupée ». La

France, qui a répondu avec du gaz lacrymogène aux manifestants iraniens dimanche dernier à Paris, « examine les options disponibles en réaction à ces nouvelles atteintes massives aux droits de l'homme » en Iran. Et, quand on aura fini de les examiner, ces fameuses options, on en discutera tranquillement avec nos 26 partenaires européens. La riposte promet d'être fulgurante.



September 28, 2022

## Three rockets hit Baghdad's Green Zone injuring at least seven

**A**t least seven members of the security forces were injured as three rockets landed in Baghdad's fortified Green Zone on Wednesday.

Iraqi security media cell reported that three rockets landed in Baghdad's green zone.

"The first landed in front of the Iraqi parliament building," the cell said.

The rockets fell as the Iraqi parliament held its first session since deadly unrest took over the capital city last month to vote on the resignation of parliamentary speaker Mohammed al-Halbousi.

Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi "directed the security forces to pursue and arrest the perpetrators of the missile bombing attack on the Green Zone," a statement from his office read.



Aftermath of three rockets landing in Baghdad on September 28, 2022 : Photo Iraqi security Media Cell

The United Nations' mission in Iraq called on all parties to refrain from violence.

No group has taken credit for the rocket attacks on the Green Zone.

The attack comes less than a month after the Green Zone witnessed deadly clashes between pro-Iran militias and fol-

lowers of Shiite cleric Muqtada al-Sadr, who had arranged sit-ins at the Iraqi parliamentary building for weeks prior.

Iraq held snap parliamentary elections in October but disagreements have prevented political parties from electing a president and a prime minister just under a year after elections were held, setting a record.

The situation escalated in late July after Sadrist demonstrators stormed the Iraqi parliament, demanding its dissolution and holding early elections. Later in August, the Shiite cleric called on Iraq's judiciary to dissolve the parliament and protesters flocked to the council's building, despite it affirming that it does not reserve the right to interfere in legislative or executive matters and therefore cannot dissolve the parliament.

Prior to the parliamentary session on Wednesday, Sadr supporters flocked to the streets of Baghdad in attempts to block the parliament from convening, but were prevented by heavy security presence in the Green Zone.

Kadhimi "called on the demonstrators to abide by the peacefulness guidelines and the security forces' orders regarding the demonstration places," in his statement.

## L'Iran bombarde le Kurdistan irakien, où le soutien aux manifestations antirégime est fort

Les mouvements d'opposition kurdes iraniens en exil dénoncent la répression des manifestations provoquées par la mort de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs, il y a deux semaines. Au moins treize personnes ont été tuées, et plus d'une cinquantaine blessées.

La réponse intransigeante de Téhéran à la contestation populaire dépasse les frontières du pays. Au moins treize personnes ont été tuées, mercredi 2 septembre au Kurdistan irakien dans des frappes iraniennes contre des groupes armés de l'opposition kurde iranienne, qui dénonce la répression des manifestations en République islamique.

Le gouvernement fédéral irakien et le pouvoir régional du Kurdistan autonome, dans le nord du pays, ont condamné plusieurs frappes de missiles et d'autres menées selon Bagdad par « vingt drones chargés d'explosifs ». L'attaque a aussi été dénoncée par Paris, Washington, Berlin et Londres. Bagdad a dit avoir convoqué l'ambassadeur d'Iran pour protester contre les attaques, la diplomatie irakienne fustigeant des actions « provocatrices ».

Revendiqués par Téhéran, ces bombardements ont fait « treize morts – dont une femme enceinte – et 58 blessés, en majorité des civils, dont des enfants de moins de dix ans », ont annoncé en début de soirée les services antiterroristes du Kurdistan d'Irak. Ils ont évoqué « plus de 70 » bombardements, menés par des « missiles balistiques » et des « drones armés ».

Dans un hôpital d'Erbil, capitale de la région autonome, un photographe de l'Agence France-Presse (AFP) a vu des hommes, en majorité en treillis,



L'Iran a effectué, mercredi 28 septembre, des frappes par drone et tir de missiles contre des zones du Kurdistan d'Irak voisin, où sont basés des mouvements d'opposition kurdes iraniens. SHWAN MOHAMMED / AFP

transportés sur des civières, sortis d'ambulances tachées de sang, les corps bandés sur des chaises roulantes.

« Des réfugiés iraniens, dont des femmes et des enfants », feraient partie des victimes, a déploré, sur Twitter, l'antenne en Irak du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), évoquant un camp touché à Koysinjaq, à l'est d'Erbil. « L'attaque aurait touché une école primaire où se trouvaient des élèves », a déploré l'agence.

La télévision étatique kurde irakienne, K24, a annoncé que trois de ses journalistes avaient été « grièvement blessés ».

Le Kurdistan d'Irak accueille plusieurs groupes d'opposition iraniens kurdes qui, historiquement, ont mené une insurrection armée contre Téhéran,

même si ces dernières années leurs activités militaires sont en recul. Ils restent toutefois très critiques sur les réseaux sociaux de la situation en Iran, en partageant par exemple des vidéos sur le mouvement de protestation qui a éclaté à la mi-septembre dans la République islamique après la mort de Mahsa Amini, 22 ans, alors qu'elle avait été interpellée par la police des mœurs.

### « Dix frappes de drone »

Des tirs, revendiqués par l'Iran, ont aussi endommagé et détruit des bâtiments dans le secteur de Zrgoiz, à une quinzaine de kilomètres de Souleimaniyé, où se trouvent des locaux de plusieurs partis d'opposition armés iraniens kurdes de gauche, notamment ceux de Komala.

Un correspondant de l'AFP à Zrgoiz a vu des volutes de

fumée blanche s'élever d'un des sites touchés par les frappes, où des ambulances ont été dépêchées. Des habitants fuyaient les lieux, tandis que des blessés légers se faisaient soigner sur place par un médecin du parti. « La zone où nous nous trouvons a été touchée par dix frappes de drone », a rapporté à l'AFP un responsable de Komala, Atta Nasser, montrant du doigt l'Iran.

La région de Sherawa, au sud d'Erbil, a également été visée par des bombardements. « Des locaux du Parti de la liberté du Kurdistan ont été visés par des bombardements iraniens », a indiqué à l'AFP un responsable de ce parti d'opposition iranien, Hussein Yazdan. Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), un des groupes visés par les bombardements sur la région de Koysinjaq, a également fait état de deux morts dans ses rangs. Sur Twitter, le PDKI a fustigé des « attaques lâches ».

A Téhéran, la télévision d'Etat iranienne a affirmé que « les forces terrestres des gardiens de la révolution [l'armée idéologique de la République islamique] [avaient] ciblé plusieurs quartiers généraux de terroristes séparatistes dans le nord de l'Irak avec des missiles de précision et des drones destructeurs ». Ces derniers jours, des tirs d'artillerie iraniens avaient visé à plusieurs reprises des zones frontalières du Kurdistan d'Irak, au nord

d'Erbil, sans faire de dommages notables.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Dans les rues d'Iran, la liberté et la rage de la jeunesse : « Je me bats, je meurs, je récupère l'Iran »](#)

« **Ceux qui perturbent l'ordre** »

Ces frappes surviennent dans un contexte tendu en Iran, où des manifestations nocturnes quotidiennes secouent le pays depuis la mort de Mahsa Amini. Le Kurdistan irakien accueille plusieurs groupes d'opposition iraniens kurdes, qui historiquement ont mené une insurrec-

tion armée contre Téhéran, même si ces dernières années leurs activités sont en recul. Ils restent toutefois très critiques sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, le commandement de la police en Iran, cité par l'agence de presse Fars, a averti, mercredi, que ses unités s'opposeraient « avec toute leur force » aux manifestants « et agiront partout dans le pays fermement contre ceux qui perturbent l'ordre public et la sécurité ». Selon l'organisation Iran Human Rights, sise à Oslo, au moins soixante-seize personnes avaient été tuées dans les manifestations à la date du 26 septembre.

Lire aussi : [Zar Amir Ebrahimi, actrice iranienne : « En Iran, un mur s'est fissuré, mais je ne sais pas combien de temps cela va prendre avant qu'il ne s'effondre »](#)

Les Etats-Unis ont « fortement » condamné mercredi les frappes meurtrières de l'Iran au Kurdistan irakien, et mis en garde Téhéran contre de nouvelles attaques envers les groupes de l'opposition iranienne kurde. « Nous nous tenons aux côtés du peuple et du gouvernement irakien face à ces attaques éhontées sur leur souveraineté », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, dans un communiqué.

Le Royaume-Uni a condamné également les frappes meurtrières de l'Iran au Kurdistan irakien, sommant la République islamique de « cesser ses bombardements aveugles sur des villes kurdes ». « Ces attaques sont une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak et sont tout à fait inacceptables », a déclaré le ministre des affaires étrangères dans un communiqué, accusant l'Iran de « déstabiliser » la région. Et Paris a condamné une « violation flagrante de la souveraineté irakienne » par Téhéran. s le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

Kurdistan au féminin

La Kurdistan à travers le regard féminin

29 septembre 2022

## L'Iran a repris ses attaques sanglantes visant les Kurdes en Irak

**H**ier, les attaques iraniennes visant les zones du Kurdistan irakien où ont trouvé refuge des opposants d'Iran ont fait au moins 13 morts et 58 blessés. La majorité des victimes sont des enfants et des femmes, donc des civils innocents. Mais il semble que les mollahs n'ont pas pu éteindre leur soif de sang des Kurdes, ils ont repris leurs attaques ce matin.

Depuis 7 heures ce jeudi 29 septembre, l'artillerie des Gardiens de la Révolution bombarde les montagnes de Barbezin et de Saqr situées à la frontière du Kurdistan irakien pour le sixième jour consécutif.

Mercredi, des frappes de missiles et de drones iraniens



avaient visé les bases d'opposants politiques au Kurdistan irakien (KRG), tuant au moins 13 personnes et en blessant 58 autres. Les gardiens de la révolution iraniens ont revendiqué les attaques qu'ils justifient par le soutien de ces opposants aux protestations po-

pulaires qui secouent tout l'Iran depuis le meurtre barbare de Jina Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans par la police des mœurs pour un voile « mal porté », le 16 septembre dernier...

Les Kurdes visés par la guerre

transnationale simultanée irano-turque

Les Kurdes sont attaqués simultanément par la Turquie et l'Iran sur le front Ouest (Kurdistan syrien) et le front Sud (Kurdistan irakien) avec la complicité des régimes en place. Depuis hier, les attaques iraniennes et turques ont fait plusieurs dizaines de victimes civiles, dont de nombreux enfants et femmes.

Au Kurdistan irakien, de nombreux activistes kurdes appellent à l'expulsion des diplomates iraniens après les attaques sanglantes d'hier tandis qu'au Rojava, les dirigeants demandent à la communauté internationale de faire cesser les attaques turques, en vain

The New York Times

September 29, 2022  
By Vivian Yee

# Despite Iran's Efforts to Block Internet, Technology Has Helped Fuel Outrage

Online, Iranians engage in a world their leaders don't want them to see.

In the physical world, Iran's authoritarian leaders answer to no one. They try, but often fail, to keep Iranians away from Western entertainment and news. Thanks to their rules, women are required to shroud their hair with head scarves, their bodies with loose clothing.

On the internet, Iranians are often able to slip those bonds.

They squeal over the Korean boy band BTS and the actor Timothée Chalamet. They post Instagram selfies: no head scarf, just hair. They can watch leaked videos of [appalling conditions](#) in Iranian prisons, inspect viral photos of the luxurious lives that senior officials' children are leading abroad while the economy collapses at home, read about human rights abuses, swarm politicians with questions on Twitter and jeer their supreme leader, anonymously, in comments.

"In one world, the government controlled everything, and people always had to hide what they think, what they want, what they like, what they enjoy in their real life," said Mohammad Mo-saed, an Iranian [investigative journalist](#) who has been arrested twice for posting content online that the government considered objectionable.

"But on the internet, people had a chance to say what they want, to show who they



Iranian demonstrators taking to the streets of the capital, Tehran, during a protest days after a young woman, Mahsa Amini, died in police custody after she was accused of violating the country's headscarf law. Credit...Agence France-Presse — Getty Images

really are," he said. "And that caused conflict between the two worlds."

Among Iranians, growing online outrage has helped fuel successive waves of protest against the autocratic clerics who rule them, culminating this month in [countrywide demonstrations](#) that have challenged the foundations of the Islamic Republic.

Although the battle is being fought with bodies in the street, with [women burning their head scarves](#) and Iranians of all classes confronting security forces, it was protesters' phones that first swept them there.

News broke online on Sept. 16 that a [young woman had died](#) in police custody after being accused of violating Iran's mandatory head scarf law. Within a day, a quarter-million Instagram users had

joined a digital chain of Iranians posting about the woman, Mahsa Amini, and the hashtag bearing her name had been tweeted, retweeted or liked more than nine million times.

Dozens of cities have erupted in protest every night since. Security forces have killed at least 50 people, according to rights groups and arrested more than 700 people, including journalists and activists who were using social media to keep people informed.

Dozens of prominent athletes, including the national soccer teams stars Ali Karimi and Sardar Azmoun, celebrities and notable directors such as Asghar Farhadi have used social media to announce their support for the protesters in the past week. The government has said they will face repercussions,

including a ban on professional activity.

The government has responded to the unrest with more than bullets, tear gas and beatings.

Nightly internet and app outages confound efforts to organize new protests and slow their momentum. But far beyond these protests, Iran's leaders have worked for more than a decade to shore up control by building their own domestic internet, complete with copycat versions of Google and Instagram. That has put their goal of shutting out the rest of the wider internet nearly within reach.

Under Ebrahim Raisi, Iran's new, ultraconservative president, Iran has [intensified censorship](#), disrupting V.P.N.s, impeding the encryption on messaging apps and restricting Google searches to Safe Search, which shows only age-appropriate content for children under 13.

There are fears that a pending internet bill will block the remaining social media apps, on which an estimated 11 million Iranians rely for their livelihoods, working as influencers, selling products through Instagram and more.

Iran's enemies are using social media in an "onslaught to distort and destroy" the clerical establishment, the country's 83-year-old supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, warned in a February

speech, calling on the authorities to regulate internet access.

“The judiciary must prevent the minds of the people from becoming worried and disturbed” by rumors and false claims on “both the media and the internet,” he said in June.

Nearly 80 percent of Iranians use some form of social media, according to a survey this year by a government-affiliated group. Even many government officials are on Twitter, even though it is banned in Iran, in a tacit acknowledgment of its reach.

Recognizing that the internet blackouts could smother the protests, the Biden administration [changed regulations](#) last week to give American tech companies more room to offer services to Iranians without running afoul of United States sanctions on Iran. But it is unclear how quickly they could act.

In a country where media outlets are tightly controlled and leaders almost never have to submit to public questioning, platforms like Twitter, Instagram and [Clubhouse](#) constitute the only means of holding the powers that be to account.

“It’s been critical for a lot of people to wake up and see what’s really going on,” said Shahin Milani, the executive director of the U.S.-based Iran Human Rights Documentation Center. “And that’s really critical because no other outlet provides that.”

Online revelations about abuses and double standards have stoked indignation and disgust among

Iranians in recent years. Some touched on the [brutal crackdowns](#) on antigovernment protests and the law that requires women to [cover their bodies and hair](#). This summer, before Ms. Amini’s story broke, several videos circulated on social media in which Iran’s notorious morality police violently detained young women they deemed improperly covered.

But even ostensibly trivial content could draw rage.

There were the photos in April showing that the family of the country’s Parliament speaker had [gone abroad](#) to buy baby clothes at a time when most Iranians could barely afford cheap Iranian-made onesies.

And in 2017, a viral video of the son of a prominent lawmaker crediting his career success to “great genes” touched a raw nerve among those with fewer connections and more troubles.

That fall, Iranians flocked to a social media campaign with the hashtag “I regret,” uniting people who rued voting for reformist candidates who failed to enact change.

By the end of 2017, [protests](#) triggered by investments gone bad had set off nationwide protests against the government and its economic policies.

The authorities have seen the unfettered internet as a threat since 2009, when social media helped mobilize millions of Iranians in the Green Movement protests over what they believed was a rigged presidential election.

Once focused on developing

a chaste domestic version of the internet, the government turned its energies to creating one it could control.

“If I didn’t have access to the internet, I’d believe everything they wanted to tell me,” said Amir Rashidi, the director of digital rights and security at Miaan Group, which is based in the United States and supports human rights groups in Iran. “So they realized, that’s where they’re being hit and they need to control it.”

Under former President Hassan Rouhani, a relative moderate in office from 2013 until last year, restrictions that capped internet speed were lifted and mobile internet took off. Mr. Rouhani also talked of allowing Western tech companies such as Twitter into the country under China-style conditions that would require them to impose user restrictions.

But stringent U.S. sanctions on Iran over its nuclear program made Silicon Valley reluctant or unable to work with Iran.

Instead, Iran built its own versions of Google, Instagram, WhatsApp and more, making sure the content was to its liking.

Statistics from Iran’s own app stores, however, show that only a few million people in a country of about 85 million have downloaded them. Researchers say that is partly because of concerns about government surveillance.

And Iranians [keep finding ways](#) into the wider internet: About 80 percent of Iranians [rely on](#) virtual private networks and proxies for access, a law-

maker told state media in July. “Iranians also see how the rest of the world lives and want that too,” said Holly Dages, an Iranian-American senior fellow at the Atlantic Council who has written a report on [Iranians’ use of social media](#). “But more importantly, it’s the only way for their voices to be heard.”

Now, when the broader internet goes dark, Iran’s National Information Network stays up, enticing Iranians to migrate. State television has taken to promoting the home-grown apps during the current protests, informing viewers that while foreign apps must be regulated to prevent the “rioters” from doing further damage, the public is free to use their Iranian versions. One solution, Iranian activists say, is for American tech companies to re-enter the field in Iran after backing away when President Donald J. Trump imposed tougher American sanctions on Iran.

Signal, a secure messaging app, said it and volunteer users were working to devise alternative ways of accessing and distributing Signal, but it had encountered hurdles, including Iranian telecommunications companies preventing validation codes from being delivered over text. Google said it was working on technical adjustments to help with access. But more sweeping solutions did not appear forthcoming.

“The main tool that we have to combat” Iranian government controls, Mr. Rashidi said, “is breaking the isolation.” Farnaz Fassihi contributed reporting.



29 septembre 2022

## Avec la mort de Mahsa Amini, les Kurdes iraniens dans la tourmente

**E**n pleine crise, Téhéran a revendiqué des frappes sur des bases de l'opposition kurde iranienne en Irak, cherchant, selon les Kurdes, à entraîner une confrontation militaire pour faire oublier le mouvement de contestation en cours en Iran depuis la mort de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne. Dans le pays, cette minorité paie le prix fort de sa mobilisation contre le régime.

«L'Iran tente de détourner l'attention captée sur les manifestations en cours contre la mort de Mahsa Amini.» Au téléphone, le chercheur Asso Hassan Zadeh, ancien vice-secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), joint dans la matinée du mercredi 28 septembre, ne décolère pas. Il vient d'apprendre que **plusieurs missiles iraniens se sont abattus sur le QG de son parti d'opposition** dans la province d'Erbil, situé de l'autre côté de la frontière, au **Kurdistan irakien**. Il est inquiet pour ses proches.

Le bilan de ces bombardements est lourd. Plusieurs frappes de missiles et d'autres menées, selon Bagdad, par «20 drones chargés d'explosifs» ont tué au moins 13 personnes, dont une femme enceinte. Ces attaques ont aussi blessé une cinquantaine de personnes, en majorité des civils, dont des femmes et des enfants. Le PDKI a été visé, mais aussi plusieurs partis kurdes iraniens d'opposition armés, notamment dans la région de Souleimaniyeh. D'après l'antenne en Irak du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés, un camp de réfugiés iraniens et «une école primaire où se trouvaient des



Manifestation en soutien à Mahsa Amini à Sanandaj, capitale de la province iranienne du Kurdistan, le 18 septembre 2022. © AFP

élèves» ont été aussi touchés par ces bombardements à l'est d'Erbil.

Très vite, Téhéran a revendiqué l'attaque menée pour démanteler des «groupes terroristes», selon les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique. Le Kurdistan d'Irak accueille plusieurs groupes d'opposition kurdes iraniens

historiquement opposés à la République islamique d'Iran, même si leurs activités sont en recul ces dernières années.

«Téhéran diffuse des «fake news», nous n'avons pas de peshmergas [combattants] en Iran à cause des restrictions et de la surveillance iranienne. Une bonne partie de l'Iran s'est soulevée pour mettre fin à la

répression du régime depuis une dizaine de jours et les autorités cherchent à briser cette unité en prétextant que les Kurdes veulent démembrer l'Iran», insiste Asso Hassan Zadeh.

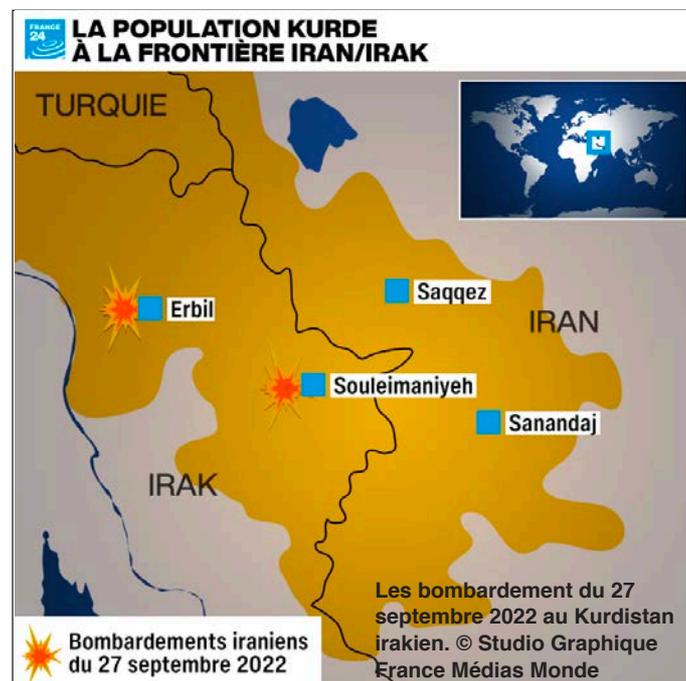
### Un réveil des tensions avec les Kurdes

De hauts responsables à Téhéran ont effectivement lié ces bombardements aux «émeutes» en Iran. La veille des frappes, le général Abbas Nilforoushan, haut représentant des Gardiens de la révolution, avait évoqué des éléments «infiltrés» en Iran «pour semer le désordre». «Ces éléments contre-révolutionnaires ont été arrêtés lors d'émeutes dans le nord-ouest, nous avons donc dû nous défendre, réagir et bombarder les environs de la bande frontalière», avait-il dit à la suite de tirs d'artillerie iraniens ayant visé dimanche, puis lundi de nouveau, des zones frontalières entre la région kurde d'Irak et le Kurdistan d'Irak, sans faire de dommages notables.

Ce n'est pas la première fois que l'Iran tire sur des cibles kurdes en Irak. En mars, les Gardiens de la révolution avaient visé à Erbil ce qu'ils ont appelé «un centre stratégique israélien», ce que les autorités du Kurdistan irakien ont démenti, déclarant qu'il ne s'agissait que d'un site civil à proximité d'un bâtiment du consulat américain.

### Mahsa Amini, iranienne et kurde

Ce soudain **réveil des tensions avec les Kurdes** intervient



dans un contexte épineux en Iran, où des manifestations nocturnes ont lieu quotidiennement depuis [la mort de Mahsa Amini](#). Cette jeune Iranienne est décédée le 16 septembre à Téhéran, après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir mal porté son voile.

Le fait est que Mahsa Amini était non seulement iranienne, mais aussi kurde. La jeune femme, originaire de Saqqez, une ville de la province du Kurdistan iranien, était en voyage dans la capitale iranienne avec sa famille lorsqu'elle a été interpellée sous les yeux de son frère. Ce qui n'a pas freiné l'élan de solidarité des Iraniens, qui ont manifesté leur colère dans la rue dès l'annonce de sa mort dans toutes les grandes villes du pays.

«Ces protestations dépassent tous les clivages, ce qui effraie les autorités, qui tentent de diviser l'opinion publique», souligne Asso Hassan Zadeh. «Les Kurdes sont très présents et ils ont capté l'attention de

l'opinion publique et la solidarité du peuple iranien.»

Les premiers rassemblements ont bien eu lieu à Saqqez. Des vidéos montrant une nuée de bras levés secouant des foulards pour réclamer justice, ont rapidement fait le tour des réseaux sociaux, avant que les manifestations ne gagnent Sanandaj, la capitale du Kurdistan iranien, puis les autres grandes villes iraniennes.

#### Répression accentuée au Kurdistan iranien

Au Kurdistan iranien, les protestataires ont subi de lourdes pertes. Au moins 25 personnes ont été tuées (soit plus d'un tiers des personnes tuées dans le pays depuis le début de la révolte) et la région compte 1 000 blessés et plus de 1 500 arrestations d'après un bilan datant de mardi soir, selon Asso Hassan Zadeh. «La répression chez nous est toujours plus forte. Ici les forces de l'ordre tirent plus facilement, car il y a un climat militarisé. Ils savent que les Kurdes sont

plus mobilisés et plus politisés», explique le chercheur militant. «Il y a aussi une couverture médiatique très limitée au Kurdistan iranien, car les journalistes ne sont jamais autorisés à se rendre sur place.»

La répression ciblée dans cette région sunnite de l'Ouest, dont les autorités centrales se méfient, n'est pas nouvelle. «Plus des 50 % des prisonniers politiques du pays, étaient jusqu'ici des Kurdes. Et la peine de mort y est plus systématique qu'ailleurs», précise Asso Hassan Zadeh.

Un constat confirmé par le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme en Iran, Javaid Rehman. Dans [un compte-rendu publié en mars](#), il se dit «alarmé par le nombre disproportionné d'exécutions de membres de communautés minoritaires, en particulier les minorités baloutches et kurdes».

Alors que les manifestations

continuent en Iran, en particulier à Sanandaj, les autorités ont commencé à accuser les puissances étrangères d'avoir fomenté le mouvement. «L'ennemi a visé l'unité nationale et veut dresser les gens les uns contre les autres», a ainsi prévenu le président ultraconservateur Ebrahim Raïssi mercredi, jugeant «le chaos inacceptable» et accusant les États-Unis, l'ennemi juré de la République islamique, d'attiser la contestation. Les Kurdes, «de par leur proximité avec la frontière, les autres partis kurdes à l'étranger et le reste du monde», sont des proies faciles, estime Asso Hassan Zadeh.

Selon un dernier bilan donné mardi par l'agence officielle Fars, «environ 60 personnes ont été tuées» depuis le début des protestations dans l'ensemble du pays. Les autorités ont fait état en outre de l'arrestation de plus de 1 200 manifestants. L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, faisait état lundi de 76 personnes tuées.

## Iran : « La communauté universitaire et militante internationale demeure largement silencieuse »

Un collectif d'intellectuels et de militants du monde entier, dont les philosophes Judith Butler, Angela Davis et Jacques Rancière, déplore, dans une tribune au « Monde », le faible écho rencontré par les féministes occidentales au sein des cercles universitaires et appelle à « une solidarité transnationale avec les femmes et les corps marginalisés en Iran ».

Le 16 septembre, Mahsa (Zhina [son prénom en kurde]) Amini, une jeune femme kurde

iranienne de 22 ans, a été [sauvagement assassinée](#) par la police des mœurs de la République islamique d'Iran. Elle a été plusieurs fois frappée à la tête après son arrestation pour [port « inapproprié » du hidjab](#). Un assassinat d'Etat parmi beaucoup d'autres, systématiquement et délibérément commis par le régime d'apartheid sexuel qui sévit en Iran. Depuis ce meurtre d'Etat, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes iraniennes. Cette révolte dans l'ensemble du pays ne vise pas unique-

ment le meurtre brutal de Mahsa, mais l'essence même du régime islamique. Et la revendication est claire et nette : la fin d'un régime théocratique dont les violences multiples exercées contre les corps marginalisés ont été rendues visibles par la mort de Mahsa.

Malgré la terreur et la répression, nous assistons aujourd'hui en Iran à une révolution féministe enflammée par la rage soulevée par l'assassinat de Mahsa (Zhina) Amini. Inspirés par le mouve-

ment kurde, les manifestants scandent : « [Femmes, vie, liberté !](#) »

Les soulèvements, les corps dansant sans hidjab et les manifestants brûlant les symboles du hidjab ont été violemment réprimés par des armées de « trolls » financées par l'Etat, des coupures d'Internet, des gaz lacrymogènes, des arrestations massives et des [assassinats aveugles](#).

**Une approche néo-orientaliste**

Néanmoins, la communauté universitaire et militante à l'échelle internationale demeure largement silencieuse sur ce qui se passe aujourd'hui en Iran. La crise iranienne est enfermée dans deux cadres réducteurs et pourtant hégémoniques, dans les médias aussi bien que dans le milieu académique.

Lire l'entretien : [Après la mort de Mahsa Amini en Iran, « ce sont des femmes qui sont sur le devant des manifestations, c'est inédit »](#)

D'un côté, la longue histoire d'oppression coloniale et la récente progression des discours xénophobes, racistes et sexistes en Occident ont amené à réduire des problèmes complexes, comme celui du hidjab, à des « questions culturelles ». Cela a notamment empêché les voix progressistes du Nord d'exprimer pleinement leur solidarité envers les luttes menées au Moyen-Orient et dans d'autres pays à majorité musulmane, de peur d'alimenter les idéologies sexistes en Occident.

D'un autre côté, une approche supposée progressiste mais,

en réalité, néo-orientaliste a fait abstraction des vies et des subjectivités en dehors de l'Occident, en particulier de ceux qui vivent au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés « [Le port du voile intégral n'est pas déterminé par la religion, mais par le rapport aux hommes](#) »

Ces cadres ont conduit à écarter épistémologiquement et politiquement les résistances féministes et queer [ou allosexuelles, altersexuelles, termes qui englobent les personnes ayant une sexualité ou une identité de genre différentes de l'hétérosexualité] en Iran. L'oppression multidimensionnelle subie et les combats menés restent ignorés, à moins qu'ils soient reliés à des problématiques occidentales ou que les acteurs se perçoivent eux-mêmes à travers ce regard néo-orientaliste.

#### **Programme féministe et queer, anticapitaliste et antifasciste**

Contre et au-delà de ces tendances réductrices, nous, un groupe d'universitaires militants féministes, demandons

aux communautés féministes de nous rejoindre pour construire ensemble une solidarité transnationale avec les femmes et les corps marginalisés en Iran. Les combats de nos sœurs en Iran s'ancrent à la fois dans le développement historique des rapports de pouvoir au sein des sociétés dites « islamiques », et dans la crise contemporaine des relations de reproduction sociale dans le capitalisme mondial.

Nous insistons sur un programme féministe et queer, anticapitaliste et antifasciste qui ne réduise pas les luttes de nos alliées en Iran aux problèmes tels qu'on les rencontre dans les pays du Nord. Au contraire, nous devons considérer ces luttes dans un continuum et mener bataille en reconnaissant nos combats communs.

Créer et maintenir un tel continuum exige de reconnaître l'intersectionnalité des luttes que les femmes et autres corps marginalisés mènent dans des pays comme l'Iran et qui vivent actuellement dans une théocratie islamique. Il est aujourd'hui plus que jamais crucial de montrer une puissante solidarité transnationale

envers les femmes et les autres corps marginalisés en Iran. (Traduit de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria).

**Premiers signataires :** Gilbert Achcar, professeur à l'École des études orientales et africaines, université de Londres ; Nadjé Al-Ali, professeure d'anthropologie au département d'études sur le Moyen-Orient, université Brown ; Shannon Bell, professeure en science politique, université York, Canada ; Seyla Benhabib, professeure émérite de science politique et de philosophie, université de Yale, et directrice de recherche, faculté de recherche de Columbia ; Judith Butler, professeure de philosophie, université de Californie, Berkeley ; Angela Y. Davis, professeure émérite de philosophie, université de Californie, Santa Cruz ; Naika Foroutan, professeure en intégration et politiques sociales, université Humboldt, Berlin ; Catherine Malabou, professeure de philosophie, université Kingston ; David McNally, professeur émérite d'histoire, université de Houston ; Shahrzad Mojab, professeure de sociologie, université de Toronto ; Jacques Rancière, professeur émérite de philosophie, Paris-VIII.